



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 8 JUILLET 2025
GEMEENTERAAD VAN 8 JULI 2025

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Nadia El Yousfi, *Présidente/Voorzitster* ;
Charles Spapens, *Le Bourgmestre/De Burgemeester* ;
Alain Mugabo Mukunzi, Simon De Beer, Françoise Père, Oumnia Berrahal, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Jacyara Farias de Azevedo, Flo Flamme, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Ahmed Ouartassi, Mariam El Hamidine, Alitia Angeli, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Séverine De Laveleye, Maud De Ridder, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Liesbeth Goossens, Zakaria Yaakoubi, Gilles Martin, Rokia Bamba, Eitan Bergman, Elvis Kola, Sébastien Gillard, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Rizalva dos Santos Deville, Sophie Michez, Antoine Lebessis, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Hilde De Visscher, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Francis Dagrín, Margaux Aggujaro, Teresa Vetter, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:40
Opening van de zitting om 19:40

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Hommage à Lucile Baumerder décédée le 7 juin 2025

Mr Spapens prend brièvement la parole au nom du collège et retiendra de Lucile Baumerder une échevine engagée qui voulait faire le bien autour d'elle. L'hommage au nom du conseil communal est fait par Mr Loewenstein : Au nom du groupe DÉFI et de l'ensemble du conseil communal de Forest, je voudrais ici rendre hommage à notre ancienne collègue Lucile Baumerder qui nous a quittés il y a maintenant 1 mois, le 7 juin dernier, des suites d'une longue maladie contre laquelle elle a lutté avec force, courage et héroïsme.

Lucile était avocate au barreau de Bruxelles depuis 1985, elle a été conseillère communale FDF de 2001 à 2004 et de fin 2006 à fin 2007. Entre ces 2 périodes, entre 2004 et 2006, elle est devenue échevine de l'instruction publique, du parascolaire, de l'académie et de la bibliothèque. Elle a ensuite déménagé à Uccle où elle a été élue conseillère communale en 2012 avant de quitter la vie politique.

Lucile était une personne passionnée, solaire, enthousiaste, généreuse, résiliente et remplie d'empathie. Elle s'est toujours investie à fond dans ce qu'elle entreprenait et laissera un grand vide derrière elle.

En complément de sa carrière d'avocate, elle était également médiatrice et coach de vie.

Alors qu'elle luttait contre la maladie, elle a publié un livre intitulé "L'étincelle d'une vie" sous le nom de Lucile Baume, livre qui reflète bien sa personnalité et sa volonté d'accompagner les autres dans leurs cheminements intérieurs.

En ce jour, je pense bien évidemment à son époux, Gérard, à ses enfants, Nathan et Dan, ainsi qu'à ses

2 petits-enfants à qui nous adressons nos sincères condoléances.

Erbetoon aan Lucile Baumerder, overleden op 7 juni 2025

De heer Spapens neemt kort het woord namens het College en herinnert zich Lucile Baumerder als een toegewijde schepen die goed wilde doen voor haar omgeving. De hommage namens de gemeenteraad wordt gebracht door de heer Loewenstein: Namens de DÉFI-fractie en de hele gemeenteraad van Vorst wil ik hier hulde brengen aan onze oud-collega Lucile Baumerder, die ons een maand geleden, op 7 juni, heeft verlaten na een langdurige ziekte waartegen zij met moedig en heldhaftig heeft gestreden.

Lucile was sinds 1985 advocate aan de balie van Brussel en was FDF-gemeenteraadslid van 2001 tot 2004 en van eind 2006 tot eind 2007. Tussen deze twee periodes (van 2004 tot 2006) was ze schepen van openbaar onderwijs, naschoolse activiteiten, de academie en de bibliotheek. Vervolgens verhuisde ze naar Ukkel, waar ze in 2012 tot gemeenteraadslid werd verkozen, tot ze de politiek verliet.

Lucile was een gepassioneerd, stralend, enthousiast, gul, veerkrachtig en empathisch persoon. Ze zette zich altijd volledig in voor wat ze ondernam en laat een grote leegte achter.

Naast haar carrière als advocate was ze ook bemiddelaar en levenscoach.

Terwijl ze tegen haar ziekte vocht, publiceerde ze onder de naam Lucile Baume “L'étincelle d'une vie”, een boek dat haar persoonlijkheid en haar wil om anderen te begeleiden in hun innerlijke zoektocht goed weergeeft.

Vandaag gaan mijn gedachten natuurlijk uit naar haar echtgenoot Gérard, haar kinderen Nathan en Dan, en haar twee kleinkinderen, aan wie wij ons oprechte medeleven betuigen.

Monsieur Zakaria Yaakoubi est désignée par le sort pour voter la première aux votes par appel nominal.

De heer Zakaria Yaakoubi wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

- 1 **Interpellation citoyenne relative au Drapeau palestinien sur l'Hôtel communal - Non à la rupture de neutralité et à la politisation des institutions et bâtiments communaux.**
(Complémentaire)

Burgerinterpellatie over Palestijnse vlag op het gemeentehuis - Nee tegen het verbreken van de neutraliteit en de politisering van gemeentelijke gebouwen en instellingen.

(Aanvullend)

Interpellation du citoyen :

La présidente rappelle le règlement d'ordre intérieur du conseil par rapport à une interpellation citoyenne et rappelle son rôle qui exige qu'elle veille à la sérénité des débats.

Avant de donner lecture de son texte, l'interpellant précise qu'une partie de son texte s'est curieusement retrouvé dans la DH. Article qui révèle que certaines personnes auraient programmé de saboter l'interpellation.

Texte du citoyen :

Je prends aujourd'hui la parole au nom de citoyens forestois qui se sentent, une fois encore, trahis par une décision unilatérale et profondément partisane de vous, Monsieur Spapens, ainsi que du Collège communal – un Collège censé représenter tous les Forestois, et non uniquement les partis qui le composent.

Le 18 juin dernier, sans débat préalable, sans consultation citoyenne ou du Conseil communal, et sans même en informer les élus de l'opposition, vous avez fait hisser le drapeau palestinien sur la façade de l'Hôtel communal, bâtiment symbolique qui appartient à tous les habitants. Vous y avez ajouté une banderole évoquant l'engagement de la Belgique contre les « génocides » — un terme juridiquement lourd, utilisé ici dans un cadre manifestement militant. Personne n'est dupe : cette banderole a été installée le même jour que le drapeau, révélant une mise en scène assumée.

La commune de Forest entend-elle désormais se poser en tribunal international ? En instance diplomatique ? En assemblée onusienne bis ? En commission d'enquête sur les crimes de guerre ? Évidemment non. Forest est une institution locale, aux missions précises : gérer le vivre-ensemble, offrir des services publics de qualité — que nous attendons toujours —, voter un budget encore inexistant à ce jour, et maintenir la cohésion sociale dans un tissu multiculturel fragile. Cette action ne contribue à aucune de ces missions.

Pourquoi ce positionnement idéologique ?

Pourquoi cette prise de position aussi visible sur un bâtiment censé être neutre, et appartenir à tous les citoyens, dans leur diversité ?

Une indignation sélective et dangereuse

L'importation du conflit du Moyen-Orient est, selon nous, dangereuse pour la cohésion sociale. Mais puisque vous avez choisi de le faire, permettez-moi de rappeler quelques faits.

Le 7 octobre 2023, des centaines de civils israéliens ont été massacrés, torturés, enlevés, brûlés vifs par le groupe terroriste Hamas qualifié de terroriste par l'UE, qui a lui-même diffusé ces atrocités. Ce déferlement de barbarie a choqué le monde. Pourtant, aucun

drapeau israélien n'a été hissé à Forest. Aucune banderole n'a réclamé la libération des otages — dont plus de 50 sont toujours retenus à l'heure où j'écris ces lignes. Pourquoi ? Leur souffrance ne mérite-t-elle pas votre compassion ? Ou ne correspond-elle pas à votre ligne idéologique ? Ne sont-ils pas eux aussi victimes des exactions d'un groupe que certains ici osent qualifier de « mouvement de résistance » ? C'est proprement insensé.

Pourquoi le drapeau palestinien, et pas ceux de l'Ukraine, du Tibet, du Congo, du Soudan ou du Yémen ? Pourquoi pas une banderole « Justice pour les femmes afghanes et iraniennes » ou «

Solidarité avec les homosexuels de Tchétchénie » ? Pourquoi ce conflit, et uniquement celui-là ? Ce choix sélectif révèle une instrumentalisation politique à visée locale. Une récupération électoraliste habillée d'un vernis humaniste. Nous ne sommes pas dupes. Nous sommes aussi Forestois, et, Monsieur le Bourgmestre, sachez que vous ne ferez pas l'économie de notre problème.

Vous affirmez ne pas vouloir importer le conflit. Pourtant, c'est exactement ce que vous faites. Par ce geste symbolique, par des tournois sportifs où l'on brandit des t-shirts « Free Palestine », par des conférences à sens unique, vous créez un climat clivant. Vous introduisez des symboles géopolitiques au sein de l'espace communal – qui se doit d'être neutre – et exacerbez des tensions, au lieu de les apaiser. Nombre de vos concitoyens vivent aujourd'hui dans la crainte, et ne se demandent plus s'il faut partir, mais quand.

Une neutralité piétinée

La neutralité du service public n'est pas une option : c'est une exigence et une nécessité. Une maison communale n'est pas un espace de militantisme. Elle appartient à toutes et tous. Elle ne doit ni diviser ni exclure. Aujourd'hui, ce principe a été bafoué.

Je suis contraint de m'exprimer dans une salle surplombée d'un drapeau qui, pour certains, incarne une cause légitime, et pour d'autres, rappelle les atrocités commises contre des innocents – des jeunes massacrés alors qu'ils dansaient pour la paix, car oui, ces pseudo-résistants arboraient cet étendard sur leur uniforme, le 7 octobre 2023. Y avez-vous seulement pensé ?

Est-ce le rôle du Collège d'imposer une lecture univoque d'un conflit aussi complexe ? Est-ce cela, votre conception de la démocratie locale ? Pendant ce temps, Forest est confrontée à l'immobilisme, au chômage, à l'insécurité, à la malpropreté. N'avez-vous pas d'autres priorités ?

Où était le débat en Conseil communal ? Quelle est la légitimité d'un tel affichage, sans vote ni concertation ? Où est le respect du règlement, de l'opposition, et surtout, des citoyens qui ne se reconnaissent pas dans cette prise de position unilatérale ?

Votre silence face à d'autres drames humains, y compris touchant directement notre commune, votre indifférence à l'égard des otages israéliens — dont les visages n'ont jamais été affichés dans cette maison communale, pourquoi en est-il ? Cela pose une question simple : défendez-vous les droits humains de manière universelle, ou selon une grille idéologique ? Quelle est la plus-value d'un tel geste pour les habitants de Forest ?

Nous exigeons :

- 1. Le retrait immédiat du drapeau palestinien et de la banderole de l'Hôtel communal.**
- 2. Le respect strict de la neutralité institutionnelle dans l'usage des infrastructures publiques.**
- 3. L'interdiction de tout affichage partisan ou géopolitique sans délibération démocratique et approbation explicite de l'ensemble du Conseil communal.**

Enfin, nous vous demandons de ne plus utiliser notre commune comme levier de communication politique sur des sujets qui ne relèvent pas de vos compétences. L'Hôtel communal n'est pas un compte

L'institution communale n'est pas un terrain d'expression idéologique. Elle doit rester un lieu partagé, au service de toutes et tous. Vos convictions, vous êtes libres de les exprimer dans vos partis, vos campagnes ou vos tribunes personnelles – mais pas sur les murs de notre maison commune.

Aujourd'hui, vous prétendez agir au nom de la paix. Mais en réalité, vous contribuez à approfondir les divisions. Le vivre-ensemble ne se construit ni avec des drapeaux, ni avec des slogans, mais avec du dialogue, du respect, de la neutralité et de l'écoute.

Intervention de Mr GILLARD, S. :

Cela fait 20 mois que nous assistons à un drame humanitaire sans précédent à Gaza.

L'armée israélienne a tué plus de 57.000 palestiniens à Gaza.

Plus de 130.000 autres ont été blessés.

1,9 million de personnes sont déplacées par la force, du Nord au Sud de la bande de Gaza, tout en subissant les bombardements quotidiens.

95% des écoles ont été endommagées et les hôpitaux de Gaza ont dû faire face à 700 attaques ces deux dernières années.

Aujourd'hui, moins de la moitié des hôpitaux de Gaza sont opérationnels et ils le sont seulement partiellement.

Israël impose un blocus pour empêcher l'entrée de nourriture, de médicaments et de carburant.

La malnutrition est en hausse et l'armée israélienne tire dans la foule lorsque les distributions alimentaires s'organisent.

Les enfants meurent de faim et Israël bloque l'entrée de boîtes de lait en poudre.

Les hôpitaux gazaouis manquent de carburant, d'électricité, d'eau, de nourriture pour leurs patients, de médicaments et de fournitures médicales.

Voilà la réalité quotidienne à Gaza due à l'occupation par l'État d'Israël.

De plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer un génocide.

Il ne s'agit pas d'une opinion faite dans un "cadre manifestation militant" comme vous le dites.

Il s'agit de l'analyse que partagent de nombreux spécialistes et institutions reconnues au niveau du droit international.

Le spécialiste israélo-américain de la Shoah Omer Bartov a évoqué l'idée d'une intention génocidaire de la part d'Israël.

La Cour Internationale de Justice reconnaît le risque génocide comme réel.

Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les territoires palestiniens occupés, a déclaré qu'Israël était responsable de l'un "des génocides les plus cruels" de l'histoire moderne et elle appelle à un embargo sur les armes.

Et la Cour pénale internationale a émis des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahu, le Premier ministre d'Israël, et Yoav Gallant, l'ancien ministre de la Défense, pour crimes de guerre, utilisation de la famine comme arme de guerre, persécutions et une série d'autres actes inhumains.

Si l'intention du génocide est difficile à prouver car ceux qui le commettent l'énoncent rarement de manière explicite... Ce n'est pas le cas pour Israël.

Benjamin Netanyahu a demandé à ses conseillers l'élaboration d'un plan visant à « réduire la population de Gaza au niveau le plus bas possible ».

Yoav Gallant a déclaré, je cite : « Nous combattons des animaux humains et nous agissons en conséquence »

Face à tous ces crimes, prétendre vouloir rester neutre, c'est choisir le camp de l'opresseur, le camp du colonisateur, le camp des génocidaires.

C'est le choix du gouvernement fédéral belge qui refuse toujours aujourd'hui de prendre des sanctions contre Israël et d'imposer un embargo militaire.

Au contraire, le collège de la commune de Forest a fait le choix de s'opposer au génocide en cours. Il rappelle à l'Etat fédéral ses obligations, c'est-à-dire agir pour aider à prévenir ou arrêter un génocide.

Au nom du PTB, je tiens à féliciter cette initiative et je tiens également à réitérer nos revendications pour

- 1) Des sanctions économiques.**
- 2) Un embargo militaire total et immédiat comme nous y appelle la rapporteuse spéciale des Nations Unies.**

La solidarité avec le peuple palestinien est énorme dans la société.

110 000 personnes ont récemment manifesté à Bruxelles, il s'agissait tout simplement de la plus grande manifestation en solidarité avec la Palestine organisée en Belgique.

Une enquête de l'institut Ipsos indique que 7 Belges sur 10 veulent que l'Europe et la Belgique imposent à Israël des sanctions.

Cette enquête précise que, même parmi les électeurs du MR et des Engagés, les personnes en faveur de sanctions sont majoritaires.

Nous ne tomberons pas dans le piège de la haine et de la division que tente de semer une petite minorité.

La majorité des Forestois a choisi la solidarité internationale, la justice et veut voir la Palestine libre.

Nous n'y renoncerons pas et nous continuerons à faire entendre cette voix jusqu'à mettre fin aux crimes d'Israël, à l'apartheid et à la colonisation pour que la paix puisse enfin être amenée dans la région.

Intervention de Mr MARTIN :

Les valeurs du Parti socialiste sont profondément ancrées dans les valeurs d'humanisme, de solidarité et de paix.

C'est bien animé de cet esprit que nous avons, dans ce même lieu, adopté une motion en décembre 2023 qui dénonçait les atrocités du Hamas et le sort fait aux otages ainsi qu'aux civils innocents de toute part dans un vibrant appel à une solution pacifique au conflit.

Car oui, la commune de Forest n'est pas coupée du monde et encore moins des inquiétudes de ses citoyens.

A ce titre, combien de citoyens forestois, dans leur diversité, y compris des citoyens et des citoyennes de confessions juives, ont participé à l'immense manifestation du 15 juin qui rassembla entre 75 000 et 110000 personnes selon la RTBF pour former une ligne rouge contre la guerre à Gaza ?

Nous avons été également attentifs à l'appel du conseil d'administration du CCLJ (le Centre communautaire laïc juif) qui s'est exprimé contre les crimes de guerre de Netanyahu et de son gouvernement, contre les intérêts et les valeurs démocratiques fondatrices mêmes de l'État d'Israël.

Permettez-moi de citer quelques mots d'une position publique récente du CCLJ :

“Le gouvernement israélien a choisi d'utiliser la privation délibérée de nourriture et de ressources essentielles pour contraindre le Hamas à se rendre. L'usage de la famine comme arme de guerre, puisque c'est bien de cela dont il s'agit, est une tactique inacceptable sur le plan moral et politique car les souffrances touchent principalement des populations civiles de Gaza.

Celui qui impose un blocus a une responsabilité active dans la souffrance causée.

Comme le souligne la Déclaration d'indépendance d'Israël de 1948 et les lois fondamentales sur la liberté et la dignité humaine de 1992, la démocratie israélienne tire aussi sa légitimité de son adhésion aux principes de justice, d'humanité et de respect du droit. Fin de citation.

Depuis l'horreur du 7 octobre et les atrocités commises ce jour-là, chaque jour apporte son lot de destructions à Gaza et en Cisjordanie occupée illégalement. Hôpitaux, écoles, camps de réfugiés sont ciblés, tandis que des enfants, des humanitaires, des journalistes trouvent la mort, et que des populations entières sont déplacées ou plongées dans la famine. Pendant ce temps, une partie du monde assiste à ces événements en se contentant de débattre, parfois de façon abstraite, sur la qualification juridique des crimes commis — crimes de guerre, crimes contre l'humanité, voire génocide — sans mesurer l'ampleur de la tragédie humaine en cours.

Ces discussions interminables détournent l'attention de la réalité sur le terrain. Face à l'horreur, beaucoup d'entre nous se sentent impuissants, même si chacun tente d'agir, à sa mesure, là où il le peut.

Certains moquent pourtant ces démarches, estimant qu'elles ne changent rien, qu'une commune ferait mieux de se concentrer sur sa propre gestion, ou reprochant de ne pas évoquer d'autres conflits à travers le monde. Mais faut-il pour autant rester silencieux ? Devons-nous baisser les bras et nous livrer à une comptabilité morbide des victimes, au risque d'une indignation sélective selon les lieux ou les peuples concernés !

Il est vrai que ceux qui prennent position sur ce sujet délicat s'exposent à des accusations : antisémitisme pour certains, « islamo-gauchisme » pour d'autres. Mais comme le rappelle Bernie Sanders, il n'y a rien d'antisémite à critiquer la politique d'un gouvernement d'extrême-droite et suprémaciste, en l'occurrence celui de Netanyahu. Dénoncer la mort de plus de 34.000 Palestiniens en moins de six mois, dont 70 % de femmes et d'enfants, ou la destruction de plus de 221.000 logements, privant un million de personnes de toit, n'est pas un acte antisémite, mais un devoir d'humanité.

Ainsi, à Forest comme ailleurs, il est essentiel de continuer à exprimer notre solidarité avec les victimes et notre rejet de l'injustice, même si nos actes restent symboliques. Car le silence, lui, est toujours complice.

Nous sommes donc bien là face à un crime contre l'humanité de grande ampleur. Cette épuration ethnique est tout simplement qualifiée de génocide ! On ne peut accepter de faire semblant de ne pas considérer cela ainsi !

Le drapeau que nous hissons sur notre maison communale, aujourd'hui n'est donc pas un simple geste. C'est un acte de conscience. Il traduit notre engagement en faveur d'une paix juste et durable, fondée sur la reconnaissance mutuelle, la fin de l'occupation et la coexistence de deux peuples, libres et égaux en droits.

Chers collègues, ce n'est pas de neutralité dont le monde a besoin, mais de justice. Ce ne sont pas des mots tièdes, mais d'un courage politique à la hauteur de la souffrance humaine qui est attendu, exigé.

Que notre voix rejoigne celles et ceux, partout dans le monde, qui refusent l'indifférence et qui agissent, avec dignité, pour que cessent les larmes, le sang et la peur ainsi que toute force aux injustices et à toutes les formes de racisme y compris l'antisémitisme.

Je voudrais terminer au nom de mon groupe par citer le poète palestinien Marmoud Darwich:

« Nous souffrons d'un mal incurable qui s'appelle l'espoir. ... Espoir d'une vie normale où nous ne serons ni héros, ni victimes. ... Espoir que nos poètes verront la beauté de la couleur rouge dans les roses plutôt que dans le sang. Espoir que cette terre retrouvera son nom original : terre d'amour et de paix ».

Intervention de Mme GOOSSENS :

Nous vous remercions pour cette interpellation. Nous vous remercions également d'utiliser les canaux de communication et d'interpellation que la démocratie locale met à notre disposition.

Notre commune a toujours affirmé son attachement aux principes du droit international, à la paix et à la dignité humaine. C'est pourquoi nous avons hissé le drapeau des Nations Unies sur la façade de notre hôtel communal depuis plus d'un an. Il nous semblait essentiel de manifester notre volonté de voir le droit s'appliquer partout, sans distinction, à tous les peuples et dans tous les conflits.

Le conflit auquel vous faites référence dans votre interpellation est en effet très complexe, et il date de bien avant le 7 octobre 2023. Mais malgré cette complexité, le non-respect massif de nombreuses règles de droit international et le recours massif aux crimes de guerre sont avérés. Notre soutien au droit international doit, donc, rester très clair.

À la suite des atrocités commises par le Hamas le 7 octobre contre des civils, les décideurs politiques à tous les niveaux de pouvoir ont été, à juste titre, unanimes pour les dénoncer et marquer leur solidarité avec le peuple israélien. Notre commune / notre groupe s'est rallié à cette indignation et à ce rejet sans équivoque face à de tels crimes. Vu cette unanimité, il n'était pas nécessaire d'appeler nos autorités fédérales à reconnaître la souffrance et les droits du peuple israélien.

Nous sommes aujourd'hui dans un moment international critique : ce qui se passe à Gaza est sans précédent et ne peut être invisibilisé, L'avenir du minimum de respect du droit international s'effondre sous le silence de la communauté internationale. . C'est dans ce contexte sans précédent que nous avons hissé le drapeau palestinien ainsi qu'une banderole, à côté du drapeau des Nations Unies.

Nous avons hissé le drapeau palestinien pour appeler la Belgique à reconnaître l'État de Palestine. La Région de Bruxelles-Capitale s'est déjà positionnée très clairement en faveur de cette reconnaissance depuis 2014. Et cela s'inscrit dans un contexte diplomatique mouvant : plusieurs pays avaient annoncé leur intention de reconnaître l'État palestinien à l'occasion d'une conférence prévue au siège de l'ONU à New York le 18 juin 2025.

Le drapeau palestinien sur notre hôtel communal symbolise notre soutien au droit des Palestiniens, tout comme celui des Israéliens, à exister, à vivre en sécurité et à être reconnus. Ce geste vise également à rappeler le sort des Palestiniens de Cisjordanie et de Jérusalem-Est, eux aussi victimes de violences, d'expropriations et de violations du droit international.

Nous avons également installé une banderole portant un message fort, rappelant la responsabilité de la Belgique dans la prévention des crimes de génocide.

Si il n'appartient pas à la commune de Forest de statuer sur ce fait, il relève bien de notre responsabilité politique d'interpeller les autres niveaux de pouvoir et de contribuer à sensibiliser quand les autres refusent de le faire. Les déclarations individuelles de notre Ministre des Affaires étrangères ne peuvent suffire. C'est l'ensemble du gouvernement fédéral qui doit prendre ses responsabilités et agir en conséquence.

Nous rappelons ici notre responsabilité collective face aux atrocités commises – non seulement à Gaza, où de nombreuses ONG, institutions internationales et experts juridiques parlent effectivement de génocide – mais aussi partout où des populations civiles courent ce danger.

Nous avons en effet posé un geste fort et symbolique : il reflète notre volonté d'agir, à notre échelle, pour rappeler que la dignité humaine, la paix et la justice ne peuvent être conditionnelles ni différées.

Nous entendons les interrogations sur la neutralité des institutions. Mais rappelons que la neutralité ne signifie pas l'indifférence. La défense du droit international est une prise de position que nous assumons pleinement, de même que le besoin d'afficher nos valeurs pour lutter contre le sentiment d'impuissance.

Dans le même esprit, nous condamnons fermement toutes les atteintes graves au droit international humanitaire, partout : telles que les attaques délibérées contre des civils, les enlèvements ou les exécutions sommaires, qui constituent des crimes de guerre au regard du droit international. Aujourd'hui encore, ce sont les civils – en Palestine, en Israël et ailleurs dans la région – qui paient le prix le plus lourd du non-respect du droit international.

Je voudrais conclure en réaffirmant notre refus de tout amalgame et de toute instrumentalisation haineuse des crimes en cours, et en réaffirmant notre engagement constant contre l'antisémitisme et toutes les formes de racisme. Nous refusons néanmoins là aussi les amalgames qui laissent entendre qu'appeler à des sanctions contre un Etat d'extrême droit qui commet des infractions massives au droit international serait assimilable à de l'antisémitisme.

Nous sommes pour la paix, la justice, la dignité, et sommes fiers de l'assumer.

Je vous remercie pour votre attention.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN :

Je voudrais tout d'abord rappeler à certains groupes intervenus avant nous qu'on parle ici de la pertinence ou pas de hisser un drapeau et une banderole sur le fronton de l'Hôtel communal.

Et le PTB, et le PS, et Ecolo interviennent ici sur le fond, sur le fond d'un conflit complexe et très sensible qui se déroule à 3.500km d'ici. Excepté Ecolo-Groen à un bref moment dans son intervention, je ne les ai pas entendus sur le sujet même de l'interpellation, à savoir la neutralité du service public et le vivre ensemble ici à Forest.

On est ici au Conseil communal de Forest, pas en commission des affaires étrangères de la Chambre, à la Cour pénale internationale ou au Conseil de Sécurité de l'ONU.

Au nom du groupe MR+DéFI, je remercie les citoyens à l'initiative de cette interpellation qui démontre bien, au-delà des polémiques et des sous-entendus qui me sont remontés ces dernières 24h, que ce sujet ne suscite pas que des tensions au sein du conseil communal mais également en marge et en dehors.

Raison pour laquelle nous sommes encore plus que jamais convaincus de l'absolue nécessité de préserver l'institution communale et assurer sa neutralité d'une part, et que, d'autre part, les responsables communaux prennent toutes les mesures ou s'abstiennent de certaines actions pour assurer la cohésion sociale et le vivre ensemble à Forest.

Sur le fond, tout a été très bien dit par l'interpellant. Nous l'avons d'ailleurs exprimé lors du précédent conseil communal sous forme de question d'actualité et via les réseaux sociaux le 19 juin dernier.

L'essentiel pour le groupe MR+DéFI, c'est le respect strict de la neutralité de l'institution communale et la garantie que chaque citoyen puisse s'y reconnaître et soit à son aise en venant à la commune, en se mariant à la commune, ou tout simplement en passant devant sa maison communale, qu'aucun citoyen ne se sente stigmatisé ou exclu, que les responsables politiques assurent la cohésion sociale, et qu'ils acceptent le fait que tous les citoyens ne pensent pas comme eux et qu'ils doivent être respectés.

L'essentiel pour le groupe MR+DéFI, c'est aussi le respect strict de la neutralité de l'institution communale pour ses propres agents. Ces derniers jours, j'ai été contacté par divers agents de l'administration communale, agents qui ressentent un malaise certain suite à la pose de ce drapeau et de cette banderole, agents qui défendent corps et âmes le principe de neutralité alors que leurs édiles, vous, qui être leurs employeurs ne défendez pas ce principe fondamental de l'institution publique.

Pourriez-vous, à moins que vous n'accédiez à la demande des interpellants, nous dire combien de temps vous prévoyez de laisser ces drapeau et banderole ?

Enfin, j'ai appris que ce drapeau et cette banderole avaient été payés par les groupes politiques de la majorité. Si c'est bien exact, c'est bien la preuve qu'il y a un réel souci et qu'il y a détournement du symbole qu'est l'Hôtel communal à des fins partisans.

Intervention de Mr PEYCKER :

Merci pour cette interpellation.

Le 18 juin, le Collège a décidé de faire hisser un drapeau palestinien et une banderole sur la maison communale. Sans vote. Sans débat. Sans même une information claire à ce Conseil. Franchement, c'est gênant. Pas que la cause ne mérite pas d'attention, mais parce que la méthode interroge.

Pourquoi c'est un problème ? Parce qu'une maison communale, ce n'est pas un mur d'expression politique. Ce n'est pas une tribune partisane. C'est un lieu qui nous rassemble. Et là, très clairement, ça divise.

Et puis, soyons honnêtes... Quand on commence à afficher un drapeau, pourquoi celui-là, et pas un autre ?

Le tri dans les causes, il peut vite devenir suspect. Parce que cela peut ressembler plus à un coup politique qu'à un geste de paix.

On ne demande pas à la commune d'être indifférente. On lui demande d'être cohérente. Et

surtout, de rester à sa place. La paix, elle se construit par le dialogue, pas par des symboles. Ici, c'est le Conseil Communal et non le Conseil de sécurité des nations unies.

Alors, qu'est-ce qu'on propose ? Pas de censure. Pas d'interdits. Juste du cadre. Juste un peu de méthode.

Nous, Les Engagé.e.s, nous demandons :

À la majorité de suivre les objectifs qu'elle s'est elle-même fixée.

Dans sa déclaration de politique communale en page 40 : « La commune renforcera également la prévention des discours polarisants et des phénomènes de radicalisation, en soutenant les initiatives locales qui favorisent le dialogue, la médiation et le vivre-ensemble.

Ça commence mal !

Ensuite :

- **Que toute prise de position aussi visible passe par un débat en Conseil.**
- **Qu'il y ait un cadre clair pour les usages symboliques de nos bâtiments publics.**
- **Et surtout, qu'on reste fidèles à ce principe : la commune n'est pas un outil de communication politique.**

Merci.

Réponse de Mr SPAPENS :

Nous vous remercions pour votre interpellation citoyenne. Nous entendons les inquiétudes exprimées dans cette interpellation et souhaitons y répondre de manière claire et posée, dans le respect du dialogue citoyen et de la diversité des points de vue à Forest. Chaque mot a son importance et chaque phrase doit être écoutée dans son intégralité et ne doit pas être détournée à des fins électoralistes comme c'est malheureusement trop souvent le cas.

Vous avez commencé votre interpellation par le fait qu'une part de votre interpellation se trouvait dans le journal. J'ai aussi été malheureux d'apprendre cela quand le journaliste m'a appelé et m'a dit qu'il avait reçu le texte de l'interpellation par l'opposition, ce qui pose toujours question. Ce n'est malheureusement pas la première fois que ça arrive.

En tant que représentants politiques, mais également citoyens, nous sommes toutes et tous profondément affectés par ce qui se déroule sous nos yeux au Proche-Orient, situation qui dure depuis des décennies et avec laquelle une majorité d'entre nous a grandi. Mais aussi, comme vous le rappelez justement, en Ukraine, au Congo ou ailleurs. C'est la raison pour laquelle nous avons, dans un premier temps, choisi de hisser le drapeau de l'ONU, pour affirmer notre solidarité envers toutes les victimes civiles de conflits, et notre attachement au respect du droit international.

18 mois plus tard, force est de constater que la situation à Gaza et la politique de Benjamin Netanyahu représente une fuite en avant gravissime, qui transgresse les principes les plus fondamentaux du droit international. De nombreux juristes, des universitaires, y compris des voix israéliennes, qualifient les actes tels que la famine organisée, les bombardements de civils attendant des vivres, ou la destruction systématique d'infrastructures vitales, de « politique génocidaire ». Pour rappel, un mandat d'arrêt a été émis par la CPI contre Benjamin Netanyahu.

Vous avez raison, le niveau communal n'a pas de compétences pour statuer sur le terme de génocide ou non. Et nous n'avons d'ailleurs aucune intention de le faire. Cependant, en tant que responsables politiques au niveau local, nous avons un devoir de sensibilisation et d'interpellation des autres niveaux de pouvoir. C'est ce que nous faisons ici. Nous savons que c'est un geste symbolique. Il est aussi politique.

C'est également un geste symbolique et politique que de voter la motion de décembre 2023 dans laquelle Le Conseil communal de Forest a condamné sans ambiguïté les attaques du 7 octobre du Hamas, exprimant sa solidarité avec toutes les victimes civiles, et appelant à un cessez-le-feu immédiat ainsi qu'à la libération des otages. Ces positions sont publiques, officielles et sans ambiguïté.

Il est donc inexact de qualifier notre démarche d'« indignation sélective » : c'est précisément parce qu'elle ne l'est pas que nous avons, dans un premier temps, hissé uniquement le drapeau de l'ONU. C'est parce qu'elle n'est ni sélective ni hâtive que nous avons attendu 18 mois, et constaté l'aggravation continue des violations du droit international, avant de hisser le drapeau palestinien et d'installer cette banderole qui parle de tous les génocides et pas seulement celui qui est en train de se passer en Palestine.

Vous soulevez également à plusieurs reprises la question de la neutralité du bâtiment communal. Le principe de neutralité, selon lequel toutes les citoyennes et tous les citoyens doivent être traités de manière égale, indépendamment de leurs convictions, croyances ou origines, est un principe fondamental auquel nous sommes profondément attachés.

Mais ce principe ne peut pas, et ne doit pas, être confondu avec la passivité face à des violations graves des droits humains. La neutralité n'est pas l'indifférence. La seule « idéologie » qui sous-tend notre démarche est celle du respect du droit international.

Depuis des années, nous scandons « plus jamais ça » lors de nos commémorations de fin des guerres, lors de la pose de pavés de mémoire, etc. C'est donc bien guidés par cet engagement que nous avons, en tant que niveau local, décidé d'interpeller les niveaux de pouvoir supérieurs – ceux qui détiennent les leviers d'action – afin qu'ils prennent leurs responsabilités face à une situation humanitaire catastrophique :

- 1. En hissant dans un premier temps le drapeau de l'ONU pour toutes les victimes de conflits. Mais comme vous le savez, celui-ci représente tous ses États membres – mais pas la Palestine, puisque celle-ci n'a qu'un statut d'observateur non-membre ;**
- 2. En accompagnant donc ce drapeau de l'ONU par le drapeau Palestinien pour demander à la Belgique de reconnaître l'État de Palestine. Au même titre que l'état d'Israël, les Palestiniens ont besoin d'un pays libre et souverain où ils sont libres de leurs mouvements et en sécurité. C'est une condition sine qua non si l'on veut trouver une solution à ce conflit. Aujourd'hui, c'est impossible. Comment envisager une solution à deux États quand l'un des deux n'est pas un État ? Comment espérer qu'une autorité puisse être écoutée, entendue, impliquée dans une solution de paix si elle n'est même pas reconnue comme telle ? La Palestine n'est pas le Hamas. Et refuser de reconnaître un véritable État palestinien, souverain et pleinement légitime, c'est précisément renforcer ceux qui prospèrent sur le vide diplomatique**
- 3. En plaçant cette banderole qui appelle la Belgique à respecter les engagements internationaux qui visent à prévenir tout risque de génocide : Oui, à Gaza notamment parce que nous estimons que ce qu'il se passe à Gaza 18 mois après le début de ce conflit dépasse l'entendement et dépasse largement le principe de proportionnalité. Mais pas uniquement à Gaza : au Soudan, etc. dans tous les endroits où un risque de génocide est avéré et que la Belgique peut agir.**

Il ne s'agit par ailleurs ni d'un geste partisan, ni d'un acte militant. D'autres communes,

dirigées par des majorités très diverses, ont posé le même geste sans que cela ne suscite des critiques aussi vives. À Schaerbeek, alors encore sous le mayorat de Bernard Clerfayt (DéFI), à Evere ou à Anderlecht, où le MR siège également dans la majorité, le drapeau palestinien a été hissé parfois bien plus tôt, sans provoquer les mêmes réactions. Dès lors, nous nous interrogeons à notre tour sur cette forme d'indignation à géométrie variable : est-ce le geste posé qui fondamentalement dérange, ou la majorité communale qui le porte ?

Nous entendons pleinement votre inquiétude face à la montée de l'antisémitisme, ici à Bruxelles ou plus spécifiquement à Forest et nous la partageons. Le fait que des citoyennes et des citoyens expriment un sentiment d'insécurité ou perçoivent un climat de haine nous préoccupe profondément. Soyez assurés que nous en prenons tout à fait la mesure. Nous ne partageons pas l'avis selon lequel parler de la politique du gouvernement Netanyahu soit une incitation à l'embrasement.

Nous pensons au contraire que cette indignation doit s'accompagner d'une distinction claire entre, d'une part, la critique du gouvernement Netanyahu, et d'autre part, le droit des Israéliens à vivre en sécurité. De la même manière, il est essentiel de distinguer les positions politiques d'un État des identités juives en Europe et ailleurs. C'est en maintenant ces distinctions que l'on évite les amalgames, et que l'on lutte réellement contre les dérives antisémites.

C'est en ce sens que nous travaillerons sous cette législature à lutter contre toutes les formes de racisme, y compris l'antisémitisme. Plusieurs actions sont en cours d'étude, notamment avec des associations engagées pour le dialogue et la paix, telles que Standing Together, Women Wage Peace ou encore le Parents Circle – Families Forum.

Enfin, concernant vos différentes demandes :

1. S'agissant du retrait immédiat du drapeau et de la banderole : nous n'y donnerons pas suite à ce stade. Ce geste s'inscrit dans un moment international précis, marqué par une escalade dramatique et une mobilisation diplomatique majeure. Il n'a jamais eu vocation à être permanent, mais nous considérons qu'il reste aujourd'hui pleinement justifié. Le moment de son retrait viendra, et nous l'évaluerons avec responsabilité, en temps voulu ;

2. Sur la question de la neutralité : comme nous l'avons expliqué, la neutralité des administrations publiques ne signifie ni silence, ni indifférence face à des atteintes graves aux droits humains. Prendre position contre les atteintes persistantes au droit international humanitaire, y compris celles commises par le gouvernement israélien, n'est pas un parti pris idéologique : c'est la défense d'un principe universel. C'est une exigence éthique et démocratique à laquelle nous ne pouvons pas renoncer.

3. En démocratie, aucune décision ne nécessite l'unanimité, et c'est même heureux que le désaccord subsiste.

J'espère néanmoins avoir pu répondre à vos questions et vous démontrer notre bonne foi et notre souhait de défendre un projet de paix, de justice et de dialogue, ici à Forest comme ailleurs.

Réplique de l'interpellant :

Merci pour ces différentes remarques. De ce côté-là très belle illustration d'argumentation fallacieuse, de manipulation, de tentative d'intimidation, de déstabilisation, de détournement de l'attention du motif pour lequel nous rentrons cette demande et bien entendu, d'éléments mensongers assez nombreux. J'y ai vu la trace profonde laissée par l'absence d'esprit critique de moralité et d'impartialité.

Je vais donc résumer notre demande : en imposant par un passage en force le drapeau

palestinien à la commune de Forest vous avez outrepassé vos prérogatives communales en vous mêlant d'affaires qui vous dépassent, que vous ne comprenez pas et que vous importez.

En rajoutant une banderole contre le génocide à côté du drapeau, vous créez intentionnellement un lien entre les deux et vous trahissez une partie de la population de Forest en mettant une cible virtuelle dans le dos des juifs.

Face à la recrudescence explosive de l'antisémitisme le plus décomplexé (paroles, écrits, actes commis en toute impunité dans nos rues forestoises également), vous incitez à la violence envers cette population.

Si vous vous préoccupez vraiment des génocides comme vous l'avez dit, je ne pense pas que ce soit le cas, vous auriez tourné votre regard vers les Ouïgours en Chine, les massacres au Yémen, les persécutions en Iran, les bains de sang au Congo les subsahariens expulsés de l'Algérie, les femmes enterrées vivantes en Afghanistan, les nettoyages ethnique au Darfour, la chasse aux Kurdes en Turquie, la liste est très longue.

Or pour eux pas de drapeaux, pas de banderole, pas de prise de parole, pas de participation à des marches, pas de t-shirt porté par certains élus ,... Comment ne pas y voir une volonté de votre part de soutenir une cause au détriment de toutes les autres. Ce qui ne rentre pas dans les attributions ce qui est contraire à l'humanisme dont vous vous réclamez et menace la cohésion sociale.

Votre rôle consiste à vous occuper de la sécurité de tous les citoyens, du respect des femmes dans nos rues, de la propreté de nos quartiers ; de la qualité de l'enseignement dans nos écoles, de finances saines, du respect de tous en toute neutralité.

Nous vous redemandons : d'enlever le drapeau maintenant, d'enlever cette banderole maintenant, d'interdire l'affichage public partisan dans Forest. Vous avez encore la possibilité de faire quelque chose de juste en rectifiant cette situation. Tout acte antisémite suivant relèvera largement de votre responsabilité.

Burgerinterpellatie:

De voorzitter herinnert aan het huishoudelijk reglement van de raad met betrekking tot een burgerinterpellatie en wijst op haar rol, die vereist dat zij toeziet op de sereniteit van het debat.

Alvorens zijn tekst voor te lezen, preciseert de interpellant dat een deel van zijn tekst op merkwaaardige wijze in La DH terecht is gekomen. Dat artikel toont dat bepaalde personen van plan zouden zijn geweest de interpellatie te saboteren.

Tekst van de burger:

Ik neem vandaag het woord namens de Vorstenaren die zich opnieuw verraden voelen door een eenzijdige en zeer partijdige beslissing van u, mijnheer Spapens, en van het College – een College dat geacht wordt alle Vorstenaren te vertegenwoordigen en niet alleen de partijen die erin vertegenwoordigd zijn.

Op 18 juni jl. hebt u, zonder voorafgaand debat, zonder raadpleging van de burgers of de gemeenteraad, en zonder zelfs maar de verkozenen van de oppositie op de hoogte te brengen, de Palestijnse vlag laten hijsen aan de gevel van het gemeentehuis, een symbolisch gebouw dat aan alle inwoners toebehoort. U hebt er een spandoek aan toegevoegd dat verwijst naar het engagement van België tegen 'genocides', een juridisch beladen term, die hier in een duidelijk

militante context wordt gebruikt. Dit spandoek werd op dezelfde dag als de vlag opgehangen, wat wijst op een bewuste encenering.

Wil de gemeente Vorst zich opwerpen als internationaal tribunaal? Als diplomatieke instantie? Als VN-vergadering bis? Als onderzoekscommissie voor oorlogsmisdaden? Evident, niet? Vorst is een lokaal bestuur, met duidelijke opdrachten: het samenleven in goede banen leiden, degelijke openbare dienstverlening – waar we nog steeds op wachten –, een begroting goedkeuren die er nog steeds niet is, en de sociale cohesie in een kwetsbaar multicultureel weefsel bevorderen. Deze actie draagt bij aan geen van deze opdrachten.

Waarom deze ideologische stellingname?

Waarom wordt er zo'n zichtbaar standpunt ingenomen op een gebouw dat neutraal zou moeten zijn en aan alle burgers, in al hun diversiteit, toebehoort?

Selectieve en gevaarlijke verontwaardiging

Het importeren van het conflict in het Midden-Oosten is volgens ons gevaarlijk voor de sociale cohesie. Maar aangezien u ervoor gekozen hebt om dit toch te doen, wil ik graag op enkele feiten wijzen.

Op 7 oktober 2023 werden honderden Israëliische burgers vermoord, gemarteld, ontvoerd en levend verbrand door de terroristische groepering Hamas, die door de EU als terroristisch is aangemerkt en die zelf beelden van deze gruweldaden heeft verspreid. Deze golf van barbarij heeft de wereld geschokt. Toch werd er in Vorst geen enkele Israëliische vlag gehesen.

Er waren geen spandoeken waarop de vrijlating van de gijzelaars werd geëist, waarvan er op het moment dat ik dit schrijf, nog steeds meer dan 50 worden vastgehouden. Waarom? Verdient hun lijden niet uw medeleven? Of sluit het niet aan bij uw ideologische lijn? Zijn zij niet ook slachtoffers van de wandaden van een groep die sommigen hier durven te omschrijven als een 'verzetsbeweging'? Dat is volkomen onzinnig.

Waarom de Palestijnse vlag, en niet die van Oekraïne, Tibet, Congo, Soedan of Jemen? Waarom geen spandoek met “Gerechtigheid voor Afghaanse en Iraanse vrouwen” of “Solidariteit met Tsjetsjeense homoseksuelen”? Waarom dit conflict en alleen dit conflict? Deze selectieve keuze getuigt van politieke instrumentalisering met een lokaal doel. Electorale recuperatie onder humanistisch mom. Wij laten ons niet voor de gek houden. Wij zijn ook Vorstenaren, en, mijnheer de Burgemeester, weet dat u ons probleem niet zult kunnen negeren.

U beweert dat u het conflict niet wilt importeren. Toch is dat precies wat u doet. Met deze symbolische geste, met sporttoernooien waar T-shirts met “Free Palestine” worden gedragen, met eenzijdige conferenties ... wordt er verdeeldheid gezaaid. U introduceert geopolitieke symbolen in de gemeentelijke ruimte – die neutraal moet zijn – en verergert spanningen in plaats van ze te verzachten. Veel van uw medeburgers leven vandaag in angst en vragen zich niet meer af of ze moeten vertrekken, maar wanneer.

Met voeten getreden neutraliteit

De neutraliteit van de openbare dienst is geen optie: het is een vereiste en een noodzaak. Een gemeentehuis is geen ruimte voor militante acties. Het behoort aan iedereen toe. Het mag niet verdelen of uitsluiten. Vandaag wordt dat principe met voeten getreden.

Ik word gedwongen om te spreken in een zaal met daarboven een vlag die voor sommigen een legitieme zaak belichaamt, maar voor anderen herinnert aan de gruweldaden die zijn begaan tegen onschuldigen – jongeren die zijn afgeslacht terwijl ze dansten voor de vrede, want ja, deze pseudo-verzetsstrijders droegen deze vlag op hun uniform op 7 oktober 2023. Hebben jullie daar wel eens over nagedacht?

Is het de rol van het College om een eenduidige interpretatie van zo'n complex conflict op te leggen? Is dat jullie opvatting van lokale democratie? Ondertussen kampt Vorst met immobilisme, werkloosheid, onveiligheid en vervuiling. Hebt u geen andere prioriteiten?

Waar was het debat in de gemeenteraad? Wat is de legitimiteit van een dergelijke affichering, zonder stemming of overleg? Waar is het respect voor het reglement, voor de oppositie en vooral voor de burgers die zich niet herkennen in dit unilaterale standpunt?

Uw zwijgen over andere menselijke drama's, ook die welke onze gemeente rechtstreeks raken, uw onverschilligheid ten opzichte van de Israëliische gijzelaars – wier gezichten nooit in dit gemeentehuis zijn getoond – waarom is dat zo? De vraag is simpel: verdedigt u de mensenrechten op universele wijze of volgens een ideologisch stramien? Wat is de meerwaarde van een dergelijk gebaar voor de Vorstenaren?

Wij eisen:

- 1. De onmiddellijke verwijdering van de Palestijnse vlag en het spandoek van het gemeentehuis.**
- 2. De strikte naleving van de institutionele neutraliteit bij het gebruik van openbare infrastructuur.**
- 3. Het verbod op elke partijdige of geopolitieke affichering zonder democratisch overleg en expliciete goedkeuring van de hele gemeenteraad.**

Ten slotte vragen wij u om onze gemeente niet langer te gebruiken als hefboom voor politieke communicatie over onderwerpen die niet onder uw bevoegdheid vallen. Het gemeentehuis is geen rekening.

Het gemeentebestuur is geen terrein voor ideologische uitingen. Het moet een gedeelde plek blijven, ten dienste van iedereen. U bent vrij om uw overtuigingen te uiten in uw partijen, uw campagnes of uw persoonlijke kanalen, maar niet op de muren van ons "gemeenschappelijk" huis.

Vandaag beweert u te handelen in naam van de vrede. Maar in werkelijkheid draagt u bij tot het vergroten van de verdeeldheid. Samen-leven wordt niet bevorderd met vlaggen of slogans, maar met dialoog, respect, neutraliteit en luisteren.

Tussenkomst van de heer GILLARD

Al twintig maanden zijn we getuige van een ongekende humanitaire ramp in Gaza.

Het Israëliische leger heeft meer dan 57.000 Palestijnen in Gaza gedood.

Meer dan 130.000 anderen geraakten gewond.

1,9 miljoen mensen zijn met geweld ontheemd, van het noorden naar het zuiden van de Gazastrook, terwijl ze dagelijks worden gebombardeerd.

95 % van de scholen is beschadigd en de ziekenhuizen in Gaza ondergingen de afgelopen 2 jaar 700 aanvallen.

Momenteel is minder dan de helft van de ziekenhuizen in Gaza operationeel, en dan nog slechts gedeeltelijk.

Israël legt een blokkade op om te voorkomen dat voedsel, medicijnen en brandstof er binnenkomen.

Ondervoeding neemt toe en het Israëliësche leger schiet op de menigte wanneer er voedsel wordt uitgedeeld.

Kinderen sterven van de honger en Israël blokkeert de aanvoer van melkpoeder.

Ziekenhuizen in Gaza hebben een tekort aan brandstof, elektriciteit, water, voedsel voor hun patiënten, medicijnen en medisch materiaal.

Dat is de dagelijkse realiteit in Gaza als gevolg van de bezetting door Israël.

Steeds meer mensen veroordelen deze genocide expliciet.

Dit is geen mening die is gevormd in een “duidelijk militante context”, zoals u zegt.

Het is de analyse die wordt gedeeld door tal van deskundigen en erkende instellingen op vlak van internationaal recht.

De Israëliësch-Amerikaanse holocaustdeskundige Omer Bartov heeft het idee geopperd dat Israël genocidale bedoelingen heeft.

Het Internationaal Gerechtshof erkent het risico van genocide als reëel.

Francesca Albanese, bijzonder VN-rapporteur voor de bezette Palestijnse gebieden, stelde dat Israël verantwoordelijk is voor een van de “meest wrede genocides” in de moderne geschiedenis en roept op tot een wapenembargo.

En het Internationaal Strafhof heeft arrestatiebevelen uitgevaardigd tegen Benjamin Netanyahu, de premier van Israël, en Yoav Gallant, de voormalige minister van Defensie, wegens oorlogsmisdaden, het gebruik van hongersnood als oorlogswapen, vervolging en een reeks andere onmenselijke daden.

Hoewel het moeilijk is om de intentie tot genocide te bewijzen, omdat de daders dit zelden expliciet uitspreken, is dat niet het geval voor Israël.

Netanyahu heeft zijn adviseurs gevraagd een plan op te stellen om “de bevolking van Gaza tot een zo laag mogelijk niveau terug te brengen”.

Yoav Gallant verklaarde: “We vechten tegen menselijke beesten en we handelen daarnaar.”

Gezien al deze misdaden, is pretenderen neutraal te willen blijven hetzelfde als kiezen voor de kant van de onderdrukker, de kant van de kolonisator, de kant van de moordenaars.

Dat is de keuze van de Belgische federale regering, die tot op vandaag weigert sancties tegen Israël op te leggen en een militair embargo in te stellen.

Het College van Vorst heeft daarentegen gekozen om zich te verzetten tegen de volkerenmoord die momenteel plaatsvindt. Het herinnert de federale overheid aan haar verplichtingen, namelijk actie ondernemen om genocide helpen te voorkomen of stoppen.

Namens de PVDA*PTB wil ik dit initiatief toejuichen en wil ik ook onze eisen herhalen voor:

1) economische sancties;

2) een volledig en onmiddellijk militair embargo, zoals de speciale rapporteur bij de VN ons oproept te doen.

De solidariteit met het Palestijnse volk is enorm in de samenleving.

Onlangs hebben 110.000 mensen gedemonstreerd in Brussel, wat de grootste

solidariteitsbetoging voor Palestina was ooit in België.

Uit een enquête van het instituut Ipsos blijkt dat 7 op de 10 Belgen willen dat Europa en België sancties opleggen aan Israël.

Deze enquête geeft aan dat zelfs onder de kiezers van MR en Les Engagés een meerderheid voorstander van sancties is.

Wij willen niet in de val lopen van haat en verdeeldheid die een kleine minderheid probeert te zaaien.

De meerderheid van de Vorstenaars heeft gekozen voor internationale solidariteit, gerechtigheid en een vrij Palestina.

Wij zullen dit niet opgeven en blijven onze stem laten horen tot er een einde komt aan de misdaden van Israël, aan apartheid en kolonisatie, zodat er eindelijk vrede kan komen in die regio.

Tussenkomst van de heer MARTIN

De waarden van de socialistische partij zijn diep geworteld in humanisme, solidariteit en vrede.

Vanuit die geest hebben wij hier in december 2023 een motie aangenomen waarin we de wreedheden van Hamas en het lot van de gijzelaars en onschuldige burgers aan alle kanten aan de kaak stelden in een krachtige oproep tot een vreedzame oplossing van het conflict.

Want ja, de gemeente Vorst staat niet los van de wereld en nog minder van de bekommernissen van haar burgers.

Hoeveel Vorstenaars, in al hun diversiteit, waaronder burgers van joodse overtuiging, namen deel aan de grote betoging van 15 juni, die volgens de RTBF tussen 75.000 en 110.000 mensen op de been bracht om een rode lijn te trekken tegen de oorlog in Gaza?

We hebben ook aandacht besteed aan de oproep van de raad van bestuur van het CCLJ (Centre communautaire laïc juif), die zich heeft uitgesproken tegen de oorlogsmisdaden van Netanyahu en zijn regering, tegen de belangen en democratische waarden die aan de basis liggen van de staat Israël.

Staat u mij toe enkele woorden te citeren uit een recent openbaar gemaakt standpunt van het CCLJ:

“De Israëlische regering heeft ervoor gekozen om Hamas door de opzettelijke ontzegging van voedsel en essentiële middelen tot overgave te dwingen. Het gebruik van hongersnood als oorlogswapen – want dat is wat dit is – is moreel en politiek onaanvaardbaar, omdat het vooral de burgerbevolking van Gaza treft.

Wie een blokkade oplegt, draagt actieve verantwoordelijkheid voor het veroorzaakte leed.

Zoals benadrukt in de Onafhankelijkheidsverklaring van Israël van 1948 en de fundamentele wetten inzake vrijheid en menselijke waardigheid van 1992, ontleent de Israëlische democratie haar legitimiteit ook aan haar naleving van de beginselen van rechtvaardigheid, menselijkheid en eerbiediging van het recht. ”

Sinds de gruwelen van 7 oktober en de wreedheden die die dag zijn begaan, brengt elke dag nieuwe verwoestingen in Gaza en op de illegaal bezette Westelijke Jordaanoever. Ziekenhuizen, scholen en vluchtelingenkampen worden aangevallen, terwijl kinderen, hulpverleners en

journalisten omkomen en hele bevolkingsgroepen ontheemd raken of in hongersnood verkeren. Ondertussen kijkt een deel van de wereld toe terwijl men zich beperkt tot discussies, soms abstract, over de juridische kwalificatie van de gepleegde misdaden – oorlogsmisdaden, misdaden tegen de menselijkheid of genocide – zonder de omvang van de menselijke tragedie die zich afspeelt te beseffen.

Deze eindeloze discussies leiden de aandacht af van de realiteit op het terrein. Geconfronteerd met deze gruwelen voelen velen van ons zich machteloos, ook al probeert iedereen op zijn eigen manier te handelen waar dat mogelijk is.

Sommigen spotten echter met deze acties, omdat ze vinden dat ze niets veranderen, dat een gemeente zich op haar eigen bestuur moet toeleggen of omdat ze verwijten dat er geen aandacht gaat naar andere conflicten in de wereld. Maar moeten we daarom zwijgen? Moeten we de moed opgeven en ons overgeven aan een morbide telling van de slachtoffers, met het risico dat er selectieve verontwaardiging ontstaat, naargelang de plaats of de betrokken bevolkingsgroepen?

Het is waar dat degenen die een standpunt innemen over dit delicate onderwerp, zich blootstellen aan beschuldigingen: antisemitisme voor sommigen, “islamo-linksisme” voor anderen. Maar zoals Bernie Sanders opmerkt, is er niets antisemitisch aan het bekritisieren van het beleid van een extreemrechtse en supremacistische regering, in dit geval die van Netanyahu. Het aan de kaak stellen van de dood van meer dan 34.000 Palestijnen in minder dan zes maanden, waarvan 70 % vrouwen en kinderen, of de vernietiging van meer dan 221.000 woningen, wat een miljoen mensen dakloos maakte, is geen antisemitische daad, maar een plicht van menselijkheid.

Daarom is het essentieel dat we in Vorst, maar ook elders, onze solidariteit met de slachtoffers blijven betuigen en ons verzet tegen onrechtvaardigheid blijven uiten, ook al blijven onze daden symbolisch. Want de zwijger is altijd medeplichtig.

We hebben hier dus te maken met een misdaad tegen de menselijkheid van grote omvang. Deze etnische zuivering is een genocide! We kunnen niet aanvaarden dat we doen alsof we dat niet zo zien!

De vlag die we vandaag op ons gemeentehuis hijsen, is dus niet zomaar een gebaar. Het is een handeling ingegeven door het geweten. Het weerspiegelt ons streven naar een rechtvaardige en duurzame vrede, gebaseerd op wederzijdse erkenning, het einde van de bezetting en het naast elkaar bestaan van twee volkeren, vrij en gelijk in rechten.

Beste collega's, de wereld heeft geen behoefte aan neutraliteit, maar aan gerechtigheid. Er wordt verwacht of geëist dat we politieke moed tonen die in verhouding staat tot het menselijk leed.

Laat onze stem zich aansluiten bij die van allen die overal ter wereld onverschilligheid weigeren en zich met waardigheid inzetten om een einde te maken aan de tranen, het bloed en de angst, en aan alle vormen van onrechtvaardigheid en racisme, met inbegrip van antisemitisme.

Ik wil namens mijn fractie afsluiten met een citaat van de Palestijnse dichter Marmoud Darwich (vertaling):

"Wij lijden aan een ongeneeslijke kwaal die hoop heet ... Hoop op een normaal leven waarin we noch helden, noch slachtoffers zijn ... Hoop dat onze dichters de schoonheid van de kleur rood zullen zien in rozen in plaats van in bloed ... Hoop dat dit land zijn oorspronkelijke naam terugkrijgt: land van liefde en vrede."

Tussenkomst van mevrouw GOOSSENS

Bedankt voor de interpellatie. Dank ook voor het gebruik van de communicatie- en interpellatiekanalen die de lokale democratie ter beschikking stelt.

Onze gemeente is altijd gehecht geweest aan de beginselen van het internationaal recht, vrede en menselijke waardigheid. Daarom hebben we al meer dan een jaar geleden de vlag van de Verenigde Naties aan de gevel van ons gemeentehuis gehesen. Het leek ons essentieel om te tonen dat wij willen dat het recht overal, zonder onderscheid, voor alle volkeren en in alle conflicten wordt toegepast.

Het conflict waarnaar u in uw interpellatie verwijst, is immers zeer complex en dateert van lang vóór 7 oktober 2023. Maar ondanks deze complexiteit zijn de talrijke schendingen van verschillende regels van het internationaal recht en de vele oorlogsmisdaden een feit. Onze steun voor het internationaal recht moet dan ook heel duidelijk blijven.

Na de wreedheden die Hamas op 7 oktober tegen burgers heeft begaan, waren beleidsmakers op alle niveaus terecht unaniem in hun veroordeling ervan en toonden zij hun solidariteit met het Israëliëse volk. Onze gemeente/fractie sloot zich aan bij deze verontwaardiging en ondubbelzinnige afwijzing van dergelijke misdaden. Gezien deze eensgezindheid was het niet nodig om onze federale autoriteiten op te roepen het lijden en de rechten van het Israëliëse volk te erkennen.

We bevinden ons vandaag in een kritieke internationale situatie: wat er in Gaza gebeurt, is ongekend en kan niet worden genegeerd. De toekomst van het minimale respect voor het internationaal recht stort in onder het stilzwijgen van de internationale gemeenschap. In deze ongekende context hebben we de Palestijnse vlag en een spandoek naast de VN-vlag gehangen.

We hebben de Palestijnse vlag gehesen om België op te roepen de staat Palestina te erkennen. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft zich al sinds 2014 heel duidelijk uitgesproken voor deze erkenning. Dit kadert in een veranderende diplomatieke context: verschillende landen hadden aangekondigd dat ze van plan waren de Palestijnse staat te erkennen tijdens een conferentie die op 18 juni 2025 op het VN-hoofdkantoor in New York zou plaatsvinden.

De Palestijnse vlag aan ons gemeentehuis symboliseert onze steun voor het recht van de Palestijnen, net als dat van de Israëliërs, om te bestaan, in veiligheid te leven en erkend te worden. Dit gebaar is ook bedoeld om te herinneren aan het lot van de Palestijnen op de Westelijke Jordaanoever en in Oost-Jeruzalem, die eveneens het slachtoffer zijn van geweld, onteigeningen en schendingen van het internationaal recht.

We hebben ook een spandoek opgehangen met een krachtige boodschap, die herinnert aan de verantwoordelijkheid van België bij het voorkomen van volkerenmoord.

Hoewel het niet aan de gemeente Vorst is om hierover te beslissen, is het wel onze politieke verantwoordelijkheid om andere overheidsniveaus te interpellieren en bij te dragen aan de sensibilisering als anderen dat weigeren te doen. Individuele verklaringen van onze minister van Buitenlandse Zaken zijn niet voldoende. De hele federale regering moet haar verantwoordelijkheid nemen en consequent handelen.

Wij wijzen hier op onze collectieve verantwoordelijkheid voor de gruweldaden die zijn begaan, niet alleen in Gaza, waar talrijke ngo's, internationale instellingen en juridische experts daadwerkelijk spreken van genocide, maar overal waar de burgerbevolking gevaar lopen.

Wij hebben een krachtig en symbolisch gebaar gesteld: het weerspiegelt onze wil om op onze eigen schaal actie te ondernemen om eraan te herinneren dat menselijke waardigheid, vrede en gerechtigheid niet voorwaardelijk of uitstelbaar zijn.

Wij horen de vragen over de neutraliteit van instellingen. Maar neutraliteit is niet hetzelfde als onverschilligheid. De verdediging van het internationaal recht is een standpunt dat wij volledig

onderschrijven, evenals de noodzaak om onze waarden uit te dragen om het gevoel van machteloosheid te bestrijden.

In dezelfde geest veroordelen wij krachtig alle ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht, overal: zoals opzettelijke aanvallen op burgers, ontvoeringen of standrechtelijke executies, die volgens het internationaal recht oorlogsmisdaden zijn. Ook vandaag nog zijn het de burgers – in Palestina, Israël en elders in de regio – die de zwaarste prijs betalen voor het niet naleven van het internationaal recht.

Ik wil afsluiten met te herhalen dat wij elke haatdragende instrumentalisering van de huidige misdaden afwijzen en dat wij ons blijven inzetten tegen antisemitisme en alle vormen van racisme. Wij verwerpen echter ook elke vorm van redenering die suggereert dat het oproepen tot sancties tegen een extreemrechtse staat die op grote schaal het internationaal recht met de voeten treedt, gelijkstaat aan antisemitisme.

Wij zijn voor vrede, gerechtigheid en waardigheid, en zijn er trots op dat te kunnen stellen.

Ik dank u voor uw aandacht.

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN

Ik wil eerst en vooral bepaalde fracties die vóór ons het woord hebben genomen, eraan herinneren dat we het hier hebben over de relevantie van het al dan niet uithangen van een vlag en een spandoek op de gevel van het gemeentehuis.

En de PVDA*PTB, PS en Ecolo-Groen mengen zich hier in de kern van een complex en zeer gevoelig conflict dat zich 3.500 km hiervandaan afspeelt. Behalve Ecolo-Groen, dat er even kort op terugkwam in zijn interventie, heb ik hen niet horen spreken over het onderwerp van de interpellatie zelf, nl. de neutraliteit van de openbare dienst en het samenleven hier in Vorst.

We zijn hier in de gemeenteraad van Vorst, niet in de commissie buitenlandse zaken van de Kamer, het Internationaal Strafhof of de VN-Veiligheidsraad.

Namens de MR+DéFI-fractie bedank ik de burgers die het initiatief hebben genomen tot deze interpellatie, die duidelijk aantoont dat dit onderwerp, afgezien van de polemieken en insinuaties die ik de voorbije 24 uur heb gehoord, niet alleen spanningen veroorzaakt binnen de gemeenteraad, maar ook daarbuiten.

Daarom zijn we er meer dan ooit van overtuigd dat het absoluut noodzakelijk is om enerzijds de gemeentelijke instelling te behouden en haar neutraliteit te waarborgen, en anderzijds dat de gemeentelijke verantwoordelijken alle maatregelen nemen of bepaalde acties nalaten om de sociale cohesie en het samenleven in Vorst te waarborgen.

Inhoudelijk heeft de interpellator alles heel goed verwoord. We hebben dit trouwens ook al aangekaart op de vorige gemeenteraad in de vorm van een actualiteitsvraag en via de sociale media op 19 juni jl.

Het belangrijkste voor de MR+DéFI-fractie is dat de neutraliteit van de gemeentelijke instelling strikt wordt gerespecteerd en dat elke burger zich erin kan herkennen en zich op zijn gemak voelt wanneer hij naar de gemeente komt, er trouwt of gewoon langs het gemeentehuis loopt, dat geen enkele burger zich gestigmatiseerd of uitgesloten voelt, dat de politici de sociale cohesie verzekeren en dat ze aanvaarden dat niet alle burgers hetzelfde denken als zij en dat ze gerespecteerd moeten worden.

Het belangrijkste voor de MR+DéFI-fractie is ook de strikte naleving van de neutraliteit van de

gemeentelijke instelling voor haar eigen personeel. De afgelopen dagen ben ik benaderd door verschillende medewerkers van het gemeentebestuur, ambtenaren die zich ongemakkelijk voelen door het ophangen van deze vlag en dit spandoek, ambtenaren die met hart en ziel het principe van neutraliteit verdedigen, terwijl hun bestuurders, u, hun werkgever, dit basisbeginsel van de openbare instelling niet behartigen.

Kunt u, tenzij u ingaat op het verzoek van de indieners van de interpellatie, ons vertellen hoe lang u van plan bent deze vlag en dit spandoek te laten hangen?

Tot slot heb ik vernomen dat deze vlag en dit spandoek betaald zijn door de politieke fracties van de meerderheid. Als dat klopt, is dat het bewijs dat er een reëel probleem is en dat het symbool dat het gemeentehuis is, wordt misbruikt voor partijpolitieke doeleinden.

Tussenkomsst van de heer PEYCKER

Dank voor deze interpellatie.

Op 18 juni besloot het College om een Palestijnse vlag en een spandoek op het gemeentehuis uit te hangen. Zonder stemming. Zonder debat. Zonder zelfs maar duidelijke informatie aan deze Raad. Eerlijk gezegd is dat gênant. Niet omdat de zaak geen aandacht verdient, maar omdat de methode vragen oproept.

Waarom is dat een probleem? Omdat een gemeentehuis geen muur is voor politieke uitingen. Het is geen partijpolitiek podium. Het is een plek die samenbrengt. Maar dit verdeelt duidelijk.

En laten we eerlijk zijn ... Als je een vlag ophangt, waarom dan die en geen andere?

Het selecteren van goede doelen kan snel verdacht overkomen. Omdat het meer op een politieke zet lijkt dan op een vredesgebaar.

We vragen de gemeente niet om onverschillig te zijn. We vragen om consistent te zijn. En vooral om op haar plaats te blijven. Vrede wordt bereikt door dialoog, niet door symbolen. Dit is de gemeenteraad, niet de VN-Veiligheidsraad.

Wat stellen we dan voor? Geen censuur. Geen verboden. Alleen een kader. Alleen een beetje methode.

Wij, Les Engagé.e.s, vragen

aan de meerderheid om de doelstellingen na te streven die zij zichzelf heeft gesteld.

In de gemeentelijke beleidsverklaring op pagina 40 staat: "De gemeente versterkt ook haar preventieve aanpak van haatdiscours en radicalisering, door lokale initiatieven te steunen die inzetten op dialoog, bemiddeling en samenleven."

Dat begint slecht!

Vervolgens:

- Dat elk dergelijk zichtbaar standpunt eerst in de gemeenteraad wordt besproken;**
- Dat er een duidelijk kader komt voor het symbolisch gebruik van onze openbare gebouwen;**
- En vooral dat we trouw blijven aan het principe dat de gemeente geen instrument voor politieke communicatie is.**

Dank u.

Antwoord van de heer SPAPENS

Bedankt voor uw interpellatie. We begrijpen de bezorgdheid die in deze interpellatie tot uiting komt, en willen duidelijk en rustig reageren, met respect voor de burgerdialoog en de diversiteit aan standpunten in Vorst. Elk woord is belangrijk en elke zin moet in zijn geheel worden beluisterd en mag niet worden verdraaid voor electorale doeleinden, zoals helaas maar al te vaak het geval is.

U begon uw interpellatie met het feit dat een deel ervan in de krant stond. Ik was ook teleurgesteld toen de journalist me belde en zei dat hij de interpellatie van de oppositie had ontvangen, wat altijd vragen oproept. Helaas is dit niet de eerste keer dat dit gebeurt.

Als mandataris, maar ook als burger, zijn we allemaal diep geraakt door wat zich voor onze ogen afspeelt in het Midden-Oosten, een situatie die al decennia lang voortduurt en waarmee de meesten van ons zijn opgegroeid. Maar ook – zoals u terecht opmerkt – in Oekraïne, Congo en elders. Daarom hebben wij in eerste instantie gekozen om de VN-vlag te hijsen, om onze solidariteit met alle burgerslachtoffers van conflicten en ons respect voor het internationaal recht te bekrachtigen.

18 maanden later stellen we vast dat de situatie in Gaza en het beleid van Netanyahu een zeer ernstige vlucht naar voren vormen, die de basisbeginselen van het internationaal recht schendt. Talrijke juristen en academici, waaronder ook Israëliische stemmen, kwalificeren daden zoals het organiseren van hongersnood, het bombarderen van burgers die op voedsel wachten of de systematische vernietiging van vitale infrastructuur als 'genocidaal beleid'. Ter herinnering: het Internationaal Strafhof heeft een arrestatiebevel uitgevaardigd tegen Benjamin Netanyahu.

U hebt gelijk: het gemeentelijk niveau is niet bevoegd om te beslissen of er al dan niet sprake is van genocide. En we zijn dat ook niet van plan. Als lokale politici hebben wij echter de plicht om andere machtsniveaus te sensibiliseren en te interpellieren. Dat is wat we hier doen. We weten dat het een symbolisch gebaar is. Het is ook politiek.

Het is een symbolisch en politiek gebaar om de motie van december 2023 aan te nemen, waarin de Vorstse gemeenteraad de aanslagen van Hamas op 7 oktober ondubbelzinnig veroordeelde, zijn solidariteit betuigde met alle burgerslachtoffers en opriep tot een onmiddellijk staakt-het-vuren en de vrijlating van de gijzelaars. Deze standpunten zijn openbaar, officieel en ondubbelzinnig.

Het is dus onjuist om onze aanpak als “selectieve verontwaardiging” te bestempelen: juist omdat dat niet het geval is, hebben wij in eerste instantie alleen de VN-vlag gehesen. Omdat onze aanpak niet selectief of overhaast is, hebben we 18 maanden gewacht en de voortdurende verergering van de schendingen van het internationaal recht vastgesteld, voordat we de Palestijnse vlag en dit spandoek hebben opgehangen, dat verwijst naar alle genocides en niet alleen naar die in Palestina.

U brengt ook herhaaldelijk de kwestie van de neutraliteit van het gemeentehuis ter sprake. Het neutraliteitsbeginsel, volgens hetwelk alle burgers gelijk moeten worden behandeld, ongeacht hun overtuigingen, geloof of afkomst, is een fundamenteel beginsel waaraan wij zeer gehecht zijn.

Maar dit beginsel mag niet worden verward met passiviteit ten aanzien van ernstige schendingen van de mensenrechten. Neutraliteit is geen onverschilligheid. De enige 'ideologie' die ten grondslag ligt aan onze aanpak is die van de eerbiediging van het internationaal recht.

Al jarenlang scanderen we “nooit meer” tijdens herdenkingen van het einde van oorlogen, bij het leggen van struikelstenen, ... Geleid door dit engagement hebben we op lokaal niveau

besloten om de hogere machtsniveaus – die actiemiddelen in handen hebben – aan te spreken, zodat zij hun verantwoordelijkheid nemen in deze rampzalige humanitaire situatie:

- 1. Door eerst de VN-vlag uit te hangen voor alle slachtoffers van conflicten. Maar zoals u weet, vertegenwoordigt deze vlag alle lidstaten behalve Palestina, aangezien dit land slechts de status van niet-lid waarnemer heeft;**
- 2. Door deze VN-vlag samen op te hangen met de Palestijnse vlag om België te vragen de staat Palestina te erkennen. Net als de staat Israël hebben de Palestijnen behoefte aan een vrij en soeverein land waar ze zich vrij kunnen bewegen en veilig zijn. Dat is een absolute voorwaarde om een oplossing voor dit conflict te vinden. Op dit moment is dat onmogelijk. Hoe kan er een tweestatenoplossing worden overwogen als een van de twee geen staat is? Hoe kan men verwachten dat een autoriteit wordt gehoord, begrepen en betrokken bij een vredesoplossing als die niet eens wordt erkend? Palestina is niet Hamas. En door te weigeren een echte Palestijnse staat te erkennen, die soeverein en volledig legitiem is, worden juist degenen versterkt die profiteren van het diplomatieke vacuüm.**
- 3. Door dit spandoek te hangen dat België oproept om de internationale engagementen na te leven die tot doel hebben elk risico op genocide te voorkomen: Ja, met name in Gaza, omdat we van mening zijn dat wat er 18 maanden na het begin van dit conflict in Gaza gebeurt, alle begrip te boven gaat en het evenredigheidsbeginsel ruimschoots overschrijdt. Maar niet alleen in Gaza: ook in Soedan, ... op alle plaatsen waar een risico op genocide bestaat en waar België kan optreden.**

Het gaat hier overigens niet om een partijdig gebaar of om een militante daad. Andere gemeenten, geleid door heel diverse meerderheden, hebben hetzelfde gebaar gesteld zonder dat dit tot even heftige kritiek heeft geleid. In Schaarbeek, toen nog onder burgemeester Bernard Clerfayt (DéFI), in Evere of in Anderlecht, waar de MR ook in de meerderheid zit, werd de Palestijnse vlag soms veel eerder gehesen, zonder dat dit dezelfde reacties uitlokte. Daarom vragen wij ons op onze beurt af wat de reden is voor deze wisselende verontwaardiging: is het de daad zelf die fundamenteel stoort, of de gemeentelijke meerderheid die de daad stelt?

Wij begrijpen uw bezorgdheid over de toename van antisemitisme in Brussel, en meer specifiek in Vorst, volledig en sluiten ons erbij aan. Het feit dat burgers zich onveilig voelen of een klimaat van haat ervaren, baart ons grote zorgen. Wij zijn ons daar terdege van bewust. Wij delen niet de mening dat het bespreken van het beleid van de regering-Netanyahu aanzet tot meer geweld.

Wij zijn juist van mening dat deze verontwaardiging gepaard moet gaan met een duidelijk onderscheid tussen enerzijds kritiek op de regering-Netanyahu en anderzijds het recht van Israëli's om in veiligheid te leven. Evenzo is het essentieel om een onderscheid te maken tussen de politieke standpunten van een staat en de joodse identiteit in Europa en elders. Door dat onderscheid te maken, voorkomen we veralgemeningen en kunnen we antisemitisme daadwerkelijk bestrijden.

In die zin zullen we ons tijdens deze bestuursperiode inzetten om de strijd aan te binden tegen alle vormen van racisme, inclusief antisemitisme. Er worden momenteel verschillende acties bestudeerd, met name met verenigingen die zich inzetten voor dialoog en vrede, zoals Standing Together, Women Wage Peace en Parents Circle – Families Forum.

Tot slot, wat uw verschillende vragen betreft:

- 1. Wat betreft het onmiddellijk verwijderen van de vlag en het spandoek, daar zullen we op dit moment geen gevolg aan geven. Deze actie past in een specifiek internationaal moment, gekenmerkt door een dramatische escalatie en een grote diplomatieke mobilisatie. Het was nooit de bedoeling dat deze actie permanent zou zijn, maar we zijn van mening dat ze vandaag nog**

steeds volledig gerechtvaardigd is. Het moment van verwijdering zal komen, en we zullen dit op het juiste moment op verantwoorde wijze beoordelen.

2. Wat de kwestie van de neutraliteit betreft: zoals we hebben uitgelegd, betekent neutraliteit van overheidsinstanties niet dat ze zwijgen of onverschillig staan tegenover ernstige schendingen van de mensenrechten. Het innemen van een standpunt tegen aanhoudende schendingen van het internationaal humanitair recht, met inbegrip van die welke door de Israëliëse regering worden begaan, is geen ideologische vooringenomenheid: het is de verdediging van een universeel beginsel. Het is een ethische en democratische vereiste waaraan wij niet kunnen voorbijgaan.

3. In een democratie hoeft geen enkel besluit unaniem te worden genomen en het is zelfs een goede zaak dat er onenigheid blijft.

Ik hoop niettemin dat ik uw vragen heb kunnen beantwoorden en u heb kunnen overtuigen van onze oprechtheid en onze wens om een project van vrede, gerechtigheid en dialoog te verdedigen, hier in Vorst en elders.

Repliek van de interpelleerder

Bedankt voor de respons. Dit is een mooi voorbeeld van misleidende argumentatie, manipulatie, poging tot intimidatie, destabilisatie, afleiding van de aandacht van de reden waarom we dit verzoek indienen en natuurlijk talrijke leugenachtige elementen. Ik zag hierin de diepe sporen die zijn achtergelaten door het gebrek aan kritische geest, moraliteit en onpartijdigheid.

Ik zal ons verzoek dus samenvatten: door de Palestijnse vlag met geweld op te leggen aan de gemeente Vorst, hebt u uw gemeentelijke bevoegdheden overschreden door u te mengen in zaken die u te boven gaan, die u niet begrijpt en die u importeert.

Door naast de vlag een spandoek tegen genocide te plaatsen, creëert u opzettelijk een verband tussen beide en verraadt u een deel van de Vorstse bevolking door een virtueel doelwit op de rug van de joden te plaatsen.

Gezien de explosieve toename van hevig antisemitisme (uitspraken, geschriften, daden die ook in onze straten straffeloos worden gepleegd), zet u aan tot geweld tegen deze bevolkingsgroep.

Als u zich echt zorgen maakte over genocide, zoals u zei – wat ik niet geloof – dan zou u uw aandacht hebben gericht op de Oeigoeren in China, de bloedbaden in Jemen, de vervolgingen in Iran, het bloedbad in Congo, de uit Algerije verdreven Sub-Saharaanse Afrikanen, de levend begraven vrouwen in Afghanistan, de etnische zuiveringen in Darfur, de jacht op Koerden in Turkije ... de lijst is erg lang.

Maar voor hen geen vlaggen, geen spandoeken, geen toespraken, geen optochten, geen T-shirt gedragen door bepaalde verkozenen, ... Hoe kan men hierin niet een wil van uw kant zien om één zaak te steunen ten koste van alle andere? Dat valt niet onder uw bevoegdheden, is in strijd met het humanisme waar u zich op beroept en vormt een bedreiging voor de sociale cohesie.

Uw rol bestaat erin te zorgen voor de veiligheid van alle burgers, respect voor vrouwen op straat, nette wijken, degelijk onderwijs in onze scholen, gezonde financiën en respect voor iedereen in alle neutraliteit.

Wij vragen u nogmaals: verwijder nu de vlag, verwijder nu het spandoek, verbied het openbaar tonen van partijpolitieke uitingen in Vorst. U hebt nog steeds de mogelijkheid om iets corrects te doen door deze situatie recht te zetten. Elke volgende antisemitische daad zal grotendeels onder uw verantwoordelijkheid vallen.

2 **Approbation du procès-verbal du conseil communal.**

Le conseil approuve le procès verbal 25 mars 2025.

34 votants : 34 votes positifs.

Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraad.

De raad keurt de proces-verbal van de zittingen van 25 maart 2025 goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

3 **Affaires générales - Mandats (Sibelga-Interfin) - Désignations - Revu**

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts des SCRL Sibelga-Interfin ;

DECIDE,

De désigner Monsieur Ahmed OUARTASSI, membre du Conseil communal, en qualité de candidat administrateur et délégué des SCRL Sibelga-Interfin .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Sibelga-Interfin) - Aanstellingen - Herziening

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de statuten van de CVBA Sibelga-Interfin;

BESLIST,

De heer Ahmed OUARTASSI, lid van de Gemeenteraad, aan te duiden als kandidaat-bestuurder en

afgevaardigde van de CVBA Sibelga-Interfin.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

4 Affaires générales - Mandats (Mission Locale pour l'Emploi de Saint -Gilles) - Désignation.

Le Conseil,

Vu le courrier du 12/02/2025 de la Mission locale de Saint-Gilles sollicitant la désignation d'un représentant de la Commune de Forest auprès des assemblées de ladite asbl dans le contexte du renouvellement des organes représentatifs ;

Considérant la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

De désigner Mme Oumnia Berrahal en qualité de représentante de la Commune de Forest auprès de l'Assemblée générale de la Mission locale de Saint-Gilles et de proposer sa candidature comme administrateur auprès du Conseil d'administration de ladite association.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Mission Locale pour l'Emploi de saint-Gilles) - Aanstelling.

De Raad,

Gelet op de brief van 12/02/2025 van de Lokale Opdracht van Sint-Gillis waarin wordt verzocht om een vertegenwoordiger van de gemeente Vorst aan te duiden in de vergaderingen van genoemde vzw in het kader van de vernieuwing van de vertegenwoordigende organen;

Gelet op het voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Beslist:

Mevrouw Oumnia Berrahal aan te duiden als vertegenwoordigster van de gemeente Vorst in de algemene vergadering van de Lokale Opdracht van Sint-Gillis en haar kandidatuur voor te dragen als bestuurder in de raad van bestuur van de genoemde vereniging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

5 **Affaires générales – Mandats (Brulocalis) – Désignation - Revu.**

Le Conseil,

Vu l'article 120 § 2 de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant l'installation du nouveau Conseil communal en date du 1er décembre 2024 ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à la désignation de délégués communaux auprès des divers organismes intercommunaux et autres en raison de l'installation du nouveau conseil communal

Vu la décision du conseil communal du 21 janvier 2025 portant désignation d'un administrateur au conseil d'administration de l'asbl Brulocalis;

Vu les articles 6, 7 et 15 des statuts de l'asbl Brulocalis ;

Considérant que les articles 6 et 7 des statuts de Brulocalis prévoient que seuls les membres effectifs jouissent de la plénitude des droits accordés par la loi, notamment le droit de vote aux Assemblées générales.

Considérant que les membres effectifs sont, outre les fondateurs, les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, qui paient la cotisation fixée par l'Assemblée générale.

Considérant qu'en sa qualité, la commune de Forest doit nommer un représentant au sein de l'Assemblée générale de Brulocalis ;

Vu le courriel du 3 juin 2025 reçu de cette structure qui indique qu'un mandataire doit être désigné au sein de l'Assemblée générale ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un représentant de la commune de Forest au sein de l'Assemblée générale de Brulocalis ;

Décide:

- de désigner un représentant de la commune de Forest au sein de l'Assemblée générale de Brulocalis: Charles Spapens ;
- de désigner le cas échéant un représentant suppléant, au cas où le premier est formellement empêché d'y assister le jour où se tient l'assemblée générale.
- de transmettre cette délibération pour information à Brulocalis et à la personne désignée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Algemene zaken – Mandaten (Brulocalis) – Aanstelling - Herziening.

De gemeenteraad,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende de installatie van de nieuwe gemeenteraad op 1 december 2024;

Overwegende dat er gemeentelijke afgevaardigden moeten worden benoemd in verschillende intergemeentelijke en andere organen als gevolg van de installatie van de nieuwe gemeenteraad;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 21 januari 2025 betreffende de benoeming van een bestuurder in de raad van bestuur van de vzw Brulocalis;

Gelet op artikelen 6, 7 en 15 van de statuten van de vzw Brulocalis;

Overwegende dat artikelen 6 en 7 van de statuten van Brulocalis bepalen dat alleen werkende leden alle bij wet verleende rechten genieten, met inbegrip van het stemrecht op algemene vergaderingen;

Overwegende dat de werkende leden, naast de stichtende leden, de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn, die de door de algemene vergadering vastgelegde bijdrage betalen;

Overwegende dat de gemeente Vorst in haar hoedanigheid een vertegenwoordiger moet benoemen in de algemene vergadering van Brulocalis;

Gelet op de mail van 3 juni 2025 die van deze structuur werd ontvangen en waarin staat dat er een mandataris moet worden aangesteld in de algemene vergadering;

Overwegende dat een vertegenwoordiger van de gemeente vorst moet worden benoemd in de algemene vergadering van Brulocalis;

Beslist:

- om een vertegenwoordiger van de gemeente vorst te benoemen in de algemene vergadering van Brulocalis: Charles Spapens;
- om zo nodig een plaatsvervangende vertegenwoordiger aan te stellen als de eerste vertegenwoordiger formeel verhinderd is op de dag van de algemene vergadering;
- om deze beraadslaging ter informatie te bezorgen aan Brulocalis en de benoemde persoon.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

IT - IT

6 Affaires générales – Informatique – Projet WePulse – Cadre particulier « Finances ».

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Considérant qu'en 2020, les pouvoirs locaux ont pris l'initiative de solliciter les instances régionales afin de piloter des marchés publics en vue de disposer d'outils informatiques métiers modernes et adaptés à leurs besoins ;

Considérant qu'en réponse à cette demande :

- La Région de Bruxelles-Capitale et Paradigm (ancien Centre d'Informatique pour la Région Bruxelloise - CIRB) ont élaboré depuis 2020 un programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux, dénommé WePulse ;
- Paradigm a été mandaté pour mettre ce programme à exécution ;
- Paradigm s'appuie sur l'asbl IRISteam pour la fourniture des services et des solutions de chaque domaine du programme WePulse, ainsi que pour la gestion contractuelle du programme ;

Considérant que le programme WePulse a été formellement lancé le 9 mars 2021 et qu'il s'inscrit dans une logique d'harmonisation des plateformes logicielles et de réalisation d'économies d'échelle, notamment par l'automatisation des processus et le partage des données entre domaines, et qu'il répond également aux exigences de la nouvelle comptabilité qui seront établies dans le cadre de

l'Ordonnance sur les finances publiques de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'il s'agit de l'implémentation de plateformes logicielles via la production d'une suite applicative unifiée, suivie d'un contrat de maintenance sur une durée de 10 ans ;

Considérant que la Région prend en charge l'investissement relatif au développement des solutions applicatives, notamment via un appel à projets du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales (FRBRTC), et que les communes conservent à leur charge le coût des licences logicielles et des maintenances (budget ordinaire), au plus tôt à partir de 2026 ;

Considérant que les domaines concernés sont les Finances, les Ressources Humaines (pour l'administration communale et le CPAS) et le domaine Social (spécifique au CPAS), le domaine GRC ayant été abandonné par manque d'adhésion ;

Vu la délibération du Conseil communal du 4 juillet 2023, décidant :

- D'adhérer formellement aux domaines Finances, GRC et Ressources Humaines du programme WePulse, aux conditions formulées dans le tableau des prix en annexe et le document joint, l'adhésion formelle à un domaine entraînant de facto l'adhésion au domaine des services IT ;
- De répondre favorablement à l'appel à projets du FRBRTC pour financer la quote-part de la Commune dans l'investissement nécessaire à la fourniture, par Paradigm, des services et solutions applicatives des domaines visés par cette délibération ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 14 septembre 2023 de répondre à l'appel à candidatures du FRBRTC pour les domaines Finances et Ressources Humaines (Hard et Soft) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 mars 2024, décidant d'approuver la convention de prêt conclue en exécution de l'arrêté du 7 décembre 2023 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, relative au financement octroyé aux pouvoirs locaux pour financer la transformation numérique, annexée à la délibération pour en faire partie intégrante, entre la Commune de Forest, le CPAS de Forest, le FRBRTC et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, prévoyant le financement suivant :

- 788.692,58 euros pour l'administration communale de Forest (452.550,12 euros en 2024 et 336.142,46 euros en 2025) ;
- 397.287,70 euros pour le CPAS de Forest ;

Vu la décision du Conseil communal du 19 novembre 2024 approuvant la convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives dans les différents domaines du programme WePulse (Contrat faitier) et ses annexes ;

Vu les décisions du Conseil communal du 25 mars 2025 portant, d'une part, sur un avenant au Contrat faitier et, d'autre part, sur l'adoption de la convention de mandat IRISsteam relative au transfert des données ;

Considérant que, pour finaliser la structure contractuelle, il convient aujourd'hui de conclure le contrat-cadre particulier pour le domaine Finances, avec les annexes suivantes :

- Cadre particulier relatif au domaine Finances ;
- Annexe 1.1 : Fiche service du volet Build ;
- Annexe 1.2 : Engagement Qualité Service – Opérations et Transitions (Build) ;
- Annexe 1.3 : Liste des services spécifiques liés à l'exécution du mandat et coût maximal de ces services spécifiques ;
- Annexe 1.4 : Convention de sous-traitance relative (DPA) au traitement de données à caractère personnel pour le domaine Finances ;
- Annexe 2.1 : Fiche service du volet Run ;
- Annexe 2.2 : Engagement Qualité Service – Opérations et Transitions (Run) ;

Considérant que ce contrat-cadre particulier précise les fonctionnalités et les coûts à charge des pouvoirs locaux, notamment pour le domaine Finances :

- 376.400 euros TVAC pour le volet Build, financés par le FRBRTC ;
- 45.596 à 73.921 euros TVAC pour le volet Build, à charge de la Commune ;
- 98.377 à 133.662 euros TVAC pour le volet Run, annuellement à charge de la Commune ;

Considérant les différentes problématiques identifiées dans le cadre du projet WePulse, notamment :

- L'interopérabilité entre les applications WePulse Finances, RH et Social est garantie et prise en charge par le programme. L'interopérabilité entre les applications WePulse et les logiciels actuellement utilisés par la Commune est partiellement couverte par le programme. La solution WePulse Finances sera ouverte à l'interopérabilité et à l'interfaçage (API ouverte), mais les éventuels coûts facturés par les fournisseurs des logiciels actuels pour assurer cette interopérabilité seront à charge de la Commune. Ces coûts sont estimés entre 400.000 et 800.000 euros HTVA, à répartir entre les pouvoirs locaux concernés. Ce montant ne couvre pas les autres services spécifiques potentiels, qui resteront à charge des pouvoirs locaux et seront gérés conformément aux mécanismes décrits dans le cadre particulier ;
- Les données historiques seront reprises, transformées et intégrées dans la base de données WePulse Finances, développée sur la solution Microsoft Dynamics, selon la stratégie définie pour le domaine. Un volet archivage est prévu et décrit dans les fiches techniques. La solution retenue permettra aux pouvoirs locaux de continuer à consulter, via les applications comptables et financières actuelles, les documents et mouvements financiers clôturés, pendant une période de 10 ans. Ce service pourra être prolongé, aux frais du pouvoir local, au-delà de ce délai. La propriété des données est garantie et une clause de réversibilité est prévue en fin de contrat. L'exploitation des données via les fonctionnalités déployées relèvera de la responsabilité de la Commune et se fera conformément aux règles établies. L'opération de récupération des données historiques nécessitera l'octroi d'un mandat par la Commune à IRISsteam ;
- Le déploiement effectif de la solution Finances pourra démarrer au 1er janvier ou à chaque premier jour d'un trimestre. IRISsteam précise que, si un démarrage au 1er janvier est plus confortable pour la Commune, il pourrait complexifier le calendrier global des vagues de déploiement et imposer une extension des travaux de récupération des données historiques ;
- La conformité aux nouvelles dispositions du Règlement Général de Comptabilité communale (RCGG), autrement dit la maintenance légale, est garantie et comprise dans le coût du volet Run, à charge des pouvoirs locaux. Le programme prend en charge les coûts de conversion des données liés à la réforme des plans comptables, mais les vérifications, corrections éventuelles et la validation finale relèvent de la responsabilité et des frais du pouvoir local ;
- La formation des utilisateurs finaux sera organisée selon la méthode « Train the trainers », qui a donné satisfaction à la Ville de Liège. Le budget ne permet pas d'envisager d'autre formule de formation ;
- Qu'une clause de sortie anticipée du volet Run, dérogeant aux dispositions du contrat-cadre particulier, est prévue dans l'hypothèse où les pouvoirs locaux ayant adhéré constatent que le projet Finances n'évolue pas comme prévu

Considérant qu'il convient de souligner que ce cadre garantit le support d'IRISsteam pendant toute la phase d'exploitation et de maintenance, définie à 10 ans, ce qui constitue un atout important ;

Considérant que les montants à charge de la Commune sont significatifs, mais qu'à ce stade, il n'est pas démontré qu'une solution alternative coûterait moins cher, surtout si la Commune devait s'appuyer uniquement sur ses propres ressources, et qu'il n'est pas avéré qu'une solution alternative répondant aux besoins puisse être mise en œuvre en interne à ce jour

DECIDE :

De confirmer son adhésion au domaine Finances (Build & Run) du programme WePulse, sous réserve des conditions suivantes :

- Que les logiciels de gestion financière actuellement utilisés puissent fonctionner en parallèle le temps de l'implémentation définitive de la nouvelle solution ;
- Que l'asbl IRISteam garantis un accompagnement et des ressources suffisantes pendant toute la phase de déploiement ;
- Qu'un interfaçage entre les différents outils et logiciels soit garanti ;
- Que la Commune de Forest ne soit pas désignée comme commune pilote pour ce projet.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Algemene zaken – Informatica – Project WePulse – Specifiek kader 'Financiën'.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de lokale besturen in 2020 het initiatief hebben genomen om de gewestelijke instanties te verzoeken om overheidsopdrachten te coördineren, met het oog op de beschikking over moderne, aangepaste IT-tools die afgestemd zijn op hun behoeften;

Overwegende dat naar aanleiding van dit verzoek:

- Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Paradigm (het voormalige Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest - CIBG) sinds 2020 een informatiserings- en digitaliseringsprogramma voor de lokale besturen hebben uitgewerkt, onder de naam WePulse;
- Paradigm werd aangesteld om dit programma uit te voeren;
- Paradigm voor de levering van de diensten en oplossingen binnen elk domein van het programma WePulse, evenals voor het contractbeheer, beroep doet op de vzw IRISteam;

Overwegende dat het programma WePulse officieel werd gelanceerd op 9 maart 2021 en kadert binnen een logica van harmonisatie van softwareplatformen en het realiseren van schaalvoordelen, onder meer door de automatisering van processen en het delen van gegevens tussen verschillende domeinen, en dat het programma tevens zou beantwoorden aan de nieuwe boekhoudkundige vereisten die zullen worden vastgelegd in het kader van de Gewestelijke Ordonnantie op de overheidsfinanciën van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het gaat om de implementatie van softwareplatformen via de ontwikkeling van een eengemaakt applicatiepakket, gevolgd door een onderhoudscontract over een periode van 10 jaar;

Overwegende dat het Gewest de investering voor de ontwikkeling van de applicatieoplossingen voor zijn rekening neemt, onder meer via een projectoproep van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT), en dat de gemeenten zelf blijven instaan voor de kosten van de softwarelicenties en het onderhoud (gewone begroting), ten vroegste vanaf 2026;

Overwegende dat de betrokken domeinen Financiën, Human Resources (voor het gemeentebestuur en het OCMW) en het domein Sociale Zaken (specifiek voor het OCMW) zijn, en dat het domein CRM wegens gebrek aan belangstelling werd opgegeven;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 4 juli 2023, waarbij werd beslist:

- Formeel toe te treden tot het FIN-, CRM- en HRM-domein van het WePulse-programma volgens de voorwaarden beschreven in de prijstabel in de bijlage en in het bijgevoegde document, waarbij de formele toetreding tot een domein de facto leidt tot de formele toetreding tot het domein van de IT-diensten;
- Positief te antwoorden op de projectoproep van het BGHGT voor de financiering van het

aandeel van de gemeente in de noodzakelijke investering voor de levering door Paradigm van de diensten en applicatieoplossingen voor de in deze beraadslaging bedoelde domeinen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 september 2023 om in te gaan op de oproep tot kandidaatstellingen van het BGHGT voor de domeinen Financiën en Human Resources (Hard en Soft);

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 maart 2024 tot goedkeuring van de leningsovereenkomst, in uitvoering van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 7 december 2023, betreffende de financiering toegekend aan de plaatselijke besturen voor de digitale transformatie, die als bijlage bij de beraadslaging werd gevoegd en er integraal deel van uitmaakt, tussen de gemeente Vorst, het OCMW van Vorst, het BGHGT en de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met volgende financiering:

- 788.692,58 euro voor het gemeentebestuur van Vorst (452.550,12 euro in 2024 en 336.142,46 euro in 2025);
- 397.287,70 euro voor het OCMW van Vorst;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 19 november 2024 tot goedkeuring van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen in de verschillende domeinen van het WePulse-programma (het koepelcontract) en de bijlagen;

Gelet op de beslissingen van de Gemeenteraad van 25 maart 2025 betreffende enerzijds een bijlage bij het koepelcontract en anderzijds de goedkeuring van de mandaatovereenkomst met IRISteam inzake de gegevensoverdracht;

Overwegende dat het, om de contractuele structuur af te ronden, vandaag nodig is om het specifieke kadercontract voor het domein Financiën af te sluiten, met de volgende bijlagen:

- Specifiek kadercontract voor het domein Financiën;
- Bijlage 1.1: Dienstfiche Build;
- Bijlage 1.2: Kwaliteitsverbintenis dienst – operaties en transities (Build);
- Bijlage 1.3: Lijst van de specifieke diensten in verband met de uitvoering van het mandaat en maximumkosten van deze specifieke diensten;
- Bijlage 1.4: Onderaannemingsovereenkomst (DPA) betreffende de verwerking van persoonsgegevens voor het domein Financiën
- Bijlage 2.1: Dienstfiche Run
- Bijlage 2.2: Kwaliteitsverbintenis – operaties en transities (Run);

Overwegende dat dit specifieke kadercontract de functionaliteiten en de kosten ten laste van de lokale besturen verduidelijkt, in het bijzonder voor het domein Financiën:

- 376.400 euro inclusief BTW voor de Build-fase, gefinancierd door het BGHGT;
- 45.596 tot 73.921 euro inclusief BTW voor de Build-fase, ten laste van de gemeente;
- 98.377 tot 133.662 euro inclusief BTW voor de Run-fase, jaarlijks ten laste van de gemeente;

Overwegende de verschillende knelpunten die werden vastgesteld binnen het WePulse-project, met name:

- De interoperabiliteit tussen de WePulse-toepassingen voor Financiën, HRM en Sociale Zaken is gegarandeerd en wordt gedragen door het programma. De interoperabiliteit tussen de WePulse-toepassingen en de momenteel door de gemeente gebruikte software wordt gedeeltelijk door het programma gedekt. WePulse Financiën staat open voor interoperabiliteit en koppeling (open API), maar eventuele kosten die de huidige softwareleveranciers aanrekenen om deze interoperabiliteit te realiseren, zijn ten laste van de gemeente. Deze kosten worden geraamd tussen 400.000 en 800.000 euro exclusief btw, te verdelen onder de betrokken

lokale besturen. Dit bedrag dekt niet de mogelijke andere specifieke diensten, die ten laste van de lokale besturen blijven en worden beheerd volgens de bepalingen van het specifieke kadercontract;

- De historische gegevens zullen worden overgenomen, getransformeerd en geïntegreerd in de WePulse Financiën-database, gebaseerd op Microsoft Dynamics, volgens de voor dit domein vastgelegde strategie. Een archiveringsmodule is voorzien, zoals beschreven in de technische fiches. Dankzij deze oplossing kunnen de lokale besturen gedurende een periode van 10 jaar de afgesloten documenten en financiële verrichtingen blijven raadplegen via de bestaande boekhoudkundige en financiële toepassingen. Deze dienst kan daarna, op kosten van het lokaal bestuur, verlengd worden. De eigendom van de gegevens blijft gewaarborgd en een omkeerbaarheidsclausule wordt voorzien bij het einde van het contract. De exploitatie van de gegevens via de beschikbare functionaliteiten valt onder de verantwoordelijkheid van de gemeente en gebeurt volgens de vastgelegde regels. Voor het ophalen van de historische gegevens is een mandaat van de gemeente aan IRISteam vereist;
- De effectieve uitrol van WePulse Financiën kan starten op 1 januari of op de eerste dag van een kwartaal. IRISteam merkt op dat een opstart op 1 januari voor de gemeente comfortabeler is, maar dat dit het algemene uitrolschema kan verstoren en bijkomende werkzaamheden vereist voor het ophalen van historische gegevens;
- De naleving van de nieuwe bepalingen van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit, met andere woorden de wettelijke basis, is gegarandeerd en inbegrepen in de kosten van de Run-fase, ten laste van de lokale besturen. Het programma draagt de kosten van de gegevensconversie in het kader van de hervorming van het rekeningstelsel, maar de controle, eventuele correcties en de definitieve validatie vallen onder de verantwoordelijkheid en zijn op kosten van het lokaal bestuur;
- De opleiding van eindgebruikers wordt georganiseerd volgens het principe "Train the trainers", dat met succes werd toegepast in de Stad Luik. Het beschikbare budget laat geen andere opleidingsvorm toe;
- Dat een exit-clausule is voorzien voor de Run-fase van het contract, die afwijkt van de bepalingen van het specifieke kadercontract, indien de lokale besturen die zijn toegetreden zouden vaststellen dat het project Financiën niet evolueert zoals voorzien.

Overwegende dat dit kadercontract de garantie biedt van ondersteuning door IRISteam gedurende de volledige exploitatie- en onderhoudsfase van 10 jaar, wat een belangrijk voordeel vormt;

Overwegende dat de kosten voor de gemeente aanzienlijk zijn, maar dat er tot op heden geen bewijs is dat een alternatief goedkoper of realistisch is, zeker indien de gemeente hiervoor volledig afhankelijk zou zijn van eigen middelen en niet is aangetoond dat een alternatieve oplossing die aan de behoeften voldoet momenteel intern kan worden geïmplementeerd

BESLIST:

Zijn formele toetreding tot het domein Financiën (Build & Run) van het WePulse-programma te bevestigen, onder de volgende voorwaarden:

- Dat de huidige software voor financieel beheer parallel kan blijven functioneren tot de definitieve implementatie van de nieuwe oplossing;
- Dat IRISteam voldoende ondersteuning en middelen garandeert gedurende de volledige uitrolfase;
- Dat een koppeling tussen de verschillende tools en software gewaarborgd wordt;
- Dat de gemeente Vorst niet wordt aangeduid als pilootgemeente voor dit project.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN :

Précision formelle par la secrétaire communale que la délibération vise à adhérer au « build » et « run ».

Tussenkoms van de heer LOEWENSTEIN

Formele precisering door de gemeentesecretaris dat de beslissing tot doel heeft toe te treden tot “build & run”.

7 annexes / 7 bijlagen

Sophie Michez quitte la séance / verlaat de zitting.

FINANCES - FINANCIËN

Budget/Règlements taxes - Begroting/belastingreglement

7 Finances - Budget 2025.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117, 241, 252, 255, 258bis et 259 de la Nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il y a lieu de voter le budget ordinaire et extraordinaire 2025 et le plan triennal 2025-2026-2027 ;

DECIDE,

D'approuver le budget ordinaire et extraordinaire 2025 et le plan triennal 2025-2026-2027.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 23 votes positifs, 10 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

Financien - Begroting 2025.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117, 241, 252, 255, 258bis en 259 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de stemming van de gewone en buitengewone begroting 2025 en het driejarenplan 2025-2026-2027;

De gewone en buitengewone begroting 2025 en het driejarenplan 2025-2026-2027 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 23 positieve stemmen, 10 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

Intervention de Mr SPAPENS :

Le budget 2025 s'inscrit dans un nouveau plan triennal 2025-27. Un plan triennal qui s'est avéré extrêmement complexe à élaborer mais aujourd'hui nous y sommes parvenus, l'équilibre est atteint et ce pour l'année 2025 et les deux années à suivre.

Comme de nombreuses communes, nous sommes confrontés à une situation financière exigeante. Il n'est plus nécessaire de rappeler les conséquences des crises successives qui se font encore sentir aujourd'hui. C'est aussi le transfert progressif de charges depuis d'autres niveaux de pouvoirs sans moyens suffisants qui vient grever le budget communal année après année et nous savons d'avance que les dernières mesures annoncées du fédéral n'inverseront en rien cette tendance. La population forestoise augmente (+1000 entre 2022 et 2024), ce qui est une bonne nouvelle et qui démontre que la Commune reste attrayante, toutefois en parallèle les dotations des autres niveaux de pouvoir ne font que diminuer.

Autre élément, bien connu maintenant, que nous répétons depuis plusieurs années, Forest fait face à des contraintes structurelles, notre niveau de recettes est inférieur à la moyenne régionale notamment (grosses portions de territoires non-cadastrées, profil socio-économique,..).

Il a donc fallu adopter une stratégie budgétaire prudente associant rationalisation des dépenses, suivi strict des effectifs et vigilance sur les recettes. Plus concrètement, pour assurer l'équilibre budgétaire 25-27, nous nous fixons les principes suivants :

- **Limitation de la croissance des dépenses de fonctionnement à 1,25% / an**
- **Maîtrise des dépenses de personnel avec une croissance à 1,50% / an**
- **Politique de désinvestissement partiel du patrimoine non stratégique**
- **Renforcement de la coordination budgétaire entre la Commune et le CPAS**
- **Augmentation limitée et ciblée des recettes**

Le budget 2025 auquel nous arrivons aujourd'hui est, il faut le souligner, malgré toutes les contraintes exposées ci-dessus, socialement juste, n'augmente pas les taxes pour les Forestois et il est capable de répondre aux défis de notre commune, des défis tels que l'augmentation de la précarité, l'exclusion sociale et les questions de sécurité qui exigent que nous y allouions davantage de moyens.

En chiffres : 1. Service ordinaire

Le budget ordinaire 2025 s'élève à 151.203.507,91 euros. Il affiche à l'exercice propre un boni de 5.277 euros. Le boni est très faible mais il était important d'avoir un budget à l'équilibre à la fois pour suivre notre plan et montrer notre bonne gestion.

Les dépenses de transfert (34,58%) :

- CPAS 45,42% soit 23.749.258€ (17,83% d'augmentation entre Budget24 et Plan 27).
- Zone de Police 37,67% soit 19.696.861€ (29,68% d'augmentation entre Budget24 et Plan 27) La forte augmentation des dépenses de transfert est due aux problèmes de sécurité et aussi à l'ouverture du commissariat Rue des 2 gares (central par rapport aux trois communes de la zone). Au niveau du CPAS, l'augmentation est due à la diminution de la dotation régionale de solidarité et à l'augmentation des PIIS (Projet individualisé d'intégration sociale).

Les dépenses de fonctionnement (8,26%) (très basses par rapport aux autres communes)

- 12.483.691€ (BA24 : 13.292.094€)

Leur augmentation pour les deux années suivantes ont été limitées à 1, 25%

Les dépenses de dette 7,72%

Les recettes de transfert (89,28%).

Top 3 :

- PRI 29,53% soit 39.857.667€
- DGC (dotation générale aux communes)16,36% soit 22.082.748 €
- Subsidés enseignement 14,45% soit 19.500.558€

Les recettes de prestation (6,38%).

Top 3 :

- stationnement 46% soit 4.436.995€ (BA24 3.249.500) avec l'alignement du tarif événements sur le prix régional

Prévisions prudentes Budget 2025 :

BI25 - 80% du résultat du compte 2024 (5.545.405) = 4.436.324

source : rapport de l'agence pour 2024

2026 : 2025 + 80% de l'augmentation attendue de l'alignement des tarifs zones événements sur ceux prévus par l'ordonnance (8.336.000-7.174.000)

source : étude de l'agence

- Energie – droits de passage : 19,62% soit 1.892.250€
- Enseignement : 7,64% soit 736.927€ (contribution des parents)

2. Service extraordinaire

Le budget extra 2025 s'élève à 17.115.101,13 €. Ce budget comprend 5.000.000 de fonds propres. (soit par emprunt, soit par vente d'actifs). L'exercice propre se clôture à l'équilibre. Au cumulé,

le service extra présente un boni de 1.874.820,95 €.

Concernant le CPAS, la situation reste toutefois marquée par une incertitude importante, en lien avec les mesures prises au niveau fédéral par l'ARIZONA. La limitation du chômage dans le temps entraînera une hausse importante du nombre de bénéficiaires du CPAS (plus de 2069 chômeurs indemnisés seront exclus à Forest, d'après les chiffres de l'ONEM). Si une enveloppe budgétaire est bien annoncée par le Fédéral pour soutenir les CPAS, les modalités concrètes – notamment la clé de répartition et les montants alloués – ne sont toujours pas connues à ce jour.

3. Budget 2025 par compétences

Enseignement :

Nous nous sommes engagés à garantir l'égalité d'accès à l'enseignement et à réduire les inégalités scolaires, en agissant à la fois sur les obstacles économiques, les besoins spécifiques des élèves, les risques de décrochage et la qualité des infrastructures.

Nous poursuivons donc nos efforts pour alléger la charge financière pesant sur les familles. La gratuité du matériel scolaire est maintenue jusqu'en 6ème primaire, même si le subside ne finance le matériel que pour les classes allant de l'accueil à la 3ème primaire. Nous n'augmentons ni les repas scolaires ni les garderies en 2025, nous nous limitons à indexer de 2% les redevances demandées aux parents.

Même si la volonté est de poursuivre la rénovation des bâtiments scolaires, nous sommes actuellement en attente de décisions de la Fédération Wallonie Bruxelles pour l'octroi des subsides, notamment pour finaliser la rénovation des Marronniers.

Nous finaliserons la construction de l'école De puzzel.

In het budget 2025 leggen we de focus op kwaliteitsvol, toegankelijk en duurzaam Nederlandstalig onderwijs van hoge kwaliteit. We investeren in de verhuis van basisschool De Puzzel, waar ook opnieuw warme maaltijden zullen worden aangeboden, en starten tegelijk een meerjarenrenovatieplan voor De Wereldbrug. Scholen krijgen ondersteuning bij duurzame en kostenbewuste keuzes zoals digitalisering, fietsvervoer en een zero-waste beleid. Voor taalondersteuning zetten we extra werkingsmiddelen in op bijkomend personeel, zodat de kennis van het Nederlands bij leerlingen versterkt wordt. De Brede School krijgt bijkomend budget voor twee volledig gesubsidieerde sportkampen met sociale tarieven, en ook in de voor- en naschoolse opvang blijven we investeren via opleiding en begeleiding van hulpopvoeders.

Logement :

Le logement est un droit fondamental, essentiel à une vie digne, stable et autonome. Pourtant, de plus en plus de personnes à Forest, comme ailleurs, sont fragilisées par la pression croissante du coût du logement, voire peinent à se loger dignement. Face à cette réalité, la commune s'engage à défendre ce droit, en soutenant en priorité les locataires et les propriétaires occupants.

En 2025, nous amplifions la lutte contre les logements inoccupés et/ou insalubres en collaboration avec la Région et poursuivons les études sur la prise en gestion d'immeubles vides via le droit de gestion publique.

La prime Be Home automatique, est conservée et indexée pour tous les propriétaires occupants.

La prime aux nouveaux propriétaires est maintenue.

La taxe coliving a été introduite.

Nous poursuivons les projets de création/reconversion d'une vingtaine de logements communaux à loyers modérés;

Nous avançons aussi dans la socialisation du loyer des locataires communaux grâce au subside contrat logement ;

Nous maintenons le soutien à l'AIS grâce à un subside annuel mais aussi par des moyens non-financiers.

Nous étudions le développement de logements via les systèmes « Housing Deal ».

Nous renforçons nos collaborations avec le CPAS et les partenaires associatifs du territoire forestois.

Mobilité :

La mobilité doit être au service de toutes et tous. Elle doit être socialement juste, répondre aux enjeux environnementaux et de santé publique, et permettre à chacun•e de se déplacer selon ses besoins. À Forest, le piéton sera au centre de tous les aménagements urbains.

Dès lors, la sécurité routière est au cœur de notre budget Mobilité et guide l'ensemble de nos projets. Une attention particulière est portée aux abords des écoles, où nous renforçons la sécurité par des aménagements adaptés et un accompagnement concret des établissements dans l'élaboration de leurs plans de déplacement scolaire et de leurs projets vélo. Se déplacer en toute sécurité dans l'espace public doit être possible pour chacun•e, à tout âge et dans chaque quartier. C'est pourquoi nous mettons en œuvre notre Plan d'Actions Communal de Sécurité Routière, soutenu par des subsides régionaux dédiés.

Pour répondre à la demande croissante en stationnement sécurisé pour les vélos, nous poursuivons l'installation de box vélos, y compris hors voirie lorsque cela est techniquement possible.

Les Contrats Locaux de Mobilité nous permettent de développer une mobilité plus sûre.

En 2025, cela se concrétise notamment par l'ouverture progressive de la zone de rencontre sur la chaussée de Neerstalle : un espace où les voitures ralentissent et où les enfants, les piétons, les habitant•e•s et les client•e•s des commerces peuvent se réapproprier la rue, en plein centre de notre commune.

Dans le même esprit, les travaux qui débutent cette année sur l'avenue de la Verrerie et la rue Jean-Baptiste Baeck amorcent la création d'un véritable quartier apaisé, où la vie de quartier passe avant le trafic de transit. Et pendant ce temps, autour de l'Altitude 100, le dialogue se poursuit avec les habitant•e•s et commerces pour mieux comprendre les usages, les besoins et les enjeux du quartier, en vue de construire ensemble les prochaines étapes du projet.

Sécurité :

La sécurité est un droit fondamental, et un levier essentiel de justice sociale. À Forest, elle est pensée dans une approche globale, préventive et accessible, tournée vers la proximité et le respect des droits. Vivre en sécurité, paisiblement, sans crainte, est une condition de la liberté de chacun•e.

Cette année, le nouveau commissariat central de la zone Midi ouvrira ses portes, et ce 24/24 et 7/7 à proximité directe de Forest (Rue des deux gares), qui permettra aux équipes d'intervention d'opérer plus rapidement et d'accueillir le public de manière optimale. Par ailleurs, nous avons déjà pris contact avec la Ministre de la mobilité pour lui demander d'améliorer les accès pour les véhicules d'urgence sous le Pont des vétérinaires.

Par ailleurs, nous poursuivrons notre travail dans les quartiers où la circulation de drogue ou des troubles récurrents à l'ordre public sont constatés, des caméras pourront être installées/déplacées en fonction des constats.

Bien entendu, nous accordons une attention tout particulière à renforcer la police de proximité pour lutter contre les nuisances publiques. Une équipe policière spécifique s'attelle désormais à divers phénomènes comme la lutte contre le tapage provenant de certains établissements Horeca.

Propreté :

Dans une logique de proximité et de responsabilité partagée, nous nous sommes engagés à faire de la propreté une priorité transversale, au service d'une commune plus accueillante, plus solidaire et plus respectueuse de ses habitant·es comme de son territoire.

Le budget propreté vise principalement au maintien de la propreté dans les rues communales de Forest grâce aux agents de la propreté, à l'entretien et fourniture des équipements nécessaires. Au-delà de ces missions déjà assumées par le service propreté, plusieurs projets sans impacts financiers ont été lancés en 2025 :

- **Renforcement de la sensibilisation et communication via la mise en place de campagne de communication et de projets (campagne régionale Wake-up clean-up, école de la propreté, tournée des écoles, etc.)**
- **Renforcement des déchèteries mobiles avec un nouveau service de collecte des encombrants à domicile (PMR et 65+)**
- **Mise en place de « plans propreté » pour les quartiers les plus touchés par les dépôts clandestins**

Plusieurs investissements sont également prévus dans le plan triennal : achat de souffleuses, d'un nouveau camion-compacteur, etc.

Climat-Environnement :

Nous poursuivons la mise en œuvre du Plan climat pour contribuer à notre niveau à la lutte contre le dérèglement climatique et, surtout, rendre notre territoire vivable, respirable et résilient face aux pics de chaleurs et aux inondations en s'attardant tout particulièrement sur nos concitoyens les plus fragiles socio-économiquement. La majorité des Forestois n'ont pas d'espaces extérieurs privés et vivent dans des habitations exigües. Nous accordons donc une importance particulière à rendre nos espaces publics conviviaux et accueillants pour tous car ils sont les jardins aussi de ceux qui n'en ont pas. Les enfants doivent pouvoir y jouer librement et en toute sécurité.

Ainsi comme dit plus haut le travail d'amélioration des performances énergétiques des bâtiments se poursuit.

Nous finaliserons en 2025 la deuxième phase du « maillage du Bempt » ainsi que les travaux d'aménagements du maillage « Forest Domaine », dans le but de diminuer les aléas d'inondations dans le bas de Forest.

La politique de végétalisation visant à concrétiser la stratégie 3-30-300 se pérennise, avec notamment la mise en œuvre du projet « ma rue est un jardin » dans le quartier Primeurs et Saint-Antoine, etc.

Développement urbain :

Nous poursuivons la mise en œuvre du maillage ludique pour que chaque enfant ait un espace

de jeu à 5min. de chez lui, notamment en agrandissant la plaine de jeux Jupiter, en concrétisant le parcours ludique pour réenchanter nos espaces publics, en créant des nouvelles aires de jeux dans le quartier du Bempt/Kersbeek, un nouveau skatepark près de Charroi, etc.

Emploi :

Un budget est prévu pour la mise en avant des travailleurs, entreprises et acteurs de l'emploi sur la commune de Forest, via des événements de visibilité et de réseautage (moment convivial, présentations de projets économiques communaux...).

La semaine des initiatives continue d'avoir lieu avec la formation de dans leur démarche de projet professionnel. Le projet de plus grande ampleur de la Maison des initiatives continue de se mettre en place.

La majeure partie du budget emploi consiste à soutenir et promouvoir le travail des organismes d'insertion socioprofessionnelle et de soutien à l'entrepreneuriat sur la commune de Forest. Ainsi, nous subsidions la Mission locale comme acteur important de l'insertion socioprofessionnelle, l'AEICF comme représentant des entreprises situées sur la commune, le CERAPSS dans son accompagnement du public forestois, Job Yourself comme acteur de soutien au développement de l'entrepreneuriat et l'ALE comme institution de mise à l'emploi.

Commerces – Foires et marchés :

Les commerces sont au cœur de la vie forestoise. Présents dans chaque quartier, ils créent du lien social, animent l'espace public et offrent des services de proximité indispensables.

Leur dynamisme est essentiel, à la fois pour l'économie locale, la création d'emplois et pour la qualité de vie des habitants.

Nous prévoyons toujours un budget dédié à la valorisation des commerces de proximité, notamment via la campagne "J'achète 1190" et nous maintenons les subsides octroyés aux associations de commerçants.

Nous poursuivons notre accompagnement candidats commerçants désireux de s'installer sur notre territoire.

Le montant octroyé au concessionnaire chargé de l'organisation de nos brocantes et marchés a été diminué étant donné la diminution du nombre de marchés actuellement.

Le Marché aux fleurs et le Marché annuel conservent un niveau de financement identique à l'année précédente.

Lutte contre les discriminations et pour l'égalité.

Le budget permet des actions de sensibilisation, de promotion de la santé et de prévention.

Nous accompagnons les personnes en situation de handicap, les personnes âgées et à mobilité réduite (PMR), celles en fracture numérique ou rencontrant des difficultés dans leurs démarches administratives.

Sport :

L'année 2025 constitue une étape majeure pour le service des sports, marquée par l'ouverture prochaine de deux nouvelles infrastructures : le complexe sportif des Primeurs et le centre sportif au sein de l'école De Puzzel, ainsi que la fermeture du site Bertelson, dans le cadre du lancement du chantier de rénovation/reconstruction.

Le budget dédié aux fournitures technique a été augmenté dans la perspective de ces nouvelles infrastructures. Le budget consacré aux frais de réception et de représentation à quant à lui été diminué car le mérite sportif devient un événement bisannuel.

Maintien des tarifs actuels pour l'occupation des infrastructures sportives en 2025 et maintien des subsides aux organismes œuvrant au service des ménages, traduisant notre volonté de continuer à soutenir activement le tissu sportif local.

Enfin, une hausse des recettes est attendue en lien avec les droits d'entrée et les occupations des nouvelles installations, dès leur mise en service.

Des investissements ciblés accompagnent l'ouverture des salles Primeurs et De Puzzel : achat de matériel sportif, défibrillateurs, boîtiers extincteurs, équipement de nettoyage, ainsi que des moyens prévues pour l'entretien de nos infrastructures existantes.

Des moyens conséquents sont aussi prévus en investissements pour l'entretien des infrastructures sportives et des interventions lourdes (Bertelson, Bempt, VV, PPS,..)

Culture – Evénements :

En 2025, notre politique culturelle s'inscrit dans une dynamique de soutien renforcé à la diversité artistique et à l'accès à la culture pour toutes et tous, malgré un contexte budgétaire contraint. Plusieurs actions structurantes sont maintenues ou consolidées, grâce à un fléchage ciblé des moyens.

Événements culturels majeurs

Nous continuons à soutenir les événements qui structurent l'agenda culturel communal :

- **Le Parcours d'artistes 2025 bénéficie d'un soutien prioritaire avec une enveloppe conservée au sein des 9.500 €.**
- **D'autres événements emblématiques de la vie culturelle forestoise sont reconduits comme le Festival des chorales et le Festival des contes qui permettent tous deux de valoriser le site de l'Abbaye.**
- **Le Marché annuel est maintenu malgré les travaux, mais sous une forme revisitée : il sera organisé un samedi pour favoriser les synergies avec le marché hebdomadaire et comportera une présence culturelle amplifiée.**
- **Quant à la suspension des Médiévales cette année en raison de la non reprise de la concession, les fonds qui lui sont normalement alloués permettront de renforcer l'offre d'autres événements, notamment celle du Marché annuel.**

Soutien aux structures culturelles

- **Le centre culturel le BRASS continue de bénéficier d'un soutien important de la part de la commune pour mener son rôle de diffuseur de la culture de manière accessible et de proximité dans le quartier Wiels.**
- **Le soutien à la culture néerlandophone (NL) est maintenu dans une logique de cohésion et d'offre bilingue, dans les animations et les collections. En 2025, ce soutien passe notamment par le soutien au festival Park Poetik, le soutien aux activités du GC Ten Weyngaert, centre communautaire néerlandophone, la collaboration avec la bibliothèque néerlandophone Bib Vorst ;**
- **Concernant la Biblif,**

- o Elle continuera ses animations dans et hors les murs de la bibliothèque. En 2024, ce sont 456 animations qui ont été réalisées, dont 239 hors les murs, touchant environ 8.000 personnes. Ces volumes seront maintenus, voire renforcés en 2025.
- o Accent renforcé sur le public adolescent, tant scolaire que non scolaire, via des actions autour de la lecture plaisir, sous toutes ses formes : livres, jeux, numérique, un travail spécifique sur l'accueil et l'appropriation des lieux par les jeunes.
- o Développement de la ludothèque, avec enrichissement des fonds et renforcement des animations autour du jeu (ateliers, jeux de rôle, séances thématiques).
- De Nederlandstalige bibliotheek (Bib) blijft een onmisbare partner, met een actuele collectie en een breed, gratis aanbod aan toegankelijke activiteiten.

Petite enfance :

L'accueil de la petite enfance joue un rôle social, éducatif et émancipateur. Les crèches sont souvent les premiers lieux de socialisation. Offrir un accueil de qualité, accessible à toutes et tous, c'est agir dès le départ contre les inégalités.

C'est ainsi que nous poursuivons le renforcement de la pédagogie active dans nos structures, nous maintenons aussi les activités culturelles, tout comme le budget pour les supervisions capitales pour le bien-être des équipes et la qualité de l'accueil.

La journée de la petite enfance à destination du personnel a également été maintenue.

Et bien entendu, les travaux de remises aux normes et d'amélioration de la fonctionnalité se poursuivent dans nos structures.

Parascolaire :

L'accueil des enfants et des jeunes en dehors du temps scolaire est un pilier essentiel de l'égalité et de la cohésion sociale. Il permet de concilier vie professionnelle et vie familiale, tout en contribuant pleinement à l'épanouissement des enfants.

Le parascolaire connaît une nouvelle dynamique grâce à une installation du service Chaussée de Bruxelles 43 :

- Le nouveau bureau est visible depuis la rue
- La vitrine est utilisée comme support d'affichage : elle permet une communication directe avec les habitants, notamment ceux qui se rendent à la commune pour d'autres démarches.
- L'accès est plus facile pour les parents, ce qui a eu un impact direct sur les inscriptions et la fréquentation.

Par ailleurs, l'accueil a été renforcé ce qui permet de répondre aux questions des familles sans délai et permet une meilleure organisation des activités.

L'année 2025–2026 s'annonce donc prometteuse : l'organisation s'est professionnalisée, l'offre a gagné en qualité et en visibilité, et les liens avec les autres services renforcent notre capacité à répondre aux besoins des familles. Ces évolutions structurelles consolident les bases d'un parascolaire dynamique, ouvert, et durable.

Jeunesse :

L'avenir de Forest se construit avec et pour sa jeunesse. Les jeunes doivent pouvoir trouver

dans leur commune des opportunités pour s’émanciper, des espaces pour s’exprimer, des lieux pour se rassembler et des soutiens adaptés à leurs besoins.

Plusieurs initiatives pour nos jeunes ont été lancées ou prolongées.

Le budget prévoit divers ateliers (sérigraphie dans le cadre de la journée internationale des droits des femmes, graffiti,...) mais aussi plusieurs événements récurrents comme la fête des jeunes, Place aux enfants ou encore l’engagement de jeunes pour l’organisation du kids day.

Une formation BEPS (premier secours), dispensée par la Croix-Rouge, est prévue pour les jeunes.

L’affectation du centre Marconi a été étendue en centre intergénérationnel et contient maintenant du matériel de sport.

Au centre Marconi sera également organisée une école des devoirs en partenariat avec Schola ULB.

Le centre Marconi hébergera de plus un stage multidisciplinaire pour les adolescents durant les vacances d’automne.

Les budgets destinés aux festivités liées à la jeunesse comme la Fête de fin d’année et la Fête des Jeunes sont maintenus.

Un projet de balade éducative et décoloniale sur le thème du chocolat est en cours d’élaboration.

Le partenariat avec “Atout Projet”, une structure d’encadrement et d’animation d’enfants et d’adolescents de 6 à 18 ans, est maintenu.

Prévention :

La prévention doit faire partie intégrante du vivre ensemble dans une commune épanouie.

Ainsi, la présence aux sorties d’écoles est renforcée via notamment les chèques ALE.

Nous maintenons et renforçons le travail de prévention avec les personnes sans-abris via entre-autres le projet de chauffoir.

Nous poursuivons les projets de prévention via l’apiculture ainsi que les projets intercommunaux sur le thème des violences intrafamiliales et des problématiques liées à la drogue.

Le travail d’accrochage scolaire est poursuivi avec les permanences du service empreinte scolaire et le tutorat en partenariat avec Schola ULB.

Le projet Plaisir d’apprendre (stage fin août mêlant tutorat et activités ludiques) est maintenu malgré la fin du subside de la FWB.

Nous développons la formation des équipes de la prévention.

Cohésion sociale et vie associative :

La politique de cohésion sociale vise à garantir à chacun•e les mêmes possibilités de participer activement et dignement à la société, d’y être reconnu•e comme citoyen•ne actif•ve et de s’y sentir intégré•e et valorisé•e.

Les subsides aux associations comme la Maison des Jeunes de Forest ont été maintenus.

Les budgets COCOF pour l'appel à projets Impulsion sont toujours disponibles en 2025.

Aînés – Intergénérationnel :

Les personnes âgées ont droit à une vie digne, en autonomie, en veillant à leur bonne santé. Les aîné·es doivent avoir accès à des services, des activités et un accompagnement personnalisé adaptés à leurs besoins, permettant un meilleur maintien chez eux tout en luttant contre l'isolement.

Dans cette optique, un certain nombre d'activités leur est proposé.

- **Activité piscine, une fois par mois les aînés peuvent bénéficier d'un transport en car jusqu'à la piscine de Halle.**
- **Visite du musée Africa Museum de Tervuren, 60 seniors ont eu la possibilité faire une visite guidée du musée organisée par le collectif mémoire coloniale et lutte contre la discrimination.**
- **Les ateliers art plastique sur la thématique des discriminations, les participant·e·s ont exploré des formes variées d'expression — collages engagés, peintures sur soie, peinture à l'huile des créations symboliques — pour dénoncer l'islamophobie et l'antisémitisme et faire entendre un message de tolérance.**
- **Des cours de yoga sont aussi proposés au Divercity et au BIA BOUQUET.**
- **La compagnie Thomas Havert Zoo organise pour nos seniors des ateliers de danse contemporaines au Bia Bouquet**
- **Réalisation d'une fresque**

Des repas continuent à être proposés mais sont financées par la participation demandée aux seniors.

Santé

Des actions sont menées cette année sans moyens financiers supplémentaires pour la commune. Dans l'objectif de favoriser les liens sociaux et de participer aux campagnes de prévention épidémiologique régionales, plusieurs actions ont été menées à l'occasion de la Semaine mondiale de la santé en 2025 :

- **Promenade Santé organisée en collaboration avec Nojavel, les maisons médicales, Ergo 2.0 et des citoyens.**
- **Stand Santé installé dans la Maison Communale, en partenariat des maisons médicales et des associations pour proposer un dépistage des problèmes de pression artérielle et un dépistage de la perte d'autonomie dans les activités de la vie quotidienne (AVQ)**

Un travail de mise en réseau est aussi mené pour mettre en lien l'asbl Ergo 2.0 avec le service Seniors de la commune et les maisons médicales dans le cadre du projet régional de maintien à domicile pour les personnes de 60 ans et plus, qui propose gratuitement une prise en charge à domicile pour ce public.

Services communaux :

Une enveloppe est prévue pour un audit, une analyse systémique des processus internes, afin d'identifier les sources de tension, d'incohérence ou de surcharge, et d'améliorer l'organisation

collective et par là les services rendus aux citoyens.

Au niveau du plan, tous nos engagements ont été validés à la fois par l'inspection régionale et le cabinet du ministre Clerfayt.

Budget 2025 – EXTRA :

Au niveau des Bâtiments, des Espaces Publics et investissements divers :

- Ecole les Marronniers – mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage - Maillage pluie
Bempt – 3 Fontaines - Outillage - Rénovation de la Crèche Les Marmots : étude - Gestion
des eaux pluviales Forest Domaine - Remplacement matériel divers - Rénovation de la Maison
de l'emploi - Interventions lourdes Aires de jeux - Mobiliers divers (écoles, accueil,
crèches, bibliothèques) - Structure gonflable Forest Domaine - Aménagement de la Dalle
Albert - Matériel informatique et logiciels - Finalisation de l'aménagement des combles de
l'Hôtel communal - Perméabilisation/végétalisation dans les quartiers Saint-Antoine-et
Primeurs- Matériel sportif - École 9 - Toiture et escalier extérieur- Squarebeek - Collections de
la bibliothèque - Ecole 11 : Ventilation - Aires de jeux - Electro - Construction de l'école De
Puzzel- Aménagement de l'avenue de la Verrerie- Films de sécurité de la salle du Bempt -
Interventions lourdes au niveau des terrains synthétiques BemptCLM Neerstalle -
Protections solaires crèches - Rénovation du stade Bertelson- Asphaltage - Remplacement du
compacteur du service Propreté - Continuation du projet ABY - Eglise Saint-Denis : travaux
de restauration et rénovation

Intervention de Mr LOEWENSTEIN :

Monsieur le Bourgmestre,

Vous avez l'art, pour justifier habilement vos positions, de vous reporter souvent sur ce qui est fait ou validé ailleurs pour justifier vos choix ici à Forest :

D'abord sur le budget lui-même, vous avez dit et vous répétez sans doute encore, que le budget a été validé par le cabinet Clerfayt (ministre des pouvoirs locaux DÉFI), mais cela n'implique pas pour autant que les élus DÉFI ici à Forest doivent le valider, que votre budget est la 8^{ème} Merveille du Monde. Entre la tutelle et le conseil communal, l'exercice n'est pas le même.

Pour rappel, la tutelle analyse les chiffres sur la base du travail réalisé par l'administration et le Collège sous la vigilance de l'inspecteur régional. Son contrôle est purement financier, elle ne se prononce pas sur l'opportunité des choix politiques. Il valide le plan de retour à l'équilibre qu'on lui propose sur la base de la traduction en chiffres de certaines mesures mises sur la table.

Cela ne signifie pas pour autant que l'on doit nous, conseillers communaux à Forest, être d'accord avec les mesures envisagées. On peut par ailleurs avoir certains doutes sur votre capacité et votre volonté à les mettre en œuvre...

Ensuite, sur les taxes : vous répétez à tout va que vous n'avez pas (à part pour Forest National et l'Union) augmenté les taxes. J'ajouterais aussi "à part pour le coliving et le stationnement" puisqu'une nouvelle taxe et une augmentation des redevances stationnement ont été décidées lors de conseils précédents celui-ci.

Vous précisez aussi que finalement vous êtes dans le bon en matière de taux PRI et IPP puisque d'autres communes ont récemment augmenté leur PRI et/ou IPP, comme la commune d'Evere, pour prendre un exemple, qui vient d'augmenter son PRI et son IPP au même niveau que Forest,... Cela ne signifie pas pour autant que la mesure est bonne et qu'il n'y avait pas moyen

de faire autrement.

S'appuyer trop souvent sur d'autres ou se retrancher derrière les exigences venant d'ailleurs, c'est une manière de s'exonérer de sa propre responsabilité.

En lisant tous les documents communiqués, je peux résumer ce budget en disant que la situation est catastrophique, que l'équilibre que vous présentez à l'exercice propre est précaire, ne tient qu'à un fil, et que ce fil, il risque de se briser très rapidement.

Alors, oui, il y a eu le Covid, la guerre en Ukraine, la hausse du prix de l'énergie, de certains matériaux, l'augmentation de certaines charges liées au personnel et aux pensions... mais cela vaut pour toutes les communes.

Oui, l'ARIZONA est en train de mettre en place des mesures qui ne sont pas neutres pour les communes et qui risquent donc d'alourdir les charges qui pèsent sur elles... mais le budget qui nous est présenté ici n'intègre pas cette information pour la bonne et simple raison qu'on ne peut pas encore en évaluer l'impact réel puisqu'aucune mesure n'est à ce jour adoptée.

Quant au fait que Forest s'appauvrisse et que le peu de recettes fiscales est notamment lié, je cite votre rapport sur la situation financière, au « *profil socio-économique modeste de la population* », c'est la conséquence de plusieurs paramètres. Et la politique communale, la responsabilité du Collège, n'y est pas pour rien. Diverses mesures pourraient être prises pour dynamiser la commune et y attirer des habitants au profil socio-économique moins modeste mais sans doute que ce n'est pas aujourd'hui votre priorité politique.

Si la situation financière et budgétaire de la commune est catastrophique, c'est aussi et surtout dû aux hausses successives et excessives de dépenses décidées par la majorité Ecolo-PS en 2019-2024, et ce, en dépit des nombreuses mises en garde lors de chacune des discussions budgétaires et financières tenues au cours de la mandature précédentes.

Quant à l'amélioration de la situation financière de la commune en 2023 et 2024, elle est presque exclusivement due à l'action de la tutelle régionale qui a consenti à la commune, via le Fond d'aide, un emprunt non remboursable de plus de 11 millions € en 2 tranches : 10.040.000€ pour combler le déficit cumulé ; 1.000.000€ lors de la clôture du compte 2023 pour couvrir le mali cumulé résultant des opérations de nettoyage de la trésorerie.

Je rappelle aussi que, pour réduire le déficit, au lieu de diminuer de manière significative les dépenses excessives, le Collège sortant a préféré lever des impôts et des taxes nouvelles et confisquer ainsi aux Forestoises et Forestois une partie de leur pouvoir d'achat déjà érodé par la crise économique et l'inflation.

Quant au budget 2025, il est présenté à l'exercice propre avec un boni de 5.277€, boni tellement minuscule qu'un rien suffirait à le faire disparaître. A ce propos, l'avis de la Commission prévue à l'art.12 du RGCC précise que « *l'équilibre...est rencontré en tenant compte des prélèvements et d'une utilisation de provision pour risques et charges,...* », ce qui signifie que les dépenses restent plus importantes que les recettes et laissent, sans ce mécanisme de prélèvements, un déficit à l'exercice propre.

En outre, le déficit cumulé est toujours négatif de 1,3 million €. Et je rappelle par ailleurs que, si le budget est en équilibre en 2025, c'est aussi et surtout grâce à un "one shot", un boni reporté de 950.000€ provenant de la régie communale, boni qui n'a pas été enregistré l'an dernier, qui sauve donc ce budget initial 2025, et qu'il faudra sans doute combler par autre chose pour l'exercice 2026.

Enfin, au niveau du Plan 2025-2027, la note précise que « *si cette trajectoire devait s'avérer insuffisante pour atteindre les objectifs d'équilibre, des mesures complémentaires (telles que des nouvelles recettes, une diminution complémentaire des dépenses ou, en dernier recours, une*

révision ciblée de certains avantages extra-légaux) pourraient être envisagées... ».

Je note ici, une fois de plus, que la première des solutions recherchées pour atteindre l'équilibre budgétaire est le recours à de nouvelles recettes, viennent seulement ensuite les diminutions complémentaires de dépenses et la révision d'avantages extra-légaux.

A noter que sur ce dernier point, comme sur les mesures que vous prévoyez de prendre pour réduire les dépenses de personnel, si elles avaient été proposées par nous, vous auriez, comme vous l'avez fait lors des deux exercices précédents, crié au scandale, vous nous auriez reproché de vouloir supprimer des services publics.

Je suppose que, maintenant que vous êtes encore plus dos au mur grâce à la présence et au travail de l'inspecteur régional, vous serez désormais moins caricaturaux avec vous-mêmes et, surtout, plus responsables que vous ne l'avez été jusqu'à présent.

Pour revenir maintenant aux chiffres 2025, on note que, pour assurer cet équilibre précaire, vous avez procédé principalement :

- **à l'augmentation des recettes stationnement : + 1,2million encore en 2025, +1 million supplémentaire en 2026, augmentation qui aurait d'ailleurs été encore plus importante sans vos multiples suppressions de places de stationnement...**
- **à l'augmentation de la taxe sur les spectacles : +111.000€ en 2025, +240.000€ en année pleine en 2026, nous aurons l'occasion d'en reparler aux points 12 à 15**
- **ou encore grâce à de nouvelles recettes provenant des amendes administratives : +200.000€ en 2025, +300.000€ supplémentaires en 2026 et 300.000€ de plus encore en 2027...**

J'aimerais, sur ce dernier point, que vous nous précisiez comment vous allez atteindre ces nouveaux objectifs ? Quels moyens seront mis en place pour ce faire et dans quels délais ?

Au niveau des postes de dépenses les plus importants maintenant, j'aimerais poser l'une ou l'autre question :

- **Dépenses de transferts (38,93% du total des dépenses) : elles concernent les dotations au CPAS qui augmente de 3 millions en 2025 et à la Zone de Police qui augmente de 2 millions. Un budget de 90.000€ est prévu en 2025 pour réaliser au audit du personnel et du fonctionnement de la commune. Quid du CPAS et de la Zone de Police ? Des démarches ont-elles été entreprises à ces niveaux ?**
- **Dépenses de personnel (43% du total des dépenses (hors personnel enseignant subventionné à 100%)) : c'est bien évidemment là que le travail le plus important sera à réaliser, travail qui sera sans doute en partie influencé par l'audit attendu. Pourriez-vous nous préciser ici quelles sont les actions concrètes qui seront prises ? Prévoyez-vous un moratoire sur les engagements alors même que l'on lit que le Collège a engagé ou souhaite engager prioritairement pour certaines fonctions (sécurité routière / santé...) ? Prévoyez-vous de ne pas remplacer des départs à la retraite ? Si oui, est-ce déjà planifié ? Combien de postes cela concerne et à quelles échéances ? Ces actions, si elles sont prises, sont bien reprises dans les calculs du plan triennal 2025-2027 ?**

Je terminerai mon intervention par une note positive et un rappel aux réalités : je constate, au niveau des dépenses de fonctionnement (9,29% du total des dépenses) que le comité de direction a fait un effort de 800.000€ par rapport au budget adapté 2024. Et cet effort fourni par l'administration est à saluer. Les services ont fourni un travail très important, félicitations à eux.

Néanmoins, il ne s'agit que du budget initial qui fera sans doute l'objet d'une modification budgétaire, il faudra donc rester vigilant, l'inspecteur aidera sans doute. Par ailleurs, les mesures permettant d'assainir les finances de Forest ne restent pour l'instant que des belles déclarations d'intention, tout reste à faire.

En conclusion, sans surprise, nous voterons contre ce budget.

Intervention de Mr POTELLE :

1) Cohérence entre les postes de frais de personnel

Hier en commission j'avais posé une question technique sur l'évolution du pécule de vacances. J'ai reçu une réponse très pertinente ce matin et je remercie l'administration pour la qualité de la réponse et sa rapidité.

2) Augmentation du nombre de PIIS

Je salue la volonté d'augmenter le nombre de Projets Individualisés d'Intégration Sociale.

Les PIIS permettent d'éviter une aide passive et assurent un suivi personnalisé en établissant un contrat clair entre le CPAS et le bénéficiaire.

Il s'agit d'un outil positif, émancipateur, augmentant les chances de s'en sortir, de s'insérer socialement et, dans les meilleurs cas, de progresser socialement. Il encourage la formation et le travail.

Il était grand temps car, selon le baromètre de l'intégration sociale (<https://www.mis.be/fr/outils-cpas/barometre-de-lintegration-sociale>), la commune était presque la commune qui offrait le moins PIIS par bénéficiaire du RIS en région de Bruxelles-Capitale (18ième sur 19).

3) Diminution du personnel

Ce budget implique une diminution du personnel volontariste et pragmatique.

Vous en avez certainement discuté avec les représentants du personnel. Quelle est la réaction des syndicats ?

4) Plan triennal – subsides

Le plan triennal montre une diminution globale des dépenses de subsides de -10% entre 2024 et 2025 et de -20% entre 2025 et 2026 (page 3 du Plan triennal - dépenses subsides (CF/321-01 + 322-01 + 331-01+ 332-01 +332-02).

Juste en dessous de cette rubrique budgétaire, on détaille certaines sous-rubriques (jeunesse, sport, petite enfance, culture et prime be home). Chacune de ces rubriques est en légère augmentation malgré un total en diminution.

Quels sont les secteurs subsidiés qui vont subir cette diminution des subsides ?

5) Où sont les annonces de la DPG?

Je ne vois pas comment ces annonces sont transcrites dans le budget.

Exemple 1 : crèches et pré-gardiennats (844(01)/161) on voit une augmentation des recettes de 2% par an en 2025, 2026 et 2027. Donc aucune augmentation du nombre de places en crèche. Alors que Forest est en retard par rapport à la norme et aux autres communes.

Exemple 2 : la diminution des frais de délivrance des documents administratifs. +35% entre 2023 et 2025, +2% en 2026 et 2027.

Où est la promesse de diminuer les frais des documents administratifs ?

6) Rendement de l'IPP en 2025

Valeur d'un pourcent de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques exprimé en € passe en 2025 de 2.267 K€ à 2.526 K€.

Comment expliquer ces 11,4% d'augmentation?

Je vois environ 2% d'augmentation mécanique (indexation) des prestations sociales et des salaires + 0,6% dû des améliorations individuelles et à une gentrification dans certains quartiers et 0,4% liés à une augmentation du nombre d'habitants à Forest. Total 3%.

Ces 3 % sont réalistes. Entre 2013 et 2022 (dernière donnée IBSA), le revenu équivalent médian des habitants après impôt est monté de 3,0% par an. Comme la moyenne des autres communes en région bruxelloise. Mais ces dernières années, la croissance à Forest a été inférieure à la moyenne bruxelloise.

D'où viennent les 8% supplémentaires ? Est-ce que le montant de 2024 ne serait pas complètement sous-estimé ?

7) Rendement de l'IPP en 2027

Selon le budget, le rendement d'un pourcent d'IPP va augmenter de 3,1% en 2026.

Et de 4,1% en 2027. Pourquoi 2027 augmenterait plus que 2026 ?

Réponse de Mr SPAPENS :

Vous recevez votre avertissement extrait de rôle en année N +1 ici en 2025 vous le recevez pour 2024. La prévision de 2025 est quasi sûre et certaine. Le SPF prend toujours une pondération sur une base prudente qui est la même chaque année. Il peut parfois y avoir de grosses différences dans les comptes parce que parfois, le SPF a des retards. Il y a donc des années où on a 11 mois et d'autres 13 mois. Les chiffres IPP et PRI sont calculés à la fois sur les critères du bureau du plan, ils nous sont transmis par le ministre et c'est ce chiffre-là qu'on inscrit.

Intervention de Mr PEYCKER :

Il faut dire les choses : ce budget est à l'équilibre mais il vous faudra être de très bons funambules pour ne pas tomber ”.

La rhétorique autour de ce budget nous semble triomphaliste alors que nous sommes encore loin de la grande révolution budgétaire nécessaire à Forest.

Tout est dit ou plutôt démontré dès la première page du plan triennal quand la courbe des dépenses reste au-dessus de la courbe des recettes, ce n'est pas vraiment un équilibre !

La règle est simple si les dépenses dépassent les recettes, il y a toujours un déficit.

Ce budget n'est pas non plus construit sur un Bilan 2024 arrêté. Les résultats définitifs du bilan 2024 impacteront forcément le budget et les comptes 2025.

Donc oui, ce budget est à l'équilibre. Mais ça, on le doit à des détails techniques, à la magie des chiffres dans des colonnes ou à l'utilisation de provision.

Ensuite ? C'est un budget peu structurant.

On nous parle de plan triennal. Mais la trajectoire de redressement est trop fragile. Peu d'information sur la maîtrise des dépenses. Pas grand-chose sur les transferts. La mesure 1.50 % sur les effectifs, est-ce une mesure, une promesse ou une incantation ? A non c'est une maîtrise des dépenses. 43 % de masse salariale alors que les warnings devraient s'allumer à 33 %, il y a une belle marge à aller chercher.

Quant aux recettes ?

Sans que le taux IPP ne soit augmentés (ce que nous saluons d'ailleurs), les recettes de l'impôt des personnes physiques devraient augmenter : « un petit peu » selon vos propos. C'est fragile, dans un contexte forestois à profil socio-économique modeste.

Nous saluons aussi la non-augmentation du PRI, une promesse électorale tenue. En même temps avec l'augmentation record de la mandature précédente cela devenait très compliqué d'activer ce levier.

On espère aussi 5 millions de recette par an via la vente d'actif.

Outre, que l'on vend nos bijoux de famille, cette stratégie repose sur des variables et des inconnues non maîtrisées.

Vous le clamez avec force : pas de nouvelles taxes à Forest.

Par contre on les augmente ou on les indexe :

Pour la redevance de stationnement, 37 % d'augmentation soit plus 1,2 million de nouvelles recettes en 2025. Et au même moment, nous apprenons que 32 milles ménages bruxellois se privent de besoins fondamentaux pour conserver leur voiture. Ces ménages sont principalement : des familles nombreuses avec au moins un parent actif souvent dans des métiers manuels et sans alternative de mobilité adaptée.

Les mêmes ménages que nous sommes censés aussi soutenir et protéger.

Pour la taxe sur les spectacles et les évènements sportifs de plus de 500 personnes, une augmentation de 50 % avec toujours cette possibilité de réduire le montant Je vais peut-être vous étonner mais rien à redire si nous sommes sûr et certain de toucher les épaules plus large.

Alors pour le reste on augmente pas ! Mais on index, je suis le premier à dire que l'indexation de mon salaire n'est pas une augmentation, mais soyons sérieux, toutes indexations sur les taxes auront un impact négatif sur le pouvoir d'achat des Forestois, sans même parler de l'inflation.

Et les promesses, dans tout ça ?

Elles sont là, oui. Très bien écrite dans la DPC. Mais dans le budget ?

La Petite enfance, les 200 logements sociaux promis, la propreté, la culture, le sport, le climat, la mobilité et enfin surtout la Santé ! De vrais intentions oui, mais peu de leviers solides.

C'est dans ce cadre que nous souhaitons vous poser les question suivantes :

Des montants sont repris en 2025 pour le Marché Médiéval alors que celui-ci n'est pas censé être organisé, compter-vous réaffecter ce montant ? Ou le garder comme provision ? Il s'agit de 18 500 €.

En ce qui concerne, les montants de subventions de nos associations, ceux-ci sont éclatés et sont pratiquement tous revus à la baisse, y-a-t-il une explication ?

Le boni prévu n'est que de 5.277 € en 2025. Quelle est la marge de sécurité en cas d'imprévu ?

Quelles actions correctives seraient prises si un écart de quelques centaines de milliers d'euros survenait en cours d'exercice ?

La stratégie prévoit de vendre 5 M€ d'actifs par an pour financer l'extraordinaire. Quels biens communaux sont visés par ces ventes et selon quel calendrier ? Quid si les ventes ne se réalisent pas au prix espéré ou dans les délais espérés ?

Vous visez une croissance limitée à 1,5%/an de la masse salariale. Concrètement, combien de postes ETP seront gelés ou supprimés en 2025 pour atteindre cet objectif ?

Avez-vous prévu une évaluation de l'impact du nouveau plan de stationnement sur les quartiers et les commerces avant la deuxième phase de hausse attendue en 2026 ?

Vous annoncez aucune nouvelle taxe. Toutefois, en 2023 vous aviez augmenté fortement le précompte. Envisagez-vous dans les prochaines années de réviser certains taux si la situation budgétaire reste tendue ?

Alors oui, nous voterons contre.

Pas pour le plaisir de dire non. Pas par posture.

Parce qu'on ne peut pas dire aux Forestois que "tout va bien"... quand cela repose sur des hypothèses fragiles et une équation avec trop de variables et d'inconnues .

Parce qu'on ne peut pas leur demander des efforts brut comme en 2023... quand la commune et l'administration se réforme que trop peu.

Nous reconnaissons que des pas sont faits dans le bon sens mais nous attendions des foulées, des enjambées rythmées et soutenues.

-

Intervention de Mme DE LAVELEYE :

Mettre au point un budget communal est de plus en plus difficile. On le sait, les communes doivent faire face à des défis cruciaux, avec des dépenses exponentielles et des moyens limités pour assumer les chocs.

En termes de dépenses, on sait en effet qu'elles augmentent. Cela fait longtemps que les fameux 3 P étouffent les finances communales : les pensions (bien méritées) de nos fonctionnaires, la police (bien nécessaire), la pauvreté. Et aujourd'hui, les autres niveaux de pouvoirs, et particulièrement le fédéral, se dégagent toujours plus de leurs responsabilités, mettant les communes, singulièrement bruxelloises, face à des dépenses ingérables. Et ce alors même qu'elles sont en première ligne des besoins des citoyen.es, et le dernier rempart contre leurs difficultés, tellement nombreuses.

Et en termes de recettes, on sait que nous sommes limités. On voit nos subsides diminuer. Alors qu'ils sont cruciaux pour assumer nos missions de protection de nos habitant.es. Et malgré tout, cette majorité a choisi de ne pas augmenter davantage la pression fiscale sur les Forestois mais de faire, autant que faire ce peut, contribuer les acteurs aux épaules les plus larges.

Alors, Mr Loewenstein, vous reconnaissez cet état de fait, tout en disant que le mettre en avant est une façon de ne pas prendre nos responsabilités. Nous ne pensons pas que ce soit le cas. Il nous semble au contraire essentiel d'expliquer comment s'organise la précarité des communes, qu'elle n'est pas due à de la mauvaise gestion ou un désintérêt des politiques mais à des choix posés par certains. L'expliquer permettra, on l'espère, de lutter contre le sentiment de déclassement de certains, et de les mobiliser pour les politiques plus justes.

Bref, l'exercice budgétaire est aujourd'hui difficile.

Et pourtant, les citoyens, à juste titre, attendent de leur commune des services publics de qualité, des écoles en bon état, des crèches en suffisance, des rues propres, un espace public accueillant, la fin des inondations dans leurs caves, mais aussi une commune vivante, où on se rencontre et où on fait société.

Alors, notre majorité a tenté, dans le contexte difficile dans lequel Forest se trouve, comme la majorité des communes bruxelloises, de faire un budget qui répond à ces attentes et besoins légitimes.

Un budget au service d'une commune plus verte, plus juste, et plus conviviale.

Notre groupe voudrait mettre en avant quelques aspects de ce budget :

1) En termes de justice sociale

Maintien des efforts pour la gratuité scolaire, poursuite des efforts pour garantir l'accès à un logement décent pour chaque Forestois et Forestoises, l'accompagnement vers l'emploi pour nos publics fragiles (ce qui sera particulièrement important dans les années qui viennent), une politique de santé intégrée.

Et aussi, bien sûr, un renforcement de la dotation au CPAS, avec une augmentation de 17% sur les 3 ans. Cette augmentation est une réponse solidaire et responsable du collège à la baisse de la dotation du fond spécial de l'aide sociale de la région, et aux défis de l'augmentation de la précarité sur notre territoire.

2) En termes de justice environnementale

Alors qu'à tous les niveaux de pouvoir, de l'Europe à nos régions, les reculs sont massifs pour protéger le vivant et les vivants, à Forest on fait le pari de poursuivre nos efforts. La commune s'est dotée d'un plan climat sous la législation dernière, qui nécessite des moyens, que cette majorité continuera à mobiliser.

Tant en termes de protection de nos habitant.es contre les effets du dérèglement climatique par l'adaptation de nos espaces publics en termes de gestion de l'eau, de verdurisation, de débétonisation, ...

Mais aussi pour assumer nos responsabilités en matière de diminution de nos émissions de gaz à effet de serre.

A l'heure où l'Europe cuit, c'est chaque jour plus nécessaire.

3) La sécurité routière et l'espace public partagé au bénéfice de tous continue à mobiliser nos forces. Cet engagement se fait essentiellement grâce à des subsides, et montre la détermination de notre collège et notre administration à développer cette politique qui est, rappelons-le une politique à la fois sociale et environnementale.

4) En termes de convivialité

Une commune est un lieu de vie. Et on se réjouit que le budget investisse dans le vivre ensemble et la convivialité.

En plus d'un transfert massif à la police, la commune continue à investir dans la culture, les sports, la jeunesse, le tissu associatif, la prévention, autant de politiques qui rapprochent et dont on a besoin.

Les écologistes sont donc heureux de soutenir le budget.

Je voudrais terminer en remerciant l'administration pour son travail mené chaque jour au service des Forestois.es, malgré le contexte difficile qui renforce la pression sur leurs épaules.

Intervention de Mr GILLARD :

La commune de Forest nous présente aujourd'hui un budget à l'équilibre sans augmentation de taxes pour les habitants.

La majorité s'était engagée en ce sens et la promesse est tenue.

Pas d'augmentation d'impôt sur les personnes physiques, ni sur le précompte immobilier.

Pas d'augmentation non plus des frais scolaires, des documents administratifs ou des redevances.

Avec le PTB, nous avons fait campagne sur la nécessité d'une meilleure justice fiscale, aussi au niveau communal.

Et les épaules les plus larges vont donc contribuer davantage aux finances communales.

La taxe évènement va considérablement augmenter, c'est notamment le cas pour la multinationale Live Nation qui exploite la salle Forest National.

Il y a aussi la taxe sur le co-living qui permet de lutter contre la spéculation immobilière.

Et enfin, la lutte contre les logements vides, délabrés et terrains abandonnés qui va être renforcée.

Ces deux dernières mesures sont également très importantes pour faire face à la crise du logement que nous vivons en Région bruxelloise.

Ce budget prévoit aussi des investissements à hauteur de 15 millions d'euros pour le logement abordable, pour la rénovation des écoles, pour augmenter les moyens du CPAS et de la police, pour l'entretien des voiries, pour les espaces verts, pour la culture et pour le sport.

Les subventions au secteur associatif forestois sont entièrement maintenues et indexées.

Et les primes et les chèques repas du personnel communal sont également maintenus.

Nous sommes donc très fiers des engagements pris par cette majorité progressiste.

Félicitations à l'ensemble du collège et à l'énorme travail qui a été fourni pour réaliser ce budget 2025.

Merci également à l'ensemble de l'administration communale qui a apporté son soutien et son expertise.

Le contexte reste compliqué et risque de l'être encore davantage dans les années à venir.

Les communes sont structurellement sous-financées et le gouvernement Arizona veut nous envoyer une facture de plusieurs millions d'euros pour les mesures injustes qu'il décide.

Nous resterons donc mobilisés pour protéger ces acquis et pour résister face à la casse sociale et l'austérité que les partis de droite veulent imposer à nos communes

Intervention de Mr OUARTASSI :

Chaque année, l'exercice budgétaire est un moment important pour notre commune. C'est un moment de vérité, de responsabilité mais aussi d'engagement collectif. Et lorsqu'un budget est à l'équilibre, comme celui qui est présenté ce soir, on ne peut que s'en réjouir.

Nous sommes fiers et pleinement satisfaits de ce budget. Dans un contexte financier particulièrement tendu marqué par l'inflation et les multiples défis sociaux et environnementaux, il parvient à proposer aux Forestoises et aux Forestois un projet équilibré et responsable. Ce budget est l'expression concrète de nos valeurs et de l'engagement que nous avons pris devant la population lors des élections communales d'octobre 2024. Ce résultat n'est pas anodin. Il reflète un travail rigoureux, mené avec sérieux par les équipes communales, les responsables politiques, l'administration et l'inspecteur régional qui a accompagné ce processus de près. Le groupe socialiste tient à remercier chacun pour sa contribution. Respecter l'obligation légale d'un budget en équilibre, ce n'est pas simplement répondre à une contrainte. C'est avant tout faire preuve de bonne gestion. Cela demande des choix, parfois difficiles mais toujours guidés par un objectif clair : préserver les services aux citoyens tout en assurant la viabilité financière de notre commune. Je ne reviendrai pas sur les chiffres présentés en commission. Je préfère souligner deux points importants. Le premier, c'est le maintien des acquis sociaux des travailleurs. Le deuxième concerne la réduction des dépenses de fonctionnement. C'est un signe fort. Cela montre que des efforts ont été faits pour rationaliser les moyens, sans affaiblir les services. Aucun service à la population n'a été supprimé et c'est essentiel. Cela montre qu'on peut faire mieux, parfois avec moins, si on agit avec méthode et discernement. Le troisième point concerne les dotations au CPAS et à la zone de Police, qui augmentent. Ce sont des hausses que nous connaissons tous car elles répondent à des réalités bien concrètes : la croissance des besoins sociaux d'une part et les exigences légitimes de sécurité d'autre part. Ces domaines ne peuvent être négligés et nous devons les accompagner avec responsabilité. Ce budget constitue un cap vers une gestion responsable où chaque euro dépensé a du sens. Un cap pour une commune qui protège ses plus fragiles, qui investit dans ses bâtiments, ses écoles, ses crèches, ses logements, ses infrastructures sportives et qui garantit des services accessibles pour tous. Ce n'est certes pas un budget parfait mais il est lucide et sérieux. Il est tourné vers l'avenir. Concernant les écoles, il y a un maintien au niveau des frais scolaires abordables et démocratiques. On lute également contre les inondations et les pics de chaleur.

Je crois qu'ensemble, majorité comme opposition, nous devons être responsables et soutenir ce budget pour rendre la commune viable pour toutes et tous.

Intervention de Mr YAAKOUBI :

Notre groupe se réjouit de voir des mesures budgétaires qui vont renforcer la solidarité =

- +17 % pour le CPAS sur trois ans : Face aux défis sociaux croissants et à la précarité accentuée par la crise et par les conséquences potentiellement désastreuses des mesures dites « Arizona », nous applaudissons ce budget qui va renforcer les moyens alloués au CPAS. Il est essentiel de pouvoir continuer à aider celles et ceux qui en ont le plus besoin, dans la dignité.

- Un soutien maintenu et indexé aux associations locales : Nos associations sont des acteurs indispensables du lien social, de la solidarité et de la vie culturelle et sportive. Il était impératif de garantir leur financement, en tenant compte de l'indexation, afin qu'elles puissent poursuivre leurs missions au service des habitants. Nous sommes heureux de voir que le budget ne les a pas oubliés !

Nous sommes aussi enchantés de voir le budget préparer activement l'avenir, avec près de 15 millions d'euros investis dans la rénovation des écoles, des crèches, des infrastructures

sportives. Ces infrastructures sont progressivement adaptées pour mieux résister aux vagues de chaleur liées au réchauffement climatique.

Nous agissons également sur les espaces publics et les espaces verts, essentiels pour faire face aux défis climatiques. L'objectif est de créer des lieux de vie agréables, sûrs et inclusifs, notamment pour les jeunes, grâce à un maillage cohérent de plaines de jeux et à une valorisation des espaces extérieurs comme lieux de socialisation.

Au niveau des infrastructures sportives, ce budget contribue à garantir une accessibilité à tous et toutes, sans discrimination.

Sur le plan culturel, la réhabilitation de l'abbaye de Forest affirme ainsi une ambition culturelle forte et structurante pour la commune.

Plus de visibilité sera donnée aux activités du parascolaire, avec une meilleure concertation avec l'ensemble des services qui touchent la jeunesse.

Les personnes âgées ne seront pas oubliées dans ce budget. Les aînés doivent avoir accès à des services, des activités et un accompagnement personnalisé adaptés à leurs besoins, permettant un meilleur maintien chez eux tout en luttant contre l'isolement.

Dans cette optique, un certain nombre d'activités leur est proposé. Je pense par exemple à une activité piscine, une fois par mois les aînés peuvent bénéficier d'un transport en car jusqu'à la piscine de Halle.

Enfin, lorsqu'on parle de politique publique, la question du logement est centrale. Pour lutter contre la spéculation et mobiliser les ressources là où elles sont nécessaires, les logements et les terrains laissés vides seront taxés. Les propriétaires concernés devront contribuer à l'effort collectif. Ces recettes permettront de financer nos investissements au service de la collectivité pour la construction de nouveaux logements accessibles en particulier. Le défi est immense et nous continuerons à maintenir cette dynamique de construction.

En conclusion, ce budget est la traduction chiffrée et concrète de notre vision d'une commune solidaire, durable et résiliente. Il reflète notre détermination à agir avec responsabilité tout en restant fidèles à nos valeurs socialistes : la justice sociale, la solidarité, et la défense des services publics. Nous voterons ce budget avec conviction, persuadés qu'il est à la hauteur des défis que Forest doit relever.

Réponse de Mr SPAPENS : Je commencerai par répondre au groupe MR+Défi. Je ne sais pas quoi dire de votre intervention c'est systématiquement un mélange d'ironie, de mépris et de méconnaissance totale. De plus, vous cachez que vous travaillez au cabinet du ministre Clerfayt et vous avez donc peut-être accès à des discussions.

Réplique de Mr LOEWENSTEIN :

J'ai une éthique. Je travaille bien au cabinet Clerfayt, je n'ai rien à cacher, mais je ne m'occupe pas des finances communales et ne m'imisce en rien dans les dossiers qui concernent la commune de Forest. Je fais bien la différence entre les deux et je ne me permettrais pas d'influencer quelque décision que ce soit au niveau du cabinet sur un dossier que je suis amené à aborder sous une autre casquette.

Réponse de Mr SPAPENS : J'ose jurer que vous avez eu des notes via le cabinet Clerfayt.

Votre groupe n'amène aucune proposition et dit que notre travail c'est du vent. Vous croyez que nous sommes fiers d'avoir une commune avec une telle structure financière. Vous croyez que ce

n'est pas une difficulté ? On est fier d'avoir fait un travail structuré, ambitieux et abouti. On préférerait bien sûr avoir une commune avec des bonis plantureux, ne pas devoir limiter les engagements. On aimerait mettre en branle notre DPG en six mois. Vous parlez d'une population qui fuit, celle-ci a augmenté de 1000 personnes en un an. Il est vrai qu'on a de plus en plus de différences entre les plus riches et les plus pauvres. Il faut de plus en plus d'argent pour être propriétaire à Forest. Quand nous parlons de la limite socio-économique, c'est celle liée aux dotations et vous le savez.

Que l'on soit dans la majorité ou dans l'opposition, nous sommes tous garant du bon fonctionnement de cette commune. Faire dire des choses qui sont fausses, quand on le sait, c'est de la malhonnêteté.

Concernant les SAC, le dernier chiffre connu, 1.442. 343 (compte 2023). Au budget 2024 modifié (prudence oblige), le montant est moindre. L'augmentation de cette année est de moins de 100 000 € par rapport aux comptes de 2023. (1.502.000 pour 2025). Le montant augmente parce qu'on augmente la lutte contre les insécurités routière et l'installation de caméra NPR.

Concernant les PIIS, le CPAS n'a pas fait de PIIS par choix mais par l'obligation de faire d'autres choses. Il y a maintenant une volonté de l'ensemble de la majorité d'augmenter ces PIIS.

Par rapport au budget, on n'assume aucun fanfaronisme, on assume totalement toutes les décisions qui sont prises. Et non, on ne rejette pas la faute aux autres niveaux de pouvoir mais il y a la mise en conformité de choses qui ont été votées ailleurs. Concernant le parking, nous avons gardé des dérogations pour les Forestoises et Forestois ainsi que pour les clubs sportifs.

Concernant les augmentations de taxes, il n'y en a effectivement pas pour les Forestois. L'augmentation de la taxe événement correspond au PRI pour les habitants.

Je propose qu'on fasse une commission budget où on écouterait toutes vos idées pour avoir des solutions plus rationnelles.

Concernant la question des Engagés sur les chiffres de stationnement, cette augmentation n'est pas uniquement due à l'augmentation de la zone événement. Je rappelle que la zone événement est une zone qui est vouée à empêcher les gens de venir à Forest National en voiture. Le tarif n'était pas assez dissuasif et nous avons été tenus de nous mettre en accord avec la Région.

Concernant votre question au sujet des Médiévales, le budget a été clôturé avant que la décision de les suspendre ne soit définitivement prise. Une partie du budget sera réinjectée dans le budget du marché annuel.

Concernant les diminutions de subsides cela est entre autres dû au fait que certaines asbl, en plus des subsides de base, peuvent recevoir des subsides issus des contrats de quartier une année et pas l'autre. Au niveau de la PDV, trois associations y ont droit : le CERAPPS, la Maison de quartier St-Antoine et Entraide et culture. Cette dernière a fait faillite et, selon les règlements régionaux, nous ne pouvons pas réaffecter les moyens à une autre asbl.

Concernant le personnel, les personnes qui prennent leur pension en 2025, 2026 et 2027 ne sont de base pas remplacées. Quand des postes doivent être remplacés (grades légaux entre autres), ils doivent être compensés par d'autres non-remplacements. Concernant l'audit du personnel de la commune et du CPAS, nous avons décidé de travailler avec l'ERAP.

Réponse de Mme PÈRE :

Pour ce qui concerne les milieux d'accueil, nous sommes effectivement en dessous de la moyenne régionale.

Les crèches, c'est un choix responsable. C'est bien de créer des places mais il faut ensuite en assumer le personnel et le fonctionnement. Il a été signalé que notre masse salariale était trop élevée et qu'il fallait diminuer les frais de fonctionnement. Sous l'ancienne législation, nous avons renoncé à faire de nouveaux projets de crèches dans le cadre de contrats de quartier via lesquels la commune peut obtenir des subsides pour construire des infrastructures. Les subsides pour le personnel ne couvrent pas l'ensemble des frais pour le personnel.

Cependant, nous ouvrirons 26 places supplémentaires en 2026 à la crèche Aquarelle. Celle-ci a été ouverte en 2024. Nous avons ouvert une partie de cette crèche mais le reste a servi à loger la crèche des Petits Matelots dont les bâtiments étaient en travaux. Comme les travaux se terminent, les Petits Matelots pourront réintégrer leur bâtiment initial et nous pourrons ouvrir les 26 places supplémentaires de la crèche aquarelle.

La politique de la Petite enfance a un coût énorme pour le contribuable. Nous avons fait le choix de d'abord mettre nos bâtiments en conformité et d'assurer la qualité de nos crèches avant de créer d'autres places. Nous créerons d'autres places quand nous aurons les moyens de les assurer à long terme.

Réplique de Mr POTELLE :

Pour moi, la difficulté n'est pas dans la politique que vous appliquez et qui est raisonnable mais la différence qu'il y a avec la DPG.

J'attendais aussi la réaction des syndicats sur le budget

Réponse de Mr SPAPENS :

Je rappelle que les syndicats sont les défenseurs des travailleurs. Ils ne nous ont évidemment pas félicités ou remerciés. Par contre, dès le lancement de la majorité, nous avons discuté avec eux pour voir quelles pistes ils privilégiaient. Il y a divers moyens pour y arriver : la piste des licenciements secs, la piste des non remplacements et la piste de la suppression des avantages extra-légaux. Le souhait des syndicats est que nous travaillions sur le maintien des avantages sociaux et extralégaux et qu'il n'y ait pas de licenciements secs. Nous savons qu'il y aura sans doute des discussions houleuses avec eux mais c'est leur rôle. Quand nous leur avons présenté notre plan, ils se sont montrés prudents mais soulagés qu'on prenne cette voie-là plutôt qu'une autre.

Réplique de Mr LOEWENSTEIN

Je ne vais pas répliquer sur le budget mais uniquement déplorer vos constantes attaques ad hominem alors que vous êtes désormais bourgmestre et devriez vous situer au-dessus de la mêlée et assurer la sérénité de nos échanges.

On a le droit de ne pas être d'accord, de ne pas avoir la même lecture des choses, on a aussi le droit à être respecté et pas trainé dans la boue avec des accusations diverses.

Si vous montriez un peu l'exemple, peut-être que nos échanges ici seraient différents. C'est tout ce que j'espère. Mais vous ne pouvez pas nous reprocher d'avoir un discours d'opposition.

Réplique de Mr SPAPENS :

J'ai toujours tenu à respecter tout le monde ici. Nous nous sommes à chaque fois fait marcher dessus dans vos interventions.

Réplique de Mr PEYCKER :

Merci pour vos explications.

Les commissions ont un bien fondé, continuez à les organiser, elles nous apportent beaucoup quand on commence dans la fonction de conseiller communal.

Je note aussi que j'ai droit à l'erreur, je l'utiliserai avec parcimonie.

Intervention de Mme EL YOUSFI

Je rappelle que le respect mutuel est indispensable pour le sérénité des débats. Il n'y a pas de soucis à ce que nous ne soyons pas d'accord, ça fait partie de la démocratie.

Intervention de Mme GILLARD :

Nous ne nous sentons pas respectés en tant qu'opposition et personne dans notre groupe n'arrive serein au conseil communal, ce n'est pas normal.

Intervention de Mr SPAPENS :

Je pense que les vécus méritent d'être écoutés. Je propose qu'à la rentrée, nous prenions un moment de commission avec les conseillers le souhaitant pour réfléchir à améliorer la tenue des débats lors des prochains Conseils. Je ne demande pas une opposition « béni oui-oui », c'est absolument ce que nous ne voulons pas. Si j'ai offensé quelqu'un, je m'en excuse parce que ce n'était absolument pas le but.

Intervention de Mme EL YOUSFI :

Je pense que ce moment sera très important pour parler du fonctionnement du conseil communal et de le rendre plus serein. La majorité, l'opposition, chacun joue son rôle mais il faut le faire dans le respect de l'autre.

Intervention de Mr BERGMAN :

Bien sûre, chacun son rôle de majorité ou d'opposition. En amont de cette réunion, il serait utile de réfléchir que, même si on n'est pas d'accord sur tous les dossiers, on peut travailler ensemble. C'est ça, le problème que je vois, il n'y a pas d'intention de construire ensemble. C'est quelque chose à quoi il faut réfléchir, cela permettra peut-être d'apaiser les tensions.

Tussenkomst van de heer SPAPENS

De begroting 2025 maakt deel uit van een nieuw driejarenplan voor 2025-2027. Een driejarenplan dat uiterst complex bleek om op te stellen, maar vandaag zijn we erin geslaagd, het evenwicht is bereikt voor het jaar 2025 en de twee daaropvolgende jaren.

Net als veel andere gemeenten worden we geconfronteerd met een moeilijke financiële situatie. Het is niet meer nodig om te wijzen op de gevolgen van de opeenvolgende crises die nog steeds voelbaar zijn. Het is ook de geleidelijke overdracht van lasten van andere overheidsniveaus zonder voldoende middelen die jaar na jaar de gemeentelijke begroting belast en we weten op voorhand dat de recent aangekondigde maatregelen van de federale overheid deze trend geenszins zullen omkeren. De Vorstse bevolking groeit (+1.000 tussen 2022 en 2024), wat goed nieuws is en aantoonde dat de gemeente aantrekkelijk blijft, maar tegelijkertijd blijven de dotaties van andere overheidsniveaus dalen.

Een ander element, dat inmiddels algemeen bekend is en dat we al jaren herhalen, is dat Vorst te maken heeft met structurele beperkingen. Onze inkomsten liggen namelijk onder het gewestelijk gemiddelde (grote delen van het grondgebied zijn niet gekadastraerd, sociaaleconomisch profiel, ...).

Daarom moest er een voorzichtige begrotingsstrategie worden gevolgd, waarbij de uitgaven werden gerationaliseerd, het personeelsbestand strikt opgevolgd en de inkomsten nauwlettend in de gaten gehouden. Concreet betekent dit dat we, om het begrotingsevenwicht voor 2025-2027 te waarborgen, de volgende principes hanteren:

- Beperking van de groei van de werkingsuitgaven tot 1,25% per jaar
- Beheersing van de personeelskosten met een groei van 1,50% per jaar
- Gedeeltelijke desinvestering van niet-strategisch patrimonium
- Versterking van de begrotingscoördinatie tussen gemeente en OCMW
- Beperkte en gerichte verhoging van de inkomsten

De begroting 2025 die we nu hebben opgesteld, is, ondanks alle hierboven genoemde beperkingen, sociaal rechtvaardig, verhoogt de belastingen voor de Vorstenaren niet en biedt een antwoord op de uitdagingen van onze gemeente, zoals de toenemende onzekerheid, sociale uitsluiting en veiligheidskwesties, die meer middelen vereisen.

In cijfers:

1.	Gewone dienst
----	---------------

De gewone begroting bedraagt 151.203.507,91 €. Het eigen boekjaar vertoont een overschot van 5.277 €. Het overschot is erg klein, maar het was belangrijk om een evenwichtige begroting te hebben, zowel om ons plan te kunnen volgen als om ons goede beheer aan te tonen.

Overdrachtsuitgaven (34,58 %)

- OCMW 45,42 % of 23.749.258 € (17,83 % stijging tussen Begroting '24 en Plan '27).
- Politiezone 37,67 % of 19.696.861 € (29,68 % stijging tussen Begroting '24 en Plan '27) De sterke stijging van de overdrachtsuitgaven is te wijten aan veiligheidsproblemen en ook aan de opening van het politiecommissariaat in de Tweestationsstraat (centraal gelegen ten opzichte van de drie gemeenten van de zone). Wat het OCMW betreft, is de stijging toe te schrijven aan de daling van de gewestelijke solidariteitsdotatie en de stijging van de GPMI (geïndividualiseerde projecten voor maatschappelijke integratie).

Werkingsuitgaven (8,26 %) (zeer laag t.o.v. andere gemeenten)

- 12.483.691 € (AB24: 13.292.094 €)

De stijging ervan voor de 2 volgende jaren werd beperkt tot 1,25 %.

De schulduitgaven bedroegen 7,72 %.

Overdrachtsinkomsten (89,28 %)

Top 3:

- OV 29,53 % of 39.857.667 €
- ADG (algemene dotatie aan de gemeenten) 16,36 % of 22.082.748 €
- Subsidies onderwijs 14,45 % of 19.500.558 €

Prestatieontvangsten (6,38 %)

Top 3:

- parkeren 46 % zijnde 4.436.995 € (AB24 3.249.500) met alignering van het evenemententarieef op de gewestelijke prijs

Voorzichtige prognoses Begroting 2025:

IB25 – 80 % van het resultaat van rekening 2024 (5.545.405) = 4.436.324

Bron: rapport van het agentschap voor 2024

2026: 2025 + 80 % van de verwachte stijging van de alignering van de tarieven van de evenementenzones op die voorzien bij de ordonnantie (8.336.000 - 7.174.000)

Bron: studie van het agentschap

- Energie – doorgangsrechten: 19,62 % of 1.892.250 €
- Onderwijs: 7,64 % of 736.927 € (bijdrage van de ouders)

2. Buitengewone dienst

De buitengewone begroting 2025 bedraagt 17.115.101,13 €. Deze begroting omvat 5.000.000 € eigen middelen (ofwel via lening, ofwel via verkoop van activa). Het eigen dienstjaar sluit af in evenwicht. Gecumuleerd vertoont de buitengewone dienst een batig saldo van 1.874.820,95 €.

Wat het OCMW betreft, blijft de situatie echter erg onzeker door de maatregelen die op federaal niveau door Arizona worden genomen. Door de beperking van de werkloosheid in de tijd zullen heel wat mensen bij het OCMW gaan aankloppen (volgens RVA-cijfers zullen in Vorst 2.069 werklozen hun uitkering verliezen). Hoewel de federale regering een budget heeft aangekondigd om de OCMW's te ondersteunen, zijn de concrete modaliteiten – in het bijzonder de verdeelsleutel en de toegewezen bedragen – momenteel nog niet bekend.

Onderwijs

Wij verbinden ons tot het garanderen van gelijke toegang tot onderwijs en het verminderen van ongelijkheid op school, door actie te ondernemen op het vlak van economische obstakels, de specifieke behoeften van leerlingen, de risico's op schooluitval en de kwaliteit van de infrastructuur.

Wij zetten onze inspanningen voort om de financiële lasten voor gezinnen te verlichten. Schoolmateriaal blijft gratis tot en met het zesde leerjaar, ook al financiert de subsidie alleen materiaal voor de kleuterschool vanaf de onthaalklas tot en met het derde leerjaar. We verhogen de prijs van schoolmaaltijden en opvang niet in 2025 en we beperken ons tot een indexering met 2% van de bijdrage die aan de ouders wordt gevraagd.

Hoewel we de renovatie van de schoolgebouwen willen voortzetten, wachten we momenteel op beslissingen van de Federatie Wallonië-Brussel over de toekenning van subsidies, met name voor de voltooiing van de renovatie van Les Marronniers.

We zullen de bouw van de school De Puzzel afwerken.

In de begroting 2025 leggen we de focus op kwaliteitsvol, toegankelijk en duurzaam Nederlandstalig onderwijs van hoge kwaliteit. We investeren in de verhuizing van basisschool De Puzzel, waar ook opnieuw warme maaltijden zullen worden aangeboden, en starten tegelijk een meerjarenrenovatieplan voor De Wereldbrug. Scholen krijgen ondersteuning bij duurzame en kostenbewuste keuzes zoals digitalisering, fietsvervoer en een zero-waste beleid. Voor taalondersteuning zetten we extra werkingsmiddelen in op bijkomend personeel, zodat de kennis van het Nederlands bij leerlingen versterkt wordt. De Brede School krijgt bijkomend budget voor twee volledig gesubsidieerde sportkampen met sociale tarieven, en ook in de voor- en naschoolse opvang blijven we investeren via opleiding en begeleiding van hulpopvoeders.

Huisvesting

Huisvesting is een fundamenteel recht, essentieel voor een waardig, stabiel en zelfstandig leven. Toch worden er in Vorst, net als elders, steeds meer mensen kwetsbaar door de stijgende woningprijzen en hebben ze moeite om degelijke huisvesting te vinden. Daarom zet de gemeente zich in om dit recht te verdedigen en geeft ze voorrang aan de ondersteuning van zowel huurders als eigenaars-bewoners.

In 2025 voeren we de strijd tegen leegstaande en/of onbewoonbare woningen op, in samenwerking met het Gewest, en zetten we de studies voort naar het beheer van leegstaande gebouwen via het openbaar beheersrecht.

De automatische Be Home-premie blijft bestaan en wordt geïndexeerd voor alle eigenaars-bewoners.

De premie voor nieuwe eigenaars wordt gehandhaafd.

De coliving-belasting werd ingevoerd.

We zetten de projecten voor de bouw/herbestemming van een twintigtal gemeentewoningen met gematigde huurprijzen voort.

We boeken ook vooruitgang in het sociaal maken van de huurprijzen van gemeentewoningen dankzij de subsidie voor huisvestingscontracten.

We blijven het SVK steunen met een jaarlijkse subsidie, maar ook met niet-financiële middelen.

We onderzoeken de ontwikkeling van het woningbestand via “Housing Deal”.

We versterken onze samenwerking met het OCMW en verenigingen als partners in Vorst.

Mobiliteit

Mobiliteit moet ten dienste staan van iedereen. Ze moet sociaal rechtvaardig zijn, een antwoord bieden op de uitdagingen inzake milieu en volksgezondheid en iedereen in staat stellen zich te verplaatsen volgens zijn behoeften. In Vorst staat de voetganger centraal in alle stedenbouwkundige projecten.

Verkeersveiligheid staat dan ook centraal in ons mobiliteitsbudget en is de rode draad door al onze projecten. Er wordt bijzondere aandacht besteed aan schoolomgevingen, waar we de veiligheid versterken via aangepaste inrichtingen en concrete begeleiding van de instellingen bij het opstellen van hun schoolvervoersplannen en fietsprojecten. Zich veilig verplaatsen in de openbare ruimte moet voor iedereen mogelijk zijn, ongeacht leeftijd en wijk. Daarom voeren we ons Gemeentelijk Actieplan Verkeersveiligheid uit, dat wordt ondersteund door specifieke gewestelijke subsidies.

Om tegemoet te komen aan de groeiende vraag naar beveiligde fietsenstallingen, gaan we door met de installatie van fietsboxen, ook buiten de openbare weg als dat technisch mogelijk is.

Dankzij de Lokale Mobiliteitscontracten kunnen we aan veiligere mobiliteit werken.

In 2025 wordt dit concreet door de geleidelijke inrichting van de Neerstalsesteenweg als "erf": een ruimte waar auto's langzamer rijden en waar kinderen, voetgangers, bewoners en klanten van winkels weer kunnen genieten van de straat, midden in het centrum van onze gemeente.

In dezelfde geest luiden de werkzaamheden die dit jaar van start gaan aan de Glasblazerijlaan en de J-B Baeckstraat de creatie in van een autoluwe wijk, waar het wijkleven voorrang krijgt op doorgaand verkeer. En rond Hoogte 100 gaat de dialoog met de bewoners en de handelszaken voort, om een beter inzicht te krijgen in de gewoonten, de behoeften en de uitdagingen van de wijk, om samen de volgende fasen van het project uit te tekenen.

Veiligheid

Veiligheid is een fundamenteel recht en een essentiële hefboom voor sociale rechtvaardigheid. In Vorst hanteren we een preventieve en toegankelijke totaalaanpak, gericht op nabijheid en de eerbiediging van rechten. Veilig leven, vreedzaam en zonder angst, is een voorwaarde voor ieders vrijheid.

Dit jaar opent een nieuw centraal politiecommissariaat voor politiezone Zuid, dat 24 uur per dag en 7 dagen per week open is, vlakbij Vorst (Tweestationsstraat), waardoor de interventieteams sneller kunnen optreden en de burgers zo goed mogelijk van dienst kunnen zijn. Daarnaast hebben we al contact opgenomen met de minister van Mobiliteit om haar te vragen de toegankelijkheid voor hulpdiensten onder de brug aan de Veeartsenstraat te verbeteren.

Verder zullen we ons werk voortzetten in wijken waar drugshandel wordt geconstateerd of regelmatig de openbare orde wordt verstoord. In functie van de bevindingen kunnen camera's worden geïnstalleerd of verplaatst.

Uiteraard besteden we bijzondere aandacht aan het versterken van de buurtpolitie om overlast te bestrijden. Een specifiek politieteam buigt zich over verschillende fenomenen, zoals de bestrijding van geluidsoverlast door bepaalde horecagelegenheden.

Netheid

In een geest van nabijheid en gedeelde verantwoordelijkheid hebben we ons ertoe verbonden van netheid een transversale prioriteit te maken, ten dienste van een gemeente die gastvrij, solidairder en respectvoller is voor haar inwoners en haar grondgebied.

Het budget voor netheid is voornamelijk bedoeld om de gemeentestraten schoon te houden dankzij de inzet van personeel, onderhoud en de levering van de nodige uitrusting. Naast deze taken die al door de dienst Netheid worden uitgevoerd, zijn er in 2025 verschillende projecten zonder financiële impact opgezet:

- Versterking van sensibilisering en communicatie via de organisatie van communicatiecampagnes en projecten (gewestelijke campagne Wake up Clean up, netheidsschool, bezoek in scholen, ...)**
- Versterking van de mobiele afvalinzamelingspunten met een nieuwe dienst voor de ophaling van grofvuil aan huis (PBM en senioren)**
- Invoering van “netheidsplannen” voor de wijken die het meest te lijden hebben onder sluikstorten**

In het driejarenplan zijn ook verschillende investeringen voorzien: aankoop van bladblazers, een nieuwe vuilniswagen met perscontainer, ...

Klimaat – Leefmilieu

We zetten de uitvoering van het Klimaatplan voort om op ons niveau bij te dragen aan de strijd tegen klimaatverandering en bovenal om ons grondgebied leefbaar, aangenaam en veerkrachtig te maken ten aanzien van hittegolven en overstromingen, met bijzondere aandacht voor onze sociaaleconomisch meest kwetsbare medeburgers. De meeste Vorstenaren hebben geen eigen tuin en wonen in krappe woningen. We hechten dan ook veel belang aan het gezellig en uitnodigend maken van onze openbare ruimten voor iedereen, want het zijn ook de tuinen van wie er geen heeft. Kinderen moeten er vrij en veilig kunnen spelen.

Zoals reeds vermeld, wordt er verder gewerkt aan de verbetering van de energieprestaties van gebouwen.

In 2025 zullen we de tweede fase van het mazennetwerk in de Bemptwijk en rond Forest Domaine afronden, met als doel het risico op overstromingen in laag-Vorst te verminderen.

Het vergroeningsbeleid om de strategie "3-30-300" te concretiseren, wordt voortgezet, met name door de uitvoering van het project “Mijn straat is een tuin” in de wijken Vroege Groenten en Sint-Antonius, ...

Stadsontwikkeling

We gaan door met de aanleg van een speelnetwerk, zodat elk kind binnen vijf minuten van zijn huis een speelplek heeft, o.a. door de speeltuin Jupiter uit te breiden, het speelparcours te realiseren om onze openbare ruimten weer aantrekkelijk te maken, nieuwe speelplekken te creëren in de wijk Bempt/Kersbeek, een nieuw skatepark aan te leggen aan Gerij, ...

Tewerkstelling

Er is een budget voorzien om werknemers, bedrijven en spelers op het vlak van tewerkstelling in Vorst in de kijker te zetten via evenementen om de zichtbaarheid te vergroten en te netwerken (contactmomenten, presentaties van gemeentelijke economische projecten, ...).

De Week van de Initiatieven wordt voortgezet met vormingen in het kader van een beroepsproject. Het grotere project van het Initiatievenhuis wordt verder uitgewerkt.

Het grootste deel van het budget voor werkgelegenheid gaat naar het steunen en promoten van instanties voor socioprofessionele inschakeling en ondersteuning van ondernemerschap in Vorst. Zo subsidiëren we de Mission Locale als belangrijke speler inzake socioprofessionele inschakeling, de AEICF als vereniging van ondernemingen in de gemeente, de vzw CeRAPSS voor hun begeleiding van de Vorstenaren, JobYourself als ondersteuner van de ontwikkeling van het ondernemerschap en het PWA als instelling voor arbeidsbemiddeling.

Handel – kermissen en markten:

Handelszaken vormen de kern van het Vorstse leven. Ze zijn aanwezig in elke wijk, creëren sociale banden, verlevendigen de openbare ruimte en leveren essentiële lokale diensten.

Hun dynamiek is essentieel voor de lokale economie, het scheppen van werkgelegenheid en de levenskwaliteit van de inwoners.

We voorzien nog steeds een budget voor de promotie van lokale handel, met name via de campagne “Ik koop 1190”, en we behouden de subsidies aan handelaarsverenigingen.

We blijven kandidaten begeleiden die zich in onze gemeente willen vestigen.

Het bedrag dat wordt toegekend aan de concessiehouder die onze markten en brocantes organiseert, werd verlaagd gezien de daling van het aantal markten op dit moment.

De bloemenmarkt en de jaarmarkt behouden dezelfde financiering als vorig jaar.

Strijd tegen discriminatie en voor gelijkheid

De begroting maakt sensibiliseringsacties, gezondheidsbevordering en preventie mogelijk.

We begeleiden personen met een handicap, ouderen en personen met beperkte mobiliteit (PBM), personen die lijden onder de digitale kloof of personen die moeilijkheden ondervinden bij het vervullen van administratieve formaliteiten.

Sport

Het jaar 2025 is een belangrijke mijlpaal voor de Sportdienst, met de aanstaande opening van twee nieuwe infrastructuren – sportcomplex Vroege Groenten en het sportcentrum in de school De Puzzel – alsook de sluiting van de Bertelson-site voor de renovatiewerken.

Het budget voor technische voorzieningen werd opgetrokken met het oog op deze nieuwe infrastructuren. Het budget voor receptie- en representatiekosten is daarentegen verlaagd, omdat de prijsuitreiking in het kader van de sportverdiensite voortaan om de twee jaar plaatsvindt.

Handhaving van de huidige tarieven voor het gebruik van de sportinfrastructuur in 2025 en handhaving van de subsidies aan organisaties die zich inzetten voor gezinnen, wat onze wil weerspiegelt om de lokale sporters actief te blijven ondersteunen.

Ten slotte wordt er een stijging van de inkomsten verwacht in verband met de toegangsprijzen en het gebruik van de nieuwe installaties, zodra deze in gebruik worden genomen.

Gerichte investeringen hangen samen met de opening van de zalen Vroege Groenten en De Puzzel: aankoop van sportmateriaal, defibrillatoren, brandblussers, schoonmaakmateriaal, evenals middelen voor het onderhoud van onze bestaande infrastructuur.

Er zijn ook aanzienlijke middelen uitgetrokken voor investeringen in het onderhoud van de sportinfrastructuur en zware ingrepen (Bertelson, Bempt, Van Volxem, Klein Sportpaleis, ...).

Cultuur – Evenementen

In 2025 past ons cultuurbeleid in een dynamiek van versterkte ondersteuning van artistieke diversiteit en toegang tot cultuur voor iedereen, ondanks een beperkte begroting. Verschillende structurerende acties worden behouden of geconsolideerd, dankzij een gerichte toewijzing van middelen.

Grote culturele evenementen

We blijven evenementen ondersteunen die de culturele agenda van de gemeente structureren:

- Het Kunstenaarsparcours 2025 krijgt prioritaire steun met een budget dat blijft op 9.500 euro.
- Andere emblematische evenementen uit het culturele leven van Vorst worden voortgezet, zoals het Korenfestival en het verhalenfestival, die beide de abdijsite in de verf zetten.
- Ondanks de werkzaamheden komt er een jaarmarkt, maar in een vernieuwde vorm: op een zaterdag, om synergie met de wekelijkse markt te bevorderen en culturele aanwezigheid te bevorderen.
- Wat betreft de opschorting van de Middeleeuwse Feesten dit jaar vanwege het niet verlengen van de concessie, worden de middelen die normaal aan dit evenement worden toegewezen, gebruikt om het aanbod van andere evenementen te versterken, met name dat van de jaarmarkt.

Steun aan de culturele structuren

- Cultuurcentrum BRASS blijft aanzienlijke steun krijgen van de gemeente om zijn rol als verspreider van cultuur op een toegankelijke en lokale manier in de Wielswijk te vervullen.
- De steun aan de Nederlandstalige cultuur wordt gehandhaafd in het kader van cohesie en een tweetalig aanbod, zowel wat animaties als collecties betreft. In 2025 komt deze steun o.a. tot uiting in de ondersteuning van het festival Park Poétik, de activiteiten van het Nederlandstalig gemeenschapscentrum Ten Weyngaert en de samenwerking met de Nederlandstalige bibliotheek Bib Vorst.

• Biblif:

o zal zijn activiteiten binnen en buiten de bibliotheek voortzetten. In 2024 werden 456 activiteiten georganiseerd, waarvan 239 buiten de muren, die zowat 8.000 mensen bereikten. Deze cijfers zullen in 2025 behouden worden of zelfs versterkt.

o Versterkte aandacht voor het tienerpubliek, zowel in schoolcontext als daarbuiten, via acties rond leesplezier in al zijn vormen: boeken, spelletjes, digitaal, specifiek werk rond het gebruik van bepaalde plekken door jongeren.

o Ontwikkeling van de speltheek, met uitbreiding van de collectie en versterking van de activiteiten rond spel (workshops, rollenspellen, thematische sessies).

- De Nederlandstalige bibliotheek (Bib) blijft een onmisbare partner, met een actuele collectie en een breed, gratis aanbod aan toegankelijke activiteiten.

Kinderopvang

De opvang van jonge kinderen vervult een sociale, educatieve en emancipatorische rol.

Kinderdagverblijven zijn vaak de eerste plekken waar kinderen leren omgaan met anderen. Kwalitatieve en toegankelijke opvang aanbieden is van bij de start inzetten op gelijke kansen.

Daarom blijven we de actieve pedagogie in onze voorzieningen promoten, blijven we culturele activiteiten organiseren en houden we het budget voor toezicht, wat superbelangrijk is voor het welzijn van de medewerkers en de kwaliteit van de opvang.

De dag van het jonge kind voor het personeel blijft ook bestaan.

En natuurlijk blijven we ook ijveren om onze structuren aan de normen aan te passen en de werking te verbeteren.

Naschoolse activiteiten

De opvang van kinderen en jongeren buiten de schooltijd is een essentiële pijler voor gelijkheid en sociale samenhang. Deze maakt het mogelijk om werk en gezinsleven te combineren en draagt tegelijk bij aan de ontplooiing van elk kind.

De naschoolse opvang kent een nieuwe dynamiek dankzij een vestiging van de dienst Brusselsesteenweg 43:

- **Het nieuwe kantoor is zichtbaar vanaf de straat.**
- **De vitrine wordt gebruikt voor affichage: zo kan er rechtstreeks worden gecommuniceerd met de burgers, met name met wie voor andere zaken naar het gemeentehuis komt.**
- **De toegang is gemakkelijker voor ouders, wat een directe impact heeft gehad op de inschrijvingen en de opkomst.**

Bovendien werd het onthaal versterkt, waardoor vragen van gezinnen onmiddellijk kunnen worden beantwoord en de activiteiten beter kunnen worden georganiseerd.

Het jaar 2025-2026 ziet er dus veelbelovend uit: de organisatie is geprofessionaliseerd, het aanbod is in kwaliteit en zichtbaarheid verbeterd en de banden met andere diensten versterken ons vermogen om aan de behoeften van gezinnen te voldoen. Deze structurele veranderingen versterken de basis voor een dynamisch, open en duurzaam aanbod aan naschoolse activiteiten.

Jeugd

De toekomst van Vorst wordt met en voor jongeren gebouwd. Jongeren moeten in hun gemeente kansen vinden om zich te ontplooien, ruimtes om zich uit te drukken, plekken om elkaar te ontmoeten en gepaste ondersteuning om hun pad te vinden.

Er zijn verschillende initiatieven voor onze jongeren opgestart of verlengd.

De begroting voorziet in verschillende workshops (zeefdruk in het kader van de internationale vrouwendag, graffiti, ...), maar ook in verschillende terugkerende evenementen zoals het jeugdfestival, Place aux Enfants of de inzet van jongeren voor de organisatie van de kids day.

Er is een EHBO-cursus door het Rode Kruis gepland voor jongeren.

De bestemming van centrum Marconi is uitgebreid tot intergenerationeel centrum en biedt nu ook sportmateriaal.

In Marconi zal ook huiswerkbegeleiding worden georganiseerd in samenwerking met Schola ULB.

Het centrum zal bovendien tijdens de herfstvakantie een multidisciplinaire stage voor

adolescenten organiseren.

De budgetten voor jeugdfestiviteiten zoals het nieuwjaarsfeest en het jeugdfestival blijven behouden.

Er wordt gewerkt aan een educatieve en dekoloniale wandeling rond het thema chocolade.

De samenwerking met “Atout Projet”, een organisatie voor omkadering en animatie van kinderen en jongeren van 6 tot 18 jaar, wordt voortgezet.

Preventie

Preventie is een integraal onderdeel van samenleven in een bloeiende gemeente.

Zo wordt de aanwezigheid bij schooluitgangen versterkt, met name via PWA-cheques.

We zetten het preventiewerk met daklozen voort en versterken dit, o.a. via het aanbieden van een verwarmd lokaal.

We zetten de preventieprojecten via de bijenteelt voort, evenals de intercommunale projecten rond huiselijk geweld en drugsgerelateerde problemen.

Het werk om schooluitval tegen te gaan wordt voortgezet met de permanenties van de dienst Schoolafdruk en de schoolwerkbegeleiding in samenwerking met Schola ULB.

Het project "Plaisir d'apprendre" (stage eind augustus met een combinatie van schoolwerkbegeleiding en ludieke activiteiten) wordt voortgezet ondanks het wegvallen van de subsidie van de FWB.

We ontwikkelen de opleiding van de preventieteams.

Sociale cohesie & verenigingsleven

Het beleid rond sociale cohesie beoogt elke Vorstenaar gelijke kansen te bieden om actief en waardig deel te nemen aan de samenleving, er als volwaardige burger erkend te worden en zich geïntegreerd en gewaardeerd te voelen.

De subsidies voor verenigingen zoals Jeugdhuis Vorst zijn behouden.

De FGC-budgetten voor de projectoproep Impulsion zijn nog steeds beschikbaar in 2025.

Senioren – Intergenerationeel

Ouderen hebben recht op een waardig leven in autonomie en met oog voor hun gezondheid. Senioren moeten toegang hebben tot diensten, activiteiten en gepersonaliseerde ondersteuning die aangepast zijn aan hun noden, zodat ze zo lang mogelijk thuis kunnen blijven wonen en sociaal isolement vermeden wordt.

Met dit doel voor ogen worden hun een aantal activiteiten aangeboden.

- **Zwemmen: eens per maand kunnen senioren met een bus naar het zwembad van Halle gaan.**
- **Bezoek aan het Afrika Museum in Tervuren: 60 senioren kregen de kans om een rondleiding door het museum te volgen, georganiseerd door het collectief Mémoire Coloniale et Lutte contre les Discriminations.**
- **Workshops beeldende kunst rond het thema discriminatie: de deelnemers verkenden**

verschillende vormen van expressie – collages, schilderijen op zijde, symbolische creaties in olieverf – om islamofobie en antisemitisme aan de kaak te stellen en een boodschap van tolerantie uit te dragen.

- Er worden ook yogalessen aangeboden in Divercity en Bia Bouquet.
- Het gezelschap Thomas Hauert ZOO organiseert voor onze senioren hedendaagse dans in Bia Bouquet.
- Realisatie van een muurschildering.

Er worden nog steeds maaltijden aangeboden, maar deze worden gefinancierd door de bijdrage die van de senioren wordt gevraagd.

Gezondheid

Dit jaar worden er acties opgezet zonder dat dit de gemeente extra financiële middelen kost. Met het oog op het bevorderen van sociale banden en het deelnemen aan gewestelijke epidemiologische preventiecampagnes, werden tijdens de Wereldgezondheidsweek in 2025 verschillende acties ondernomen:

- Gezondheidswandeling georganiseerd in samenwerking met NoJavel, de medische huizen, Ergo 2.0 en burgers;
- Gezondheidsinfostand in het gemeentehuis, in samenwerking met de medische huizen en verenigingen, om bloeddrukproblemen en verlies van zelfredzaamheid in de activiteiten van het dagelijks leven (ADL) op te sporen.

Er wordt ook gewerkt aan het opzetten van een netwerk om de vzw Ergo 2.0 in contact te brengen met de Seniorendienst van de gemeente en de medische huizen in het kader van het gewestelijk project voor thuiszorg voor 60-plussers, dat gratis bijstand aanbiedt aan deze doelgroep.

Gemeentediensten:

Er is een budget voorzien voor een audit, een systematische analyse van de interne processen, om bronnen van spanning, incoherentie of overbelasting te identificeren en de collectieve organisatie en daarmee de dienstverlening aan de burgers te verbeteren.

Op het niveau van het plan zijn al onze plannen gevalideerd door zowel de gewestelijke inspectie als het kabinet van minister Clerfayt.

Begroting 2025 – EXTRA

Op het vlak van gebouwen, openbare ruimten en diverse investeringen:

- School Les Marronniers – ondersteuning aan de bouwheer- Regenwaternetwerk Bempt – 3 fontein- Gereedschap- Renovatie van kinderdagverblijf Les Marmots: studie- Regenwaterbeheer Forest Domaine- Vervanging van diverse apparatuur - Renovatie van het Jobhuis - Grote werkzaamheden op speeltuinen - Divers meubilair (scholen, opvang, kinderdagverblijven, bibliotheken) - Opblaasbare structuur Forest Domaine - Inrichting van de Albert-dalle- Informaticamateriaal en software - Afwerking van de inrichting van de zolder van het gemeentehuis - Ontharding/vergroening in de wijken Sint-Antonius en Vroege Groenten- Sportmateriaal- School 9 – dak en buitentrapp- Squarebeek- Collecties van de bibliotheek- School 11: Ventilatie - Speeltuinen- Elektriciteit - Bouw van de school De Puzzel- Heraanleg van de Glasblazerijlaan - Veiligheidsfolie voor de zaal van de Bempt- Zware interventies aan de kunstgrasvelden van de BemptLMC Neerstalle- Zonwering kinderdagverblijven - Renovatie van het Bertelsonstadion- Asfaltering - Vervanging van de perscontainer van de dienst

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN

Geachte heer burgemeester,

U bent bedreven in het rechtvaardigen van uw visie door vaak te verwijzen naar wat elders wordt gedaan of beslist, om uw keuzes hier in Vorst te rechtvaardigen:

Wat de begroting betreft, hebt u gezegd en zal u wellicht nog herhalen dat ze is goedgekeurd door het kabinet Clerfayt (DéFI-minister van lokale besturen), maar dat betekent nog niet dat de verkozenen van DéFI hier in Vorst het moeten goedkeuren en dat uw begroting het achtste wereldwonder is. Tussen het toezicht en de gemeenteraad is er een verschil.

Ter herinnering: het toezicht analyseert de cijfers op basis van het werk dat door de administratie en het College verricht is onder toezicht van de gewestelijke inspecteur. Die controle is puur financieel en spreekt zich niet uit over de opportuniteit van politieke keuzes. Zij valideren het plan om het evenwicht te herstellen dat hun wordt voorgelegd op basis van de vertaling in cijfers van bepaalde maatregelen die op tafel liggen.

Dat betekent echter niet dat wij, gemeenteraadsleden in Vorst, het eens moeten zijn met de voorgestelde maatregelen. We kunnen trouwens onze twijfels hebben over uw vermogen en uw bereidheid om ze uit te voeren ...

Wat de belastingen betreft: u herhaalt voortdurend dat u (behalve voor Vorst Nationaal en Union) de belastingen niet hebt verhoogd. Ik zou hieraan willen toevoegen “behalve voor co-living en parkeren”, aangezien tijdens eerdere raadsvergaderingen een nieuwe belasting en een verhoging van de parkeerretributies goedgekeurd zijn.

U preciseert ook dat het goed zit met de OV- en PB-tarieven, aangezien andere gemeenten onlangs hun OV en/of PB hebben verhoogd, bv. Evere, waar de OV en PB net steeg tot hetzelfde niveau als Vorst ... Dat betekent echter niet dat de maatregel goed is en dat er geen andere mogelijkheid was.

Te vaak op anderen vertrouwen of zich verschuilen achter eisen van buitenaf is een manier om zich te onttrekken aan de eigen verantwoordelijkheid.

Na het lezen van alle verstrekte documenten kan ik deze begroting samenvatten door te stellen dat de situatie rampzalig is, dat het evenwicht dat u voor het eigen begrotingsjaar voorstelt precair is, aan een zijden draadje hangt en dat dit draadje zeer snel kan breken.

Ja, er was Covid, de oorlog in Oekraïne, de stijging van de energieprijzen en van bepaalde materialen, de stijging van bepaalde personeels- en pensioenlasten ... maar dat geldt voor alle gemeenten.

Ja, Arizona voert maatregelen door die niet neutraal zijn voor de gemeenten en die dus de lasten voor hen kunnen verzwaren ... maar de begroting die ons hier wordt voorgelegd, houdt daar geen rekening mee, om de eenvoudige reden dat de werkelijke impact ervan nog niet kan worden beoordeeld, aangezien er tot op heden nog geen maatregelen zijn genomen.

Wat betreft het feit dat Vorst verarmt en dat de geringe belastinginkomsten volgens uw verslag over de financiële situatie met name te maken hebben met het “bescheiden sociaaleconomische profiel van de bevolking”, is dit het gevolg van verschillende factoren. Het gemeentelijk beleid, de verantwoordelijkheid van het College, zit daar niet voor niets tussen. Er zouden maatregelen kunnen worden genomen om de gemeente een nieuw elan te geven en inwoners met een minder

bescheiden sociaaleconomisch profiel aan te trekken, maar dat is vandaag waarschijnlijk niet uw politieke prioriteit.

Dat de financiële en budgettaire situatie van de gemeente rampzalig is, is ook en vooral te wijten aan de opeenvolgende en buitensporige verhogingen van de uitgaven waartoe de Ecolo/Groen-PS-meerderheid in 2019-2024 heeft besloten, ondanks de vele waarschuwingen tijdens de besprekingen van de financiën in de loop van de vorige bestuursperiode.

De verbetering van de financiële situatie van de gemeente in 2023 en 2024 is bijna uitsluitend te danken aan het optreden van de regionale toezichthouder, die de gemeente via het steunfonds een niet-terugvorderbare lening van meer dan 11 miljoen euro in twee schijven heeft toegekend: 10.040.000 euro om het gecumuleerde tekort aan te vullen; 1.000.000 euro bij de afsluiting van de rekening 2023 om het gecumuleerde tekort als gevolg van de sanering van de kasmiddelen te dekken.

Ik herinner er ook aan dat het aftredende College, om het tekort te verminderen, in plaats van de buitensporige uitgaven drastisch in te perken, er de voorkeur aan gaf nieuwe belastingen en heffingen in te voeren en zo de Vorstenaren een deel van hun koopkracht te ontnemen, die al was uitgehold door de economische crisis en de inflatie.

De begroting 2025 wordt voorgelegd met een overschot van 5.277 euro: zo klein dat het met het minste kan verdwijnen. In dit verband stelt het advies van de Commissie, zoals bepaald in artikel 12 van het ARGC, dat het evenwicht wordt bereikt door rekening te houden met de heffingen en het gebruik van voorzieningen voor risico's en kosten, wat betekent dat de uitgaven hoger blijven dan de inkomsten en zonder dit heffingsmechanisme een tekort in het eigen begrotingsjaar achterlaten.

Bovendien is het gecumuleerde tekort nog steeds negatief met 1,3 miljoen euro. Ik wil er bovendien op wijzen dat het begrotingsevenwicht in 2025 ook en vooral te danken is aan een "one shot", een overgedragen overschot van 950.000 euro afkomstig van de gemeenteregie, dat vorig jaar niet werd geregistreerd en dus deze initiële begroting 2025 redt, maar voor boekjaar 2026 ongetwijfeld door iets anders zal moeten worden gecompenseerd.

Tot slot wordt in het Plan 2025-2027 vermeld dat indien dit traject onvoldoende blijkt om de evenwichtsdoelstellingen te bereiken, aanvullende maatregelen (zoals nieuwe inkomsten, een aanvullende vermindering van de uitgaven of, als laatste redmiddel, een gerichte herziening van bepaalde extralegale voordelen) kunnen worden overwogen.

Ik merk hier nogmaals op dat de eerste oplossing die wordt gezocht om een begrotingsevenwicht te bereiken, het aantrekken van nieuwe inkomsten is, en dat pas daarna aanvullende bezuinigingen op de uitgaven en een herziening van de extralegale voordelen volgen.

Wat dit laatste punt betreft: net als bij de maatregelen die u van plan bent te nemen om de personeelsuitgaven te verminderen, zou u, indien ze door ons waren voorgesteld, net als in de twee vorige begrotingsjaren, schande hebben geroepen en ons verwijten dat we openbare diensten wilden afschaffen.

Ik neem aan dat u, nu u door de aanwezigheid en het werk van de gewestelijke inspecteur nog meer met de rug tegen de muur staat, voortaan minder karikaturaal zult zijn tegenover uzelf en vooral verantwoordelijker dan u totnogtoe was.

Om terug te komen op de cijfers voor 2025, merken we op dat u, om dit precaire evenwicht te verzekeren, voornamelijk de volgende maatregelen hebt genomen:

- verhoging van de parkeerinkomsten: + 1,2 miljoen € in 2025, + 1 miljoen € extra in 2026, een stijging die overigens nog groter zou zijn geweest zonder uw vele schrappingen

van parkeerplaatsen ...

- verhoging van de belasting op vertoningen: + 111.000 € in 2025, + 240.000 € in 2026 (we komen hierop terug in punt 12 tot 15)
- of nog dankzij nieuwe inkomsten uit administratieve boetes: + 200.000 € in 2025, +300.000 € extra in 2026 en nog eens 300.000 € in 2027...

Wat dat laatste punt betreft, zou ik graag van u willen weten hoe u deze nieuwe doelstellingen gaat bereiken? Welke middelen zullen hiervoor worden ingezet en binnen welke termijn?

Wat de belangrijkste uitgavenposten betreft, heb ik enkele vragen:

- **Overdrachtsuitgaven (38,93% van de totale uitgaven):** deze hebben betrekking op de dotaties aan het OCMW, die in 2025 met 3 miljoen stijgen, en aan de politiezone, die met 2 miljoen stijgen. Er is een budget van 90.000 € voorzien in 2025 voor de audit van het personeel en de werking van de gemeente. Hoe zit het met het OCMW en de politiezone? Zijn er op die niveaus initiatieven genomen?
- **Personeelsuitgaven (43% van de totale uitgaven (excl. 100% gesubsidieerd onderwijzend personeel)):** het is duidelijk dat hier het meeste werk te doen is, werk dat ongetwijfeld gedeeltelijk zal worden beïnvloed door de verwachte audit. Kan u ons hier preciseren welke concrete acties er worden ondernomen? Bent u van plan een moratorium op aanwervingen in te stellen, terwijl we lezen dat het College prioriteit heeft gegeven of wil geven aan bepaalde functies (verkeersveiligheid/gezondheid, ...)? Bent u van plan om medewerkers die met pensioen gaan niet te vervangen? Zo ja, is dat al gepland? Om hoeveel functies gaat het en wanneer vindt dit plaats? Zijn deze maatregelen, als ze worden genomen, opgenomen in de berekeningen van het driejarenplan 2025-2027?

Ik sluit mijn betoog af met een positieve noot en een verwijzing naar de realiteit: ik stel vast dat het directiecomité op het vlak van de werkingskosten (9,29 % van de totale uitgaven) een inspanning van 800.000 € heeft geleverd ten opzichte van de aangepaste begroting 2024. Deze inspanning van de administratie verdient lof. De diensten hebben zeer belangrijk werk verricht, dus bravo.

Het gaat echter slechts om de initiële begroting, die ongetwijfeld nog zal worden gewijzigd. We moeten dus waakzaam blijven en de inspecteur zal ons daarbij ongetwijfeld helpen. Bovendien blijven de maatregelen om de financiën van Vorst te saneren voorlopig slechts mooie intentieverklaringen; alles moet nog in de praktijk omgezet worden.

Kortom, het zal geen verrassing zijn dat wij tegen deze begroting stemmen.

Tussenkomst van de heer POTELLE

1) Samenhang tussen de posten i.v.m. personeelskosten

Gisteren heb ik in de commissie een technische vraag gesteld over de evolutie van het vakantiegeld. Ik heb vanochtend een zeer relevant antwoord gekregen en ik dank de administratie voor het degelijke en snelle antwoord.

2) Toename van het aantal GPMI

Ik juich het voornemen toe om het aantal geïndividualiseerde projecten voor maatschappelijke integratie (GPMI) te verhogen.

GPMI's zijn anders dan passieve steun en zorgen voor gepersonaliseerde opvolging via een duidelijk contract tussen het OCMW en de begunstigde.

Het is een positief, emancipatorisch instrument dat de kansen vergroot om er bovenop te komen, zich sociaal te integreren en, in het beste geval, maatschappelijk vooruit te komen. Het moedigt opleiding en tewerkstelling aan.

Het was hoog tijd, want volgens de barometer voor maatschappelijke integratie (<https://www.mi-is.be/nl/tools-ocmw/barometer-voor-maatschappelijke-integratie>) was de gemeente bijna de gemeente die het minste GPMI's aanbood per leefloner in het Brussels Gewest (18e op 19).

3) Personeelsinkrimping

Deze begroting houdt een voluntaristische en pragmatische personeelsinkrimping in.

U hebt hier ongetwijfeld over gesproken met de vertegenwoordigers van het personeel. Wat is de reactie van de vakbonden?

4) Driejarenplan – subsidies

Het driejarenplan toont een algemene daling van de subsidie-uitgaven met 10% tussen 2024 en 2025 en met 20% tussen 2025 en 2026 (pg. 3 van het driejarenplan – subsidie-uitgaven (CF/321-01 + 322-01 + 331-01+ 332-01 +332-02).

Net onder deze begrotingsrubriek worden bepaalde subrubrieken gedetailleerd (jeugd, sport, jonge kind, cultuur en BeHome-premie). Elk van deze rubrieken vertoont een lichte stijging, ondanks een daling van het totaal.

Welke gesubsidieerde sectoren zullen deze daling van de subsidies ondergaan?

5) Waar zijn de aankondigingen van de beleidsverklaring?

Ik zie niet hoe deze aankondigingen in de begroting zijn opgenomen.

Voorbeeld 1: kinderdagverblijven en peuterspeelruimtes (844(01)/161): we zien een stijging van de inkomsten met 2% per jaar in 2025, 2026 en 2027. Er is dus geen stijging van het aantal plaatsen in kinderdagverblijven. Terwijl Vorst achterloopt op de norm en op andere gemeenten.

Voorbeeld 2: de daling van de kosten voor de afgifte van administratieve documenten. +35% tussen 2023 en 2025, +2% in 2026 en 2027.

Waar is de belofte om de kosten voor administratieve documenten te verlagen?

6) Opbrengst van de PB in 2025

De waarde van één procent van de aanvullende personenbelasting, uitgedrukt in euro, stijgt in 2025 van 2.267 K€ naar 2.526 K€.

Hoe valt deze stijging met 11,4% te verklaren?

Ik zie een mechanische stijging (indexering) van ongeveer 2% van de sociale uitkeringen en lonen + 0,6% als gevolg van individuele verbeteringen en gentrificatie in bepaalde wijken, en 0,4% als gevolg van een toename van het aantal inwoners in Vorst. Totaal 3%.

Deze 3% zijn realistisch. Tussen 2013 en 2022 (laatste BISA-gegevens) is het mediaan equivalentinkomen van de inwoners na belastingen met 3,0% per jaar gestegen. Dat is gelijk

aan het gemiddelde van de andere gemeenten in het Brussels Gewest. De afgelopen jaren lag de groei in Vorst echter onder het Brusselse gemiddelde.

Waar komt die extra 8% vandaan? Wordt het bedrag voor 2024 niet volledig onderschat?

7) Opbrengst van de PB in 2027

Volgens de begroting zal het rendement van één procent PB in 2026 met 3,1% stijgen.

En met 4,1% in 2027. Waarom zou het in 2027 meer stijgen dan in 2026?

Antwoord van de heer SPAPENS

U ontvangt uw aanslagbiljet in jaar N+1, dus in 2025 ontvangt u het voor 2024. De prognose voor 2025 is vrijwel zeker. De FOD hanteert altijd een voorzichtige weging die elk jaar hetzelfde is. Soms kunnen er grote verschillen in de rekeningen zitten, omdat de FOD soms vertraging heeft. Er zijn dus jaren met 11 maanden en andere met 13 maanden. De PB- en OV-cijfers worden berekend op basis van de criteria van het Planbureau, ze worden ons door de minister meegedeeld en dat is het cijfer dat we noteren.

Tussenkost van de heer PEYCKER

We moeten eerlijk zijn: deze begroting is in evenwicht, maar jullie zullen zeer behendig moeten zijn om niet ten val te komen.

De retoriek rond deze begroting lijkt triomfalistisch, terwijl we nog ver verwijderd zijn van de grote begrotingsrevolutie die Vorst nodig heeft.

Alles wordt gezegd, of beter gezegd aangetoond, op de eerste pagina van het driejarenplan: als de uitgavencurve boven de inkomstencurve blijft, is er niet echt sprake van evenwicht!

De regel is eenvoudig: als de uitgaven de inkomsten overschrijden, is er altijd een tekort.

Deze begroting is ook niet gebaseerd op een definitieve balans 2024. De definitieve resultaten van de balans 2024 zullen onvermijdelijk van invloed zijn op de begroting en de rekeningen 2025.

Dus ja, deze begroting is in evenwicht. Maar dat is te danken aan technische details, aan de magie van cijfers in kolommen of aan het gebruik van reserves.

En daarna? Het is een weinig structurerende begroting.

Er wordt gesproken over een driejarenplan. Maar het hersteltraject is te fragiel. Er is weinig informatie over de beheersing van de uitgaven. Er wordt niet veel gezegd over de overdrachten. Is de maatregel van 1,50 % op het personeelsbestand een maatregel, een belofte of een toverspreuk? Nee, het is een beheersing van de uitgaven. 43 % van de loonsom, terwijl het alarm zou moeten afgaan bij 33 %; er is nog een mooie marge te behalen.

En wat de inkomsten betreft?

Zonder dat de PB wordt verhoogd (wat we overigens toejuichen), zouden de inkomsten uit de personenbelasting moeten stijgen: “een klein beetje”, volgens uw woorden. Dat is fragiel, in een context als die van Vorst, met een bescheiden sociaaleconomisch profiel.

We zijn ook blij dat de OV niet stijgt, een verkiezingsbelofte die is nagekomen. Tegelijk werd

het met de recordstijging in de vorige bestuursperiode erg moeilijk om deze hefboom in te zetten.

We hopen ook op 5 miljoen euro aan inkomsten per jaar door de verkoop van activa.

Afgezien van het feit dat we onze familiejuwelen verkopen, is deze strategie gebaseerd op variabelen en onbekenden waarover we geen controle hebben.

U verkondigt luidkeels: geen nieuwe belastingen in Vorst.

Maar we verhogen of indexeren ze wel:

Voor de parkeerretributie is er een verhoging van 37 %, dus 1,2 miljoen euro extra inkomsten in 2025. En tegelijk horen we dat 32.000 Brusselse gezinnen zich basisbehoeften ontszeggen om hun auto te kunnen behouden. Deze huishoudens zijn vooral grote gezinnen met minstens één werkende ouder, vaak in manuele beroepen en zonder alternatief qua mobiliteit.

Diezelfde gezinnen moeten we ook ondersteunen en beschermen.

Voor de belasting op voorstellingen en sportevenementen met meer dan 500 personen, een verhoging van 50 % met nog steeds de mogelijkheid om het bedrag te verlagen. Het zal u misschien verbazen, maar ik heb er niets op tegen als we er zeker van zijn dat we de breedste schouders kunnen aanspreken.

Voor de rest verhogen we dus niet! Maar we indexeren wel. Ik ben de eerste om te zeggen dat de indexering van mijn loon geen verhoging is, maar laten we eerlijk zijn: elke indexering van belastingen heeft een negatieve impact op de koopkracht van de Vorstenaren, om nog maar te zwijgen van de inflatie.

En de beloften, hoe zit het daarmee?

Die zijn er, ja. Ze staan duidelijk in de beleidsverklaring. Maar in de begroting?

Kinderopvang, de beloofde 200 sociale woningen, netheid, cultuur, sport, klimaat, mobiliteit en tot slot vooral gezondheid! Echte intenties, ja, maar weinig solide hefbomen.

In dit kader willen we u de volgende vragen stellen:

Er worden in 2025 bedragen vermeld voor de Middeleeuwse Feesten, terwijl die niet plaatsvinden: gaat u dit bedrag herbestemmen? Of het als provisie houden? Het gaat om 18.500 euro.

Wat betreft de subsidies voor onze verenigingen: die zijn opgesplitst en bijna allemaal naar beneden bijgesteld. Is daar een verklaring voor?

Het verwachte overschot bedraagt slechts 5.277 € in 2025. Wat is de veiligheidsmarge in geval van onvoorziene omstandigheden? Welke corrigerende maatregelen zouden er worden genomen als er in de loop van het jaar een verschil van enkele honderdduizenden euro's ontstaat?

De strategie voorziet in de verkoop van 5 miljoen euro aan activa per jaar om buitengewone uitgaven te financieren. Welke gemeentelijke activa worden door deze verkopen getroffen en volgens welke planning? Wat als de verkopen niet tegen de verwachte prijs of binnen de verwachte termijn plaatsvinden?

U streeft naar een beperkte groei van 1,5% per jaar van de loonsom. Hoeveel VTE-banen zullen er concreet worden bevroren of geschrapt in 2025 om deze doelstelling te bereiken?

Bent u van plan om de impact van het nieuwe parkeerplan op de wijken en de winkels te

evalueren vóór de tweede fase van de verwachte verhoging in 2026?

U kondigt geen nieuwe belastingen aan. In 2023 hebt u echter de voorheffing sterk verhoogd. Bent u van plan om in de komende jaren bepaalde tarieven te herzien als de begrotingssituatie gespannen blijft?

Dan zullen we inderdaad tegenstemmen.

Niet voor het plezier om nee te zeggen. Niet uit principe.

Omdat we de inwoners van Vorst niet kunnen vertellen dat “alles goed gaat” als dat gebaseerd is op fragiele hypothesen en een vergelijking met te veel variabelen en onbekenden.

Omdat we hen niet kunnen vragen om grote inspanningen te leveren zoals in 2023, terwijl de gemeente en het bestuur te weinig hervormingen doorvoeren.

We erkennen dat er stappen in de goede richting worden gezet, maar we hadden verwacht dat er grote, regelmatige en duurzame stappen zouden worden gezet.

-

Tussenkamst van mevrouw DE LAVELEYE

Het opstellen van een gemeentebegroting wordt steeds moeilijker. Zoals bekend staan gemeenten voor cruciale uitdagingen, met exponentieel stijgende uitgaven en beperkte middelen om schokken op te vangen.

Wat de uitgaven betreft, weten we dat deze inderdaad stijgen. De beruchte 3 P's verstikken al lang de gemeentelijke financiën: de (wilverdiende) pensioenen van onze ambtenaren, de (noodzakelijke) politie en de armoede ('pauperisme'). En vandaag de dag ontlopen de andere overheidsniveaus – in het bijzonder de federale overheid – steeds meer hun verantwoordelijkheden, waardoor de gemeenten – met name de Brusselse – met onbetaalbare uitgaven kampen. En dat terwijl zij in de frontlinie staan om in de behoeften van de burgers te voorzien en het laatste bolwerk zijn tegen hun talrijke moeilijkheden.

Wat de inkomsten betreft, weten we dat we beperkt zitten. We zien onze subsidies dalen. Terwijl ze cruciaal zijn om onze taken op het vlak van de bescherming van onze inwoners te kunnen uitvoeren. En toch heeft deze meerderheid ervoor gekozen om de belastingdruk op de Vorstenaren niet verder te verhogen, maar om voor zover mogelijk de spelers met de breedste schouders te laten bijdragen.

Dus, mijnheer Loewenstein, u erkent deze situatie, maar zegt dat het benadrukken ervan een manier is om onze verantwoordelijkheid niet te nemen. Wij denken niet dat dit het geval is. Integendeel, wij vinden het essentieel om uit te leggen hoe de preciaire situatie van de gemeenten tot stand is gekomen, dat deze niet te wijten is aan slecht beheer of desinteresse van de politici, maar aan keuzes die door sommigen zijn gemaakt. Door dit uit te leggen hopen wij het gevoel van achterstelling bij sommigen te bestrijden en hen te mobiliseren voor een rechtvaardiger beleid.

Kortom, de begroting opmaken is een moeilijke oefening.

Toch verwachten de burgers terecht van hun gemeente degelijke openbare dienstverlening, scholen in goede staat, voldoende kinderdagverblijven, nette straten, een uitnodigende openbare ruimte, geen overstromingen meer in hun kelders, maar ook een levendige gemeente waar men elkaar ontmoet en aangenaam samenleeft.

Onze meerderheid heeft dan ook, in de moeilijke context waarin Vorst zich bevindt, net als de meeste Brusselse gemeenten, geprobeerd een begroting op te stellen die aan deze legitieme

verwachtingen en behoeften voldoet.

Een begroting ten dienste van een groenere, rechtvaardigere en gezelligere gemeente.

Onze fractie wil enkele aspecten van deze begroting benadrukken:

1) Op het vlak van sociale rechtvaardigheid

Voortzetting van de inspanningen voor gratis onderwijs en de inspanningen om elke Vorstenaar toegang te garanderen tot degelijke huisvesting, begeleiding bij het zoeken naar werk voor onze kwetsbare bevolkingsgroepen (wat de komende jaren bijzonder belangrijk zal zijn), een integraal gezondheidsbeleid.

En natuurlijk ook een verhoging van de dotatie aan het OCMW, met een stijging van 17 % over drie jaar. Deze verhoging is een solidair en verantwoord antwoord van het College op de daling van de dotatie van het speciaal fonds voor sociale bijstand van het Gewest en op de uitdagingen van de toenemende onzekerheid in onze gemeente.

2) Op het vlak van milieurechtvaardigheid

Terwijl op alle beleidsniveaus, van Europa tot onze regio's, de achteruitgang op het vlak van de bescherming van het leven en de levende wezens enorm is, zetten wij in Vorst onze inspanningen voort. De gemeente heeft in de vorige legislatuur een klimaatplan opgesteld, waarvoor middelen nodig zijn die deze meerderheid zal blijven mobiliseren.

Zowel wat betreft de bescherming van onze inwoners tegen de gevolgen van de klimaatverandering door de aanpassing van onze openbare ruimtes op het vlak van waterbeheer, vergroening, ontharding, ...

Maar ook om onze verantwoordelijkheid te nemen op het vlak van het terugdringen van onze broeikasgasemissies.

Nu Europa in de greep is van hittegolven, wordt dit elke dag noodzakelijker.

3) Verkeersveiligheid en gedeelde openbare ruimte ten behoeve van iedereen blijven onze krachten mobiliseren. Dit engagement wordt voornamelijk gerealiseerd dankzij subsidies en toont de vastberadenheid van ons College en onze administratie om dit beleid uit te werken, dat – laten we het niet vergeten – zowel sociale zaken als milieu betreft.

4) Op het vlak van gezelligheid

Een gemeente is een plek om te leven. We zijn dan ook verheugd dat de begroting investeert in samenleven en gezelligheid.

Naast een aanzienlijke overdracht naar politie blijft de gemeente investeren in cultuur, sport, jeugd, verenigingsleven en preventie, allemaal beleidsdomeinen die mensen dichterbij elkaar brengen en die we nodig hebben.

Ecolo-Groen is dan ook verheugd om de begroting te steunen.

Ik wil afsluiten met een dankwoord aan de administratie voor het werk dat zij elke dag verrichten ten dienste van de inwoners van Vorst, ondanks de moeilijke context die de druk op hun schouders vergroot.

Tussenkomst van de heer GILLARD

De gemeente Vorst presenteert vandaag een evenwichtige begroting zonder belastingverhogingen voor de inwoners.

De meerderheid had zich daartoe verbonden en die belofte is nagekomen.

Er komt geen verhoging van de personenbelasting, noch van de onroerende voorheffing.

Ook de schoolkosten, kosten voor administratieve documenten en retributies worden niet verhoogd.

Samen met de PVDA *PTB hebben we campagne gevoerd voor meer fiscale rechtvaardigheid, ook op gemeentelijk niveau.

Degenen met de breedste schouders zullen dus meer bijdragen aan de gemeentefinanciën.

De evenementenbelasting zal aanzienlijk stijgen, met name voor de multinational Live Nation, die de zaal Vorst Nationaal uitbaat.

Er is ook de belasting op co-living, die speculatie met vastgoed tegengaat.

Tot slot wordt de strijd tegen leegstaande, vervallen gebouwen en braakliggende terreinen opgevoerd.

Deze laatste twee maatregelen zijn ook erg belangrijk om de huisvestingscrisis in het Brussels Gewest aan te pakken.

Deze begroting voorziet ook in investeringen ten belope van 15 miljoen euro voor betaalbare huisvesting, de renovatie van scholen, de uitbreiding van de middelen van OCMW en politie, het onderhoud van wegen, groene ruimten, cultuur en sport.

De subsidies voor de Vorstse verenigingssector blijven volledig behouden en worden geïndexeerd.

Ook de premies en maaltijdcheques voor het gemeentepersoneel worden gehandhaafd.

We zijn dan ook erg trots op de engagementen van deze progressieve meerderheid.

Felicitaties aan het hele College en aan iedereen die zich enorm heeft ingezet om deze begroting 2025 tot stand te brengen.

Ook dank aan de hele gemeentelijke administratie voor hun steun en expertise.

De context blijft complex en dreigt de komende jaren nog complexer te worden.

De gemeenten zijn structureel ondergefinancierd en de Arizona-regering wil ons een rekening van meerdere miljoenen euro's sturen voor de onrechtvaardige maatregelen die zij neemt.

We zullen ons dan ook blijven inzetten om deze verworvenheden te beschermen en ons te verzetten tegen de sociale afbraak en bezuinigingen die de rechtse partijen onze gemeenten willen opleggen.

Tussenkomst van de heer OUARTASSI

Elk jaar is de begroting een belangrijk moment voor onze gemeente. Het is een moment van waarheid, van verantwoordelijkheid, maar ook van collectieve betrokkenheid. En wanneer een begroting in evenwicht is, zoals die welke vanavond wordt voorgesteld, kunnen we daar alleen maar blij mee zijn.

We zijn trots en zeer tevreden met deze begroting. In een bijzonder gespannen financiële context, gekenmerkt door inflatie en talrijke sociale en ecologische uitdagingen, slaagt men erin om de inwoners van Vorst een evenwichtig en verantwoord project voor te stellen. Deze begroting is de concrete uitdrukking van onze waarden en van het engagement dat we tijdens de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2024 tegenover de bevolking zijn aangegaan. Dit resultaat is niet onbeduidend. Het weerspiegelt het rigoureuze werk dat met de nodige ernst is verricht door het gemeentepersoneel, de politieke verantwoordelijken, de administratie en de gewestelijke inspecteur die dit proces heeft begeleid. De socialistische fractie wil iedereen bedanken voor zijn/haar bijdrage. Het naleven van de wettelijke verplichting om een evenwichtige begroting op te stellen, is niet alleen een kwestie van voldoen aan een verplichting. Het is bovenal een blijk van goed bestuur. Dit vereist keuzes, die soms moeilijk zijn, maar altijd worden geleid door een duidelijk doel: de dienstverlening aan de burgers behouden en tegelijkertijd de financiële levensvatbaarheid van onze gemeente waarborgen. Ik zal niet terugkomen op de cijfers die in de commissie zijn gepresenteerd. Ik wil liever twee belangrijke punten benadrukken. Het eerste punt betreft het behoud van de sociale verworvenheden van de werknemers. Het tweede punt betreft de vermindering van de werkingskosten. Dat is een sterk signaal. Het toont aan dat er inspanningen zijn geleverd om de middelen te rationaliseren zonder de dienstverlening te verzwakken. Er is geen enkele dienst aan de bevolking geschrapt en dat is essentieel. Het toont aan dat we beter kunnen presteren, soms met minder, als we methodisch en met gezond verstand te werk gaan. Het derde punt betreft de toewijzingen aan het OCMW en de politiezone, die worden verhoogd. Dat zijn verhogingen die we allemaal kennen, omdat ze beantwoorden aan zeer concrete realiteit: enerzijds de groeiende sociale behoeften en anderzijds de legitieme eisen op het vlak van veiligheid. Deze domeinen mogen niet worden verwaarloosd en we zullen ze op verantwoorde wijze moeten begeleiden. Deze begroting is een stap in de richting van een verantwoord beheer waarbij elke uitgegeven euro zinvol is. Een stap voor een gemeente die haar meest kwetsbaren beschermt, die investeert in haar gebouwen, scholen, kinderdagverblijven, woningen en sportinfrastructuur, en die toegankelijke diensten voor iedereen garandeert. Het is zeker geen perfecte begroting, maar wel een heldere en ernstige. Ze is gericht op de toekomst. Wat de scholen betreft, blijven de schoolkosten betaalbaar en democratisch. Er wordt ook gestreden tegen overstromingen en hittegolven.

Ik vind dat we samen, zowel meerderheid als oppositie, verantwoordelijk moeten zijn en deze begroting moeten steunen om de gemeente leefbaar te maken voor iedereen.

Tussenkoms van de heer YAAKOUBI

Onze fractie is verheugd over de begrotingsmaatregelen die de solidariteit zullen versterken:

- +17 % voor het OCMW over 3 jaar: Gezien de toenemende sociale uitdagingen en de door de crisis verergerde onzekerheid en de mogelijk rampzalige gevolgen van de zogenaamde 'Arizona'-maatregelen, zijn wij tevreden met deze begroting, die de middelen voor het OCMW versterkt. Het is van essentieel belang dat we degenen die dat het meest nodig hebben, waardig kunnen blijven helpen.

- Behoud en indexering van de steun aan lokale verenigingen: Onze verenigingen zijn onmisbare spelers op het vlak van sociale cohesie, solidariteit en cultureel en sportief leven. Het was absoluut noodzakelijk om hun financiering te garanderen, rekening houdend met de indexering, zodat zij hun taken ten dienste van de inwoners konden voortzetten. We zijn blij dat ze in de begroting niet zijn vergeten!

We zijn ook verheugd dat de begroting de toekomst actief voorbereidt, met bijna 15 miljoen euro die wordt geïnvesteerd in de renovatie van scholen, kinderdagverblijven en sportinfrastructuur. Deze infrastructuur wordt geleidelijk aangepast om beter bestand te zijn tegen hittegolven als gevolg van de klimaatopwarming.

We ondernemen ook actie op het vlak van openbare ruimten en groene zones, die essentieel zijn om de klimaatuitdagingen het hoofd te bieden. Het doel is om aangename, veilige en inclusieve leefruimten te creëren, met name voor jongeren, dankzij een coherent netwerk van speelplekken en een opwaardering van buitenruimten als plaatsen voor socialisatie.

Op het vlak van sportinfrastructuur draagt dit budget bij tot het garanderen van toegankelijkheid voor iedereen, zonder discriminatie.

Op cultureel vlak bevestigt de renovatie van de abdij van Vorst zo een sterke en structurerende culturele ambitie voor de gemeente.

Er zal meer zichtbaarheid worden gegeven aan buitenschoolse activiteiten, met een betere afstemming tussen alle diensten die zich bezighouden met jongeren.

Ook ouderen worden in deze begroting niet vergeten. Senioren moeten toegang hebben tot diensten, activiteiten en gepersonaliseerde ondersteuning, aangepast aan hun noden, zodat ze zo lang mogelijk thuis kunnen blijven wonen en sociaal isolement vermeden wordt.

Met dit doel voor ogen worden hun een aantal activiteiten aangeboden. Bv. zwemmen: eens per maand kunnen senioren per bus naar het zwembad van Halle.

Ten slotte is huisvesting een centrale kwestie in het overheidsbeleid. Om speculatie tegen te gaan en middelen in te zetten waar ze nodig zijn, zullen leegstaande woningen en onbebouwde terreinen worden belast. De betrokken eigenaars zullen moeten bijdragen aan de collectieve inspanning. Met deze inkomsten kunnen we onze investeringen in de gemeenschap financieren, in het bijzonder voor de bouw van nieuwe betaalbare woningen. De uitdaging is enorm en we zullen deze dynamiek blijven voortzetten.

Kortom, deze begroting is de concrete vertaling in cijfers van onze visie op een solidaire, duurzame en veerkrachtige gemeente. Ze weerspiegelt onze vastberadenheid om verantwoord te handelen en tegelijk trouw te blijven aan onze socialistische waarden: sociale rechtvaardigheid, solidariteit en de verdediging van de openbare dienst. We zullen met overtuiging voor deze begroting stemmen, in de overtuiging dat ze de uitdagingen waarvoor Vorst staat, aankan.

Antwoord van de heer SPAPENS Ik zal beginnen met te antwoorden op de MR+DéFI-fractie. Ik weet niet wat ik moet zeggen over uw interventie, die systematisch een mengeling is van ironie, minachting en totale onwetendheid. Bovendien verzwijgt u dat u werkt in het kabinet van minister Clerfayt en dus misschien toegang hebt tot besprekingen.

Replik van de heer LOEWENSTEIN

Ik heb een ethiek. Ik werk wel degelijk op het kabinet-Clerfayt, ik heb niets te verbergen, maar ik hou me niet bezig met de gemeentefinanciën en meng me op geen enkele manier in dossiers die betrekking hebben op Vorst. Ik maak duidelijk onderscheid tussen beide en ik zou me niet veroorloven om op kabinetsniveau enige beslissing te beïnvloeden over een dossier dat ik in een andere hoedanigheid behandel.

Antwoord van de heer SPAPENS Ik durf te zweren dat u via het kabinet Clerfayt informatie hebt gekregen.

Uw fractie komt met geen enkel voorstel en zegt dat ons werk lucht is. Denkt u dat we trots zijn op een gemeente met een dergelijke financiële structuur? Denkt u dat dit geen probleem is? We zijn trots op het gestructureerde, ambitieuze en succesvolle werk dat we hebben verricht.

Natuurlijk zouden we liever een gemeente hebben met een flinke overschot, zodat we onze plannen niet hoeven in te perken. We zouden onze beleidsverklaring graag binnen zes maanden in gang zetten. U zegt dat de mensen wegtrekken, maar er zijn er in één jaar tijd 1.000 bijgekomen. Het is waar dat de verschillen tussen arm en rijk steeds groter worden. Er is steeds meer geld nodig om eigenaar te worden in Vorst. Als we het hebben over de sociaaleconomische grens, dan hebben we het over de dotaties en dat weet u.

Of we nu tot de meerderheid of tot de oppositie behoren, we staan allemaal garant voor de goede werking van deze gemeente. Onjuiste dingen zeggen, terwijl je weet dat ze niet kloppen, is oneerlijk.

Wat de GAS betreft, is het laatst gekende cijfer 1.442.343 (rekening 2023). In de gewijzigde begroting 2024 is het bedrag lager (uit voorzichtigheid). De stijging voor dit jaar bedraagt minder dan 100.000 € ten opzichte van de rekeningen voor 2023. (1.502.000 voor 2025). Het bedrag stijgt omdat we de strijd tegen onveiligheid op de weg en de plaatsing van NPR-camera's opvoeren.

Wat de GPMI's betreft, heeft het OCMW niet uit vrije keuze geen GPMI's opgemaakt, maar omdat het andere dingen moest doen. Er is nu een bereidheid bij de hele meerderheid om deze GPMI's te verhogen.

Wat de begroting betreft, zijn we geen opscheppers, maar nemen we alle beslissingen die worden genomen volledig op ons. En nee, we schuiven de schuld niet af op andere bestuursniveaus, maar we schikken ons naar zaken die elders zijn goedgekeurd. Wat het parkeren betreft, hebben we uitzonderingen behouden voor onze inwoners en sportclubs.

Wat de belastingverhogingen betreft, zijn er inderdaad geen voor de Vorstenaren. De verhoging van de evenementenbelasting komt overeen met de OV voor de inwoners.

Ik stel voor dat we een begrotingscommissie oprichten, waar we naar al uw ideeën zullen luisteren om tot rationelere oplossingen te komen.

Wat betreft de vraag van Les Engagés over de parkeercijfers: deze stijging is niet alleen te wijten aan de uitbreiding van de evenementenzone. Ik herinner eraan dat de evenementenzone bedoeld is om mensen te ontmoedigen om met de auto naar Vorst Nationaal te komen. Het tarief was niet ontradend genoeg en we moesten overeenstemming bereiken met het Gewest.

Wat uw vraag over de Middeleeuwse Feesten betreft: de begroting was al afgesloten voordat er definitief beslist werd om ze op te schorten. Een deel van het budget zal naar de jaarmarkt verschoven worden.

Wat de vermindering van de subsidies betreft: dat is o.a. te wijten aan het feit dat sommige vzw's, naast de basissubsidies, het ene jaar wel en het andere jaar geen subsidies uit wijkcontracten kunnen ontvangen. Wat het stadsbeleid betreft, hebben drie verenigingen er recht op: CeRAPPs, buurthuis Sint-Antonius en Entraide&Culture. Deze laatste is failliet gegaan en volgens de gewestelijke regelgeving kunnen we de middelen niet toewijzen aan een andere vzw.

Wat het personeel betreft, worden de personen die in 2025, 2026 en 2027 met pensioen gaan, in principe niet vervangen. Wanneer functies moeten worden vervangen (o.a. wettelijke graden), moeten die worden gecompenseerd door andere niet-vervangingen. Wat de audit van het personeel van gemeente en OCMW betreft, hebben we beslist om samen te werken met de GSOB.

Antwoord van mevrouw PÈRE

Wat de opvangvoorzieningen betreft, zitten we inderdaad onder het regionale gemiddelde.

Kinderdagverblijven zijn een verantwoorde keuze. Het is goed om plaatsen te creëren, maar dan moet je ook zorgen voor personeel en de werking. Er werd opgemerkt dat onze loonkosten te hoog waren en dat de werkingskosten moesten zakken. Tijdens de vorige bestuursperiode hebben we afgezien van nieuwe kinderdagverblijven in het kader van wijkcontracten, waarmee de gemeente subsidies kan krijgen voor de bouw van infrastructuur. De subsidies voor personeel dekken niet alle personeelskosten.

In 2026 openen we echter 26 extra plaatsen in crèche Aquarelle. Die opende in 2024. We hebben een deel van deze crèche geopend, maar de rest diende om de kinderen van Les Petits Matelots tijdelijk onder te brengen tijdens werkzaamheden. Nu die werken ten einde lopen, kunnen de kindjes terug naar hun oorspronkelijke gebouw en kunnen we de 26 nieuwe plaatsen in Aquarelle openen.

Het beleid voor het jonge kind kost de belastingplichtige heel veel. We hebben ervoor gekozen om eerst onze gebouwen conform te maken en de kwaliteit van onze kinderdagverblijven te waarborgen, voordat we nieuwe plaatsen creëren. We zullen andere plaatsen creëren wanneer we de middelen hebben om die op lange termijn te garanderen.

Replik van de heer POTELLE

Voor mij ligt de moeilijkheid niet in het beleid dat u voert, dat redelijk is, maar in het verschil met de beleidsverklaring.

Ik keek ook uit naar de reactie van de vakbonden op de begroting.

Antwoord van de heer SPAPENS

Ik herinner eraan dat de vakbonden de belangen van de werknemers behartigen. Ze hebben ons uiteraard niet gefeliciteerd of bedankt. Maar vanaf de start van de meerderheid hebben we met hen gepraat om te zien aan welke pistes zij de voorkeur gaven. Er zijn verschillende manieren om er te komen: gewoon ontslag, niet-vervanging en het schrappen van extralegale voordelen. De vakbonden willen dat wij werken aan de vrijwaring van de sociale en extralegale voordelen en dat er geen zuivere ontslagen komen. We weten dat er ongetwijfeld heftige discussies met hen zullen volgen, maar dat is hun rol. Toen we hen ons plan voorlegden, reageerden ze voorzichtig, maar waren ze opgelucht dat we voor deze weg hadden gekozen in plaats van een andere.

Replik van de heer LOEWENSTEIN

Ik ga niet reageren op de begroting, maar betreur uw voortdurende persoonlijke aanvallen, terwijl u nu burgemeester bent en boven het gewoel zou moeten staan en voor een rustig debat zou moeten zorgen.

We hebben het recht om het oneens te zijn, om dingen anders te interpreteren, maar we hebben ook het recht om gerespecteerd te worden en niet met allerlei beschuldigingen door het slijk gehaald te worden.

Als u een beetje het goede voorbeeld zou geven, zouden onze discussies hier misschien anders verlopen. Dat is alles wat ik hoop. Maar u kunt ons niet verwijten dat we een oppositiehouding innemen.

Repliek van de heer SPAPENS

Ik heb iedereen hier altijd met respect behandeld. Wij worden altijd vertrappeld in uw interventies.

Repliek van de heer PEYCKER

Bedankt voor uw uitleg.

De commissies hebben hun nut, blijf ze organiseren, ze zijn erg nuttig voor wie begint als gemeenteraadslid.

Ik noteer ook dat ik recht heb op fouten: ik zal daar spaarzaam gebruik van maken.

Tussenkoms van mevrouw EL YOUSFI

Ik herinner eraan dat wederzijds respect onontbeerlijk is voor een sereen debat. Het is geen probleem dat we het oneens zijn: dat hoort bij de democratie.

Tussenkoms van de heer GILLARD

We voelen ons als oppositie niet gerespecteerd en niemand in onze fractie komt gerust naar de gemeenteraad: dat is niet normaal.

Tussenkoms van de heer SPAPENS

Ik vind dat ervaringen gehoord moeten worden. Ik stel voor dat we na de zomer een moment inplannen met de raadsleden die dat wensen, om na te denken over hoe we de debatten de komende vergaderingen kunnen verbeteren. Ik vraag geen “ja-knikkers” als oppositie: dat is absoluut niet wat we willen. Als ik iemand heb beledigd, bied ik mijn excuses aan, want dat was absoluut niet de bedoeling.

Tussenkoms van mevrouw EL YOUSFI

Ik denk dat dit een zeer belangrijk moment zal zijn om te praten over de werking van de gemeenteraad en deze sereener te maken. De meerderheid, de oppositie, iedereen speelt zijn rol, maar dat moet gebeuren met respect voor de ander.

Tussenkoms van de heer BERGMAN

Natuurlijk, iedereen heeft zijn rol in de meerderheid of de oppositie. Voor die vergadering zou het nuttig zijn om na te denken over het feit dat we, ook al zijn we het niet over alle dossiers eens, toch kunnen samenwerken. Dat is het probleem dat ik zie: er is geen intentie om samen iets op te bouwen. Dat is iets om over na te denken, misschien kan het de spanningen verminderen.

8 **Finances – Immeuble sis avenue Van Volxem 364-376 (Le Métropole) – Taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés (règlement-taxe du 16 décembre 2014 – 21007 2016 09 000002, 21007 2017 09 000003 et 21007 2018 09 000002) et taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités (règlements-taxes des 17 décembre 2013 et 16 décembre 2014 – 21007 2016 16 000001, 21007 2017 16 000003, et 21007 2018 16 000001) – Convention de transaction – Ratification.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment ses articles 270, 123, 8° ;

Considérant que les étapes antérieures de ce dossier ont été exposées dans les motifs de sa délibération du 16 décembre 2024 (A/0015) à laquelle il y est renvoyé;

Considérant qu'à cette date, il a accordé au collège échevinal diverses autorisations à propos des instructions données à l'avocat municipal dans le cadre des contacts confidentiels destinés à savoir s'il est ou non envisageable de trouver une solution négociée ;

Considérant que les tractations se sont poursuivies entre parties au premier semestre 2025 et ont abouti au projet de convention de transaction reçu par la commune de Forest le 2 juin 2025 après-midi ;

Vu la délibération du collège échevinal du 5 juin 2025 dans ce dossier à propos dudit projet de convention de transaction du 2 juin 2025 après midi (BOS #49427) ;

Considérant que les motifs de cette délibération exposent la teneur et l'adéquation de ce projet aux décisions forestoises antérieurement prises dans ce dossier et les dernières modifications demandées et obtenues pour la commune de Forest ;

Qu'il résulte de son dispositif que le collège échevinal a pris la décision de conclure avec la S.A. JCX IMMO la convention de transaction reçue le 2 juin 2025 après-midi, sous réserve de ratification de cette convention par le conseil communal ;

Considérant que cette convention prévoit en effet notamment que le contrat de transaction ne sera parfait qu'à la condition qu'il ait été ratifié par une décision de son conseil communal et que cette décision de ratification n'ait pas été suspendue ou annulée par l'autorité de tutelle ;

Considérant qu'elle prévoit notamment que la Commune soumettra, dans les meilleurs délais possibles, cette convention au conseil communal en vue de sa ratification (art. 1, alinéa 1) ;

Vu les derniers échanges avec le conseil de la S.A. JCX IMMO exposant le souhait de sa cliente que la convention puisse être ratifiée et signée rapidement, et vu l'agenda prévisionnel des séances estivales des instances communales ;

Considérant que c'est en raison de ce souhait et de cet agenda que l'inscription du présent rapport à l'ordre du jour de la séance du conseil communal annoncée le 1^{er} juillet 2025 a été demandée, au lieu de la demander pour sa séance suivante, espérée courant septembre 2025 ;

Considérant qu'il adhère et fait sien les motifs de la délibération précitée du collège échevinal du 5

juin 2025 (BOS#49427) décidant notamment de conclure avec la S.A. JCX IMMO la convention de transaction reçue le 2 juin 2025 après-midi par la commune, sous réserve de ratification de cette convention par le conseil communal

DECIDE :

De ratifier la convention de transaction entre la commune de Forest et la S.A. JCX IMMO dans l'affaire visée au titre de la présente délibération reçue le 2 juin 2025 après-midi par la commune de Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Financiën – Onroerend goed gelegen Van Volxemlaan 364-376 (de Metropole) – Belasting op de gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of vervallen bebouwde eigendommen (belastingreglement d.d. 16 december 2014 – 21007 2016 09 000002, 21007 2017 09 000003 en 21007 2018 09 000002) en belasting op gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen (belastingreglementen d.d. 17 december 2013 en 16 december 2014 – 21007 2016 16 000001, 21007 2017 16 000003 en 21007 2018 16 000001) – Dadingsovereenkomst - Bekrachtiging.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 123, 8° en 270;

Overwegende dat de voorgaande stappen van dit dossier werden uiteengezet in de motivering van zij beraadslaging van 16 december 2024 (A/0015) waarnaar wordt verwezen;

Overwegende dat hij op die datum aan het schepencollege verschillende machtigingen heeft verleend met betrekking tot de instructies die aan de gemeentelijke advocaat zijn gegeven in het kader van vertrouwelijke contacten om te weten te komen of het al dan niet mogelijk is om een onderhandelde oplossing te vinden;

Overwegende dat de onderhandelingen tussen de partijen in de eerste helft van 2025 zijn voortgezet en hebben geleid tot de dadingsontwerpovereenkomst die de gemeente Vorst op 2 juni 2025 's middags heeft ontvangen;

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 5 juni 2025 in deze zaak over het genoemde ontwerp van dadingsovereenkomst van 2 juni 2025 's middags (BOS #49427);

Overwegende dat de motieven van deze beraadslaging de inhoud en de gepastheid van dit ontwerp uiteenzetten bij de Vorstse beslissingen die eerder in dit dossier zijn genomen en de laatste wijzigingen die zijn aangevraagd en verkregen voor de gemeente Vorst;

Overwegende dat uit het beschikkend gedeeld ervan blijkt dat het schepencollege beslist heeft, onder voorbehoud van bekrachtiging van deze overeenkomst door de gemeenteraad, de op 2 juni 2025 's middags ontvangen dadingsovereenkomst met de nv JCX IMMO te sluiten;

Overwegende dat deze overeenkomst immers met name bepaalt dat de dadingsovereenkomst slechts perfect zal zijn op voorwaarde dat deze is bekrachtigd bij besluit van de gemeenteraad en dat dit bekrachtigingsbesluit niet is opgeschort of vernietigd door de toezichthoudende overheid;

En dat ze met name bepaalt dat de gemeente deze overeenkomst zo snel mogelijk aan de

gemeenteraad zal voorleggen met het oog op bekrachtiging (artikel 1, 1^e lid);

Gelet op de laatste uitwisselingen met de raadsman van de nv JCX IMMO waarin de wens van zijn cliënt wordt geuit dat de overeenkomst snel kan worden geratificeerd en ondertekend, en gelet op de voorlopige agenda van de zomerezittingen van de gemeentelijke instanties;

Overwegende dat het vanwege deze wens en deze agenda is dat de inschrijving van dit verslag op de agenda van de vergadering van de gemeenteraad aangekondigd op 1 juli 2025 is gevraagd, in plaats van het te vragen voor de volgende vergadering, naar verwachting in september 2025;

Overwegende dat hij de motieven van voornoemde beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 5 juni 2025 (BOS #49427) aanvaardt en onderschrijft, waarbij het namelijk beslist heeft, onder voorbehoud van bekrachtiging van deze overeenkomst door de gemeenteraad, de op 2 juni 2025 's middags ontvangen dadingsovereenkomst met de nv JCX IMMO te sluiten

BESLIST:

De dadingsovereenkomst tussen de gemeente Vorst en de nv JCX IMMO in de in de titel van huidige beraadslaging bedoelde zaak en op 2 juni 2025 's middags door de gemeente Vorst ontvangen te bekrachtigen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

RECEVEUR - ONTVANGER

Recette - Ontvangsten

- 9 **Finances - Plan 2025 - 2027 - Avenant n°1 à la convention du 18 décembre 2023 en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 8 avril 1993 créant le FRBRTC telle que modifiée par l'ordonnance du 24 novembre 2011.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mai 2002, modifiant l'ordonnance du 8 avril 1993 portant création du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales (FRBRTC) ;

Vu les articles 117, 241, 252, 255, 258bis et 259 de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu sa décision du 05 décembre 2023 d'approuver et de signer la convention avec le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales dans le cadre d'une demande d'intervention

fixée à 11.040.000 €;

Considérant la convention de prêt du 18 décembre 2023 établie entre le FRBRTC, le Gouvernement de la RBC, l'AC & le CPAS de Forest;

Considérant l'avenant n°1 relatif aux nouveaux plans financiers 2025-2027 et au rappel des obligations envers le FRBRTC;

Considérant que cet avenant n°1 remplace les articles 1, 8 et 11 de la convention de prêt du 18 décembre 2023;

Considérant que le nouveau Plan 2025-2027 établi avec l'aide de l'inspecteur régional doit être soumis au vote du conseil communal ;

Vu la situation financière de la commune ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver l'avenant n°1 ainsi que ses annexes entre le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, la commune de Forest et le CPAS de Forest dans le cadre du nouveau Plan 2025-2027 ;

Article 2

De transmettre la présente délibération et l'avenant n°1 à la convention au Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales ;

Article 3

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations à transmettre à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Financiën - Plan 2025-2027 - Aanhangsel nr. 1 bij de overeenkomst van 18 december 2023 in uitvoering van artikel 4 van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het BGHGT zoals gewijzigd door de ordonnantie van 24 november 2011.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 mei 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT);

Gelet op de artikelen 117, 241, 252, 255, 258bis en 259 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de beslissing van 05 december 2023 om de overeenkomst met het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën goed te keuren en te ondertekenen in het kader van een aanvraag tot tussenkomst vastgelegd op 11.040.000 €;

Overwegende de leenovereenkomst van 18 december 2023 tussen het BGHGT, de regering van het BHG, het gemeentebestuur en het OCMW van Vorst;

Overwegende aanhangsel nr. 1 met betrekking tot de nieuwe financiële plannen 2025-2027 en de herinnering aan de verplichtingen t.a.v. het BGHGT;

Overwegende dat aanhangsel nr. 1 artikels 1,8 et 11 van de leenovereenkomst van 18 december 2023 vervangt;

Overwegende dat het nieuwe Plan 2025-2027, opgesteld met behulp van een gewestelijke inspecteur, ter stemming aan de gemeenteraad moet worden voorgelegd;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

BESLIST,

Artikel 1

Aanhangsel nr. 1 met bijlagen tussen het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de gemeente en het OCMW van Vorst goed te keuren in het kader van een nieuw Plan 2025-2027;

Artikel 2

Deze beraadslaging en aanhangsel nr. 1 over te maken aan het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën;

Artikel 3

Deze beraadslaging op te nemen in de lijst van de beraadslagingen die aan de toezichhoudende overheid moeten worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Taxes - Belastingen

10 Finances – Redevance sur la célébration civile des mariages librement demandée par les particuliers – Règlement – Renouvellement – Modifications.

LE CONSEIL,

Vu le règlement-redevance relatif à la célébration civile des mariages librement demandée par les particuliers, voté par le conseil communal le 14 octobre 2014 ;

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Considérant que Monsieur le Bourgmestre a choisi d'exercer les fonctions d'Officier de l'Etat civil ;

Considérant que dès lors la célébration des mariages les jeudis matin est difficilement compatible avec la présidence des séances du Collège échevinal par Monsieur le Bourgmestre ;

DECIDE :

de modifier comme suit le règlement-redevance sur la célébration civile des mariages librement demandée par les particuliers :

Article 1.

Il est établi à partir du *1er aout 2025* une redevance sur la célébration civile des mariages librement demandée par les particuliers.

Article 2.

Les mariages civils célébrés le mardi entre *10h00* et *12h* (*dernier mariage à 11h30*) ne sont pas soumis à la perception d'une redevance.

Article 3.

La redevance est fixée comme suit:

	<i>10h à 12h (dernier mariage à 11h30)</i>	<i>12h à 15h30 (dernier mariage à 15h00)</i>
Lundi	100 €	100 €
Mardi	0 €	100 €
Mercredi	100 €	100 €
Jeudi	----	100 €
	<i>10h à 12h (dernier mariage à 11h30)</i>	<i>à partir de 14h</i>
Vendredi	100 €	450 €
Samedi	180 €	450 €

Article 4.

Les mariages célébrés en dehors des jours et heures fixés aux articles 2 et 3 donneront lieu à la perception d'une redevance de 450,00 €.

Les jours fériés légaux sont assimilés aux dimanches.

Article 5.

Les réservations des cérémonies de mariage librement demandées sont accordées par l'Officier de l'Etat Civil.

Article 6.

Les redevances réclamées conformément au présent règlement sont payables au comptant et anticipativement, après l'accord de l'Officier de l'Etat Civil, au Receveur communal, à ses préposés ou aux agents désignés à cet effet.

Article 7.

Les redevances fixées dans le présent règlement sont d'application pour tout mariage dont la réservation est intervenue après le *1er aout 2025*.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Financiën – Retributie voor de burgerlijke voltrekking van huwelijken vrij aangevraagd door particulieren – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op het retributiereglement op de burgerlijke voltrekking van huwelijken vrij aangevraagd door particulieren, goedgekeurd door de gemeenteraad op 14 oktober 2014;

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikels 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Overwegende dat de Burgemeester ervoor gekozen heeft de functie van ambtenaar van de burgerlijke stand uit te oefenen;

Overwegende dat de voltrekking van huwelijken op donderdagochtend niet compatibel is met het voorzitterschap van de zittingen van het College van Schepenen door de Burgemeester;

BESLIST

Het retributiereglement voor de burgerlijke voltrekking van huwelijken vrij aangevraagd door particulieren als volgt te wijzigen:

Artikel 1.

Vanaf *1 augustus 2025* wordt er een retributie gevestigd op de burgerlijke voltrekking van huwelijken vrij aangevraagd door particulieren.

Artikel 2.

Voor burgerlijke huwelijken voltrokken op dinsdag tussen *10u en 12u (laatste huwelijk om 11u30)* wordt er geen retributie geheven.

Artikel 3.

De retributie wordt als volgt vastgesteld:

	<i>10u tot 12u (laatste huwelijk om 11u30)</i>	<i>12u tot 15u30 (laatste huwelijk om 15u00)</i>
Maandag	100 €	100 €
Dinsdag	0 €	100 €
Woensdag	100 €	100 €
Donderdag	----	100 €

	<i>10u tot 12u (laatste huwelijk om 11u30)</i>	<i>vanaf 14u</i>
Vrijdag	100 €	450 €
Zaterdag	180 €	450 €

Artikel 4.

De huwelijken voltrokken buiten de dagen en uren vastgelegd in artikel 2 en 3 geven aanleiding tot de inning van een retributie van 450,00 €.

Wettelijke feestdagen worden gelijkgesteld met zondagen.

Artikel 5.

Reservaties voor vrij aangevraagde huwelijksplechtigheden worden toegestaan door de ambtenaar van de burgerlijke stand.

Artikel 6.

De overeenkomstig onderhavig reglement gevorderde retributies dienen na het akkoord van de ambtenaar van de burgerlijke stand contant en vooraf betaald te worden aan de gemeenteontvanger, aan zijn beambten of aan de daartoe aangeduide agenten.

Artikel 7.

De in dit reglement vastgelegde retributies zijn van toepassing op alle huwelijken waarvoor de reservatie gebeurde na *1 augustus 2025*.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

11 **Finances - Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.**

Le Conseil,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13 §2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1 ;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur l'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2026, pour autant que la commune émette le souhait de

bénéficiaire de ce service avant le 30 juin 2025 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE,

Article 1^{er}

De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements touristiques, pour l'exercice d'imposition 2026.

Article 2

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Financiën - Tenlasteneming door de gewestelijke fiscale administratie van de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

De Raad,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 13 §2;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/1;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2026 in zoverre de gemeente voor 30 juni 2025 de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST,

Artikel 1

De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2026.

Artikel 2

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze

beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

12 **Finances – Taxe sur les évènements sportifs organisés dans un lieu permettant d’accueillir plus de 500 personnes – Règlement – Renouvellement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l’article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l’article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l’équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l’ordonnance du 3 avril 2014 relative à l’établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur évènements sportifs organisés dans un lieu permettant d’accueillir plus de 500 personnes voté par le conseil communal le 19 décembre 2023 ;

Considérant qu’un certain nombre d’éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune ;

Considérant que le taux de la taxe sur les évènements sportifs est justifié par l’accroissement des charges grevant les finances communales ;

Considérant que l’objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu’elle entend mener, ainsi que d’assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d’assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements situés sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l’entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu’il y a lieu de compenser les pertes résultant de l’absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l’impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces affectés à des évènements sportifs ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques sur les places, dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que l'organisation de manifestations sportives sur le territoire de la commune a un impact sur la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques, les matchs de football constituant en outre et généralement un trouble évident auprès de la population ;

Considérant que la gestion négociée de l'espace public lors de tels événements impacte la charge de travail des services communaux tant en ce qui concerne la préparation, l'encadrement mais aussi le rétablissement de la tranquillité et de la salubrité publiques et ce, notamment à travers la mise à disposition de matériel, l'interdiction ponctuelle d'occupation de la voie publique ainsi que pour maintenir le domaine public propre à l'issue de ces événements ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170 §4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

de modifier le règlement-taxe sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes :

Article 1

Il est établi pour l'exercice 2025 à partir du 1/8/25, et ensuite pour les exercices 2026 à 2031 une taxe annuelle sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes.

Par événement sportif, on entend l'évènement sportif se déroulant dans le cadre d'une compétition ou d'une épreuve sportive pratiquées selon les règles fixées par une fédération sportive régionale, nationale ou internationale.

Article 2

La taxe est due par la personne physique ou morale qui exploite le lieu dans laquelle l'évènement sportif est organisé ou, à défaut d'exploitant connu de la commune, par le propriétaire de ce lieu.

Lorsque le redevable est une association non dotée de la personnalité juridique, la taxe est due solidairement et indivisiblement par chacun de ses membres.

Article 3

§ 1^{er} : Le montant de la taxe sur les événements sportifs est fixé comme suit :

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes sans en excéder 1.000 au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
3.866,55 €	3.943,88 €	4.022,76 €	4.103,22 €	4.185,28 €	4.268,99 €	4.354,37 €

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 2.500 personnes au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
7.733,13 €	7.887,79 €	8.045,55 €	8.206,46 €	8.370,59 €	8.538,00 €	8.708,76 €

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
11.986,38 €	12.226,11 €	12.470,63 €	12.720,04 €	12.974,44 €	13.233,93 €	13.498,61 €

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir plus de 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
17.786,26 €	18.141,99 €	18.504,83 €	18.874,93 €	19.252,43 €	19.637,48 €	20.030,23 €

§ 2 : Le montant de la taxe est majoré ou diminué de la manière suivante :

- Lorsque moins de 75 évènements sportifs sont organisés dans un même lieu et au cours d'une même année : diminution de 10 % ;

- Lorsque plus de 125 évènements sportifs sont organisés dans un même lieu et au cours d'une même année : majoration de 10 %.

Article 4

L'Administration communale adresse au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'exercice d'imposition.

Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire sont tenus d'en réclamer un. Tout contribuable est, en tout état de cause, tenu de déclarer spontanément à l'Administration les éléments nécessaires à la taxation au plus tard à la date fixée à l'alinéa premier.

La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 5

A défaut de déclaration dans le délai prévu à l'article 4 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, le redevable est imposé d'office d'après les éléments dont l'administration peut disposer.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au

redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées selon l'échelle de graduation suivante :

- Première infraction : majoration de 25 % ;
- Deuxième infraction, quelle que soit l'année où la première infraction a été commise : majoration de 50 % ;
- Troisième infraction, quelle que soit l'année où la deuxième a été commise : majoration de 100 % ;
- A partir de la quatrième infraction, quelle que soit l'année où la troisième a été commise : majoration de 200%.

Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 6

Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le collège échevinal. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 7

La taxe est recouvrée par voie de rôle et est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 8

Lorsque la taxe a été enrôlée au nom de l'exploitant et que celui-ci est défaillant, le propriétaire du lieu dans lequel l'évènement sportif est organisé est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 24 votes positifs, 9 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

Financiën – Belasting op sportevenementen georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan ontvangen – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd

aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op sportevenementen georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen, goedgekeurd door de gemeenteraad op *19 december 2023*;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de sportevenementen gerechtvaardigd is omwille van de alsmaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestigingen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting uit hoofde van personen die de ruimten, ingenomen door sportevenementen, hadden kunnen bezetten;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben het voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

Overwegende dat het organiseren van sportevenementen op het grondgebied van de gemeente een impact heeft op de openbare rust, veiligheid en gezondheid omdat voetbalwedstrijden doorgaans ook duidelijk overlast onder de bevolking geven;

Overwegende dat het genegotieerd beheer van de openbare ruimte tijdens dergelijke evenementen een invloed heeft op de werklust van de gemeentelijke diensten, zowel wat de voorbereiding als wat het toezicht betreft, maar ook wat het herstel van de openbare rust en gezondheid betreft, met name door het ter beschikking stellen van materiaal, het specifieke verbod op gebruik van de openbare weg en het schoonhouden van het openbaar domein na afloop van deze evenementen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de

Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichhoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST

Het belastingreglement op sportevenementen georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen, te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt voor het dienstjaar 2025 vanaf 1/8/25, en vervolgens voor de dienstjaren 2026 tot 2031 een jaarlijkse belasting geheven op de sportevenementen georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan ontvangen.

Onder sportevenementen dient te worden verstaan: het sportevenement dat plaatsvindt in het kader van een wedstrijd of van een sportproef uitgevoerd volgens de regels vastgelegd door een regionale, nationale of internationale sportfederatie.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de plaats uitbaat waarin het sportevenement georganiseerd wordt of, wanneer de uitbater door de Gemeente niet gekend is, door de eigenaar van deze plaats.

Wanneer de belastingplichtige een vereniging is die geen rechtspersoonlijkheid heeft, is de belasting hoofdelijk en ondeelbaar verschuldigd door elk van haar leden.

Artikel 3

§ 1: Het bedrag van de belasting op sportevenementen wordt als volgt vastgesteld:

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen maar niet meer dan 1.000 tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
3.866,55 €	3.943,88 €	4.022,76 €	4.103,22 €	4.185,28 €	4.268,99 €	4.354,37 €

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die tot 2.500 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
7.733,13 €	7.887,79 €	8.045,55 €	8.206,46 €	8.370,59 €	8.538,00 €	8.708,76 €

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die tot 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
------------	------	------	------	------	------	------

11.986,38	12.226,11	12.470,63	12.720,04	12.974,44	13.233,93	13.498,61
€	€	€	€	€	€	€

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die meer dan 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
17.786,26	18.141,99	18.504,83	18.874,93	19.252,43	19.637,48	20.030,23
€	€	€	€	€	€	€

§ 2: Het bedrag van de belasting wordt op volgende wijze verhoogd of verlaagd:

- Wanneer minder dan 75 sportevenementen georganiseerd worden in eenzelfde plaats en gedurende eenzelfde jaar: verlaging met 10 %;
- Wanneer meer dan 125 sportevenementen georganiseerd worden in eenzelfde plaats en gedurende eenzelfde jaar: verhoging met 10 %.

Artikel 4

Het gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat hij uiterlijk op 31 januari van het jaar volgend op het aanslagjaar behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend dient terug te sturen.

De belastingplichtigen die geen formulier ontvangen hebben, dienen er zelf een aan te vragen. Elke belastingplichtige dient in ieder geval spontaan alle noodzakelijke informatie bij het bestuur aan te geven voor de belastingheffing, uiterlijk op de in het eerste lid vastgestelde datum.

De aangifte blijft geldig tot herroeping.

Artikel 5

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 4 voorgeschreven termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belastingplichtige van ambtswege belast volgens de elementen waarover het bestuur kan beschikken.

Alvorens over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen te tellen vanaf de verzenddatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

De van ambtswege ingekohierde belastingen worden verhoogd volgens de volgende schaalverdeling:

- Eerste overtreding: verhoging met 25 %;
- Tweede overtreding, ongeacht het jaar waarin de eerste overtreding begaan werd: verhoging met 50 %;
- Derde overtreding, ongeacht het jaar waarin de tweede overtreding begaan werd: verhoging met 100 %;

- Vanaf de vierde overtreding, ongeacht het jaar waarin de derde overtreding begaan werd: verhoging met 200 %.

Het bedrag van deze verhoging wordt tevens ingekohierd.

Artikel 6

De overtredingen van huidig reglement worden vastgesteld door de beëdigde ambtenaren en die door het Schepencollege hiervoor speciaal aangesteld werden. De proces-verbalen die ze opstellen, zijn rechtsgeldig tot het bewijs van het tegendeel.

Artikel 7

De belasting wordt ingevorderd door middel van een kohier en dient binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald te worden.

Artikel 8

Wanneer de belasting ingekohierd werd op naam van de uitbater en indien deze niet betaalt, is de eigenaar van de plaats waarin het sportevenement georganiseerd wordt, hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 24 positieve stemmen, 9 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

1 annexe / 1 bijlage

13 **Finances – Taxe sur les spectacles et les divertissements organisés dans un lieu permettant d’accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s’engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité – Règlement – Renouvellement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l’article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l’article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l’équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l’ordonnance du 3 avril 2014 relative à l’établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les spectacles et les divertissements organisés dans un lieu permettant d’accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s’engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité voté par le conseil communal le 19 décembre 2023 ;

Considérant qu'un certain nombre d'éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune ;

Considérant que le taux de la taxe sur les spectacles et divertissements est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les établissements situés sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces affectés à des spectacles et divertissements ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques sur les places, dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que l'organisation de spectacles sur le territoire de la commune a un impact sur la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques ;

Considérant que la gestion négociée de l'espace public lors de tels événements impacte la charge de travail des services communaux tant en ce qui concerne la préparation, l'encadrement mais aussi le rétablissement de la tranquillité et de la salubrité publiques et ce, notamment à travers la mise à disposition de matériel, l'interdiction ponctuelle d'occupation de la voie publique ainsi que pour maintenir le domaine public propre à l'issue de ces événements ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170 §4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

de modifier le règlement-taxe sur les spectacles et les divertissements organisés dans un lieu

permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité :

Article 1

Il est établi pour l'exercice 2025 à partir du 1/8/25, et ensuite pour les exercices 2026 à 2031 une taxe annuelle sur les spectacles et les divertissements organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes et dont les exploitants s'engagent, dans les conditions précisées ci-dessous et notamment à l'article 4, à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité.

Article 2

Par spectacle, on entend : toute représentation présentée au public, notamment les soirées dansantes, le cinéma, music-hall, concerts, récitals, shows, télévision, à l'exclusion de ce qui a été soustrait à la compétence fiscale des Communes par l'article 36, dernier alinéa, de la loi du 24 décembre 1948 « concernant les finances provinciales et communales ».

Par divertissement, on entend : tout ce qui concerne l'action de divertir ou de distraire, notamment les foires, salons et expositions, à l'exclusion de ce qui a été soustrait à la compétence fiscale des Communes par l'article 36, dernier alinéa, de la loi du 24 décembre 1948 « concernant les finances provinciales et communales ».

Article 3

La taxe est due par la personne physique ou morale qui exploite le lieu dans laquelle le spectacle ou le divertissement est organisé ou, à défaut d'exploitant connu de la commune, par le propriétaire de ce lieu.

Lorsque le redevable est une association non dotée de la personnalité juridique, la taxe est due solidairement et indivisiblement par chacun de ses membres.

Article 4

§ 1er : Pour que le taux de taxation prévu par le présent règlement puisse trouver à s'appliquer, le redevable qui le souhaite présente au collège des bourgmestre et échevins, avant le 31 janvier d'un exercice fiscal, un protocole contenant et décrivant les mesures quantitatives et qualitatives qu'il s'engage à mettre en œuvre pour :

- réduire de manière sensible les nuisances ou inconvénients que son activité est susceptible de provoquer sur le territoire de la Commune de Forest, notamment en termes de mobilité, de nuisances sonores et de propreté publique ;
- améliorer l'empreinte environnementale de son activité ;
- s'inscrire dans des objectifs de développement durable, aussi bien en termes de respect de l'environnement et de bon aménagement des lieux qu'en termes d'amélioration du tissu social (par exemple par la mise à disposition collective d'un lieu à un tarif préférentiel, par la création d'emplois,...).

Le collège des bourgmestre et échevins soumet le protocole au conseil communal en cours de l'année fiscale, en vue de son agrément.

Le Conseil communal agrée ou refuse d'agréer le protocole selon qu'il estime que les engagements

pris par le redevable rencontrent ou ne rencontrent pas les objectifs visés à l’alinéa 1er ou ne seraient pas réalisables.

En cas d’agrément, le taux de la taxe est fixé comme suit pendant un an à compter du 1er janvier de l’année au cours de laquelle le protocole est agréé :

- Spectacle ou divertissement organisés dans un lieu permettant d’accueillir plus de 500 personnes sans en excéder 1.000 au cours d’une même séance, prix par séance :

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
1.933,26€	1.971,93 €	2.011,37€	2.051,60€	2.092,63€	2.134,48€	2.177,17€

- Spectacle ou divertissement organisés dans un lieu permettant d’accueillir jusqu’à 2.500 personnes au cours d’une même séance, prix par séance :

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
3.866,55€	3.943,88 €	4.022,76€	4.103,22€	4.185,28€	4.268,99€	4.354,37€

- Spectacle ou divertissement organisés dans un lieu permettant d’accueillir jusqu’à 5.000 personnes au cours d’une même séance, prix par séance :

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
5.993,17€	6.113,03 €	6.235,29€	6.360,00€	6.487,20€	6.616,94€	6.749,28€

- Spectacle ou divertissement organisés dans un lieu permettant d’accueillir plus de 5.000 personnes au cours d’une même séance, prix par séance :

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
8.893,11€	9.070,97 €	9.252,39€	9.437,44€	9.626,19€	9.818,71€	10.015,08€

A la fin de la première année, la commune vérifie la mise en œuvre du protocole qui peut alors, s’il le faut, être modifié moyennant l’agrément du conseil communal.

§ 2 : Pour chacune des années ultérieures, le redevable qui souhaite continuer à bénéficier d’un taux de taxation réduit présente au collège des bourgmestre et échevins, avant le 31 janvier de chaque année, un protocole démontrant que ses engagements précédents ont été réalisés et décrivant les nouvelles mesures quantitatives et qualitatives qu’il s’engage à mettre en œuvre, dans l’année, dans le respect des objectifs visés à l’article 4, § 1er, alinéa 1er du présent règlement.

Le protocole est soumis au conseil communal en cours de l’année fiscale, en vue de son agrément.

Pour autant que le protocole ait été agréé par le conseil communal, le taux de la taxe est fixé comme suit :

- Spectacle ou divertissement organisés dans un lieu permettant d’accueillir plus de 500 personnes sans en excéder 1.000 au cours d’une même séance, prix par séance :

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
----------------	------	------	------	------	------	------

1.353,26 €	1.380,33 €	1.407,94 €	1.436,10 €	1.464,82 €	1.494,12 €	1.524,00 €
------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------

- Spectacle ou divertissement organisés dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 2.500 personnes au cours d'une même séance, prix par séance :

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
2.706,57 €	2.760,70 €	2.815,91 €	2.872,23 €	2.929,67 €	2.988,26 €	3.048,03 €

- Spectacle ou divertissement organisés dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par séance :

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
4.253,21 €	4.338,27 €	4.425,04 €	4.513,54 €	4.603,81 €	4.695,89 €	4.789,81 €

- Spectacle ou divertissement organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par séance :

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
6.186,50 €	6.310,23 €	6.436,43 €	6.565,16 €	6.696,46 €	6.830,39 €	6.967,00 €

§ 3 : Avant de soumettre le protocole au conseil communal, le collège des bourgmestre et échevins entend le redevable qui en fait la demande.

La décision du conseil communal est notifiée sans délai au redevable.

Article 5

Le montant de la taxe est majoré ou diminué de la manière suivante :

- Lorsque moins de 75 spectacles sont organisés dans un même lieu et au cours d'une même année : diminution de 10 % ;

- Lorsque plus de 125 spectacles sont organisés dans un même lieu et au cours d'une même année : majoration de 10 %.

Article 6

L'Administration communale adresse au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'exercice d'imposition.

Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire sont tenus d'en réclamer un. Tout contribuable est, en tout état de cause, tenu de déclarer spontanément à l'Administration les éléments nécessaires à la taxation au plus tard à la date fixée à l'alinéa premier.

La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 7

A défaut de déclaration dans le délai prévu à l'article 6 ou en cas de déclaration incorrecte,

incomplète ou imprécise de la part du redevable, le redevable est imposé d'office d'après les éléments dont l'administration peut disposer.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées selon l'échelle de graduation suivante :

- Première infraction : majoration de 25 % ;
- Deuxième infraction, quelle que soit l'année où la première infraction a été commise : majoration de 50 % ;
- Troisième infraction, quelle que soit l'année où la deuxième a été commise : majoration de 100 % ;
- A partir de la quatrième infraction, quelle que soit l'année où la troisième a été commise : majoration de 200 %.

Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 8

Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le collège échevinal. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 9

La taxe est recouvrée par voie de rôle et est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 10

Lorsque l'exploitant redevable de la taxe est défaillant, le propriétaire du lieu dans laquelle le spectacle ou le divertissement est organisé est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 24 votes positifs, 9 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

Financiën – Belasting op vertoningen en vermakelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters er zich toe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op vertoningen en vermakelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters er zich toe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken, goedgekeurd door de gemeenteraad op 19 december 2023;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de vertoningen en vermakelijkheden gerechtvaardigd is omwille van de alsmear stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de vestigingen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting uit hoofde van personen die de ruimten, ingenomen door vertoningen en vermakelijkheden, hadden kunnen bezetten;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben het voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

Overwegende dat het organiseren van vertoningen op het grondgebied van de gemeente een impact heeft op de openbare rust, veiligheid en gezondheid;

Overwegende dat het genegotieerd beheer van de openbare ruimte tijdens dergelijke evenementen een invloed heeft op de werklust van de gemeentelijke diensten, zowel wat de voorbereiding als wat het toezicht betreft, maar ook wat het herstel van de openbare rust en gezondheid betreft, met name door het ter beschikking stellen van materiaal, het specifieke verbod op gebruik van de openbare weg en het schoonhouden van het openbaar domein na afloop van deze evenementen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST

Het belastingreglement op vertoningen en gemakkelikheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters er zich toe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken, te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt voor het dienstjaar 2025 vanaf 1/8/25, en vervolgens voor de dienstjaren 2026 tot 2031 een jaarlijkse belasting geheven op de vertoningen en gemakkelikheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan ontvangen en waarvan de uitbaters er zich, onder de hieronder en in het bijzonder onder artikel 4 vermelde voorwaarden, toe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteiten te beperken.

Artikel 2

Onder vertoningen dient te worden verstaan: elke opvoering aan het publiek voorgesteld, onder meer dansavonden, music-hall, concerten, recitals, shows, televisie, met uitzondering van wat onttrokken werd aan de fiscale bevoegdheid van de Gemeenten door artikel 36, laatste lid, van de wet van 24 december 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën.

Onder gemakkelikheden dient te worden verstaan: alles wat verband houdt met ontspanning en afleiding, onder meer kermessen, beurzen en tentoonstellingen, met uitzondering van wat onttrokken werd aan de fiscale bevoegdheid van de Gemeenten door artikel 36, laatste lid, van de wet van 24 december 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de plaats uitbaat waarin de vertoning of de gemakkelikheden georganiseerd wordt of, wanneer de uitbater door de Gemeente niet gekend is, door de eigenaar van deze plaats.

Wanneer de belastingplichtige een vereniging is die geen rechtspersoonlijkheid heeft, is de belasting hoofdelijk en ondeelbaar verschuldigd door elk van haar leden.

Artikel 4

§ 1: Opdat het belastingtarief voorzien in huidig reglement toegepast zou kunnen worden, moet de belastingplichtige die dit wenst aan het College van Burgemeester en Schepenen, voor 31 januari

van een fiscaal jaar, een protocol voorleggen waarin de kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen vermeld en beschreven worden die hij belooft uit te voeren om:

- de hinder of ongemakken die zijn activiteit kan veroorzaken op het grondgebied van de Gemeente Vorst, onder meer inzake mobiliteit, geluidshinder en openbare netheid gevoelig te beperken;
- de ecologische voetafdruk van zijn activiteit te verbeteren;
- zich aan te sluiten bij de doelstellingen van duurzame ontwikkeling, zowel inzake eerbied voor het leefmilieu en goede plaatselijke aanleg als inzake verbetering van de sociale structuur (bijvoorbeeld door het collectief ter beschikking stellen van een plaats tegen een voordeeltarief, door het creëren van banen, ...).

Het College van Burgemeester en Schepenen legt in de loop van het belastingjaar het protocol voor aan de Gemeenteraad, met het oog op zijn goedkeuring.

De Gemeenteraad keurt het protocol goed of weigert het goed te keuren al naargelang hij van mening is dat de verbintenissen van de belastingplichtige al dan niet tegemoet komen aan de doelstellingen waarvan sprake in lid 1 of niet uitvoerbaar zouden zijn.

In geval van goedkeuring wordt het belastingtarief als volgt vastgesteld gedurende een jaar te tellen vanaf 1 januari van het jaar waarin het protocol goedgekeurd wordt:

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen maar niet meer dan 1.000 tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
1.933,26 €	1.971,93 €	2.011,37 €	2.051,60 €	2.092,63 €	2.134,48 €	2.177,17 €

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die tot 2.500 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
3.866,55 €	3.943,88 €	4.022,76 €	4.103,22 €	4.185,28 €	4.268,99 €	4.354,37 €

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die tot 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
5.993,17 €	6.113,03 €	6.235,29 €	6.360,00 €	6.487,20 €	6.616,94 €	6.749,28 €

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die meer dan 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
8.893,11 €	9.070,97 €	9.252,39 €	9.437,44 €	9.626,19 €	9.818,71 €	10.015,08 €

Aan het einde van het eerste jaar controleert de Gemeente de uitvoering van het protocol dat

vervolgens, indien nodig, gewijzigd kan worden mits de goedkeuring van de Gemeenteraad.

§ 2: Voor elk van de volgende jaren moet de belastingplichtige die wil blijven genieten van een verlaagd belastingtarief aan het college van burgemeester en schepenen, voor 31 januari van elk jaar, een protocol voorleggen waarin aangetoond wordt dat zijn voorgaande verbintenissen uitgevoerd werden en waarin de nieuwe kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen beschreven worden die hij, binnen het jaar, belooft uit te voeren in naleving van de doelstellingen zoals bedoeld in artikel 4, §1, 1ste lid van het huidige reglement.

Het protocol wordt in de loop van het belastingjaar voorgelegd aan de gemeenteraad, met het oog op zijn goedkeuring.

Mits goedkeuring van het protocol door de gemeenteraad wordt het belastingtarief als volgt vastgesteld:

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen maar niet meer dan 1.000 tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
1.353,26 €	1.380,33 €	1.407,94 €	1.436,10 €	1.464,82 €	1.494,12 €	1.524,00 €

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die tot 2.500 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
2.706,57 €	2.760,70 €	2.815,91 €	2.872,23 €	2.929,67 €	2.988,26 €	3.048,03 €

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die tot 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
4.253,21 €	4.338,27 €	4.425,04 €	4.513,54 €	4.603,81 €	4.695,89 €	4.789,81 €

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die meer dan 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
6.186,50 €	6.310,23 €	6.436,43 €	6.565,16 €	6.696,46 €	6.830,39 €	6.967,00 €

§ 3: Alvorens het protocol aan de Gemeenteraad voor te leggen, wordt de belastingplichtige, die hierom verzoekt, gehoord door het college van burgemeester en schepenen.

De beslissing van de Gemeenteraad wordt onmiddellijk aan de belastingplichtige betekend.

Artikel 5

Het bedrag van de belasting wordt op volgende wijze verhoogd of verlaagd:

- Wanneer minder dan 75 vertoningen georganiseerd worden in eenzelfde plaats en gedurende eenzelfde jaar: verlaging met 10 %;
- Wanneer meer dan 125 vertoningen georganiseerd worden in eenzelfde plaats en gedurende eenzelfde jaar: verhoging met 10 %.

Artikel 6

Het gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat hij uiterlijk op 31 januari van het jaar volgend op het aanslagjaar behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend dient terug te sturen.

De belastingplichtigen die geen formulier ontvangen hebben, dienen er zelf een aan te vragen. Elke belastingplichtige dient in ieder geval spontaan alle noodzakelijke informatie bij het bestuur aan te geven voor de belastingheffing, uiterlijk op de in het eerste lid vastgestelde datum.

De aangifte blijft geldig tot herroeping.

Artikel 7

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 6 voorgeschreven termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belastingplichtige van ambtswege belast volgens de elementen waarover het bestuur kan beschikken.

Alvorens over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen te tellen vanaf de verzenddatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

De van ambtswege ingekohierde belastingen worden verhoogd volgens de volgende schaalverdeling:

- Eerste overtreding: verhoging met 25 %;
- Tweede overtreding, ongeacht het jaar waarin de eerste overtreding begaan werd : verhoging met 50 %;
- Derde overtreding, ongeacht het jaar waarin de tweede overtreding begaan werd: verhoging met 100 %;
- Vanaf de vierde overtreding, ongeacht het jaar waarin de derde overtreding begaan werd: verhoging met 200 %.

Het bedrag van deze verhoging wordt tevens ingekohierd.

Artikel 8

De overtredingen van huidig reglement worden vastgesteld door de beëdigde ambtenaren en die door het Schepencollege hiervoor speciaal aangesteld werden. De proces-verbalen die ze opstellen, zijn rechtsgeldig tot het bewijs van het tegendeel.

Artikel 9

De belasting wordt ingevorderd door middel van een kohier en dient binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald te worden.

Artikel 10

Wanneer de belastingplichtige uitbater de belasting niet betaalt, is de eigenaar van de plaats waarin de vertoning of de vermakelijkheid georganiseerd wordt, hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 24 positieve stemmen, 9 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

1 annexe / 1 bijlage

14 **Finances – Taxe sur les spectacles et divertissements organisés dans un lieu permettant d’accueillir plus de 500 personnes – Règlement – Renouvellement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l’article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l’article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l’équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l’ordonnance du 3 avril 2014 relative à l’établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les spectacles et les divertissements organisés dans un lieu permettant d’accueillir plus de 500 personnes voté par le conseil communal le *19 décembre 2023* ;

Considérant qu’un certain nombre d’éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune ;

Considérant que le taux de la taxe sur les spectacles et divertissements est justifié par l’accroissement des charges grevant les finances communales ;

Considérant que l’objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu’elle entend mener, ainsi que d’assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d’assurer une

répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les clients des établissements situés sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces affectés à des spectacles et divertissements ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques sur les places, dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que l'organisation de spectacles sur le territoire de la commune a un impact sur la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques ;

Considérant que la gestion négociée de l'espace public lors de tels événements impacte la charge de travail des services communaux tant en ce qui concerne la préparation, l'encadrement mais aussi le rétablissement de la tranquillité et de la salubrité publiques et ce, notamment à travers la mise à disposition de matériel, l'interdiction ponctuelle d'occupation de la voie publique ainsi que pour maintenir le domaine public propre à l'issue de ces événements ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170 §4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

de modifier le règlement-taxi sur les spectacles et les divertissements organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes :

Article 1

Il est établi pour l'exercice 2025 à partir du 1/8/25, et ensuite pour les exercices 2026 à 2031 une taxe annuelle sur les spectacles et les divertissements organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes.

Article 2

Par spectacle, on entend : toute représentation présentée au public, notamment les soirées

dansantes, le cinéma, music-hall, concerts, récitals, shows, télévision, à l'exclusion de ce qui a été soustrait à la compétence fiscale des Communes par l'article 36, dernier alinéa, de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

Par divertissement, on entend : tout ce qui concerne l'action de divertir ou de distraire, notamment les foires, salons et expositions, à l'exclusion de ce qui a été soustrait à la compétence fiscale des Communes par l'article 36, dernier alinéa, de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

Article 3

La taxe est due par la personne physique ou morale qui exploite le lieu dans laquelle le spectacle ou le divertissement est organisé ou, à défaut d'exploitant connu de la Commune, par le propriétaire de ce lieu.

Lorsque le redevable est une association non dotée de la personnalité juridique, la taxe est due solidairement et indivisiblement par chacun de ses membres.

Article 4

§ 1^{er} : Le montant de la taxe sur les spectacles et les divertissements est fixé comme suit :

- Spectacle ou divertissement organisé dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes sans en excéder 1.000 au cours d'une même séance, prix par séance :

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
3.866,55 €	3.943,88 €	4.022,76 €	4.103,22 €	4.185,28 €	4.268,99 €	4.354,37 €

- Spectacle ou divertissement organisé dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 2.500 personnes au cours d'une même séance, prix par séance:

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
7.733,13 €	7.887,79 €	8.045,55 €	8.206,46 €	8.370,59 €	8.538,00 €	8.708,76 €

- Spectacle ou divertissement organisé dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par séance:

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
11.986,38 €	12.226,11 €	12.470,63 €	12.720,04 €	12.974,44 €	13.233,93 €	13.498,61 €

- Spectacle ou divertissement organisé dans un lieu permettant d'accueillir plus de 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par séance:

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
17.786,26 €	18.141,99 €	18.504,83 €	18.874,93 €	19.252,43 €	19.637,48 €	20.030,23 €

§ 2 : Le montant de la taxe est majoré ou diminué de la manière suivante :

- Lorsque moins de 75 spectacles sont organisés dans un même lieu et au cours d'une même année : diminution de 10 % ;
- Lorsque plus de 125 spectacles sont organisés dans un même lieu et au cours d'une même année : majoration de 10 %.

Article 5

L'Administration communale adresse au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'exercice d'imposition.

Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire sont tenus d'en réclamer un. Tout contribuable est, en tout état de cause, tenu de déclarer spontanément à l'Administration les éléments nécessaires à la taxation au plus tard à la date fixée à l'alinéa premier.

La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 6

A défaut de déclaration dans le délai prévu à l'article 5 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, le redevable est imposé d'office d'après les éléments dont l'administration peut disposer.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées selon l'échelle de graduation suivante :

- Première infraction : majoration de 25 % ;
- Deuxième infraction, quelle que soit l'année où la première infraction a été commise : majoration de 50 % ;
- Troisième infraction, quelle que soit l'année où la deuxième a été commise : majoration de 100 % ;
- A partir de la quatrième infraction, quelle que soit l'année où la troisième a été commise : majoration de 200%.

Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 7

Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le Collège échevinal. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

Article 8

La taxe est recouvrée par voie de rôle et est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 9

Lorsque la taxe a été enrôlée au nom de l'exploitant et que celui-ci est défaillant, le propriétaire du lieu dans laquelle le spectacle ou le divertissement est organisé est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 24 votes positifs, 9 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

Financiën – Belasting op vertoningen en vermakelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op vertoningen en vermakelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen, gestemd door de gemeenteraad op *19 december 2023*;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de vertoningen en vermakelijkheden gerechtvaardigd is omwille van de alsmaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de klanten van de vestigingen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructures die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting uit hoofde van personen die de ruimten, ingenomen door vertoningen en vermakelijkheden, hadden kunnen bezetten;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben het voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

Overwegende dat het organiseren van vertoningen op het grondgebied van de gemeente een impact heeft op de openbare rust, veiligheid en gezondheid;

Overwegende dat het genegotieerd beheer van de openbare ruimte tijdens dergelijke evenementen een invloed heeft op de werklast van de gemeentelijke diensten, zowel wat de voorbereiding als wat het toezicht betreft, maar ook wat het herstel van de openbare rust en gezondheid betreft, met name door het ter beschikking stellen van materiaal, het specifieke verbod op gebruik van de openbare weg en het schoonhouden van het openbaar domein na afloop van deze evenementen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170 §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST

Het belastingreglement op de vertoningen en vermakelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen, te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt voor het dienstjaar 2025 vanaf 1/8/25, en vervolgens voor de dienstjaren 2026 tot 2031 een jaarlijkse belasting geheven op de vertoningen en vermakelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan ontvangen.

Artikel 2

Onder vertoningen dient te worden verstaan: elke opvoering aan het publiek voorgesteld, onder meer dansavonden, music-hall, concerten, recitals, shows, televisie, met uitzondering van wat onttrokken werd aan de fiscale bevoegdheid van de Gemeenten door artikel 36, laatste lid, van de wet van 24 december 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën.

Onder vermakelijkheden dient te worden verstaan: alles wat verband houdt met ontspanning en

afleiding, onder meer kermissen, beurzen en tentoonstellingen, met uitzondering van wat onttrokken werd aan de fiscale bevoegdheid van de Gemeenten door artikel 36, laatste lid, van de wet van 24 december 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de plaats uitbaat waarin de vertoning of de vermakelijkheid georganiseerd wordt of, wanneer de uitbater door de Gemeente niet gekend is, door de eigenaar van deze plaats.

Wanneer de belastingplichtige een vereniging is die geen rechtspersoonlijkheid heeft, is de belasting hoofdelijk en ondeelbaar verschuldigd door elk van haar leden.

Artikel 4

§ 1: Het bedrag van de belasting op vertoningen en vermakelijkheden wordt als volgt vastgesteld:

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen maar niet meer dan 1.000 tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
3.866,55 €	3.943,88 €	4.022,76 €	4.103,22 €	4.185,28 €	4.268,99 €	4.354,37 €

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die tot 2.500 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
7.733,13 €	7.887,79 €	8.045,55 €	8.206,46 €	8.370,59 €	8.538,00 €	8.708,76 €

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die tot 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
11.986,38 €	12.226,11 €	12.470,63 €	12.720,04 €	12.974,44 €	13.233,93 €	13.498,61 €

- Vertoning of vermakelijkheid georganiseerd in een plaats die meer dan 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per voorstelling:

2025 (1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
17.786,26 €	18.141,99 €	18.504,83 €	18.874,93 €	19.252,43 €	19.637,48 €	20.030,23 €

§ 2: Het bedrag van de belasting wordt op volgende wijze verhoogd of verlaagd:

- Wanneer minder dan 75 vertoningen georganiseerd worden in eenzelfde plaats en gedurende eenzelfde jaar: verlaging met 10 %;

- Wanneer meer dan 125 vertoningen georganiseerd worden in eenzelfdeplaats en gedurende eenzelfde jaar: verhoging met 10 %.

Artikel 5

Het gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat hij uiterlijk op 31 januari van het jaar volgend op het aanslagjaar behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend dient terug te sturen.

De belastingplichtigen die geen formulier ontvangen hebben, dienen er zelf een aan te vragen. Elke belastingplichtige dient in ieder geval spontaan alle noodzakelijke informatie bij het bestuur aan te geven voor de belastingheffing, uiterlijk op de in het eerste lid vastgestelde datum.

De aangifte blijft geldig tot herroeping.

Artikel 6

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 5 voorgeschreven termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belastingplichtige van ambtswege belast volgens de elementen waarover het bestuur kan beschikken.

Alvorens over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen te tellen vanaf de verzenddatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

De van ambtswege ingekohierde belastingen worden verhoogd volgens de volgende schaalverdeling :

- Eerste overtreding: verhoging van 25 %;

- Tweede overtreding, ongeacht het jaar waarin de eerste overtreding begaan werd: verhoging van 50 %;

- Derde overtreding, ongeacht het jaar waarin de tweede overtreding begaan werd: verhoging van 100 %;

- Vanaf de vierde overtreding, ongeacht het jaar waarin de derde overtreding begaan werd: verhoging van 200 %.

Het bedrag van deze verhoging wordt tevens ingekohierd.

Artikel 7

De overtredingen van huidig reglement worden vastgesteld door de beëdigde ambtenaren en die door het Schepencollege hiervoor speciaal aangesteld werden. De proces-verbalen die ze opstellen, zijn rechtsgeldig tot het bewijs van het tegendeel.

Artikel 8

De belasting wordt ingevorderd door middel van een kohier en dient binnen de twee maanden na de

verzending van het aanslagbiljet betaald te worden.

Artikel 9

Wanneer de belasting ingekohierd werd op naam van de uitbater en indien deze niet betaalt, is de eigenaar van de plaats waarin de vertoning of de vermakelijkheid georganiseerd wordt, hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 24 positieve stemmen, 9 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

1 annexe / 1 bijlage

15 **Finances – Taxe sur les évènements sportifs organisés dans un lieu permettant d’accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s’engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité – Règlement – Renouvellement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu l’article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l’article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l’équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l’ordonnance du 3 avril 2014 relative à l’établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le règlement-taxe sur les évènements sportifs organisés dans un lieu permettant d’accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s’engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité voté par le conseil communal le *19 décembre 2023* ;

Considérant qu’un certain nombre d’éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune ;

Considérant que le taux de la taxe sur les évènements sportifs est justifié par l’accroissement des charges grevant les finances communales ;

Considérant que l’objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu’elle entend mener, ainsi que d’assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d’assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que les clients des établissements situés sur le territoire de la commune de Forest peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales mises à la disposition des personnes

physiques résidant ou non sur le territoire de la commune, en ce compris de ses voiries dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable et que tous ces avantages constituent une plus-value certaine ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

Considérant qu'il y a lieu de compenser les pertes résultant de l'absence de recettes provenant des centimes additionnels qui ne sont pas perçus sur l'impôt des personnes physiques dans le chef de personnes qui auraient pu occuper les espaces affectés à des événements sportifs ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques sur les places, dans les rues, lieux et édifices publics ;

Considérant que l'organisation de manifestations sportives sur le territoire de la commune a un impact sur la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques, les matchs de football constituant en outre et généralement un trouble évident auprès de la population ;

Considérant que la gestion négociée de l'espace public lors de tels événements impacte la charge de travail des services communaux tant en ce qui concerne la préparation, l'encadrement mais aussi le rétablissement de la tranquillité et de la salubrité publiques et ce, notamment à travers la mise à disposition de matériel, l'interdiction ponctuelle d'occupation de la voie publique ainsi que pour maintenir le domaine public propre à l'issue de ces événements ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

DECIDE :

De modifier le règlement-taxe sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité :

Article 1

Il est établi pour l'exercice 2025 à partir du 1/8/25, et ensuite pour les exercices 2026 à 2031 une taxe annuelle sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes et dont les exploitants s'engagent, dans les conditions précisées ci-dessous et notamment à l'article 3, à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité.

Par événement sportif, on entend l'événement sportif se déroulant dans le cadre d'une compétition ou d'une épreuve sportive pratiquées selon les règles fixées par une fédération sportive régionale, nationale ou internationale.

Article 2

La taxe est due par la personne physique ou morale qui exploite le lieu dans lequel l'évènement sportif est organisé ou, à défaut d'exploitant connu de la Commune, par le propriétaire de ce lieu.

Lorsque le redevable est une association non dotée de la personnalité juridique, la taxe est due solidairement et indivisiblement par chacun de ses membres.

Article 3

§ 1er : Pour que le taux de taxation prévu par le présent règlement puisse trouver à s'appliquer, le redevable qui le souhaite présente au Collège des Bourgmestre et Echevins, avant le 31 janvier d'un exercice fiscal, un protocole contenant et décrivant les mesures quantitatives et qualitatives qu'il s'engage à mettre en œuvre pour :

- réduire de manière sensible les nuisances ou inconvénients que son activité est susceptible de provoquer sur le territoire de la Commune de Forest, notamment en termes de mobilité, de nuisances sonores et de propreté publique ;
- améliorer l'empreinte environnementale de son activité ;
- s'inscrire dans des objectifs de développement durable, aussi bien en termes de respect de l'environnement et de bon aménagement des lieux qu'en termes d'amélioration du tissu social (par exemple par la mise à disposition collective d'un lieu à un tarif préférentiel, par la création d'emplois, ...).

Le collège des bourgmestre et échevins soumet le protocole au conseil communal en cours de l'année fiscale, en vue de son agrément.

Le conseil communal agrée ou refuse d'agréer le protocole selon qu'il estime que les engagements pris par le redevable rencontrent ou ne rencontrent pas les objectifs visés à l'alinéa 1er ou ne seraient pas réalisables.

En cas d'agrément, le taux de la taxe est fixé comme suit pendant un an à compter du 1er janvier de l'année au cours de laquelle le protocole est agréé :

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes sans en excéder 1.000 au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
1.933,26 €	1.971,93 €	2.011,37 €	2.051,60 €	2.092,63 €	2.134,48 €	2.177,17 €

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 2.500 personnes au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
3.866,55 €	3.943,88 €	4.022,76 €	4.103,22 €	4.185,28 €	4.268,99 €	4.354,37 €

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
------------	------	------	------	------	------	------

5.993,17 €	6.113,03 €	6.235,29 €	6.360,00 €	6.487,20 €	6.616,94 €	6.749,28 €
------------	------------	------------	------------	------------	------------	------------

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir plus de 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
8.893,11 €	9.070,97 €	9.252,39 €	9.437,44 €	9.626,19 €	9.818,71 €	10.015,08 €

Par spectacle, on entend la durée de la séance pour laquelle un ticket est délivré.

A la fin de la première année, la commune vérifie la mise en œuvre du protocole qui peut alors, s'il le faut, être modifié moyennant l'agrément du conseil communal.

§ 2 : Pour chacune des années ultérieures, le redevable qui souhaite continuer à bénéficier d'un taux de taxation réduit présente au collège des bourgmestre et échevins, avant le 31 janvier de chaque année, un protocole démontrant que ses engagements précédents ont été réalisés et décrivant les nouvelles mesures quantitatives et qualitatives qu'il s'engage à mettre en œuvre, dans l'année, dans le respect des objectifs visés à l'article 3, § 1er, alinéa 1er du présent règlement.

Le protocole est soumis au conseil communal en cours de l'année fiscale, en vue de son agrément.

Pour autant que le protocole ait été agréé par le conseil communal, le taux de la taxe est fixé comme suit :

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes sans en excéder 1.000 au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
1.353,26€	1.380,33 €	1.407,94€	1.436,10€	1.464,82€	1.494,12€	1.524,00€

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 2.500 personnes au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
2.706,57€	2.760,70 €	2.815,91€	2.872,23€	2.929,67€	2.988,26€	3.048,03€

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir jusqu'à 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
4.253,21 €	4.338,27 €	4.425,04€	4.513,54€	4.603,81€	4.695,89€	4.789,81€

- Evènement sportif organisé dans un lieu permettant d'accueillir plus de 5.000 personnes au cours d'une même séance, prix par évènement sportif :

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
6.186,50 €	6.310,23 €	6.436,43€	6.565,16€	6.696,46€	6.830,39€	6.967,00€

§ 3 : Avant de soumettre le protocole au conseil communal, le collège des bourgmestre et échevins entend le redevable qui en fait la demande.

La décision du Conseil communal est notifiée sans délai au redevable.

Article 4

Le montant de la taxe est majoré ou diminué de la manière suivante :

- Lorsque moins de 75 évènements sportifs sont organisés dans un même lieu et au cours d'une même année : diminution de 10 % ;
- Lorsque plus de 125 évènements sportifs sont organisés dans un même lieu et au cours d'une même année : majoration de 10 %.

Article 5

L'Administration communale adresse au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'exercice d'imposition.

Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire sont tenus d'en réclamer un. Tout contribuable est, en tout état de cause, tenu de déclarer spontanément à l'Administration les éléments nécessaires à la taxation au plus tard à la date fixée à l'alinéa premier.

La déclaration reste valable jusqu'à révocation.

Article 6

A défaut de déclaration dans le délai prévu à l'article 5 ou en cas de déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable, le redevable est imposé d'office d'après les éléments dont l'administration peut disposer.

Avant de procéder à la taxation d'office, le collège des bourgmestre et échevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées selon l'échelle de graduation suivante :

- Première infraction : majoration de 25 % ;
- Deuxième infraction, quelle que soit l'année où la première infraction a été commise : majoration de 50 % ;
- Troisième infraction, quelle que soit l'année où la deuxième a été commise : majoration de 100 % ;
- A partir de la quatrième infraction, quelle que soit l'année où la troisième a été commise : majoration de 200%.

Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 7

Les infractions au présent règlement sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par le collège échevinal. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi

jusqu'à preuve du contraire.

Article 8

La taxe est recouvrée par voie de rôle et est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 9

Lorsque l'exploitant redevable de la taxe est défaillant, le propriétaire du lieu dans lequel l'évènement sportif est organisé est solidairement responsable du paiement de la taxe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 24 votes positifs, 9 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

Financiën – Belasting op sportevenementen georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters er zich toe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken – Reglement – Hernieuwing – Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het belastingreglement op sportevenementen georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters er zich toe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken, goedgekeurd door de gemeenteraad op 19 december 2023;

Overwegende dat een bepaald aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de ontvangsten van de gemeente;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de sportevenementen gerechtvaardigd is omwille van de alsmaar stijgende lasten die op de gemeentelijke financiën wegen;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de klanten van de vestigingen gelegen op het grondgebied van de gemeente Vorst

gebruik kunnen maken van alle gemeentelijke infrastructuren die ter beschikking staan van de natuurlijke personen die al dan niet op het grondgebied van de gemeente wonen, met inbegrip van het wegennet waarvan het onderhoud een zekere en niet verwaarloosbare kost vertegenwoordigt en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde vormen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

Overwegende dat er moet worden overgegaan tot de compensatie van de verliezen die voortvloeien uit het gebrek aan inkomsten afkomstig van de opcentiemen die niet geïnd worden op de personenbelasting uit hoofde van personen die de ruimten, ingenomen door sportevenementen, hadden kunnen bezetten;

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben het voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

Overwegende dat het organiseren van sportevenementen op het grondgebied van de gemeente een impact heeft op de openbare rust, veiligheid en gezondheid omdat voetbalwedstrijden doorgaans ook duidelijk overlast onder de bevolking geven;

Overwegende dat het genegotieerd beheer van de openbare ruimte tijdens dergelijke evenementen een invloed heeft op de werklast van de gemeentelijke diensten, zowel wat de voorbereiding als wat het toezicht betreft, maar ook wat het herstel van de openbare rust en gezondheid betreft, met name door het ter beschikking stellen van materiaal, het specifieke verbod op gebruik van de openbare weg en het schoonhouden van het openbaar domein na afloop van deze evenementen;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, §4 van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als deze van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie toegekend aan de gemeentelijke overheid; dat zij in deze materie beschikt over een discretionaire bevoegdheid die zij uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

BESLIST

Het belastingreglement op sportevenementen georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters er zich toe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken, te wijzigen:

Artikel 1

Er wordt voor het dienstjaar 2025 vanaf 1/8/25, en vervolgens voor de dienstjaren 2026 tot 2031 een jaarlijkse belasting geheven op de sportevenementen georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan ontvangen en waarvan de uitbaters er zich, onder de hieronder en in het bijzonder onder artikel 3 vermelde voorwaarden, toe verbinden om de hinder of ongemakken

veroorzaakt door hun activiteiten te beperken.

Onder sportevenementen dient te worden verstaan: het sportevenement dat plaatsvindt in het kader van een wedstrijd of van een sportproef uitgevoerd volgens de regels vastgelegd door een regionale, nationale of internationale sportfederatie.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de plaats uitbaat waarin het sportevenement georganiseerd wordt of, wanneer de uitbater door de Gemeente niet gekend is, door de eigenaar van deze plaats.

Wanneer de belastingplichtige een vereniging is die geen rechtspersoonlijkheid heeft, is de belasting hoofdelijk en ondeelbaar verschuldigd door elk van haar leden.

Artikel 3

§ 1: Opdat het belastingtarief voorzien in huidig reglement toegepast zou kunnen worden, moet de belastingplichtige die dit wenst aan het College van Burgemeester en Schepenen, voor 31 januari van een fiscaal jaar, een protocol voorleggen waarin de kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen vermeld en beschreven worden die hij belooft uit te voeren om:

- de hinder of ongemakken die zijn activiteit kan veroorzaken op het grondgebied van de Gemeente Vorst, onder meer inzake mobiliteit, geluidshinder en openbare netheid gevoelig te beperken ;

- de ecologische voetafdruk van zijn activiteit te verbeteren ;

- zich aan te sluiten bij de doelstellingen van duurzame ontwikkeling, zowel inzake eerbied voor het leefmilieu en goede plaatselijke aanleg als inzake verbetering van de sociale structuur (bijvoorbeeld door het collectief ter beschikking stellen van de plaats tegen een voordeeltarief, door het creëren van banen, ...).

Het College van Burgemeester en Schepenen legt in de loop van het belastingjaar het protocol voor aan de Gemeenteraad, met het oog op zijn goedkeuring.

De Gemeenteraad keurt het protocol goed of weigert het goed te keuren al naargelang hij van mening is dat de verbintenissen van de belastingplichtige al dan niet tegemoet komen aan de doelstellingen waarvan sprake in lid 1 of niet uitvoerbaar zouden zijn.

In geval van goedkeuring wordt het belastingtarief als volgt vastgesteld gedurende een jaar te tellen vanaf 1 januari van het jaar waarin het protocol goedgekeurd wordt:

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen maar niet meer dan 1.000 tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
1.933,26 €	1.971,93 €	2.011,37€	2.051,60€	2.092,63€	2.134,48€	2.177,17€

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die tot 2.500 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
------------	------	------	------	------	------	------

3.866,55 €	3.943,88 €	4.022,76€	4.103,22€	4.185,28€	4.268,99€	4.354,37€
------------	------------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die tot 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
5.993,17 €	6.113,03 €	6.235,29€	6.360,00€	6.487,20€	6.616,94€	6.749,28€

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die meer dan 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
8.893,11€	9.070,97 €	9.252,39€	9.437,44€	9.626,19€	9.818,71€	10.015,08€

Onder vertoning wordt verstaan de duur van de voorstelling waarvoor een ticket wordt afgegeven.

Aan het einde van het eerste jaar controleert de gemeente de uitvoering van het protocol dat vervolgens, indien nodig, gewijzigd kan worden mits de goedkeuring van de gemeenteraad.

§ 2: Voor elk van de volgende jaren moet de belastingplichtige die wil blijven genieten van een verlaagd belastingtarief aan het college van burgemeester en schepenen, voor 31 januari van elk jaar, een protocol voorleggen waarin aangetoond wordt dat zijn voorgaande verbintenissen uitgevoerd werden en waarin de nieuwe kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen beschreven worden die hij, binnen het jaar, belooft uit te voeren in naleving van de doelstellingen zoals bedoeld in artikel 3, §1, 1ste lid van het huidige reglement.

Het protocol wordt in de loop van het belastingjaar voorgelegd aan de gemeenteraad, met het oog op zijn goedkeuring.

Mits goedkeuring van het protocol door de gemeenteraad wordt het belastingtarief als volgt vastgesteld:

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen maar niet meer dan 1.000 tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
1.353,26€	1.380,33 €	1.407,94€	1.436,10€	1.464,82€	1.494,12€	1.524,00€

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die tot 2.500 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
2.706,57€	2.760,70 €	2.815,91€	2.872,23€	2.929,67€	2.988,26€	3.048,03€

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die tot 5.000 personen kan onthalen tijdens eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
4.253,21 €	4.338,27 €	4.425,04€	4.513,54€	4.603,81€	4.695,89€	4.789,81€

- Sportevenement georganiseerd in een plaats die meer dan 5.000 personen kan onthalen tijdens

eenzelfde voorstelling, prijs per sportevenement:

2025(1/08)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
6.186,50 €	6.310,23 €	6.436,43€	6.565,16€	6.696,46€	6.830,39€	6.967,00€

§ 3: Alvorens het protocol aan de Gemeenteraad voor te leggen, wordt de belastingplichtige, die hierom verzoekt, gehoord door het College van Burgemeester en Schepenen.

De beslissing van de Gemeenteraad wordt onmiddellijk aan de belastingplichtige betekend.

Artikel 4

Het bedrag van de belasting wordt op volgende wijze verhoogd of verlaagd:

- Wanneer minder dan 75 sportevenementen georganiseerd worden in eenzelfde plaats en gedurende eenzelfde jaar: verlaging met 10 %;
- Wanneer meer dan 125 sportevenementen georganiseerd worden in eenzelfde plaats en gedurende eenzelfde jaar: verhoging met 10 %.

Artikel 5

Het gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat hij uiterlijk op 31 januari van het jaar volgend op het aanslagjaar behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend dient terug te sturen.

De belastingplichtigen die geen formulier ontvangen hebben, dienen er zelf een aan te vragen. Elke belastingplichtige dient in ieder geval spontaan alle noodzakelijke informatie bij het bestuur aan te geven voor de belastingheffing, uiterlijk op de in het eerste lid vastgestelde datum.

De aangifte blijft geldig tot herroeping.

Artikel 6

Bij gebrek aan aangifte binnen de in artikel 5 voorgeschreven termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belastingplichtige van ambtswege belast volgens de elementen waarover het bestuur kan beschikken.

Alvorens over te gaan tot de belastingheffing van ambtswege, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, via aangetekend schrijven, de redenen waarom tot deze procedure overgegaan wordt, de elementen waarop de belastingheffing gebaseerd is, evenals de wijze waarop deze elementen vastgesteld werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen te tellen vanaf de verzenddatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

De van ambtswege ingekohierde belastingen worden verhoogd volgens de volgende schaalverdeling:

- Eerste overtreding: verhoging met 25 %;
- Tweede overtreding, ongeacht het jaar waarin de eerste overtreding begaan werd: verhoging met 50 %;
- Derde overtreding, ongeacht het jaar waarin de tweede overtreding begaan werd: verhoging met

100 %;

- Vanaf de vierde overtreding, ongeacht het jaar waarin de derde overtreding begaan werd: verhoging met 200 %.

Het bedrag van deze verhoging wordt tevens ingekohierd.

Artikel 7

De overtredingen van huidig reglement worden vastgesteld door de beëdigde ambtenaren en die door het Schepencollege hiervoor speciaal aangesteld werden. De proces-verbalen die ze opstellen, zijn rechtsgeldig tot het bewijs van het tegendeel.

Artikel 8

De belasting wordt ingevorderd door middel van een kohier en dient binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald te worden.

Artikel 9

Wanneer de belastingplichtige uitbater de belasting niet betaalt, is de eigenaar van de plaats waarin het sportevenement georganiseerd wordt, hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 24 positieve stemmen, 9 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN concernant les points 12 à 15 :

Le raisonnement est assez simple ici : vous cherchez des recettes, vous avez dans votre majorité un parti qui n'a eu de cesse de rappeler qu'il fallait taxer les multinationales, vous allez donc augmenter ici de 50% la taxe sur les spectacles et les événements sportifs.

Les deux redevables sont clairement identifiés :

- **Forest National (FN) : qui n'a pas été concertée et qui est à l'origine de cet accord intervenu +/- en 2012 avec la commune, on peut dire que vous rompez ici la relation de confiance établie,**

- **et l'Union St Gilloise : qui ne réagira sans doute pas dès lors que le club a introduit un permis pour son stade et souhaite racheter un terrain communal.**

Je rappelle ici, comme cela a été fait d'ailleurs par le PS et par Ecolo lorsque le PTB était dans l'opposition, que cet « avantage », cette perception réduite de la taxe sur les spectacles, est consécutive à un accord conclu avec FN, accord qui portait sur le fait que FN devenait le débiteur de la taxe sur les spectacles à la place des sociétés d'événements à condition :

- **de payer un tarif réduit, ce qui a été le cas et qui, de manière détournée, l'est désormais beaucoup moins puisque le mécanisme du protocole subsiste mais le taux de base augmente de manière conséquente,**

- d'assurer la sécurité juridique alors que, par le passé, les sociétés d'évènement allaient en recours contre l'ancien règlement, recours qui coûtaient beaucoup à la commune en frais d'avocat, en mobilisation du personnel et en taxes non-perçues...
- de délivrer chaque année un protocole expliquant les mesures prises par FN (et cela vaut maintenant pour l'Union aussi) pour gérer la mobilité, les nuisances sonores et la propreté autour de leur site, pour s'intégrer au mieux dans le quartier et impliquer par ailleurs des associations forestoises. C'est ainsi que des investissements conséquents ont été réalisés en termes de nuisances sonores, que des actions ont été entreprises au niveau de l'environnement, de la mobilité et de la propreté, à la satisfaction d'ailleurs de la commune. Cela dans un climat de confiance que je pensais mutuel.

Ce modèle actuel (taxe et protocole) permettait donc de s'assurer de recettes certaines et certains semblent aujourd'hui l'oublier... Par votre mesure irréfléchie, vous êtes en train de briser ce lien de confiance établi depuis des années avec FN. Vous prenez aussi le risque de modifier vos rapports avec FN et d'entrer peut-être dans une phase plus conflictuelle.

Par-dessus tout, vous prévoyez d'augmenter cette taxe à partir du 1er août 2025. Quel manque de correction et de respect. On ne parle pas de 5000€ en plus cette année mais de 111.000€ en plus pour FN et l'USG.

Si vous avez décidé de gérer certains dossiers à la dernière minute, ce n'est pas le problème de FN et ça ne doit pas impacter frontalement les débiteurs de taxes.

Vous ne pouvez pas placer comme cela les gens devant le fait accompli.

Autant vous avez vos réalités et contraintes, autant des entreprises ont les leurs, ont leurs propres budgets élaborés à l'avance, ont une vue sur les dépenses et leurs recettes bien à l'avance.

Vous me direz sans doute – dans une logique « yaka » – que FN n'a qu'à augmenter le prix de ses tickets d'entrée... Un raisonnement facile pour vous mais qui ne reflète peut-être pas la politique de la salle de spectacle. Et si le ticket venait à augmenter, au final, le PTB – suivi par le PS et Ecolo – n'aura pas taxé la « méchante multinationale », les « riches », mais aura juste été chercher de nouvelles recettes, de manière indirecte, dans les poches des citoyens.

Mais encore faut-il pouvoir augmenter le prix de ces tickets. Or, vous imaginez bien que les budgets spectacles sont validés +/- 2 ans à l'avance et que donc les prix des tickets pour les spectacles de 2025, 2026, et sans doute aussi, 2027 sont déjà fixés.

Enfin, l'argument que vous avez apporté hier en commission pour justifier cette augmentation de 50% de la taxe et que vous le n'aviez pas augmenté au moment où le PRI a augmenté. Comme si ces 2 taxes étaient liées. Or, pour votre information, mais vous ne pouvez pas l'ignorer, il n'y a pas que les propriétaires résidentiels qui paient le précompte immobilier, les entreprises également. Et Forest National paie donc un PRI, PRI qui a augmenté dans la même proportion que pour tous les autres propriétaires forestois. Votre justification ne tient donc pas la route.

Réponse de Mr SPAPENS

Nous avons compris votre position. Vous n'avez pas envie de taxer les multinationales de spectacle qui n'ont pas été augmentées depuis longtemps, c'est votre droit le plus strict. Vous savez que les taxes ne peuvent se justifier que par les besoins financiers de la commune. Il nous est compliqué de répondre en séance public avec d'autres arguments sans que ça ne nous soit préjudiciable.

Vous demandez une concertation préalable avec les futurs payeurs de la taxe. Nous avons parlé avec eux à divers moments, nous les avons avertis que ça allait arriver. Nous avons pris contact avec eux avant ce Conseil et avant toute communication concernant le budget communal. Evidemment pour aucun ce n'est de gaité de cœur.

La date du 1^{er} aout a été choisie pour permettre aux organisateurs de spectacles de s'organiser un minimum même s'il faut reconnaître que le délai est court.

Réplique de Mr LOEWENSTEIN :

Ce n'est pas un débat idéologique « taxer ou pas des multinationales », c'est une question de respect par rapport à un partenaire historique qu'est FN et qui est le seul débiteur de cette taxe.

Une augmentation de la taxe a déjà lieu chaque année et évolue donc à la hausse avec l'indexation.

Je demande une concertation préalable, un dialogue parce que c'est comme cela que cette taxe et son protocole sont nés.

Réponse de Mr SPAPENS

Les choses ont été posées avec les deux acteurs il y a un certain temps. Nous n'avons pas eu de contact direct avec un des deux acteurs mais ils ont été prévenus avant la communication et nous les rencontrons très prochainement.

Intervention de Mr PEYCKER :

On touche avec cette taxe uniquement l'union St Gilloise et FN ? Si demain, j'organise un tournoi avec 500 personnes au Bempt, je paie la taxe ?

Réponse de Mr SPAPENS

Ces dernières années, les contributeurs de cette taxe sont l'USG et Forest Nationale mais je pense qu'elle a déjà été perçue pour un spectacle payant en plein air sur la place St Denis (à vérifier). Elle touche tout organisateur de spectacle ou d'événement sportif payant de plus de 500 spectateurs sur la commune. Ça veut dire que si quelqu'un organise un tournoi payant pour 4000 spectateurs, il sera soumis à la taxe.

Tussenkost van de heer LOEWENSTEIN m.b.t. punten 12 tot 15

De redenering hier is vrij eenvoudig: u bent op zoek naar inkomsten, u hebt een meerderheidspartij die er voortdurend op heeft gewezen dat multinationals moeten worden belast, dus gaat u de belasting op vertoningen en sportevenementen met 50 % verhogen.

De twee belastingplichtigen zijn duidelijk geïdentificeerd:

- Vorst Nationaal (VN): dat niet is geraadpleegd en dat aan de basis ligt van deze overeenkomst

die rond 2012 met de gemeente is gesloten; men kan zeggen dat u hier de opgebouwde vertrouwensrelatie verbreekt,

- en Union St Gilloise: dat waarschijnlijk niet zal reageren, aangezien de club een vergunning voor zijn stadion heeft aangevraagd en gemeentegrond wil kopen.

Ik herinner er hier aan, zoals ook de PS en Ecolo-Groen hebben gedaan toen de PVDA*PTB in de oppositie zat, dat dit "voordeel", deze verlaagde heffing op vertoningen, het gevolg is van een overeenkomst met VN, waarin werd bepaald dat VN de belasting op vertoningen zou betalen in plaats van de evenementenbedrijven, op voorwaarde dat:

- het een verlaagd tarief zou betalen, wat het geval was en wat nu onrechtstreeks veel minder het geval is, aangezien het protocolsysteem blijft bestaan, maar het basistarief aanzienlijk stijgt;

- de rechtszekerheid gewaarborgd blijft, hoewel in het verleden evenementenbedrijven in beroep gingen tegen het oude reglement, wat de gemeente veel geld kostte aan advocatenkosten, inzet van personeel en niet-geïnde belastingen...

- elk jaar een protocol wordt opgesteld waarin de maatregelen worden toegelicht die VN (en dat geldt nu ook voor Union) heeft genomen om de mobiliteit, geluidsoverlast en netheid rond hun site te beheren, om zich zo goed mogelijk in de wijk te integreren en om verenigingen uit Vorst bij het project te betrekken. Zo zijn er aanzienlijke investeringen gedaan op het gebied van geluidsoverlast en zijn er maatregelen genomen op het gebied van milieu, mobiliteit en netheid, tot tevredenheid van de gemeente. Dit alles in een klimaat van vertrouwen dat ik wederzijds achtte.

Het huidige model (belasting en protocol) zorgde dus voor zekere inkomsten en sommigen lijken dat vandaag de dag te vergeten... Door uw ondoordachte maatregel verbreekt u de vertrouwensrelatie die in de loop der jaren met VN werd opgebouwd. U loopt ook het risico uw relatie met VN te veranderen en misschien in een conflictueuzere fase te komen.

Bovendien bent u van plan deze belasting vanaf 1 augustus 2025 te verhogen. Wat een gebrek aan correctheid en respect. We hebben het niet over 5000 euro extra dit jaar, maar over 111.000 euro extra voor VN en USG.

Als u hebt besloten om bepaalde dossiers op het laatste moment te behandelen, is dat niet het probleem van VN en mag dat geen directe gevolgen hebben voor de belastingplichtigen.

U kunt mensen niet zomaar voor een voldongen feit plaatsen.

U hebt uw realiteit en beperkingen, maar bedrijven hebben die ook, ze hebben hun eigen, vooraf opgestelde begrotingen en hebben ruim van tevoren zicht op hun uitgaven en inkomsten.

U zult mij ongetwijfeld zeggen dat VN dan maar gewoon de prijs van zijn toegangstickets moet verhogen... Een gemakkelijke redenering voor u, maar die misschien niet overeenkomt met het beleid van de spektakelzaal. En als de ticketprijs stijgt, zal de PVDA*PTB – gevolgd door de PS en Ecolo-Groen – niet de "slechte multinational" en de "rijken" hebben belast, maar gewoon indirect nieuwe inkomsten hebben gehaald uit de zakken van de burgers.

Maar dan moet de prijs van die tickets nog wel verhoogd kunnen worden. Het zal u echter niet verbazen dat de budgetten voor vertoningen ongeveer twee jaar van tevoren worden goedgekeurd en dat de ticketprijzen voor vertoningen in 2025, 2026 en waarschijnlijk ook in 2027 dus al vastliggen.

Tot slot het argument dat u gisteren in de commissie hebt aangevoerd om deze belastingverhoging van 50 % te rechtvaardigen, namelijk dat u de belasting niet had verhoogd toen de onroerende voorheffing werd verhoogd. Alsof deze 2 belastingen met elkaar verband

houden. Ter informatie: u weet ongetwijfeld dat niet alleen woningeigenaars onroerende voorheffing betalen, maar bedrijven ook. En Vorst Nationaal betaalt dus onroerende voorheffing, die in dezelfde mate is gestegen als voor alle andere eigenaars in Forest. Uw rechtvaardiging houdt dus geen steek.

Antwoord van de heer SPAPENS

We hebben uw standpunt begrepen. U wilt geen belasting heffen op entertainmentmultinationals die al lange tijd geen verhoging hebben gehad, dat is uw volste recht. U weet dat belastingen alleen gerechtvaardigd zijn als de gemeente daar financieel behoefte aan heeft. Het is voor ons moeilijk om tijdens een openbare zitting met andere argumenten te komen zonder dat dit nadelig voor ons is.

U vraagt om voorafgaand overleg met de toekomstige belastingbetalers. We hebben op verschillende momenten met hen gesproken en hen gewaarschuwd dat dit zou gebeuren. We hebben vóór deze gemeenteraad en vóór elke mededeling over de gemeentebegroting contact met hen opgenomen. Het spreekt voor zich dat niemand hier blij mee is.

De datum van 1 augustus is gekozen om de organisatoren van vertoningen in staat te stellen zich enigszins voor te bereiden, ook al moeten we toegeven dat de termijn kort is.

Repliek van de heer LOEWENSTEIN

Het gaat hier niet om een ideologische discussie over "het al dan niet belasten van multinationals", maar om respect voor een historische partner, namelijk VN, die als enige deze belasting verschuldigd is.

De belasting wordt al elk jaar verhoogd en stijgt dus met de indexering.

Ik vraag om voorafgaand overleg, om een dialoog, want zo zijn deze belasting en het bijbehorende protocol tot stand gekomen.

Antwoord van de heer SPAPENS

De zaken zijn enige tijd geleden met beide actoren geregeld. We hebben geen rechtstreeks contact gehad met een van beide actoren, maar ze zijn voorafgaand aan de mededeling op de hoogte gebracht en we zullen hen zeer binnenkort ontmoeten.

Tussenkomst van de heer PEYCKER

Heeft deze belasting alleen betrekking op Union St Gilloise en VN? Als ik morgen een toernooi organiseer met 500 personen in de Bempt, moet ik dan ook belasting betalen?

Antwoord van de heer SPAPENS

De afgelopen jaren hebben USG en Vorst Nationaal deze belasting betaald, maar ik denk dat deze ook al is geheven voor een betalend openluchtsppektakel op het Sint-Denijsplein (te controleren). De belasting geldt voor elke organisator van een betalende vertoning of een

betalend sportevenement met meer dan 500 toeschouwers in de gemeente. Dat betekent dat als iemand een betaald toernooi organiseert voor 4000 toeschouwers, hij deze belasting moet betalen.

2 annexes / 2 bijlagen

Comptabilité - Boekhouding

16 Finances – La Famille Forestoise asbl – Compte de l'exercice 2024.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale,

Vu la décision du Conseil Communal du 25 mars 2025 arrêtant les douzièmes provisoires d'avril, mai, juin 2025 et l'article 14 du règlement général sur la comptabilité communale ;

Vu l'approbation par l'assemblée générale ordinaire en date du 23 mai 2025 des comptes de l'exercice 2024 de l'asbl « La Famille Forestoise », Rue Roosendaël 175 à 1190 Forest en vue de l'obtention du subside communal ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle et à l'octroi de certaines subventions ;

Vu la décision du Conseil Communal de Forest en séance du 14 février 1989 d'accorder un fonds de roulement de 12.394,68 euros à l'asbl « La Famille Forestoise », Rue Roosendaël 175 à Forest ;

Vu le compte de résultat 2024, ainsi que d'autres dossiers annexés à la présente délibération

DECIDE :

De prendre acte du compte de résultat de l'exercice 2024 et du bilan tels qu' approuvés par son Assemblée Générale de l'asbl « La Famille Forestoise », Rue Roosendaël 175 à 1190 Forest en vue de la liquidation du subside communal de 78.429,29 euros dès que réception du bilan revêtu du cachet attestant de son dépôt au greffe du tribunal de l'entreprise francophone de Bruxelles ;

D'approuver la liquidation de la subvention de 78.429,29 euros à l'article 844/332-02/13 du service ordinaire du budget 2025 au profil de l'asbl « La Famille Forestoise ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Financiën – La Famille Forestoise vzw – Rekening van het dienstjaar 2024.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 25 maart 2025 tot vaststelling van de voorlopige twaalfden voor april, mei, juni 2025, en artikel 14 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op de goedkeuring door de gewone algemene vergadering op datum van 23 mei 2025 van de rekeningen van het dienstjaar 2024 van de vzw “La Famille Forestoise”, Roosendaelstraat 175 te 1190 Vorst met het oog op het verkrijgen van de gemeentelijke subsidie;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle en de toekenning van sommige toelagen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van Vorst in zitting van 14 februari 1989 om een werkkapitaal van 12.394,68 euro toe te kennen aan de vzw “La Famille Forestoise”, Roosendaelstraat 175 te Vorst;

Gelet op de resultatenrekening 2024 en andere dossiers, opgenomen in bijlage bij de huidige beraadslaging

BESLIST:

Akte te nemen van de resultatenrekening van het dienstjaar 2024 en van de balans aangenomen door de Algemene Vergadering, van de vzw “La Famille Forestoise”, Roosendaelstraat 175 te 1190 Vorst met het oog op de uitbetaling van de gemeentelijke subsidie van 78.429,29 euro na ontvangst van de afgestempelde balans met het bewijs van neerlegging bij de griffie van de Franstalige ondernemingsrechtbank van Brussel;

De uitbetaling goed te keuren van de subsidie van 78.429,29 euro op artikel 844/332-02/13 van de gewone dienst van de begroting 2025 voor de vzw “La Famille Forestoise”.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

9 annexes / 9 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Centrale d'achats - Aankoopcentrale

17 Centrale d'achats - Marchés publics - Fourniture de logiciels et petit matériel informatique - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2025-F-007 - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant que le marché public relatif à la fourniture de logiciels et petit matériel informatique (2021-F-008) a pris fin le 21 avril 2025 et qu'il y avait lieu d'en relancer un nouveau pour couvrir les

besoins du service informatique pour les prochaines années ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 27 mai 2025 de passer un marché public ayant pour objet “ Fourniture de logiciels et petit matériel informatique ” (SCA-2025-F-007) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé à € 119.008,28 hors TVA ou € 144.000,00, 21 % TVA comprise pour 4 ans (années 2025 à 2028) ;

Considérant que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits à l'article budgétaire 139/123-13/ - /15 du service ordinaire de l'exercice 2025 et feront l'objet d'une proposition d'inscription pour les exercices 2026 à 2028 ;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale notamment l'article 14 (crédits provisoires) ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 décembre 2024 d'autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février et mars 2025 ;

Vu la décision du Conseil communal du 25 mars 2025 d'autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires supplémentaires pour les mois d'avril, mai et juin 2025 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000,00 €) et l'article 57 (clauses de reconduction) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 27 mai 2025 de passer un marché public ayant pour objet “ Fourniture de logiciels et petit matériel informatique ” (SCA-2025-F-007) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé € 119.008,28 hors TVA ou € 144.000,00, 21 % TVA comprise pour 4 ans (années 2025 à 2028).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Aankoopcentrale - Overheidsopdrachten - Levering van software en klein informaticamateriaal - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - SCA-2025-F-007 - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de overheidsopdracht betreffende de levering van software en klein informaticamateriaal (2021-F-008) afliep op 21 april 2025 en dat er een nieuwe moet worden uitgeschreven om in de behoeften van de informaticadienst voor de komende jaren te voorzien;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 mei 2025 om een

overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Levering van software en klein informaticamateriaal” (SCA-2025-F-007) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor een bedrag geraamd op 119.008,28 € excl. btw of 144.000,00 €, 21 % btw inbegrepen, voor 4 jaar (2025 tot en met 2028);

Overwegende dat de kredieten ter financiering van deze uitgaven worden opgenomen in begrotingsartikel 139/123-13/ - /15 van de gewone dienst van begrotingsjaar 2025 en het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel tot inschrijving voor de begrotingsjaren 2026 tot en met 2028:

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, inzonderheid artikel 14 (voorlopige kredieten);

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 16 december 2024 om drie voorlopige twaalfden voor de maanden januari, februari en maart 2025 toe te staan;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 25 maart 2025 om drie bijkomende voorlopige twaalfden voor de maanden april, mei en juni 2025 toe te staan;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet) en artikel 57 (verlengingen);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 mei 2025 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Levering van software en klein informaticamateriaal” (SCA-2025-F-007) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor een bedrag geraamd op 119.008,28 € excl. btw of 144.000,00 €, 21 % btw inbegrepen, voor 4 jaar (2025 tot en met 2028).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

18 Centrale d’achats – Marchés publics – Transport scolaire et extrascolaire – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2025-S-013 – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale de 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure

de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Considérant que le marché public relatif au transport scolaire et extrascolaire (2024-S-007) prendra fin le 31 août 2025 et qu'il est nécessaire d'en relancer un nouveau afin de garantir un trajet sécurisé des élèves des écoles communales vers différents lieux ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 24 avril 2025 de passer un marché public de services ayant pour objet « Transport scolaire et extrascolaire» (SCA-2025-S-013) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé € 142.353,00 hors TVA ou € 150.894,18, 6% TVA comprise pour un an et que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires 7611/124-48/34, 7201/124-22/16, 7201/124-24/16, 7202/124-24/51 et 7032/124-22/51 du service ordinaire de l'exercice 2025 et feront l'objet d'une proposition d'inscription pour l'exercice 2026 ;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale notamment l'article 14 (crédits provisoires) ;

Vu la décision du Conseil communal du 16 décembre 2024 d'autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février et mars 2025 ;

Vu la décision du Conseil communal du 25 mars 2025 d'autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires pour les mois d'avril, mai et juin 2025 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 24 avril 2025 de passer un marché public de services ayant pour objet « Transport scolaire et extrascolaire» (SCA-2025-S-013) par procédure négociée sans publication préalable pour un montant estimé € 142.353,00 hors TVA ou € 150.894,18, 6% TVA comprise pour un an et que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires 7611/124-48/34, 7201/124-22/16, 7201/124-24/16, 7202/124-24/51 et 7032/124-22/51 du service ordinaire de l'exercice 2025 et feront l'objet d'une proposition d'inscription pour l'exercice 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Schoolvervoer en vervoer naar buitenschoolse activiteiten – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2025-S-013 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de overheidsopdracht "Schoolvervoer en vervoer naar buitenschoolse activiteiten (2024-S-007) afloopt op 31 augustus 2025 en dat het noodzakelijk is een nieuwe uit te schrijven om leerlingen van gemeentescholen veilig naar verschillende locaties te vervoeren;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 april 2025 om een overheidsopdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp "Schoolvervoer en vervoer naar buitenschoolse activiteiten" (SCA-2025-S-013) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 142.353,00 € excl. btw of 150.894,18 €, 6% btw inbegrepen voor een jaar en waarbij de kredieten die het mogelijk maken deze uitgaven te financieren ingeschreven zijn op begrotingsartikelen 7611/124-48/34, 7201/124-22/16, 7201/124-24/16, 7202/124-24/51 en 7032/124-22/51 van de gewone dienst voor het dienstjaar 2025 en het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel tot inschrijving voor dienstjaar 2026;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, inzonderheid artikel 14 (voorlopige kredieten);

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 16 december 2024 om drie voorlopige twaalfden voor de maanden januari, februari en maart 2025 toe te staan;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 25 maart 2025 om drie voorlopige twaalfden voor de maanden april, mei en juni 2025 toe te staan;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw is lager dan de drempel van 143.000,00 €);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 april 2025 om een overheidsopdracht voor diensten te gunnen met als voorwerp "Schoolvervoer en vervoer naar buitenschoolse activiteiten" (SCA-2025-S-013) via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, voor het geraamde bedrag van 142.353,00 € excl. btw of 150.894,18 €, 6% btw inbegrepen voor een jaar en waarbij de kredieten die het mogelijk maken deze uitgaven te financieren ingeschreven zijn op begrotingsartikelen 7611/124-48/34, 7201/124-22/16, 7201/124-24/16, 7202/124-24/51 en 7032/124-22/51 van de gewone dienst voor het dienstjaar 2025 en het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel tot inschrijving voor dienstjaar 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positive stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

19 Revitalisation des quartiers – Contrat de quartier durable 2 Cités – Opération A.1 Les Tiers-lieux de la Nouvelle Cité – Animation des squares – Subsidés.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, en particulier l'article 124 :

§ 1 Le conseil communal peut déléguer au collège des bourgmestre et échevins la compétence d'octroyer les subventions:

- 1. motivées par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues;*
- 2. jusqu'à 2.500 euros lorsque leurs bénéficiaires ne sont pas identifiés nominativement au budget.*

La décision du collège des bourgmestre et échevins adoptée sur la base de l'alinéa 1er, 1°, est motivée et est portée à la connaissance du conseil communal, lors de sa prochaine séance, pour prise d'acte.

§ 2 Chaque année, le collège des bourgmestre et échevins fait rapport au conseil communal sur les subventions qu'il a octroyées au cours de l'exercice.

Vu l'Ordonnance organique de la Revitalisation Urbaine de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 octobre 2016, en particulier l'article 28 relatif aux modifications de programme d'un Contrat de quartier durable ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 relatif aux Contrats de Quartier Durable ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 20 septembre 2022 approuvant l'ensemble des documents relatifs au Programme du Contrat de Quartier Durable « Deux Cités » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 décembre 2022 octroyant un subside de 12.500.000,00 euros pour la mise en œuvre des opérations et actions inscrites dans le programme du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2022 prolongeant de 6 mois la durée de la phase d'exécution du CQD 2 Cités ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 15 octobre 2024 approuvant la modification de programme 01 du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu le courrier du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2024 approuvant la modification de programme 01 du Contrat de quartier durable 2 Cités ;

Vu la décision du Conseil communal du 27 mai 2025 approuvant la disposition des douzièmes provisoires pour les mois de juillet, août et septembre 2025 ;

Vu l'article 14 du règlement général portant sur la comptabilité communale ;

Considérant que l'opération A.1 *Les Tiers-lieux de la Nouvelle Cité* du programme du CQD 2 *Cités* prévoit notamment le réaménagement des espaces publics de la Nouvelle Cité – notamment les squares Madelon, Toinon, Lison, Manon et Neerstalle – partie de l'opération dénommée *Squarebeek* ;

Considérant que cette partie de l'opération implique une participation citoyenne spécifique, débutant notamment par une appropriation des espaces publics ;

Considérant que le climat social et le sentiment d'insécurité au sein de ces espaces publics, traduits notamment par l'Ordonnance de police du bourgmestre portant sur la limitation de fréquentation du Square Madelon et de ses abords en vue de maintenir l'ordre public et de prévenir les nuisances publiques liées à la consommation, la vente et le trafic de drogues, du 10 mars 2025 ;

Considérant qu'en complément de cette Ordonnance, il est proposé aux services communaux et acteurs associatifs et citoyens du quartier et de la Commune de mener des actions d'animations de ces espaces publics, en particulier pendant la période estivale, afin de permettre aux habitants de se réappropriier positivement les espaces publics de la Nouvelle Cité ;

Considérant que les services *Cohésion sociale* et *Revitalisation des quartiers* ont invité les acteurs associatifs à proposer des activités notamment lors de la Commission de concertation de la Cohésion Sociale de Forest du 15 avril 2025 et du Café de quartier (regroupement bimestriel informatif des acteurs communaux, associatifs et citoyens du quartier du Bempt) du 22 avril 2025 ;

Considérant que des acteurs associatifs forestois ont répondu favorablement afin de proposer diverses animations ;

Considérant que certaines de ces animations sortent de la programmation habituelle des acteurs associatifs qui les proposent et nécessitent un soutien financier ;

Considérant que le soutien financier à ces acteurs associatifs répondant favorablement à l'interpellation des services communaux quant à l'animation des espaces publics de la Nouvelle Cité peut être intégré au programme du CQD 2 *Cités* et faire l'objet d'une subvention ;

Considérant qu'il est proposé d'octroyer un subside aux acteurs associatifs ayant répondu favorablement et qualitativement à l'appel des services communaux quant à l'animation des espaces publics de la Nouvelle Cité ;

Considérant que, conformément à l'article 124 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil communal peut déléguer au Collège des bourgmestre et échevins la compétence d'octroyer les subventions sous certaines conditions ;

Considérant que ces subsides seront soumis aux conditions suivantes :

1. Avoir répondu favorablement à l'appel à animation lancé par les services *Cohésion sociale* et *Revitalisation des quartiers* avant le 16 juin 2025 ;
2. Proposer une animation ponctuelle ou régulière des espaces publics de la Nouvelle Cité ;
3. S'adresser en priorité aux habitants des abords de ces espaces publics ;
4. La période d'animation est comprise entre le 9 juillet et le 30 septembre 2025 ;
5. Le montant du subside octroyé à chaque acteur doit être inférieur à 2.500 euros ;
6. Faire l'objet d'une convention entre la Commune et l'acteur associatif désigné ;
7. Financement d'une avance de 80% du montant sollicité suite à la signature de la convention et

du solde de 20% suite à la remise d'un bref rapport d'activité ultérieur à la période d'animation proposée ;

8. Le Conseil communal doit être informé de l'octroi des subsides lors de sa prochaine séance ;

Considérant que les crédits nécessaires au subventionnement des animations estivales des espaces publics de la Nouvelle Cité sont inscrits à l'article 93011/332-02/92 « Subsides aux organismes au service des ménages » du service ordinaire du budget 2025, et que leur montant ne dépassera pas 15.000 € TTC ;

Considérant que ces transferts seront financés à 100% par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au CQD 2 *Cités*, inscrit à l'article de recette 93011/994-01/92 « Prélèvement sur le fonds de réserves ordinaires » du service ordinaire du budget 2025, subside lié au n° de droit constaté 3989/2022 ;

DECIDE :

De déléguer, conformément à l'article 124 de la Nouvelle Loi Communale, au Collège des bourgmestre et échevins la compétence d'octroyer les subventions pour des animations estivales des espaces publics de la Nouvelle Cité, aux conditions suivantes :

1. Avoir répondu favorablement à l'appel à animation lancé par les services *Cohésion sociale et Revitalisation des quartiers* avant le 16 juin 2025 ;
2. Proposer une animation ponctuelle ou régulière des espaces publics de la Nouvelle Cité ;
3. S'adresser en priorité aux habitants des abords de ces espaces publics ;
4. La période d'animation est comprise entre le 9 juillet et le 30 septembre 2025 ;
5. Le montant du subside octroyé à chaque acteur doit être inférieur à 2.500 euros ;
6. Faire l'objet d'une convention entre la Commune et l'acteur associatif désigné ;
7. Financement d'une avance de 80% du montant sollicité suite à la signature de la convention et du solde de 20% suite à la remise d'un bref rapport d'activité ultérieur à la période d'animation proposée ;
8. Le Conseil communal doit être informé de l'octroi des subsides lors de sa prochaine séance ;

De déléguer au Collège des bourgmestre et échevin l'approbation et la signature de la convention liée à ces subsides ;

De faire application de la décision du Conseil communal du 27 mai 2025 autorisant la disposition des douzièmes provisoires de juillet, août et septembre 2025 et précisant que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'AR du règlement général portant sur la comptabilité communale ;

D'inscrire les transferts liés au subside des animations estivales des espaces publics de la Nouvelle Cité à l'article 93011/332-02/92 « Subsides aux organismes au service des ménages » du service ordinaire du budget 2025 dont leur montant ne dépassera pas 15.000 € TTC ;

De financer cette dépense à 100% par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au CQD 2 *Cités*, inscrit à l'article de recette 93011/994-01/92 « Prélèvement sur le fonds de réserves ordinaires » du service ordinaire du budget 2025, subside lié au n° de droit constaté 3989/2022.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam wijkcontract 2 Cités – Operatie A.1 De derde plekken van de Nieuwe Cité – Animatie op de pleinen – Subsidies.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 124:

§ 1 De gemeenteraad kan het college van burgemeester en schepenen de bevoegdheid machtigen om een subsidie toe te kennen:

- 1. gemotiveerd door hoogdringendheid of door dringende en onvoorziene omstandigheden;*
- 2. tot 2 500 euro wanneer hun begunstigden niet nominatief op de begroting worden geïdentificeerd.*

Het besluit van het college van de burgemeester en schepenen dat op basis van het eerste lid, 1° is genomen, wordt gemotiveerd en wordt voor akteneming ter kennis gebracht van de gemeenteraad tijdens de volgende zitting.

§ 2 Elk jaar brengt het college van de burgemeester en schepenen verslag uit aan de gemeenteraad over de subsidies die in de loop van het dienstjaar werden toegekend.

Gelet op de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 oktober 2016, inzonderheid artikel 28 betreffende de programmawijzigingen van een Duurzaam wijkcontract;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 november 2016 betreffende de duurzame wijkcontracten;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zitting van 20 september 2022 tot goedkeuring van alle documenten met betrekking tot het programma van het Duurzaam wijkcontract "2 Cités";

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 december 2022 tot toekenning van een subsidie van 12.500.000,00 euro voor de uitvoering van de operaties en acties opgenomen in het programma van het Duurzaam wijkcontract "2 Cités";

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2022 betreffende de verlenging van de uitvoeringsfase van DWC "2 Cités" met 6 maanden;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zitting van 15 oktober 2024 tot goedkeuring van programmawijziging 01 van het Duurzaam wijkcontract 2 Cités;

Gelet op de brief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 december 2024 tot goedkeuring van programmawijziging 01 van het Duurzaam wijkcontract 2 Cités;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 27 mei 2025 om voorlopige twaalfden toe te staan voor de maanden juli, augustus en september 2025;

Gelet op artikel 14 van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat operatie A.1 *De derde plekken van de Nieuwe Cité* van het programma DWC 2 Cités meer bepaald voorziet in de herinrichting van de openbare ruimten in de Nieuwe Cité - in het bijzonder de Madelon-, de Toinon-, de Lison-, de Manon- en de Neerstallesquare - als onderdeel van de operatie genaamd *Squarebeek*;

Overwegende dat dit onderdeel van de operatie een specifieke burgerparticipatie inhoudt, die met name begint met de toe-eigening van de openbare ruimten;

Overwegende dat het sociale klimaat en het onveiligheidsgevoel binnen deze openbare ruimten, in het bijzonder weerspiegeld door de politieverbod van de burgemeester van 10 maart 2025 met betrekking tot de beperking van de toegang tot de Madelonsquare en de omgeving ervan om de

openbare orde te handhaven en openbare overlast in verband met drugsgebruik, -verkoop en -handel te voorkomen;

Overwegende dat, in aanvulling op deze verordening, wordt voorgesteld dat de gemeentediensten, verenigingen en bewoners van de wijk en de Gemeente activiteiten uitvoeren in deze openbare ruimten, met name tijdens de zomerperiode, om de bewoners in staat te stellen de openbare ruimten van de Nouvelle Cité opnieuw positief te benutten.

Overwegende dat de diensten *Sociale Cohesie* en *Heropleving van de wijken* de verenigingen hebben verzocht activiteiten voor te stellen, met name tijdens de Overlegcommissie Sociale Cohesie van Vorst op 15 april 2025 en tijdens het Buurtcafé (een tweemaandelijks informatieve bijeenkomst van gemeentelijke actoren, verenigingen en inwoners van de Bemptwijk) op 22 april 2025;

Overwegende dat Vorstse verenigingen positief hebben gereageerd om verschillende activiteiten voor te stellen;

Overwegende dat sommige van deze activiteiten geen deel uitmaken van het gebruikelijke programma van de verenigingen die ze voorstellen en financiële steun vereisen;

Overwegende dat financiële steun voor deze verenigingen die positief hebben gereageerd op de oproep van de gemeentediensten voor animatie in de openbare ruimten van de Nieuwe Cité, kan worden opgenomen in het programma *DWC 2 Cités* en het voorwerp kan uitmaken van een subsidie;

Overwegende dat wordt voorgesteld om een subsidie toe te kennen aan verenigingen die positief en kwalitatief hebben gereageerd op de oproep van de gemeentediensten betreffende de animatie in de openbare ruimten van de Nieuwe Cité;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 124 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de bevoegdheid om subsidies toe te kennen onder bepaalde voorwaarden kan machtigen aan het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat deze subsidies onderworpen zullen zijn aan de volgende voorwaarden:

1. Positief hebben gereageerd op de oproep tot animatie gelanceerd door de diensten *Sociale Cohesie* en *Heropleving van de wijken* vóór 16 juni 2025;
2. Af en toe of regelmatig activiteiten aanbieden in de openbare ruimten van de Nieuwe Cité;
3. Zich hoofdzakelijk richten op de bewoners in de buurt van de openbare ruimten;
4. De periode voor animatie ligt tussen 9 juli en 30 september 2025;
5. Het bedrag van de subsidie die aan elke actor wordt toegekend moet lager zijn dan 2.500 euro;
6. Het voorwerp uitmaken van een overeenkomst tussen de Gemeente en de aangewezen vereniging;
7. Financiering van een voorschot van 80% van het gevraagde bedrag na ondertekening van de overeenkomst en het saldo van 20% na indiening van een beknopt activiteitenverslag na de voorgestelde periode voor animatie;
8. De Gemeenteraad moet tijdens zijn eerstvolgende zitting op de hoogte worden gebracht van de toekenning van de subsidies;

Overwegende dat de kredieten nodig voor de subsidiëring van de zomeractiviteiten in de openbare ruimten van de Nieuwe Cité ingeschreven zijn op artikel 93011/332-02/92 'Subsidies aan instellingen ten dienste van de gezinnen' van de gewone dienst van de begroting 2025 en dat het bedrag inclusief belasting niet hoger is dan 15.000 € alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat deze overdrachten voor 100% worden gefinancierd door de subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende *DWC 2 Cités*, ingeschreven op artikel van ontvangst 93011/994-01/92 'Overboeking op het gewone reservefonds' van de gewone dienst van de begroting 2025, subsidie verbonden aan vastgesteld recht nr. 3989/2022;

BESLIST:

Overeenkomstig artikel 124 van de Nieuwe Gemeentewet het College van Burgemeester en Schepenen de bevoegdheid te machtigen om subsidies toe te kennen voor zomeractiviteiten in de openbare ruimten van de Nieuwe Cité, onder de volgende voorwaarden:

1. Positief hebben gereageerd op de oproep tot animatie gelanceerd door de diensten *Sociale Cohesie* en *Heropleving van de wijken* vóór 16 juni 2025;
2. Af en toe of regelmatig activiteiten aanbieden in de openbare ruimten van de Nieuwe Cité;
3. Zich hoofdzakelijk richten op de bewoners in de buurt van de openbare ruimten;
4. De periode voor animatie ligt tussen 9 juli en 30 september 2025;
5. Het bedrag van de subsidie die aan elke actor wordt toegekend moet lager zijn dan 2.500 euro;
6. Het voorwerp uitmaken van een overeenkomst tussen de Gemeente en de aangewezen vereniging;
7. Financiering van een voorschot van 80% van het gevraagde bedrag na ondertekening van de overeenkomst en het saldo van 20% na indiening van een beknopt activiteitenverslag na de voorgestelde periode voor animatie;
8. De Gemeenteraad moet tijdens zijn eerstvolgende zitting op de hoogte worden gebracht van de toekenning van de subsidies;

Het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen om de overeenkomst met betrekking tot deze subsidies goed te keuren en te ondertekenen;

De beslissing van de Gemeenteraad van 27 mei 2025 om de voorlopige twaalfden van juli, augustus en september 2025 toe te staan en waarbij wordt gepreciseerd dat deze kredieten zullen worden gebruikt in overeenstemming met artikel 14 van het KB van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, in toepassing te brengen;

De overdrachten in verband met de subsidie voor de zomeractiviteiten in de openbare ruimten van de Nieuwe Cité in te schrijven op artikel 93011/332-02/92 'Subsidies aan instellingen ten dienste van de gezinnen' van de gewone dienst van de begroting 2025 tot een maximumwaarde van 15.000 € alle belastingen inbegrepen;

Deze uitgave voor 100% te financieren door de subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende *DWC 2 Cités*, ingeschreven op artikel van ontvangst 93011/994-01/92 'Overboeking op het gewone reservefonds' van de gewone dienst van de begroting 2025, subsidie verbonden aan vastgesteld recht nr. 3989/2022.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

20 **Logement – Règlement relatif à l’octroi d’une prime durant l’année suivant l’établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu son Règlement du 17 décembre 2013 relatif à l’octroi d’une prime pendant les trois années suivant l’établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest et ses modifications successives ;

Vu son Règlement du 21 décembre 2021 relatif à l’octroi d’une prime pendant l’année suivant l’établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest et sa modification par le règlement du 15 octobre 2024 ;

Vu le Règlement du 5 décembre 2023 instaurant la prime be-home forestoise;

Vu le Règlement du 16 décembre 2024 relative aux centimes additionnels communaux au précompte immobilier;

Considérant que, suite à l’augmentation des centimes additionnels communaux de 400 points en 2014, la Commune de Forest a accordé une prime pendant les trois années suivant l’établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest, correspondant au montant des centimes additionnels communaux, plafonnée à 750 €;

Considérant que les centimes additionnels communaux sont passés à 3990 en 2024;

Considérant que la prime be-home compense l’augmentation des centimes additionnels au précompte immobilier pour tous les propriétaires occupant de leur unique logement ;

Considérant que le montant fixe de cette prime bénéficie proportionnellement plus aux propriétaires occupant des logements pour lesquels le revenu cadastral est bas;

Considérant que les ménages qui s’établissent à Forest dans de nouvelles constructions doivent acquitter un précompte immobilier sur base d’un revenu cadastral élevé car récemment évalué;

Considérant que la réduction du tout premier précompte immobilier à payer peut être un élément incitant les acquéreurs de leur logement à s’établir à Forest;

Considérant que depuis l’entrée en vigueur de la prime à l’établissement jusqu’au 31/12/2024, soit sur 10 ans, 422 ménages ont bénéficié de la prime pendant les trois années ou pendant l’année suivant l’établissement;

Considérant que le règlement pour l’octroi d’une prime durant l’année suivant l’établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest est échu le 30 juin 2025;

Considérant que le plafond de revenus du ménage pour pouvoir prétendre à la prime doit tenir compte de l’indexation intervenue dans le cadre des précédents règlement-prime;

Considérant que la prime est accordée dans la limite des crédits budgétaires disponibles ;

Considérant que l'échéance du présent règlement doit permettre le traitement des demandes introduites sur base de l'avertissement extrait de rôle du précompte immobilier 2030, soit jusqu'au 30 juin 2031;

DECIDE

D'approuver le règlement relatif à l'octroi d'une prime durant l'année suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest.

Article 1 : Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

Demandeur : la (ou les) personne(s) au(x) nom(s) de laquelle ou desquelles le précompte immobilier est enrôlé ;

Résidence principale : l'habitation où le(s) demandeur(s) est (sont) inscrit(s) dans les registres de la population ;

Pleine propriété : propriété non-démembrée en nue-propriété et usufruit et constituée par l'ensemble de ses attributs à savoir le droit d'user, de jouir et de disposer de la chose ;

Acte authentique d'acquisition : acte notarié portant acquisition de droits réels sur le logement comportant l'ensemble des attributs de la propriété à savoir droit d'user, de jouir et de disposer du bien, dont emphytéose ou droit de superficie.

Article 2 : Dans les limites des crédits budgétaires approuvés par l'autorité de tutelle, une prime est octroyée au(x) demandeur(s) qui établi(ssen)t sa (leur) résidence principale dans l'habitation sise à Forest qu'il(s) a (ont) nouvellement acquise ou construite.

Article 3 : Le demandeur ou les demandeurs:

3.1.- doi(ven)t être âgé de 18 ans au moins à la date de l'inscription visée à l'article 3.4 ;

3.2.- doi(ven)t être assujetti(s) à l'impôt des personnes physiques et redevable d'un tel impôt (l'avertissement extrait de rôle doit comporter des revenus) ;

3.3.- ne peu(ven)t avoir bénéficié, pour l'avant-dernière année précédant celle de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien immeuble se rapportant à la prime demandée, de revenus nets globalement imposables excédant : 60 071 € pour un isolé; 86 769 € pour un couple ou pour l'ensemble des personnes majeures copropriétaires du bien pour lequel la demande de prime est introduite ;

Cette condition s'applique aux revenus imposables cumulés du ou des demandeur(s); ces montants sont augmentés de 4005 € par enfant à charge.

3.4.- doi(ven)t, se domicilier dans l'immeuble et y maintenir, à partir de l'octroi de la prime, cette inscription pendant au moins 5 ans. En cas de non-respect de cette condition, le(s) demandeur(s) est (sont) tenu(s) (solidairement) de rembourser à l'Administration communale la totalité de la (ou des) prime(s) qui lui aura ou auront été octroyée(s). Toutefois, en cas de décès d'un demandeur ou de tout autre cas de force majeure, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra dispenser du remboursement de tout ou partie de la (ou des) prime(s) versée(s).

3.5.- ne peu(ven)t, être déjà plein propriétaire(s) ou plein copropriétaire(s) d'une autre habitation, à la date de l'envoi du premier avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien pour lequel la prime est demandée.

Article 4 : Le montant de la prime est égal au montant des centimes additionnels communaux au précompte immobilier relatif à l'habitation acquise ou construite et ne peut être supérieur au montant de précompte immobilier effectivement payé après déduction d'autres primes ou réductions

éventuelles. Il est plafonné à maximum 822 €.

Article 5 : L'octroi de la prime se fait dans les limites des crédits budgétaires prévus à cet effet.

Article 6 : Sans préjudice des limites prévues aux articles 4 et 5 et sous réserve des dispositions transitoires prévues à l'article 10, la prime est allouée en une tranche dont le paiement est octroyé sur base de l'avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier, sur présentation par le(s) demandeur(s) de cet avertissement et de la preuve de paiement de l'impôt.

Article 7 : La demande d'octroi de la prime et de liquidation de la tranche unique doit être introduite auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins par courrier, dans les 6 mois à partir de la date d'envoi du tout premier avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier du bien immeuble pour lequel la prime est demandée. Cette demande se fait au moyen d'un formulaire délivré par l'Administration communale et doit être accompagnée de l'ensemble des documents suivants :

A.- l'avertissement-extrait de rôle relatif au précompte immobilier mentionné ci-dessus pour l'exercice d'imposition qui suit l'année de la signature de l'acte authentique d'acquisition ou de la première occupation de la construction accompagné de la preuve de son paiement (avis de débit bancaire);

B.- une copie de l'acte authentique d'acquisition ou, dans le cas d'une construction, une copie de la notification par l'Administration du cadastre du revenu cadastral nouvellement établi ;

C.- l'avertissement-extrait de rôle à l'impôt des personnes physiques de l'année de référence prévue à l'article 3.3. accompagné, le cas échéant, de la preuve de paiement du montant de l'impôt restant dû.

Lorsque le(s) demandeur(s) s'établi(ssen)t à Forest en provenance de l'étranger, il(s) fourni(ssen)t le document équivalent émanant d'une administration fiscale étrangère, accompagné d'une traduction jurée si le document n'est pas dans une des deux langues officielles, et, le cas échéant, de la preuve du paiement de l'impôt.

Article 8 : La demande d'octroi de la prime est réputée irrecevable si elle n'est pas introduite accompagnée de tous les documents requis dans le délai précité à l'art.7.

Article 9 : Contrôle de la durée de l'établissement du bénéficiaire de la prime

A la demande du service gestionnaire pouvant intervenir jusqu'à 10 ans maximum après l'octroi de la prime, le bénéficiaire fournira la preuve de 5 années de domiciliation dans le logement pour lequel la prime a été octroyée.

A défaut de réponse, le service gestionnaire pourra accéder aux données du registre national relatives à la domiciliation du ou des bénéficiaires pour les cinq années à partir de l'inscription à l'adresse du logement pour lequel la prime a été octroyée.

Article 10 : Protection des données personnelles

Les traitements de données comme nom, prénom, domicile, titres de propriété et impositions dans le cadre du présent règlement respectent les obligations imposées par le règlement général de protection des données personnelles [Règlement européen no 2016/679, Loi Cadre du 30 Juillet 2018].

Article 11 : Dispositions transitoires

§ 1 documentation patrimoniale à fournir avec la demande de prime :

Outre les documents repris à l'article 7, la demande de prime est également accompagnée d'un certificat du SPF Finances, Administration Générale de la

Documentation Patrimoniale, établissant que le(s) demandeur(s), n'est (sont) pas plein propriétaire(s) ou ni plein copropriétaire(s) - cf. art.3.5.- d'une autre habitation. Lorsque le service gestionnaire aura accès aux données de l'Administration Générale de la Documentation Patrimoniale du SPF Finances relatives au titre de propriété des demandeurs, cette obligation sera levée. Les demandeurs en seront informés par le formulaire d'introduction de la demande et le site internet communal.

§ 2 contrôle de la durée de l'établissement pour les bénéficiaires de la prime dans le cadre des règlements similaires précédents :

L'article 9 s'applique aux bénéficiaires primes octroyées dans le cadre du Règlement du 17 décembre 2013 relatif à l'octroi d'une prime pendant les trois années suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest et du Règlement du 21 décembre 2021 relatif à l'octroi d'une prime durant l'année suivant l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Forest.

Article 12 : Le présent règlement reste en vigueur jusqu'au 30 juin 2031.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Huisvesting – Reglement betreffende de toekenning van een premie gedurende het jaar dat volgt op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het reglement van 17 december 2013 betreffende de toekenning van een premie gedurende de drie jaren die volgen op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst en de opeenvolgende wijzigingen ervan;

Gelet op het reglement van 21 december 2021 betreffende de toekenning van een premie gedurende het jaar dat volgt op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst en de wijziging ervan bij reglement van 15 oktober 2024;

Gelet op het reglement van 5 december 2023 tot invoering van de Vorstse Be Home-premie;

Gelet op het reglement van 16 december 2024 betreffende de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing;

Overwegende dat de gemeente Vorst, naar aanleiding van de verhoging van de gemeentelijke opcentiemen met 400 punten in 2014, een premie heeft toegekend gedurende de drie jaren die volgen op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst, in overeenstemming met het bedrag van de gemeentelijke opcentiemen, beperkt tot 750 €;

Overwegende dat de gemeentelijke opcentiemen in 2024 zijn gestegen tot 3990;

Overwegende dat de Be Home-premie de stijging van de opcentiemen op de onroerende voorheffing compenseert voor alle eigenaars-bewoners van hun enige woning;

Overwegende dat het vaste bedrag van deze premie proportioneel meer eigenaars-bewoners van woningen met een laag kadastraal inkomen ten goede komt;

Overwegende dat gezinnen die zich in Vorst vestigen in nieuwbouw, onroerende voorheffing moeten betalen op basis van een hoog kadastraal inkomen omdat dit recentelijk is geschat;

Overwegende dat de verlaging van de allereerste onroerende voorheffing die moet worden betaald, een stimulans kan zijn voor kopers van hun woning om zich in Vorst te vestigen;

Overwegende dat sinds de inwerkingtreding van de vestigingspremie tot 31/12/2024, d.w.z. over een periode van 10 jaar, 422 gezinnen de premie hebben ontvangen gedurende de drie jaren of het jaar volgend op de vestiging;

Overwegende dat het reglement voor de toekenning van een premie gedurende het jaar dat volgt op de vestiging in een nieuw verworven of gebouwde woning in Vorst op 30 juni 2025 vervallen is;

Overwegende dat de inkomensgrens van het gezin om aanspraak te kunnen maken op de premie rekening moet houden met de indexering die plaatsvond in het kader van de vorige premiereglementen;

Overwegende dat de premie wordt toegekend binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten;

Overwegende dat de termijn voor de toepassing van dit reglement het mogelijk moet maken de aanvragen te behandelen die zijn ingediend op basis van het aanslagbiljet inzake onroerende voorheffing 2030, d.w.z. tot en met 30 juni 2031;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan het reglement betreffende de toekenning van een premie gedurende het jaar dat volgt op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning te Vorst:

Artikel 1: Voor de toepassing van het huidige reglement wordt verstaan onder:

Aanvrager: de persoon (of personen) in wiens naam de onroerende voorheffing wordt ingekohierd;

Hoofdverblijfplaats: de woning waar de aanvrager(s) is (zijn) ingeschreven in de bevolkingsregisters;

Volle eigendom: eigendom die niet is onderverdeeld in naakte eigendom en vruchtgebruik en die bestaat uit alle attributen ervan, d.w.z. het recht om het goed te gebruiken, ervan te genieten en erover te beschikken;

Authentieke aankoopakte: notariële akte houdende verwerving van zakelijke rechten op de woning, inclusief alle attributen van het eigendomsrecht, d.w.z. het recht om het goed te gebruiken, ervan te genieten en erover te beschikken, waaronder erfpacht of recht van opstal;

Artikel 2: Er wordt binnen de grenzen van de kredieten, goedgekeurd door de toezichhoudende overheid, een premie toegekend aan de aanvrager(s) die zijn (hun) hoofdverblijfplaats inricht(en) in de woning, gelegen te Vorst, die hij (zij) pas verworven of gebouwd heeft (hebben).

Artikel 3: De aanvrager(s):

3.1.- moet(en) minimaal 18 jaar zijn op de datum van inschrijving bedoeld in artikel 3.4;

3.2.- moet(en) onderworpen zijn aan de personenbelasting en een dergelijke belasting verschuldigd zijn (het aanslagbiljet moet inkomsten bevatten);

3.3.- mag (mogen) niet genoten hebben tijdens het voorlaatste jaar, voorafgaand aan de verzendingsdatum van het aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd, van een globaal belastbaar netto-inkomen dat hoger is dan: 60.071 € voor een alleenstaande; 86.769 € voor een koppel of voor alle meerderjarige mede-eigenaars van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd;

Deze voorwaarde is van toepassing op de gecumuleerde belastbare inkomens van de aanvrager(s); deze bedragen worden verhoogd met 4005 € per kind ten laste.

3.4.- moet(en) zich in het gebouw domiciliëren en moet(en) er gedomicilieerd blijven gedurende minimaal 5 jaar vanaf de toekenning van de premie. Indien deze voorwaarde niet wordt nageleefd, dient de totaliteit van de toegekende premie(s) (op een solidaire manier) door de aanvrager(s) aan het gemeentebestuur terugbetaald te worden. In geval van overlijden van een aanvrager of bij elk ander geval van overmacht kan het College van Burgemeester en Schepenen evenwel beslissen om de toegekende premie(s) geheel of gedeeltelijk vrij te stellen van terugbetaling.

3.5.- mag (mogen) nog geen volle eigenaar(s) of volle mede-eigenaar(s) zijn van een andere woning op de verzendingsdatum van het eerste aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd.

Artikel 4: Het bedrag van de premie komt overeen met het bedrag van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing met betrekking tot de pas verworven of gebouwde woning en mag niet hoger zijn dan het effectief betaalde bedrag van onroerende voorheffing na aftrek van andere eventuele premies of kortingen. Dit is beperkt tot max. 822 €.

Artikel 5: De premie wordt toegekend binnen de grenzen van de hiertoe voorziene begrotingskredieten.

Artikel 6: Onverminderd de in artikel 4 en 5 voorziene grenzen en behoudens de overgangsbepalingen voorzien in artikel 10, wordt de premie toegekend in één schijf waarvan de betaling wordt toegekend op basis van het aanslagbiljet van de onroerende voorheffing, op voorlegging van dit aanslagbiljet en het betalingsbewijs van de belasting door de aanvrager(s).

Artikel 7: De aanvraag tot toekenning van de premie en tot betaling van de eenmalige schijf moet schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen binnen de 6 maanden vanaf de verzendingsdatum van het allereerste aanslagbiljet van de onroerende voorheffing van het goed waarvoor de premie wordt aangevraagd. Deze aanvraag gebeurt door middel van een formulier, afgeleverd door het Gemeentebestuur, waaraan de volgende documenten toegevoegd moeten worden:

A.- het aanslagbiljet van de bovenvermelde onroerende voorheffing voor het aanslagjaar dat volgt op het jaar van de ondertekening van de authentieke aankoopakte of van de eerste bewoning van het gebouw, vergezeld van het betalingsbewijs (bankrekeninguittreksel);

B.- een kopie van de authentieke aankoopakte of, in het geval van een nieuwbouw, een kopie van de kennisgeving door de Administratie van het Kadaster van het nieuwe vastgestelde kadastrale inkomen;

C.- het aanslagbiljet van de personenbelasting van het referentiejaar voorzien in artikel 3.3, vergezeld van, in voorkomend geval, het betalingsbewijs van de verschuldigde resterende belasting.

Als de aanvrager(s) vanuit het buitenland naar Vorst verhuist (verhuizen), verstrekt (verstrekken) hij (zij) het gelijkwaardig document uitgereikt door een buitenlandse fiscale administratie, vergezeld van een beëdigde vertaling indien het document niet in een van de twee officiële talen is, en, in voorkomend geval, het bewijs van betaling van de belasting.

Artikel 8: De aanvraag voor toekenning van de premie wordt als onontvankelijk beschouwd indien ze niet werd ingediend met de vereiste documenten binnen de in artikel 7 vermelde termijn.

Artikel 9: Controle van de vestigingsduur van de premieontvanger

Op verzoek van de beherende dienst die tot maximaal 10 jaar na de toekenning van de premie kan optreden, verstrekt de begunstigde het bewijs dat hij 5 jaar gewoond heeft in de woning waarvoor de premie is toegekend.

Bij gebrek aan een antwoord kan de beherende dienst toegang krijgen tot de gegevens in het rijksregister die betrekking hebben op de woonplaats van de begunstigde(n) gedurende de vijf jaar vanaf de inschrijving op het adres van de woning waarvoor de premie is toegekend.

Artikel 10: Bescherming van persoonsgegevens

De gegevensverwerking zoals naam, voornaam, woonplaats, eigendomstitels en belastingheffingen in het kader van het huidige reglement respecteren de verplichtingen opgelegd door de algemene verordening gegevensbescherming [Europese verordening nr. 2016/679, Kaderwet van 30 juli 2018].

Artikel 11: Overgangsbepalingen

§ 1 patrimoniumdocumentatie die samen met de premieaanvraag moet worden verstrekt:

Naast de documenten vermeld in artikel 7 is de premieaanvraag tevens vergezeld van een getuigschrift van de FOD Financiën, Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie, dat aantoont dat de aanvrager(s) geen volle eigenaar(s) of volle mede-eigenaar(s) is (zijn) - zie art. 3.5. - van een andere woning. Wanneer de beherende dienst toegang zal hebben tot de gegevens van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie van de FOD Financiën betreffende de eigendomstitel van de aanvragers zal deze verplichting opgeheven worden. De aanvragers zullen hiervan op de hoogte gebracht worden door het formulier voor indiening van de aanvraag en de gemeentelijke website.

§ 2 controle van de vestigingsduur voor premieontvangers in het kader van voorgaande gelijkaardige reglementen:

Artikel 9 is van toepassing op begunstigden van premies die werden toegekend in het kader van het reglement van 17 december 2013 betreffende de toekenning van een premie gedurende de drie jaren die volgen op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning in Vorst en het reglement van 21 december 2021 betreffende de toekenning gedurende het jaar dat volgt op de vestiging in een pas verworven of gebouwde woning in Vorst.

Artikel 12: Onderhavig reglement blijft van kracht tot en met 30 juni 2031.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Intervention de Mr PIERRE DE PERMENTIER

Concernant la prime pour les nouveaux propriétaires, par rapport à l'enveloppe disponible, est-ce qu'il y a des ménages qui ont fait la demande et qui n'ont pas pu en bénéficier ?

Réponse de Mr DE BEER :

A ma connaissance non, mais je peux vérifier pour 2024.

Réponse de Mr SPAPENS :

L'an dernier, si je ne me trompe pas, on a dû un peu augmenter le budget. Cette année, nous avons précisé « dans les limites du budget disponible ».

Tussenkost van de heer PIERRE-DE PERMENTIER

Zijn er, wat betreft de premie voor nieuwe eigenaars, gezinnen die een aanvraag hebben ingediend maar geen aanspraak konden maken op de premie, gezien het beschikbare budget?

Antwoord van de heer DE BEER

Voor zover ik weet niet, maar ik kan dit voor 2024 nakijken.

Antwoord van de heer SPAPENS

Vorig jaar hebben we, als ik me niet vergis, het budget iets moeten verhogen. Dit jaar hebben we gespecificeerd "binnen de grenzen van het beschikbare budget".

21 Régie Foncière – Budget 2025 – Autorisation de pourvoir à certaines dépenses par crédits provisoires.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, notamment l'article 3 ;

Vu l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Considérant que l'article 12 de l'arrêté susvisé permet de pourvoir aux dépenses du service ordinaire par douzièmes provisoires, dans la mesure où un crédit exécutoire est inscrit au budget 2024 pour ces dépenses ;

Considérant que frais de personnel, primes d'assurance et taxes peuvent également être pourvus par crédits provisoires sans être limités aux douzièmes ;

Considérant que le même article permet de pourvoir par des crédits provisoires aux dépenses d'investissements approuvées au cours de l'exercice 2024 ;

Considérant que l'approbation du budget de la régie foncière au conseil communal du 1er juillet 2025 et le délai d'approbation du budget par la tutelle font que ce budget sera exécutoire au plus tôt fin

août 2025 ;

DECIDE :

D'autoriser des crédits provisoires afin de pourvoir aux dépenses du service ordinaire de la régie foncière par douzièmes pour les mois de juillet, août et septembre 2025 ;

D'autoriser des crédits provisoires afin de pourvoir aux dépenses liées aux projets d'investissements approuvés au cours de l'exercice 2024, détaillés à l'annexe 2 du budget 2024 de la régie foncière ;

Que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Grondregie – Begroting 2025 – Toestemming om in bepaalde uitgaven te voorzien door middel van voorlopige kredieten.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, inzonderheid artikel 3;

Gelet op artikel 12 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Overwegende dat artikel 12 van bovengenoemd besluit de mogelijkheid biedt te voorzien in uitgaven van de gewone dienst door middel van voorlopige twaalfden, voor zover voor deze uitgaven een uitvoerbaar krediet uitgetrokken is op de begroting van 2024;

Overwegende dat in personeelskosten, verzekeringspremies en belastingen ook door middel van voorlopige kredieten kan worden voorzien zonder beperkt te zijn tot twaalfden;

Overwegende dat hetzelfde artikel het mogelijk maakt door middel van voorlopige kredieten te voorzien in investeringsuitgaven die goedgekeurd werden tijdens het dienstjaar 2024

Overwegende dat de goedkeuring van de begroting van de Grondregie tijdens de gemeenteraad van 1 juli 2025 en de termijn voor de goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid betekenen dat deze begroting ten vroegste eind augustus 2025 uitvoerbaar zal zijn;

BESLIST:

In te stemmen met voorlopige kredieten om te voorzien in uitgaven van de gewone dienst van de Grondregie door middel van twaalfden voor de maanden juli, augustus en september 2025;

In te stemmen met voorlopige kredieten om te voorzien in uitgaven in verband met investeringsprojecten die goedgekeurd werden tijdens het dienstjaar 2024, toegelicht in bijlage 2 van de begroting van de Grondregie voor 2024;

Dat deze kredieten zullen worden aangewend overeenkomstig artikel 12 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

22 **Régie foncière – Budget d’exploitation et budget patrimonial 2025 – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale notamment les articles 84 §1er, 117 et 149;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu l’arrêté ministériel du 6 février 2004 portant exécution des articles 5 et 38 de l’arrêté susvisé ;

Vu la circulaire du Ministre-Président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 février 2005 relative à la gestion financière des régies communales ;

Vu la décision du Conseil du 15 décembre 2020 adoptant les statuts de la régie foncière de Forest ;

Considérant que, la commission d’avis conformément à l’article 10 de l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales a émis un avis favorable sur la légalité et les implications financières prévisibles du budget 2025 de la Régie Communale Ordinaire ;

Vu le rapport de la Commission d’avis joint en annexe

DECIDE :

D’approuver le budget d’exploitation et le budget patrimonial de la régie foncière pour 2025 joints en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 23 votes positifs, 9 votes négatifs, 1 abstention.

Non : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

Abstention : Stéphane Peycker.

Grondregie – Exploitatie- en patrimoniale begroting voor 2025 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 84 §1, 117 en 149;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 februari 2004 tot uitvoering van de artikelen 5 en 38 van bovenvermeld besluit;

Gelet op de omzendbrief van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 februari 2005 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gelet op de beslissing van de Raad van 15 december 2020 waarin de statuten van de Grondregie van Vorst werden aangenomen;

Overwegende dat de adviescommissie in overeenstemming met artikel 10 van het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven een gunstig advies heeft uitgebracht over de wettelijkheid en de verwachte financiële weerslag van de

begroting 2025 van het gewone gemeentebedrijf;

Gelet op het bijgevoegde verslag van de adviescommissie

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde exploitatie- en patrimoniale begroting van de grondregie voor 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 23 positieve stemmen, 9 negatieve stemmen, 1 onthouding.

Nee : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Dominique Gillard, Michel Claise, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

Onthouding : Stéphane Peycker.

12 annexes / 12 bijlagen

23 Propriétés communales et logement – Convention de partenariat et de subventionnement avec l’Agence Immobilière Sociale de Forest ASBL (AISF) – Prise d’acte des comptes et du rapport financier de l’AISF au 31-12-2023 – Liquidation du solde de la subvention 2023.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle Loi communale ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 organisant les agences immobilières sociales ;

Vu la décision du Conseil communal « Finances – Octroi et emploi des subventions – Règlement » en date du 21 juin 2016 ;

Vu la décision du conseil communal en sa séance du 16 mars 2021, approuvant le renouvellement de la convention de partenariat et de subventionnement entre la commune de Forest et l'agence immobilière sociale de Forest ASBL (AISF) pour une période de 5 ans à partir du 1er janvier 2021;

Considérant que la subvention communale de fonctionnement 2023 à l’Agence Immobilière Sociale de Forest (AISF) s’élève à € 75 174,94 dont 90% lui ont été versés en 2023 en trois tranches de € 17.863,80 €, € 27.241,16 € et € 22.552,48 €;

Considérant que l'article 2 de la convention susvisée prévoit le paiement du solde de la subvention sur base de pièces justificatives soit :

- rapport annuel moral et financier,
- comptes annuels présentés selon les modalités de la comptabilité des entreprises,
- décompte des charges éligibles et du montant total du subside de la Région pour l’exercice qui fait l’objet du rapport,
- tableau du personnel engagé par l’AISF reprenant le numéro de commission paritaire de l’employeur et le barème auquel est rémunéré chaque employé,
- lorsque comptes annuels présentent un boni ou que les réserves ont été augmentées, un rapport sur la justification de ces boni, réserves et provisions ;

Considérant que, pour des raisons internes à l’administration communale, le réviseur d’entreprise désigné fin 2024 ne remettra pas rapport sur les comptes de l’AISF au 31-12-2023;

Considérant dès lors que le service gestionnaire du subside a demandé à l'asbl bénéficiaire un rapport sur la justification des boni, réserves et provisions;

Considérant que l'AISF a justifié le boni et les provisions par courriels des 24 mars, 2, 4 et 10 avril 2025;

Considérant que l'augmentation de la provision pour créances locatives correspond à l'augmentation des recettes de loyers en 2023, et respecte le plafond de 10 % du total des loyers conformément à l'article 19 §6 de l'arrêté susvisé;

Considérant que l'AISF a également passé en 2023 une provision de 20.000 € pour déménagement et une provision de 25.000 € pour passif social;

Considérant que la provision pour déménagement a été passée en 2023 dans la perspective du déménagement des bureaux de l'AISF, qui été approuvé par l'assemblée générale du 31/05/2024;

Considérant que l'AISF a fourni le montant total des factures correspondant aux frais exposés en 2024 pour le déménagement et l'aménagement des nouveaux locaux ;

Considérant que l'AISF a estimé la provision pour passif social sur base des indemnités de licenciement à payer si deux employés avec 5 ans d'ancienneté devaient être licenciés ;

Considérant que le compte de résultats fait apparaître un bénéfice de 5.283,44 € à l'exercice 2023;

Considérant que les résultats de l'AISF sont très fluctuants, et que le bilan 2024 affiche une perte qui absorbe plus de la moitié du bénéfice reporté en 2023;

Considérant que la Région doit renouveler en 2025 la reconnaissance de l'AISF pour une période de 5 ans et qu'une situation de résultats reportés négatifs serait à ce niveau un élément problématique;

Considérant qu'il convient dès lors de déroger au troisième paragraphe de l'article 3 du règlement communal sur l'octroi et l'emploi des subsides et de verser la totalité du solde du subside 2023;

Considérant que le crédit reporté inscrit à l'article 922/332-02/2023/39 du service ordinaire du budget 2025 est suffisant pour payer la totalité de ce solde qui s'élève à 7.517,49 euros;

DECIDE :

De prendre acte des pièces justificatives de la subvention communale 2023 annexées à la présente décision;

D'autoriser la liquidation du solde de la troisième tranche du subside communal 2023 à l'AISF;

D'imputer la dépense de € 7.517,49 (sept mille cinq cent dix-sept euros et quarante-neuf cents) à l'article 922/332-02/2023/39 du service ordinaire du budget 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Gemeentelijke eigendommen en huisvesting – Samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst met het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst vzw (SVKV) – Akteneming van de rekeningen en het financieel verslag van het SVKV op 31-12-2023 – Uitbetaling van het saldo van de subsidie 2023.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad "Financiën - Toekenning en aanwending van subsidies - Reglement" van 21 juni 2016;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad in zijn zitting van 16 maart 2021 tot goedkeuring van de hernieuwing van de samenwerkings- en subsidiëringsovereenkomst tussen de gemeente Vorst en het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst vzw (SVKV) voor een periode van 5 jaar vanaf 1 januari 2021;

Overwegende dat de gemeentelijke werkingssubsidie 2023 aan het Sociaal Verhuurkantoor van Vorst (SVKV) 75.174,94 € bedraagt, waarvan 90 % in 2023 werd betaald in drie gedeelten, nl. 17.863,80 €, 27.241,16 € en 22.552,48 €;

Overwegende dat artikel 2 van de bovenvermelde overeenkomst preciseert dat het saldo van de subsidie wordt uitbetaald op basis van bewijsstukken, zijnde;

- moreel en financieel jaarverslag,
- jaarrekeningen voorgesteld volgens de bepalingen met betrekking tot de boekhouding van ondernemingen,
- een overzicht van de in aanmerking komende kosten en het totaalbedrag van de subsidie van het Gewest voor het door het verslag bestreken jaar;
- een tabel van het door het SVKV aangeworven personeel, met het nummer van het paritair comité van de werkgever en het barema volgens hetwelk iedere werknemer bezoldigd wordt,
- wanneer uit jaarrekeningen een overschot blijkt of wanneer de reserves zijn verhoogd, een verslag over de verantwoording van deze overschotten, reserves of provisies;

Overwegende dat de eind 2024 aangestelde bedrijfsrevisor om interne redenen met betrekking tot het gemeentebestuur geen verslag zal indienen over de rekeningen van het SVKV op 31-12-2023;

Overwegende dat de dienst die de subsidie beheert, de begunstigde vzw daarom heeft gevraagd om een verslag over de verantwoording van de overschotten, reserves en provisies;

Overwegende dat het SVKV het overschot en de provisies heeft verantwoord bij e-mails van 24 maart, 2, 4 en 10 april 2025;

Overwegende dat de verhoging van de provisie voor huurvorderingen overeenstemt met de verhoging van de huurinkomsten in 2023 en het plafond van 10% niet overschrijdt van het totaal aan huurinkomsten, overeenkomstig artikel 19 §6 van voornoemd besluit;

Overwegende dat het SVKV in 2023 ook een provisie van 20.000 € heeft aangelegd voor verhuizing en een provisie van 25.000 € voor sociaal passief;

Overwegende dat de provisie voor verhuizing in 2023 gerechtvaardigd was met het oog op de geplande verhuizing van het SVKV, die op 31/05/2024 door de algemene vergadering goedgekeurd werd;

Overwegende dat het SVKV het totaalbedrag geleverd heeft van de facturen die overeenkomen met de kosten die in 2024 zijn gemaakt voor de verhuizing en de inrichting van de nieuwe lokalen;

Overwegende dat het SVKV de provisie voor sociaal passief heeft geraamd op basis van de te betalen ontslagvergoedingen indien twee werknemers met vijf jaar anciënniteit zouden worden ontslagen;

Overwegende dat de resultatenrekening een winst van 5.283,44 € vertoont voor het boekjaar 2023;

Overwegende dat de resultaten van het SVKV sterk fluctueren en dat de balans voor 2024 een verlies vertoont dat meer dan de helft van de overgedragen winst van 2023 opslokt;

Overwegende dat het Gewest in 2025 de erkenning van het SVKV voor een periode van 5 jaar moet verlengen en dat een situatie van negatieve overgedragen resultaten op dit niveau een problematisch element zou zijn;

Overwegende dat het daarom aangewezen is om af te wijken van de derde paragraaf van artikel 3 van het gemeentereglement betreffende de toekenning en het gebruik van subsidies en het volledige saldo van de subsidie 2023 uit te betalen;

Overwegende dat het overgedragen krediet, ingeschreven op artikel 922/332-02/2023/39 van de gewone dienst van de begroting 2025, volstaat om dit volledige saldo van 7.517,49 € te betalen;

BESLIST

Kennis te nemen van de bij deze beslissing gevoegde bewijsstukken voor de gemeentelijke subsidie 2023;

Toestemming te verlenen voor de betaling van het saldo van het derde gedeelte van de gemeentelijke subsidie 2023 aan het SVKV;

De uitgave van 7.517,49 € (zevenduizend vijfhonderd zeventien euro en negenenveertig cent) in te schrijven op artikel 922/332-02/2023/39 van de gewone dienst van de begroting 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

9 annexes / 9 bijlagen

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Instruction publique - Openbaar onderwijs

24 Instruction publique – Ecoles francophones – Projet éducatif et projet pédagogique CECP – Adhésion.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 24 juillet 1997 (mise à jour du 09 octobre 2018) définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu l'article 63 dudit décret qui stipule que « *le projet éducatif définit, {...}, l'ensemble des valeurs, des choix de société et des références à partir desquels un pouvoir organisateur ou un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs définit ses objectifs éducatifs* » ;

Vu l'article 64 dudit décret qui stipule que « *le projet pédagogique définit les visées pédagogiques et les choix méthodologiques qui permettent à un pouvoir organisateur ou un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de mettre en œuvre son projet éducatif* » ;

Considérant qu'il y a lieu de revoir le projet éducatif et le projet pédagogique de l'enseignement communal forestois ;

Considérant que la Commune de Forest est représentée par le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) ;

Considérant que le CECP a établi un projet éducatif et un projet pédagogique propre au réseau officiel subventionné et que ceux-ci s'inscrivent parfaitement dans le travail réalisé au sein des écoles communales forestoises ;

DECIDE :

D'adhérer à partir de l'année scolaire 2025-2026, au projet éducatif et au projet pédagogique du réseau officiel subventionné définis par le Conseil de l'Enseignement des Communes et des provinces, tels que joins en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Openbaar Onderwijs – Franstalige scholen – Opvoedkundig en pedagogisch project CECP – Aansluiting.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 (bijgewerkt op 09 oktober 2018) dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op artikel 63 van dit decreet dat het volgende bepaalt: *"het opvoedkundig project definieert, {...}, het geheel van waarden, maatschappelijke keuzen en referenties die als basis dienen voor een inrichtende macht of een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten voor het bepalen van hun opvoedkundige doelstellingen"*;

Gelet op artikel 64 van dit decreet dat het volgende bepaalt: *"het opvoedkundig project definieert de pedagogische plannen en de methodologische keuzen die het voor een inrichtende macht of een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten mogelijk maken hun opvoedkundige projecten te verwezenlijken"*;

Overwegende dat het opvoedkundig en het pedagogisch project van het gemeentelijk onderwijs in Vorst moeten worden herzien;

Overwegende dat de gemeente Vorst vertegenwoordigd wordt door de Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP);

Overwegende dat de CECP een opvoedkundig en een pedagogisch project heeft uitgewerkt dat specifiek is voor het gesubsidieerde officiële netwerk en dat deze perfect aansluiten bij het werk dat wordt gedaan in de Vorstse gemeentescholen;

BESLIST,

Zich vanaf schooljaar 2025-2026 aan te sluiten bij het opvoedkundig en het pedagogisch project van het gesubsidieerde officiële netwerk gedefinieerd door de Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces, zoals bijgevoegd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

25 **Instruction publique - Ecoles communales francophones - Règlement d'ordre intérieur - Mise à jour - Adoption.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement d'ordre intérieur des écoles communales francophones tel que validé par le Conseil communal en sa séance du 5 juillet 2016 ;

Considérant la nécessité de mettre à jour ce document pour y inclure de nouvelles dispositions obligatoires relatives à l'utilisation du téléphone portable et au bien-être à l'école notamment ;

Considérant qu'un modèle de règlement d'ordre intérieur a été établi par le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) qui reprend l'ensemble des dispositions devant y figurer ;

Considérant que le règlement d'ordre intérieur revêt un caractère obligatoire et contraignant dans le sens où la non-adhésion à ce document officiel est un motif valable de refus d'inscription et que l'infraction au dit règlement est susceptible d'entraîner un renvoi définitif de l'élève :

DECIDE :

D'adopter le règlement d'ordre intérieur des écoles communales francophones, joint en annexe ;

De fixer la date d'entrée en vigueur dudit règlement au 25 août 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Openbaar onderwijs - Franstalige gemeentescholen - Huishoudelijk reglement - Actualisering - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het huishoudelijk reglement van de Franstalige gemeentescholen zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 5 juli 2016;

Overwegende dat dit document moet worden geactualiseerd om er nieuwe bindende bepalingen in op te nemen die meer bepaald betrekking hebben op het gebruik van mobiele telefoons en het welzijn op school;

Overwegende dat de Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP) een model van huishoudelijk reglement heeft opgesteld met alle bepalingen die hierin moeten worden opgenomen;

Overwegende dat het huishoudelijk reglement verplicht en bindend is in die zin dat het niet naleven van dit officiële document een geldige reden is om inschrijving te weigeren en dat overtreding van dit reglement kan leiden tot permanente verwijdering van de leerling;

BESLIST:

Het bijgevoegd huishoudelijk reglement van de Franstalige gemeentescholen goed te keuren;

De datum van inwerkingtreding van dit reglement vast te leggen op 25 augustus 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

26 **Instruction publique – Redevances relatives aux repas scolaires, natation et frais de surveillance – Règlement – Modifications.**

LE CONSEIL,

Vu le règlement « redevances relatives aux repas scolaires, boissons et natation » tel qu'approuvé par le conseil communal en sa séance du 2 juillet 2019 ;

Considérant qu'il y a lieu d'indexer le prix des repas scolaires, garderies et piscines pour les années scolaires 2025-2026 ;

Considérant que les écoles ne distribuent plus de boissons aux élèves ;

DECIDE :

D'abroger à la date 8 juillet 2025 le règlement « redevances relatives aux repas scolaires, boissons, natation et surveillance » tel qu'approuvé par le conseil communal en sa séance du 2 juillet 2019 ;

Article 1

Les tarifs relatifs aux repas, boissons et à la fréquentation de la piscine sont fixés pour les années scolaires 2025-2026.

Article 2

Le tarif des repas scolaires est repris ci-dessous sous forme de tableau comparatif, le prix augmenté correspond au prix actuel plus 2 % :

Service	Prix actuel	Prix augmenté
Repas petit primaire	3,25 €	3,32 €
Repas grand primaire	3,50 €	3,57 €
Repas Maternelle	3,00 €	3,06 €
Garderie sans mercredi	13,50 €	13,77 €
Garderie avec mercredi	19,00 €	19,38 €
Garderie tarif journalier	2,00 €	2,04 €
Potage	0,25 €	0,26 €
Repas adulte	4,50 €	4,59 €

Article 3

Le tarif de la fréquentation de la piscine est fixé à 2,04 € par élève.

Article 4

Les frais de participation des parents pour la surveillance des enfants en dehors des heures de cours

sont fixés de façon forfaitaire :

Forfait mensuel sans mercredi après-midi : 13,77 €

Forfait mensuel avec mercredi après-midi : 19,38 €

Il existe également une alternative journalière de 2,04 €/jour.

Article 5

Une redevance supplémentaire est due pour les reprises tardives d'un enfant : soit 5,10 €/enfant par quart d'heure supplémentaire après 18h00.

Article 6

En cas de retards de paiements successifs, un dossier sera constitué par l'école et transmis au service de l'Instruction publique de l'Administration. Les montants dus seront alors majorés de 10,00 € de frais de dossier.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 23 votes positifs, 10 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

Openbaar onderwijs – Retributies voor de schoolmaaltijden, zwemmen en kosten voor toezicht – Reglement – Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op het "retributiereglement betreffende de schoolmaaltijden, dranken en zwemmen" zoals goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn zitting van 2 juli 2019;

Overwegende dat de prijzen voor de schoolmaaltijden, de opvang en het zwembad voor het schooljaar 2025-2026 geïndexeerd moeten worden;

Overwegende dat de scholen geen dranken meer uitdelen aan de leerlingen;

BESLIST:

Het "retributiereglement betreffende de schoolmaaltijden, dranken en zwemmen", zoals goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn zitting van 2 juli 2019, op te heffen met ingang vanaf 8 juli 2025;

Artikel 1

De tarieven betreffende de maaltijden, dranken en gebruik aan het zwembad worden vastgelegd voor schooljaar 2025-2026.

Artikel 2

De prijs van schoolmaaltijden wordt hieronder weergegeven in de vorm van een vergelijkingstabel, de verhoogde prijs komt overeen met de huidige prijs plus 2 %:

Dienst	Huidige prijs	Verhoogde prijs
Maaltijd jongsten lager onderwijs	3,25 €	3,32 €
Maaltijd groten lager onderwijs	3,50 €	3,57 €
Maaltijd kleuters	3,00 €	3,06 €

Maandelijks forfait zonder woensdagnamiddag	13,50 €	13,77 €
Maandelijks forfait met woensdagnamiddag	19,00 €	19,38 €
kinderdagverblijf dagprijs	2,00 €	2,04 €
Soep	0,25 €	0,26 €
Maaltijd volwassenen	4,50 €	4,59 €

Artikel 3

Het zwembadtarief bedraagt 2,04 € per leerling.

Artikel 4

De deelnamekosten van de ouders voor het toezicht op de leerlingen buiten de lesuren worden op forfaitaire wijze vastgelegd:

Maandelijks forfait zonder woensdagnamiddag: 13,77 €

Maandelijks forfait met woensdagnamiddag: 19,38 €

Er bestaat ook een dagelijks alternatief van 2,04 €/dag.

Artikel 5

Er is een bijkomende retributie verschuldigd voor laattijdige afhalingen van een kind: namelijk 5,10 €/kind per bijkomend kwartier na 18u00.

Artikel 6

In het geval van opeenvolgende betalingsachterstanden zal er door de school een dossier worden opgemaakt en wordt dit overgemaakt aan de dienst Openbaar Onderwijs van de Administratie. De verschuldigde bedragen zullen dan worden vermeerderd met 10,00 € dossierkosten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 23 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN :

**Pourquoi 2% ? Pourquoi pas arrondir à la hausse : 3.25 -> 3.50€ / 3.50 -> 3.75€, voir 4€...
Passer par exemple le prix du potage de 0.25€ à 0.26€ est totalement ridicule.**

Les montants des frais de repas scolaires, de natation et de surveillance n'ont plus été revus depuis de nombreuses années. Ces tarifs ne couvrent pas les charges réelles.

Et dire qu'il y a un enjeu social, que les repas scolaires sont importants pour certaines familles très précarisées, je le comprends parfaitement mais des aides existent déjà pour celles-ci via le CPAS.

Cette ridicule augmentation de 2% va coûter plus cher en gestion du changement que ce qu'elle rapportera.

Si vous décidez d'augmenter ces frais, personne ne devrait trouver cela scandaleux dès lors qu'il n'y a pas eu d'augmentation depuis très longtemps alors que, et le coût de la vie a augmenté, et que les salaires ou allocations de remplacement ont été indexées, d'une part, et que des possibilités d'aides aux plus précarisés pour couvrir les repas chauds et frais de garderie existent au sein du CPAS.

Réponse de Mme PÈRE :

Je respecte votre point de vue et le ridicule ne tue pas. Je vais assumer cette proposition. Le Collège a décidé d'indexer les tarifs qui, comme vous l'avez dit, n'ont plus été augmentés depuis longtemps. Concernant la gestion, nous avons un logiciel qui va calculer les augmentations, ce qui aidera grandement les secrétaires des écoles.

A partir de septembre, nous lançons un groupe de travail avec les services néerlandophone et francophone de l'enseignement pour voir comment augmenter les repas tout en tenant compte des difficultés sociales de certaines familles. Nous réfléchissons à l'introduction du statut BIM comme d'autres communes le font. Nous faisons passer ce point aujourd'hui puisque nous devons avoir les tarifs fin août car nous devons informer les parents des frais scolaires en début d'année scolaire et qu'il n'y a plus de conseil de prévu avant cette date.

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN

Waarom 2%? Waarom niet naar boven afronden: 3.25 -> 3.50 € / 3.50 -> 3.75 €, zelfs 4 €... Het is bijvoorbeeld volkomen belachelijk om de prijs van soep te verhogen van 0.25 € naar 0.26 €.

De bedragen voor schoolmaaltijden, zwemlessen en toezicht zijn al jarenlang niet meer herzien. Deze tarieven dekken de werkelijke kosten niet.

Ik begrijp heel goed dat er het een sociale kwestie is, dat schoolmaaltijden belangrijk zijn voor bepaalde zeer kwetsbare gezinnen, maar voor hen bestaat er al steun via het OCMW.

Deze belachelijke verhoging van 2% zal meer kosten in termen van veranderingsbeheer dan dat ze zal opleveren.

Als u besluit deze kosten te verhogen, zou niemand dat schandalig mogen vinden, aangezien er al heel lang geen verhoging is geweest, terwijl de kosten van levensonderhoud zijn gestegen en de lonen of vervangingsuitkeringen zijn geïndexeerd, enerzijds, en er binnen het OCMW mogelijkheden bestaan om de meest kwetsbaren te helpen bij het betalen van warme maaltijden en opvangkosten, anderzijds.

Antwoord van mevrouw PÈRE

Ik respecteer uw standpunt en 'le ridicule ne tue pas'. Ik neem dit voorstel voor mijn rekening. Het College heeft besloten om de tarieven te indexeren, die, zoals u al zei, al lang niet meer zijn verhoogd. Wat het beheer betreft, hebben we software die de verhogingen berekent, wat een grote hulp zal zijn voor het personeel van de schoolsecretariaten.

Vanaf september starten we een werkgroep met de Nederlandstalige en Franstalige onderwijsdiensten om te bekijken hoe we de tarieven van maaltijden kunnen verhogen, rekening houdend met de sociale moeilijkheden van bepaalde gezinnen. We denken na over de

invoering van het BVT-statuut, zoals andere gemeenten dat ook doen. We behandelen dit punt vandaag omdat we eind augustus de tarieven moeten hebben, aangezien we de ouders aan het begin van het schooljaar moeten informeren over de schoolkosten en er voor die datum geen gemeenteraad meer gepland is.

Petite Enfance - Kinderopvang

27 Petite enfance – Milieu d’accueil Divercity – Reconduction de la convention de partenariat avec Convivial Asbl (2025-2028).

LE CONSEIL,

Vu l’arrêté du gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l’accueil, en particulier l’article 20 §3 et l’obligation de décrire les choix méthodologiques ainsi que les actions concrètes mises en œuvre pour tendre vers les objectifs définis par l’O.N.E., ainsi que l’article 21 relatif à l’attribution d’une attestation de qualité ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d’autorisation et de subvention des crèches, des services d’accueil d’enfants et des (co)accueillant(e)s d’enfants indépendant(e)s ; en particulier l’article 10 §1^{er} et l’obligation d’établir un projet d’accueil conforme au code de qualité en concertation avec le personnel du milieu d’accueil, et l’article 43 §1^{er} et l’obligation de mettre en œuvre au quotidien le projet d’accueil dans une logique d’amélioration permanente de la qualité ; le pouvoir organisateur et son personnel s’assurant que leurs pratiques éducatives et comportements soient en conformité avec le projet d’accueil, le code de qualité et la convention internationale des droits de l’enfant.

Vu l’adoption le 24 mai 2018 par le Collège d’un mode de fonctionnement en multi-accueil, pour minimum 6 et maximum 12 places de la section des enfants âgés de 18 à 36 mois du milieu d’accueil Divercity sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant l’ouverture du milieu d’accueil Divercity le 2 novembre 2020, sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant la nécessité de mettre en place des partenariats avec des acteurs sociaux, pour rencontrer les besoins des familles plus précarisées ou en situation d’urgence ;

Considérant la proximité géographique du milieu d’accueil Divercity avec les locaux de Convivial Asbl, association d’aide et de services aux réfugiés et bureau d’accueil pour primo-arrivants, sise Rue du Charroi 33-35 – 1190 Bruxelles ;

Considérant la nature du public soutenu par Convivial Asbl, pouvant parfois concerner des familles avec jeunes enfants ;

Considérant la fragilité dans laquelle se trouvent ces familles durant leur période d’accompagnement par Convivial Asbl et la nécessité pour ces familles d’entreprendre des démarches d’installation en Belgique ;

Considérant la nécessité pour ces familles d’obtenir un mode d’accueil de leur enfant pour pouvoir

faciliter leurs démarches d'installation en Belgique ;

Considérant les conditions de détresse auxquelles ces familles réfugiées ou primo-arrivantes sont confrontées au moment de leur accompagnement par Convivial Asbl ;

Considérant le climat anxiogène auquel sont confrontés les enfants réfugiés ou primo-arrivants ;

Considérant qu'un accueil en crèche, même provisoire, pour ces enfants, représente de nombreux bénéfices pour la réduction de leur exposition au stress ;

Vu l'approbation le 18 mai 2021 par le Collège d'un partenariat entre le milieu d'accueil Divercity et Convivial Asbl ;

Vu la revue de cette délibération adoptée le 8 juillet 2021 par le Collège, actant que l'estimation de la tranche d'âge des enfants présents dans la section « des grands » de la crèche Divercity avait été initialement mal évaluée, et que la section « des grands » de la crèche Divercity accueille en réalité des enfants dès l'âge de 14 mois ;

Considérant que depuis la mise en application du mode de fonctionnement en multi-accueil de la crèche Divercity, il est apparu pertinent de pouvoir ouvrir le multi-accueil également à la section « des bébés », accueillant des enfants de 0 à 13 mois, selon les possibilités en fonction des contrats d'accueil à temps partiel des autres enfants accueillis ;

Considérant la qualité et le bilan positif du partenariat avec cet acteur social depuis 2021 ;

DECIDE :

De reconduire le partenariat avec Convivial Asbl, sise Rue du Charroi 33-35 – 1190 Bruxelles ;

De réserver deux places d'accueil dans la section « des grands » (de 14 à 36 mois), et d'appliquer également, selon les disponibilités, le mode de fonctionnement en multi-accueil à la section « des bébés », du milieu d'accueil Divercity sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 – 1190 Bruxelles pour les familles accompagnées par Convivial Asbl ;

De rédiger les termes de ce partenariat dans une convention de partenariat pour la période 2025-2028 précisant les devoirs de chacune des parties.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Kinderopvang – Opvangstructuur Divercity – Verlenging van de samenwerkingsovereenkomst met de vzw Convivial (2025-2028).

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode, in het bijzonder artikel 20 §3, en de verplichting om de methodologische keuzes alsook de concrete acties te beschrijven die werden uitgevoerd om te streven naar de door de ONE vastgestelde doelstellingen, evenals artikel 21 betreffende de toekenning van een kwaliteitsattest;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthalouders; in het bijzonder artikel 10 §1 en de verplichte opstelling van een opvangproject dat in overeenstemming is met de kwaliteitscode, in overleg met het personeel van de opvangstructuur, en artikel 43 §1 en de verplichte dagelijkse toepassing van het opvangproject met het oog op voortdurende kwaliteitsverbetering; de organiserende macht en haar personeel dienen zich

ervan te vergewissen dat hun opvoedingstechnieken en gedrag stroken met het opvangproject, de kwaliteitscode en het internationaal verdrag van de rechten van het kind;

Gelet op de goedkeuring op 24 mei 2018 door het College van een werkwijze in multi-opvang, voor minimum 6 en maximum 12 plaatsen van de afdeling peuters van 18 tot 36 maanden in de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst;

Overwegende de opening van de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst, op 2 november 2020;

Overwegende de noodzaak om partnerschappen op te zetten met sociale actoren, om tegemoet te komen aan de behoeften van de meest kwetsbare gezinnen of gezinnen in noodsituaties;

Overwegende de geografische nabijheid van de opvangstructuur Divercity met de lokalen van de vzw Convivial, vereniging voor bijstand en dienstverlening aan vluchtelingen en onthaalkantoor voor nieuwkomers, gelegen Gerijstraat 33-35 te 1190 Vorst;

Overwegende de aard van het publiek dat door de vzw Convivial wordt ondersteund, waarbij het soms kan gaan om gezinnen met jonge kinderen;

Overwegende de kwetsbaarheid waarin deze gezinnen zich tijdens hun begeleiding door de vzw Convivial bevinden, en het feit dat deze gezinnen stappen moeten ondernemen om zich in België te vestigen;

Overwegende dat deze gezinnen opvang voor hun kind dienen te vinden, om hun procedures met het oog op hun vestiging in België te vergemakkelijken;

Overwegende de schrijnende omstandigheden waarmee deze gezinnen tijdens hun begeleiding door de vzw Convivial te kampen krijgen;

Overwegende het angstklimaat waarmee de kinderen van vluchtelingen of nieuwkomers worden geconfronteerd;

Overwegende dat een crèche, zelfs tijdelijk, voor deze kinderen tal van voordelen biedt om hun blootstelling aan stress te verminderen;

Gelet op de goedkeuring door het College van een partnerschap tussen opvangstructuur Divercity en de vzw Convivial op 18 mei 2021;

Gelet op de door het College op 8 juli 2021 aangenomen herziening van deze beraadslaging, bevestigend dat de schatting van de leeftijdsgroep van de kinderen in de afdeling 'peuters' van het kinderdagverblijf Divercity aanvankelijk onjuist was, en dat in de afdeling 'peuters' van Divercity in werkelijkheid kinderen vanaf de leeftijd van 14 maanden worden opgevangen;

Overwegende dat sinds de invoering van de werkwijze in multi-opvang van het kinderdagverblijf Divercity, het relevant is gebleken de multi-opvang ook open te stellen voor de afdeling 'baby's', waar kinderen van 0 tot 13 maanden worden opgevangen, afhankelijk van de mogelijkheden in functie van de deeltijdse opvangcontracten van de andere opgevangen kinderen;

Overwegende de kwaliteit en de positieve balans van het partnerschap met deze sociale actor sinds 2021;

BESLIST

Het partnerschap met de vzw Convivial, gelegen Gerijstraat 33-35 te 1190 Vorst, te verlengen;

Twee opvangplaatsen in de afdeling 'peuters' (van 14 tot 36 maanden) voor te behouden, en, afhankelijk van de beschikbaarheid, de werkwijze in multi-opvang ook toe te passen op de afdeling

'baby's' van de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst, voor gezinnen begeleid door de vzw Convivial;

Dit partnerschap te beschrijven in een samenwerkingsovereenkomst waarin de plichten van elk van de partijen voor de periode 2025-2028 worden gepreciseerd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

28 **Petite enfance – Milieu d'accueil Divercity - Reconstitution de la convention de partenariat avec le Centre Ariane (2025-2028).**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil, en particulier l'article 20 §3 et l'obligation de décrire les choix méthodologiques ainsi que les actions concrètes mises en œuvre pour tendre vers les objectifs définis par l'O.N.E., ainsi que l'article 21 relatif à l'attribution d'une attestation de qualité ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ; en particulier l'article 10 §1^{er} et l'obligation d'établir un projet d'accueil conforme au code de qualité en concertation avec le personnel du milieu d'accueil, et l'article 43 §1^{er} et l'obligation de mettre en œuvre au quotidien le projet d'accueil dans une logique d'amélioration permanente de la qualité ; le pouvoir organisateur et son personnel s'assurant que leurs pratiques éducatives et comportements soient en conformité avec le projet d'accueil, le code de qualité et la convention internationale des droits de l'enfant.

Vu l'adoption le 24 mai 2018 par le Collège d'un mode de fonctionnement en multi-accueil, pour minimum 6 et maximum 12 places de la section des enfants âgés de 18 à 36 mois du milieu d'accueil Divercity sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant l'ouverture du milieu d'accueil Divercity le 2 novembre 2020, sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant la nécessité de mettre en place des partenariats avec des acteurs sociaux, pour rencontrer les besoins des familles plus précarisées ou en situation d'urgence ;

Considérant la proximité géographique du milieu d'accueil Divercity avec le Centre Ariane, centre d'accueil d'urgence, sis Avenue du Pont de Luttre 132 – 1190 Bruxelles ;

Considérant la nature du public accueilli en situation d'urgence au Centre Ariane, pouvant parfois concerner des familles avec jeunes enfants ;

Considérant la situation d'urgence dans laquelle se trouvent ces familles durant leur période de séjour au Centre Ariane et la nécessité pour ces familles d'entreprendre des démarches administratives pour retrouver un logement ;

Considérant la nécessité pour ces familles d'obtenir un mode d'accueil de leur enfant pour pouvoir faciliter leurs démarches ;

Considérant les conditions de détresse auxquelles ces familles sont confrontées au moment de leur séjour au Centre Ariane ;

Considérant le climat anxigène auquel sont confrontés les enfants accueillis au Centre Ariane ;

Considérant qu'un accueil en crèche, même provisoire, pour ces enfants, représente de nombreux bénéfices pour la réduction de leur exposition au stress ;

Vu l'approbation le 18 mai 2021 par le Collège d'un partenariat entre le milieu d'accueil Divercity et le Centre Ariane ;

Vu la revue de cette délibération adoptée le 8 juillet 2021 par le Collège, actant que l'estimation de la tranche d'âge des enfants présents dans la section « des grands » de la crèche Divercity avait été initialement mal évaluée, et que la section « des grands » de la crèche Divercity accueille en réalité des enfants dès l'âge de 14 mois ;

Considérant que depuis la mise en application du mode de fonctionnement en multi-accueil de la crèche Divercity, il est apparu pertinent de pouvoir ouvrir le multi-accueil également à la section « des bébés », accueillant des enfants de 0 à 13 mois, selon les possibilités en fonction des contrats d'accueil à temps partiel des autres enfants accueillis ;

Considérant la qualité et le bilan positif du partenariat avec cet acteur social depuis 2021 ;

DECIDE :

De reconduire le partenariat avec le Centre Ariane, sis Avenue du Pont de Luttre 132 – 1190 Bruxelles ;

De réserver une place d'accueil dans la section « des grands » (de 14 à 36 mois), et d'appliquer également, selon les disponibilités, le mode de fonctionnement en multi-accueil à la section « des bébés », du milieu d'accueil Divercity sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 – 1190 Bruxelles pour les familles accueillies au Centre Ariane ;

De rédiger les termes de ce partenariat dans une convention de partenariat pour la période 2025-2028 précisant les devoirs de chacune des parties.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Kinderopvang – Opvangstructuur Divercity – Verlenging van de samenwerkingsovereenkomst met centrum Ariane (2025-2028).

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode, in het bijzonder artikel 20 §3, en de verplichting om de methodologische keuzes alsook de concrete acties te beschrijven die worden uitgevoerd om te streven naar de door de ONE vastgestelde doelstellingen, evenals artikel 21 betreffende de toekenning van een kwaliteitsattest;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthalouders; in het bijzonder artikel 10 §1 en de verplichte opstelling van een opvangproject dat in overeenstemming is met de kwaliteitscode, in overleg met het personeel van de opvangstructuur, en artikel 43 §1 en de verplichte dagelijkse toepassing van het opvangproject met het oog op voortdurende kwaliteitsverbetering; de organiserende macht en haar personeel dienen zich ervan te vergewissen dat hun opvoedingstechnieken en gedrag stroken met het opvangproject, de

kwaliteitscode en het internationaal verdrag van de rechten van het kind;

Gelet op de goedkeuring op 24 mei 2018 door het College van een werkwijze in multi-opvang, voor minimum 6 en maximum 12 plaatsen van de afdeling peuters van 18 tot 36 maanden in de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst;

Overwegende de opening van de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst, op 2 november 2020;

Overwegende de noodzaak om partnerschappen op te zetten met sociale actoren, om tegemoet te komen aan de behoeften van de meest kwetsbare gezinnen of gezinnen in noodsituaties;

Overwegende de geografische nabijheid van de opvangstructuur Divercity met het noodopvangcentrum Ariane, gelegen Luttrebruglaan 132 te 1190 Vorst;

Overwegende de aard van het publiek dat in een noodsituatie in centrum Ariane wordt opgevangen, waarbij het soms kan gaan om gezinnen met jonge kinderen;

Overwegende de noodsituatie waarin deze gezinnen zich tijdens hun verblijf in centrum Ariane bevinden en het feit dat deze gezinnen administratieve stappen moeten ondernemen om huisvesting te vinden;

Overwegende dat deze gezinnen opvang voor hun kind dienen te vinden, om hun administratieve procedures te vergemakkelijken;

Overwegende de schrijnende omstandigheden waarmee deze gezinnen tijdens hun verblijf in centrum Ariane te kampen krijgen;

Overwegende het angstklimaat waarmee de kinderen in centrum Ariane worden geconfronteerd;

Overwegende dat een crèche, zelfs tijdelijk, voor deze kinderen tal van voordelen biedt om hun blootstelling aan stress te verminderen;

Gelet op de goedkeuring door het College van een partnerschap tussen opvangstructuur Divercity en centrum Ariane op 18 mei 2021;

Gelet op de door het College op 8 juli 2021 aangenomen herziening van deze beraadslaging, bevestigend dat de schatting van de leeftijdsgroep van de kinderen in de afdeling 'peuters' van het kinderdagverblijf Divercity aanvankelijk onjuist was, en dat in de afdeling 'peuters' van Divercity in werkelijkheid kinderen vanaf de leeftijd van 14 maanden worden opgevangen;

Overwegende dat sinds de invoering van de werkwijze in multi-opvang van het kinderdagverblijf Divercity, het relevant is gebleken de multi-opvang ook open te stellen voor de afdeling 'baby's', waar kinderen van 0 tot 13 maanden worden opgevangen, afhankelijk van de mogelijkheden in functie van de deeltijdse opvangcontracten van de andere opgevangen kinderen;

Overwegende de kwaliteit en de positieve balans van het partnerschap met deze sociale actor sinds 2021;

BESLIST

Het partnerschap met centrum Ariane, gevestigd Luttrebruglaan 132 te 1190 Vorst, te verlengen;

Een opvangplaats in de afdeling 'peuters' (van 14 tot 36 maanden) voor te behouden, en, afhankelijk van de beschikbaarheid, de werkwijze in multi-opvang ook toe te passen op de afdeling 'baby's' van de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst, voor gezinnen opgevangen in centrum Ariane;

Dit partnerschap te beschrijven in een samenwerkingsovereenkomst waarin de plichten van elk van de partijen voor de periode 2025-2028 worden gepreciseerd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

29 **Petite enfance – Milieu d'accueil Divercity – Reconstitution de la convention de partenariat avec La Mission locale pour l'emploi de Forest (2025-2028).**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil, en particulier l'article 20 §3 et l'obligation de décrire les choix méthodologiques ainsi que les actions concrètes mises en œuvre pour tendre vers les objectifs définis par l'O.N.E., ainsi que l'article 21 relatif à l'attribution d'une attestation de qualité ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ; en particulier l'article 10 §1^{er} et l'obligation d'établir un projet d'accueil conforme au code de qualité en concertation avec le personnel du milieu d'accueil, et l'article 43 §1^{er} et l'obligation de mettre en œuvre au quotidien le projet d'accueil dans une logique d'amélioration permanente de la qualité ; le pouvoir organisateur et son personnel s'assurant que leurs pratiques éducatives et comportements soient en conformité avec le projet d'accueil, le code de qualité et la convention internationale des droits de l'enfant.

Vu l'adoption le 24 mai 2018 par le Collège d'un mode de fonctionnement en multi-accueil, pour minimum 6 et maximum 12 places de la section des enfants âgés de 18 à 36 mois du milieu d'accueil Divercity sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant l'ouverture du milieu d'accueil Divercity le 2 novembre 2020, sis Avenue du Pont de Luttre 134-140 à 1190 Bruxelles ;

Considérant la nécessité de mettre en place des partenariats avec des acteurs sociaux, pour rencontrer les besoins des familles plus précarisées ou en situation d'urgence ;

Considérant le rôle de la Mission locale pour l'emploi de Forest, sise Boulevard de la II^{ème} Armée Britannique, 29 - 1190 Bruxelles, organisme d'insertion socio-professionnelle, qui accompagne les chercheuses et chercheurs d'emploi (accueil, orientation, détermination, remise à niveau, accompagnement individuel, formation et recherche d'emploi), qui organise des formations qualifiantes, et qui gère des contrats PTP (programme de transition professionnelle) qui sont des contrats de travail à durée déterminée avec plan de formation dans le domaine du bâtiment, de l'animation, de la propreté publique et l'aménagement public, etc. ;

Considérant la fragilité économique et sociale des parents qui sont à la recherche d'un emploi ou qui ont besoin de suivre une formation afin de s'insérer dans le marché de l'emploi ;

Considérant la nécessité pour les parents en processus d'insertion socioprofessionnelle d'obtenir un mode d'accueil de leur enfant ;

Vu l'approbation le 18 mai 2021 par le Collège d'un partenariat entre le milieu d'accueil Divercity et

la Mission locale pour l'emploi de Forest ;

Vu la revue de cette délibération adoptée le 8 juillet 2021 par le Collège, actant que l'estimation de la tranche d'âge des enfants présents dans la section « des grands » de la crèche Divercity avait été initialement mal évaluée, et que la section « des grands » de la crèche Divercity accueille en réalité des enfants dès l'âge de 14 mois ;

Considérant que depuis la mise en application du mode de fonctionnement en multi-accueil de la crèche Divercity, il est apparu pertinent de pouvoir ouvrir le multi-accueil également à la section « des bébés », accueillant des enfants de 0 à 13 mois, selon les possibilités en fonction des contrats d'accueil à temps partiel des autres enfants accueillis ;

Considérant la qualité et le bilan positif du partenariat avec cet acteur social depuis 2021 ;

DECIDE :

De reconduire le partenariat avec la Mission locale pour l'emploi de Forest, sise Boulevard de la IIème Armée Britannique, 29 - 1190 Bruxelles ;

De réserver deux places d'accueil dans la section « des grands » (de 14 à 36 mois), et d'appliquer également, selon les disponibilités, le mode de fonctionnement en multi-accueil à la section « des bébés », de la crèche Divercity sise Avenue du Pont de Luttre 134-140 – 1190 Bruxelles pour les familles en processus d'insertion socioprofessionnelle suivies par la Mission locale pour l'emploi de Forest ;

De rédiger les termes de ce partenariat dans une convention de partenariat pour la période 2025-2028 précisant les devoirs de chacune des parties.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Kinderopvang – Opvangstructuur Divercity – Verlenging van de samenwerkingsovereenkomst met de Mission Locale pour l'Emploi de Forest (2025-2028).

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode, in het bijzonder artikel 20 §3, en de verplichting om de methodologische keuzes alsook de concrete acties te beschrijven die werden uitgevoerd om te streven naar de door de ONE vastgestelde doelstellingen, evenals artikel 21 betreffende de toekenning van een kwaliteitsattest;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders; in het bijzonder artikel 10 §1 en de verplichte opstelling van een opvangproject dat in overeenstemming is met de kwaliteitscode, in overleg met het personeel van de opvangstructuur, en artikel 43 §1 en de verplichte dagelijkse toepassing van het opvangproject met het oog op voortdurende kwaliteitsverbetering; de organiserende macht en haar personeel dienen zich ervan te vergewissen dat hun opvoedingstechnieken en gedrag stroken met het opvangproject, de kwaliteitscode en het internationaal verdrag van de rechten van het kind;

Gelet op de goedkeuring op 24 mei 2018 door het College van een werkwijze in multi-opvang, voor minimum 6 en maximum 12 plaatsen van de afdeling peuters van 18 tot 36 maanden in de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst;

Overwegende de opening van de opvangstructuur Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst, op 2 november 2020;

Overwegende de noodzaak om partnerschappen op te zetten met sociale actoren, om tegemoet te komen aan de behoeften van de meest kwetsbare gezinnen of gezinnen in noodsituaties;

Overwegende de rol van de Mission Locale pour l'Emploi de Forest, gelegen Brits Tweedelegerlaan 29 te 1190 Vorst, een instantie voor socioprofessionele integratie, die werkzoekenden begeleidt (onthaal, oriëntatie, determinatie, bijscholing, individuele begeleiding, vorming en solliciteren), die opleidingen organiseert die tot kwalificaties leiden en contracten beheert voor doorstromingsprogramma's (DP), zijnde arbeidsovereenkomsten voor bepaalde duur met opleidingsplan in de bouw, animatie, openbare netheid en inrichting, ... ;

Overwegende de economische en sociale kwetsbaarheid van ouders die op zoek zijn naar een baan of die een opleiding moeten volgen om werk te vinden;

Overwegende dat ouders in socioprofessionele inschakeling opvang voor hun kind moeten vinden;

Gelet op de goedkeuring door het College van een partnerschap tussen opvangstructuur Divercity en de Mission Locale pour l'Emploi de Forest op 18 mei 2021;

Gelet op de door het College op 8 juli 2021 aangenomen herziening van deze beraadslaging, bevestigend dat de schatting van de leeftijdsgroep van de kinderen in de afdeling 'peuters' van het kinderdagverblijf Divercity aanvankelijk onjuist was, en dat in de afdeling 'peuters' van Divercity in werkelijkheid kinderen vanaf de leeftijd van 14 maanden worden opgevangen;

Overwegende dat sinds de invoering van de werkwijze in multi-opvang van het kinderdagverblijf Divercity, het relevant is gebleken de multi-opvang ook open te stellen voor de afdeling 'baby's', waar kinderen van 0 tot 13 maanden worden opgevangen, afhankelijk van de mogelijkheden in functie van de deeltijdse opvangcontracten van de andere opgevangen kinderen;

Overwegende de kwaliteit en de positieve balans van het partnerschap met deze sociale actor sinds 2021;

BESLIST

Het partnerschap met de Mission Locale pour l'Emploi de Forest, gelegen Brits Tweedelegerlaan 29 te 1190 Vorst, te verlengen;

Twee opvangplaatsen in de afdeling 'peuters' (14 tot 36 maanden) voor te behouden, en, afhankelijk van de beschikbaarheid, de werkwijze in multi-opvang ook toe te passen op de afdeling 'baby's' van kinderdagverblijf Divercity, gelegen Luttrebruglaan 134-140 te 1190 Vorst voor gezinnen in socioprofessionele inschakeling bij de Mission Locale pour l'Emploi de Forest;

Dit partnerschap te beschrijven in een samenwerkingsovereenkomst waarin de plichten van elk van de partijen voor de periode 2025-2028 worden gepreciseerd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR

Recrutements et carrières - Aanwervingen en loopbanen

30 **Personnel – Statut administratif – Stage en vue d’une nomination définitive – Dispositions relatives à la durée du stage.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 119, 123,10°/1, 145 §1er et 149 ;

Vu l’arrêté du gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2017 fixant les dispositions générales en matière de recrutement, de promotion et de mobilité interne du personnel communal, notamment l’article 4, qui prévoit que : « *Pour chaque nomination à titre définitif dans un emploi statutaire, un stage d'une durée d'un an est prévu pour les agents de niveaux A et B, d'une durée allant de six mois à un an et déterminée par le règlement communal pour l'ensemble des agents de niveau C et de six mois pour les niveaux D et E. Ce stage peut être prolongé pour une durée maximale qui ne dépasse pas la durée initiale du stage [...]* » ;

Vu le statut administratif de l’administration communale, adopté en séance du 3 juillet 2018, notamment l’article 29 §1^{er}, qui fixe la durée initiale du stage en vue d’une nomination définitive pour les agents de niveau C ainsi que les règles de calcul de la durée de ce stage ;

Considérant que ledit article prévoit actuellement que les absences et congés excédant, en une ou plusieurs fois, les deux semaines ne sont prises en compte pour le calcul de la durée du stage en vue d’une nomination définitive, même si, durant celles-ci, le stagiaire est resté dans la position d’activité de service, et que les absences à temps partiel sont calculées au prorata ;

Considérant que, pris à la lettre, mêmes les congés annuels et congés compensatoires ne rentreraient pas dans le calcul de la durée du stage en vue d’une nomination définitive ;

Considérant que cette pratique est susceptible d’être considérée comme contraire à une des finalités du stage en vue d’une nomination définitive, qui est d’apprécier le l’aptitude de l’agent à exercer la fonction qui lui est assignée, dans le sens où la prise de congés annuel et compensatoires rentre dans le fonctionnement normal d’un agent en activité de service ;

Considérant en outre qu’il est possible de comprendre que la récupération des heures supplémentaires ne rentrerait pas dans le calcul de la durée du stage et que, dès lors, les agents sont susceptibles de se considérer comme étant pénalisés pour avoir presté des heures supplémentaires ;

Considérant que les congés annuels, les congés compensatoires et la récupération des heures supplémentaires peuvent être fractionnées, donnant lieu à un calcul de la durée du stage en vue d’une nomination définitive encombrant et donnant une date de fin difficile à déterminer par les agents concernés ainsi que par leur ligne hiérarchique ;

Considérant qu’il en va de même pour les interruptions de carrière à petite fraction ;

Considérant, au vu de ce qui précède, qu’il y a lieu de modifier les dispositions concernant le calcul du stage en vue d’une nomination définitive afin d’optimiser la déroulée de ceux-ci ;

Vu l’ordonnance du 17 juillet 2020 modifiant la Nouvelle loi communale, notamment les articles 48 et 60, qui ont modifié la Nouvelle Loi communale en confiant la recrutement, de la promotion et de la mise en œuvre des législations relatives à la protection du bien-être des agents statutaires au Collège des Bourgmestre et Echevins, tout en maintenant la nomination et la promotion des agents de niveau A en tant que compétence du Conseil communal ;

Considérant, dès lors, que la nomination des agents de niveau E, D, C et B n’est plus une compétence du Conseil communal, que celui-ci peut, le cas échéant, déléguer au Collège des Bourgmestre et Echevins, mais par contre une compétence propre au Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Considérant que nonobstant la hiérarchie des normes, il convient de mettre à jour le statut administratif au vu de cette nouvelle réalité, pour éviter des éventuelles confusions ;

Considérant, d'autre part, que les dispositions actuelles du statut administratif prévoient une durée minimale du stage en vue d'une nomination définitive mais pas de durée dans le temps maximale ;

Considérant, dès lors, qu'il est actuellement théoriquement possible que, suite à des absences et congés, un stage en vue d'une nomination définitive perdure sans aucune autre limite absolue dans le temps que l'âge légal de la pension de l'agent concerné ;

Considérant que le statut administratif prévoit actuellement que les absences et congés n'entrent pas en considération pour le calcul du durée du stage accompli, que, dans le cas d'une absence ou d'un congé, il n'y a pas lieu de parler de prolongation proprement dite, et que, dès lors, il ne convient pas d'invoquer la norme supérieure établie par l'article 4 de l'arrêté du gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2017 fixant les dispositions générales en matière de recrutement, de promotion et de mobilité interne du personnel communal pour considérer qu'un stage en vue d'une nomination définitive est terminé pour cause de durée excessive ;

Considérant qu'un stage en vue d'une nomination définitive de durée illimitée entrave la finalité de ce stage, qui, selon l'arrêté précité, est de « *l'intégration du stagiaire dans l'administration et [...] permettre à l'autorité investie du pouvoir de nomination d'apprécier l'aptitude du stagiaire à exercer la fonction qui lui a été assigné* » ;

Considérant que les stages en vue d'une nomination définitive de très longue durée sont également susceptibles de poser des soucis d'ordre pratique, tels que la perturbation du fonctionnement des équipes suite à l'incertitude que ces stages de longue durée peuvent engendrer et l'augmentation de la probabilité de changements et départs dans la ligne hiérarchique, rendant plus difficile l'établissement des rapports de fin de stage prenant en compte l'intégralité du stage accompli ;

Considérant, au vu de ce qui précède, qu'une durée du stage en vue d'une nomination définitive avec un report de la date de fin de stage de plus de deux ans après la date de fin initialement prévisible sans tenir compte des éventuelles prolongations, absences et congés s'avère déraisonnable ;

Considérant qu'il est donc judicieux de fixer une durée dans le temps maximale pour les stages en vue d'une nomination définitive, comptant à partir de l'entrée en stage de l'intéressé et prenant en compte également les périodes qui ne sont pas pris en considération pour le calcul de la durée du stage accompli ;

Considérant que la finalité d'une telle mesure ne peut être punitive, qu'il y a donc lieu de prévoir la possibilité de réengager l'agent concerné dans les liens de travail contractuel et de lui permettre, dans le cas où l'autorité ne le réengagera pas, de sauvegarder ses droits au chômage ou à l'assurance-maladie ;

Considérant qu'à cette fin, il est judicieux de permettre, le cas échéant, une régularisation de ses cotisations de sécurité sociale ;

Considérant qu'en cas de réengagement dans un lien de travail contractuel, il est judicieux de permettre une nouvelle entrée en stage en vue d'une nomination définitive après 5 ans, à condition que toutes les conditions soient remplies, et ceci par analogie à l'article 31 §2 du statut administratif qui est d'application en cas de décision de non-nomination à l'issue du stage en cas de rapport de fin de stage défavorable ;

Vu le protocole d'accord n° 512 intervenu en date du 13 mai 2025 entre les organisations syndicales représentatives et l'autorité communale ;

DECIDE,

De modifier l'article 29 §1^{er} du statut administratif comme suit :

Un stage d'une durée d'un an est prévu pour les agents de niveaux A et B, d'une durée de 6 mois pour les niveaux C, D et E. La prolongation est décidée et motivée par le Conseil communal pour les agents de niveau A ou par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour les agents des niveaux B, C, D et E.

Le stage peut être prolongé de deux fois trois mois au maximum lorsqu'il y a doute quant aux capacités de l'agent en stage.

Pour le calcul de la durée du stage accompli, ne sont pas pris en considération les absences et congés qui, en une ou plusieurs fois, excèdent deux semaines même si, durant celles-ci, le stagiaire est resté dans la position d'activité de service. Les absences à temps partiel sont calculées au prorata. Néanmoins, les congés annuels, congés compensatoires, la récupération des heures supplémentaires ainsi que les interruptions de carrière à 1/5 ou 1/10 temps sont inclus dans le calcul de la durée du stage pour les stages commencés après le 1^{er} août 2025.

Si, après application de des règles de calcul susmentionnées, le stage se terminerait dans le courant d'un mois, le stage se termine le dernier jour du mois concerné.

D'insérer un article 29bis au statut administratif comme suit :

§1 Quand 24 mois calendaires (en cas de stage en vue d'une nomination définitive dans un grade de niveau E, D ou C) ou 30 mois calendaires (en cas de stage en vue d'une nomination définitive dans un grade de niveau B ou A) s'écoulent depuis l'entrée en stage, la relation de travail statutaire entre l'administration communale et l'agent prend fin de plein droit au dernier jour du 24^{ième} ou 30^{ième} mois, selon le cas d'application (30 mois pour les agents de niveau A ou B, 24 mois pour les agents d'un autre niveau).

§2 La fin de la relation de travail sera, dans les cas concernés par cet article, considérée par l'administration comme une démission d'office et traitée par elle de cette façon pour ce qui concerne la régularisation des cotisations sociales. Néanmoins, les formulaires C4 et attestations d'emploi délivrés mentionneront clairement qu'il ne s'agit pas d'une mise de fin à la relation de travail dans le cadre d'une procédure disciplinaire.

§3 Le cas échéant, l'agent dont la relation de travail statutaire aura pris fin en application de cet article pourra être réengagé dans le cadre d'une relation de travail contractuelle. Néanmoins, il ne pourra être à nouveau admis en stage avant 5 ans, et cela moyennant procédure de recrutement.

§4 Par mesure transitoire, le relation de travail statutaire des stagiaires dont la durée du stage en vue d'une nomination définitive aura déjà dépassé le délai mentionné au §1^{er} au moment de l'entrée en vigueur de cet article prendra fin au dernier jour du deuxième mois complet suivant cette entrée en vigueur. Les paragraphes 2 et 3 sont d'application dans ces cas.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Personeel – Administratief statuut – Stage met het oog op een vaste benoeming – Bepalingen met betrekking tot de duur van de stage.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 119, 123, 10^o/1, 145 §1 en 149:

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 2017 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de aanwerving, bevordering en interne mobiliteit van het

gemeentepersoneel, inzonderheid artikel 4, dat het volgende bepaalt: “*Voor elke vaste benoeming in statutair verband wordt een stage met een looptijd van één jaar ingericht voor de personeelsleden van niveau A en B, met een looptijd van zes maanden tot één jaar zoals bepaald in het gemeentelijk reglement voor alle personeelsleden van niveau C en van zes maanden voor de niveaus D en E. Die stage kan met een duur van ten hoogste de duur van de initiële stage verlengd worden [...]*”;

Gelet op het administratief statuut van het gemeentebestuur, aangenomen in zitting van 3 juli 2018, inzonderheid artikel 29 §1, dat de initiële duur van de stage van personeelsleden van niveau C vastlegt op 6 maanden alsook de berekeningsregels voor de duur van deze stage vastlegt;

Overwegend dat voornoemd artikel tevens bepaalt dat iedere afwezigheid die en verlof dat, in een of meer keren, de twee weken overschrijden niet worden meegerekend voor de berekening van de duur van de stage met het oog op een vaste benoeming, zelfs indien de stagiair tijdens die periode in de stand van dienstactiviteit is gebleven, en dat de deeltijdse afwezigheden pro rata worden berekend;

Overwegende dat, letterlijk genomen, zelfs jaarlijkse vakantie en compensatieverlof niet moet worden meegerekend bij de berekening van de duur van de stage met het oog op een vaste benoeming;

Overwegende dat deze praktijk kan worden beschouwd als strijdig met een van de einddoelen van de stage met het oog op een vaste benoeming, zijnde de geschiktheid van het personeelslid voor de toegewezen functie te beoordelen, in die zin dat het opnemen van jaarlijkse vakantie en compensatieverlof tot het normale functioneren van een personeelslid in dienstactiviteit behoort;

Overwegende bovendien dat begrepen kan worden dat de recuperatie van overuren niet meegerekend moet worden in de berekening van de duur van de stage en dat de personeelsleden van oordeel kunnen zijn dat zij gestraft worden omdat zij overuren hebben gepresteerd;

Overwegende dat jaarlijkse vakantie, compensatieverlof en de recuperatie van overuren gefractioneerd kunnen worden, wat aanleiding geeft tot een lastige berekening van de duur van de stage met het oog op een vaste benoeming die einddata oplevert die moeilijk te bepalen zijn door de betrokken personeelsleden alsook voor hun hiërarchische lijn;

Overwegende dat hetzelfde geldt voor de loopbaanonderbrekingen met een geringe werktijdvermindering;

Overwegende dat het, gelet op het voorgaande, aangewezen is de bepalingen betreffende de berekening van de stage met het oog op een vaste benoeming te wijzigen teneinde het verloop ervan te optimaliseren;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2020 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 48 en 60, die de Nieuwe Gemeentewet gewijzigd hebben door de aanwerving, de bevordering en de toepassing van de wetgeving betreffende de bescherming van het welzijn van de statutaire agenten toe te vertrouwen aan het College van Burgemeester en Schepenen en tegelijkertijd de benoeming en bevordering van de personeelsleden van niveau A te behouden als bevoegdheid van de Gemeenteraad;

Overwegende bijgevolg dat de benoeming van personeelsleden van niveau E, D, C en B niet langer een bevoegdheid is van de Gemeenteraad, die deze desgevallend kan overdragen aan het College van Burgemeester en Schepenen, maar daarentegen een eigen bevoegdheid van het College van Burgemeester en Schepenen is;

Overwegende dat het ondanks de hiërarchie der normen aangewezen is het administratief statuut bij te werken in het licht van deze nieuwe realiteit, teneinde gebeurlijke verwarringen te vermijden;

Overwegende anderzijds dat de huidige bepalingen van het administratief statuut een minimale duur voorzien voor de stage met het oog op een vaste benoeming, maar geen maximale tijdsduur;

Overwegende dat het bijgevolg theoretisch mogelijk is dat een stage met het oog op een vaste benoeming, ten gevolge van afwezigheden en verloven, blijft duren zonder enige andere absolute grens in de tijd dan de wettelijke pensioenleeftijd van desbetreffend personeelslid;

Overwegende dat het administratief statuut op dit ogenblik voorziet dat iedere afwezigheid en verlof niet wordt meegerekend voor de berekening van de duur van de volbrachte stage, dat er, in het geval van een afwezigheid of verlof, niet dient te worden gesproken van een verlenging in de eigenlijke zin en dat er bijgevolg geen beroep kan worden gedaan op de hogere norm die wordt vastgesteld door artikel 4 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 2017 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de aanwerving, bevordering en interne mobiliteit van het gemeentepersoneel om een stage met het oog op een vaste benoeming als afgelopen te beschouwen wegens een excessieve duur;

Overwegende dat een stage met het oog op een vaste benoeming van onbeperkte duur het einddoel van die stage, dat volgens voormeld besluit “*de integratie van de stagiair in het bestuur en [het in staat stellen van] de benoemende overheid [om] de geschiktheid van de stagiair voor de toegewezen functie te beoordelen*” is, ondergraaft;

Overwegende dat zeer langdurige stages met het oog op een vaste benoeming tevens voor praktische problemen kunnen zorgen, zoals de verstoring van de werking van de ploegen ten gevolge van de onzekerheid die deze langdurige stages teweeg kunnen brengen en de stijging van de waarschijnlijkheid van veranderingen en vertrekken in de hiërarchische lijn, waardoor het opstellen van eindstageverslagen die rekening houden het geheel van de volbrachte stage bemoeilijkt wordt;

Overwegende dat een duur van de stage met het oog op een vaste benoeming met een uitstel van de einddatum van de stage met meer dan twee jaar na de einddatum die oorspronkelijk kon worden voorspeld zonder rekening te houden met de gebeurlijke verlengingen, afwezigheden en verloven, gelet op het voorgaande, onredelijk blijkt;

Overwegende dat het dus oordeelkundig is een maximale tijdsduur voor de stages met het oog op een vaste benoeming vast te leggen, te tellen vanaf de toelating tot de stage van de betrokkene en tevens rekening houdende met de periodes die niet worden meegerekend voor de berekening van de duur van de volbrachte stage;

Overwegende dat het einddoel van een dergelijke maatregel niet het bestraffen is, dat er dus de mogelijkheid moet worden voorzien het betrokken personeelslid opnieuw aan te werven door middel van een arbeidsovereenkomst en het hem mogelijk te maken om, indien de overheid hem niet opnieuw aanwerft, zijn rechten op werkloosheidsuitkeringen en de ziekteverzekering te vrijwaren;

Overwegende dat het te dien doeleinde oordeelkundig is een regularisatie van de socialezekerheidsbijdragen mogelijk te maken;

Overwegende dat het in het geval van een heraanwerving door middel van een arbeidsovereenkomst oordeelkundig is een nieuwe toelating tot de stage met het oog op een vaste benoeming mogelijk te maken na 5 jaar, op voorwaarde dat alle voorwaarden zijn vervuld, naar analogie met artikel 31 §2 van het administratief statuut dat van toepassing is in het geval van beslissing tot niet-benoeming na afloop van de stage in het geval van een ongunstig eindstageverslag;

Gelet op protocolakkoord nr. 512 gesloten op 13 mei 2025 tussen de representatieve vakorganisaties en de gemeentelijke overheid;

BESLIST,

Artikel 29 §1 van het administratief statuut als volgt te wijzigen:

Een stage met een duur van één jaar wordt voorzien voor de personeelsleden van niveaus A en B, met een duur van 6 maanden voor de niveaus C, D en E. De verlenging wordt beslist en gemotiveerd door

de Gemeenteraad voor de personeelsleden van niveau A of door het College van Burgemeester en Schepenen voor de personeelsleden van niveau B, C, D en E.

De stage mag worden verlengd met maximaal tweemaal drie maanden indien er twijfel bestaat over de capaciteiten van het personeelslid in stage.

Voor de berekening van de duur van de volbrachte stage worden verloven niet meegerekend die, in één of meer malen, twee weken overschrijden, zelfs indien de stagiair tijdens deze afwezigheden in de stand van dienstactiviteit is gebleven. De deeltijdse afwezigheden worden naar rato berekend. De jaarlijkse vakantie, het compensatieverlof, de recuperatie van overuren alsook de loopbaanonderbrekingen met 1/5 of 1/10 tijds worden echter meegerekend voor de berekening van de duur van de stage voor de stages die beginnen vanaf 1 augustus 2025.

Als de stage na toepassing van de bovengenoemde berekeningsregels binnen een maand zou eindigen, eindigt de stage op de laatste dag van de betreffende maand.

Een artikel 29bis toe te voegen aan het administratief statuut:

§1 Wanneer er 24 kalendermaanden (in het geval van stages met het oog op een vaste benoeming in graden van niveau E, D of C) of 30 kalendermaanden (in het geval van stages met het oog op een vaste benoeming in een graad van niveau B of A) verlopen sinds de toelating tot de stage, neemt de statutaire arbeidsrelatie tussen het gemeentebestuur en het personeelslid van rechtswege een einde op de laatste dag van de 24^e of 30^e maand, al naargelang het geval dat van toepassing is (30 maanden voor de personeelsleden van niveau A of B, 24 maanden voor de personeelsleden van een ander niveau).

§2 Het einde van de arbeidsrelaties zal, voor de gevallen waar dit artikel betrekking op heeft, voor het bestuur worden beschouwd als een ontslag van ambtswege en als dusdanig door haar worden behandeld voor wat de regularisatie van de socialezekerheidsbijdragen betreft. Niettemin zullen de afgeleverde C4-formulieren en arbeidsattesten duidelijk vermelden dat het geen beëindiging van de arbeidsrelatie in het kader van een tuchtprocedure betreft.

§3 In voorkomend geval kan het personeelslid waarvan de statutaire arbeidsrelatie ten einde is gekomen in toepassing van dit artikel opnieuw kunnen worden aangeworven in het kader van een contractuele arbeidsrelatie. Niettemin zal deze niet opnieuw tot de stage kunnen worden toegelaten binnen de periode van 5 jaar, middels aanwervingsprocedure.

§4 Bij wijze van overgangsmaatregel zal de statutaire arbeidsrelatie van de stagiairs waarvan de duur van de stage met het oog op een vaste benoeming de in §1 vermelde termijn reeds zal hebben overschreden op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit artikel automatisch ten einde lopen op de laatste dag van de tweede volledige maand volgend op die inwerkingtreding. Paragrafen 2 en 3 zijn van toepassing op deze gevallen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

PRÉVENTION - PREVENTIE

Général - Algemeen

31 **Prévention – Coordination générale – asbl TRANSIT – Convention 2025 – Budget fédéral – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Loi du 14 novembre 1983 sur les subventions accordées en vue de promouvoir les activités utiles à l'intérêt général ;

Vu la délibération du Conseil Communal du 28 janvier 1985, prise en application de la Loi du 14 novembre 1983 précitée ;

Considérant que l'asbl TRANSIT, reprise dans la décision ci-dessus, a entièrement rempli les obligations prévues par ladite loi et par la délibération du Conseil Communal précitées ;

Vu le courriel émanant de l'asbl TRANSIT du 14 mai 2025 nous transmettant les conventions année 2025 (FR + NL) pour le subsidie du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention portant sur le phénomène : « nuisances publiques liées à l'usage de drogues » ;

Attendu que nous joignons en annexe les copies de la convention à signer entre la Commune de Forest et l'asbl TRANSIT

DÉCIDE :

D'approuver les termes de la convention ci-jointe, conclue pour l'année 2025, entre la Commune de Forest et l'asbl TRANSIT.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Preventiedienst – Algemene coördinatie – vzwTRANSIT – Overeenkomst 2025 – Federale begroting – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14 november 1983 op de toelagen toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28 januari 1985, genomen in toepassing van voormelde wet van 14 november 1983;

Overwegende dat de vzw TRANSIT, vermeld in bovenstaand besluit, de verplichtingen voorzien door voormelde wet en door de voornoemde beraadslaging van de Gemeenteraad volledig heeft vervuld;

Gelet op de mail afkomstig van de vzw TRANSIT van 14 mei 2025 waarin ons de overeenkomsten voor het jaar 2025 (FR + NL) werden overgemaakt voor de subsidie van het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan met betrekking tot het fenomeen: "openbare overlast die verband houdt met druggebruik";

Overwegende dat we de kopieën van de tussen de Gemeente Vorst en de vzw TRANSIT te ondertekenen overeenkomst toevoegen als bijlage

BESLIST :

Goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van de hierbij gevoegde overeenkomst, afgesloten voor het jaar 2025, tussen de Gemeente Vorst en de vzw TRANSIT.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Intervention de Mr POTELLE :

Concernant l'asbl Transit, elle est à Bruxelles Ville, je me demande pourquoi ça passe par chez nous ? Est-ce qu'elle agit sur notre territoire ? Est-ce qu'il y a un mécanisme que je ne connais pas ?

Réponse de Mme BERRAHAL

C'est une asbl qui est active sur plusieurs communes. Le subside en question est fédéral et passe par plusieurs commune dont Forest.

Tussenkomst van de heer POTELLE

De vzw Transit is gevestigd in Brussel-Stad. Ik vraag me af waarom dit via ons verloopt? Is ze actief in onze gemeente? Is er een regeling die ik niet ken?

Antwoord van mevrouw BERRAHAL

Het is een vzw die in verschillende gemeenten actief is. De subsidie in kwestie is federaal en gaat via verschillende gemeenten, waaronder Vorst.

3 annexes / 3 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propreté publique - Openbare netheid

- 32 **Bien-être animal – Convention – Avenant n°1 – Subvention dans les frais de stérilisation des chats domestiques, achat de matériel pour la capture et le nourrissage des chats errants, événements autour du bien-être animal, éducation canine et sensibilisation à l'interdiction de nourrir les pigeons.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal en séance du 16 décembre 2024 d'approuver la convention relative à la subvention "label bien etre animal" afin de financer; l'octroi d'une prime à la stérilisation

des chats domestiques, l'organisation d'événement autour du bien-être animal, l'achat de matériel pour la capture et le nourrissage des chats errants, des animations d'éducation canine et la sensibilisation à l'interdiction de nourrir les pigeons ;

Considérant que cette convention couvre la période allant du 1er juin 2024 au 31 mai 2025 ;

Considérant la possibilité de prolonger la convention et donc de ce fait le subsidie, jusqu'au 31 octobre 2025 ;

Considérant que l'appel à projets 2025 de Bruxelles Environnement n'a pas encore été lancé ;

Vu l'avenant n°1 de la convention en annexe ;

DECIDE :

D'approuver l'avenant n°1 à la convention, ci-annexé, relative à la subvention afin de financer: l'octroi d'une prime à la stérilisation des chats domestiques, l'organisation d'événement autour du bien-être animal, l'achat de matériel pour la capture et le nourrissage des chats errants, des animations d'éducation canine et la sensibilisation à l'interdiction de nourrir les pigeons ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son remplaçant, aux fins de signer valablement, pour la Commune de Forest, ladite convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Dierenwelzijn – Overeenkomst – Aanhangsel nr. 1 – Subsidie voor de kosten van de sterilisatie van huiskatten, aankoop van materiaal om zwerfkatten te vangen en te voederen, evenementen rond dierenwelzijn, hondentraining en bewustmaking van het verbod op het voederen van duiven.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zijn zitting van 16 december 2024 tot goedkeuring van de overeenkomst met betrekking tot de subsidie "label dierenwelzijn" ter financiering van de toekenning van een premie voor de sterilisatie van huiskatten, de organisatie van evenementen rond dierenwelzijn, de aankoop van materiaal om zwerfkatten te vangen en te voederen, hondentraining en de bewustmaking van het verbod op het voederen van duiven;

Overwegende dat deze overeenkomst de periode van 1 juni 2024 tot en met 31 mei 2025 dekt;

Overwegende de mogelijkheid om de overeenkomst, en dus de subsidie, te verlengen tot en met 31 oktober 2025;

Overwegende dat de projectoproep 2025 van Leefmilieu Brussel nog niet gelanceerd is;

Gelet op aanhangsel nr. 1 van de overeenkomst, als bijlage;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan bijgevoegd aanhangsel nr. 1 bij de overeenkomst met betrekking tot de subsidie voor de financiering van: de toekenning van een premie voor de sterilisatie van huiskatten, de organisatie van evenementen rond dierenwelzijn, de aankoop van materiaal om zwerfkatten te vangen en te voederen, hondentraining en de bewustmaking van het verbod op het voederen van duiven;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar vervanger, machtiging te

verlenen om de voornoemde overeenkomst geldig te ondertekenen voor de Gemeente Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

PRÉVENTION - PREVENTIE

Cohésion sociale - Sociale cohesie

33 Cohésion sociale – Répartition de l'enveloppe Impulsion 2025 et signature des conventions particulières avec les promoteurs – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets Impulsion 2025 lancé par la Commission communautaire française le 12 septembre 2024 ;

Considérant que la date limite de remise des projets était le 3 octobre 2024 ;

Considérant que 8 projets ont été introduits par des asbl forestoises ;

Considérant que les asbl Bras dessus Bras dessous, Cerapss , Feynuus, Maison des Jeunes de Forest, Maison de Quartier Saint-Antoine, Medina Forest, Partenariat Marconi et Une Maison en Plus, bénéficient déjà d'une convention sur 2 ans, 2024-2025 ;

Considérant que l'enveloppe Impulsion restante s'élève pour 2025 à 43.500 € ;

Considérant que sur les huit projets introduits, seuls **quatre** ont été reconnus comme recevables par la COCOF, il s'agit des projets des asbl Beit, Fragments, Centre culturel d'éducation et de formation et Sohab ;

Considérant que les projets de Beit, Fragments, Centre culturel d'éducation et de formation et Sohab ont été évalués d'après les critères proposés par la COCOF (repris en annexe) ;

Considérant la validation de la répartition de l'enveloppe par la Concertation communale de Cohésion sociale de Forest en date du 10 décembre 2024 ;

Considérant la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 12 décembre 2024 arrêtant la répartition de l'enveloppe Impulsion 2025 ;

Considérant que la Commune de Forest a présenté un projet pour couvrir des frais de fonctionnement et de personnel ;

Vu l'arrêté **2025/274** du Collège de la COCOF octroyant une subvention aux projets associatifs sélectionnés par les Communes pour une durée d'un, deux ou trois ans pour couvrir des frais de fonctionnement et/ou de personnel approuvés dans le cadre de l'appel à projets Impulsion volet local 2025 ;

Vu l'article 2 de l'arrêté **2025/274** du Collège de la COCOF, le montant de 166.230 € est octroyé à la Commune de Forest comme financement de son projet dans le cadre de l'Impulsion portant sur la période située entre le 1er janvier 2025 et le 31 décembre 2025. Les frais couverts sont des frais de fonctionnement et/ou de personnel ;

Vu les mails de la COCOF en date du 22 et 23 mai 2025 ;

Vu la Nouvelle loi communale

DECIDE :

D'approuver la répartition 2025 de l'enveloppe Impulsion du programme de Cohésion sociale telle que reprise en annexe ;

D'approuver les conventions particulières Impulsion 2025 ci-annexées entre la Commune et les promoteurs ;

De déléguer au Collège des Bourgmestre et Echevins le pouvoir de signer les conventions particulières avec les 4 associations : Beit, Fragments, Centre culturel d'éducation et de formation et Sohab.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Sociale cohesie – Verdeling van de Impulsion 2025-enveloppe en ondertekening van de bijzondere overeenkomsten met de promotoren – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de projectoproep Impulsion 2025 gelanceerd door de Franse Gemeenschapscommissie op 12 september 2024;

Overwegende dat de uiterste datum voor indiening van de projecten 3 oktober 2024 was;

Overwegende dat 8 projecten zijn ingediend door Vorstse vzw's;

Overwegende dat de vzw's Bras dessus Bras dessous, CeRAPSS, Feynuus, Jeugdhuis van Vorst, Buurthuis Sint-Antonius, Medina Forest, Partenariat Marconi en Une Maison en Plus al een overeenkomst kregen voor 2 jaar, 2024-2025;

Overwegende dat voor 2025 de Impulsion-enveloppe 43.500 € bedraagt;

Overwegende dat van de acht ingediende projecten er slechts **vier** door de FGC als ontvankelijk zijn erkend, namelijk de projecten van de vzw's Beit, Fragments, Centre Culturel d'Education et de Formation en SoHab;

Overwegende dat de projecten van Beit, Fragments, Centre Culturel d'Education et de Formation en SoHab zijn geëvalueerd volgens de door de FGC voorgestelde criteria (als bijlage);

Overwegende de validatie van de verdeling van de enveloppe door het Lokaal Overleg voor Sociale Cohesie van Vorst op 10 december 2024;

Overwegende de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 12 december 2024 tot bepaling van de verdeling van de Impulsion 2025-enveloppe;

Overwegende dat de gemeente Vorst een project heeft ingediend om werkings- en personeelsuitgaven te dekken;

Gelet op het besluit **2025/274** van het College van de FGC tot toekenning van een subsidie aan de door de gemeenten geselecteerde verenigingsprojecten voor een duur van een, twee of drie jaar om werkings- en/of personeelsuitgaven te dekken die zijn goedgekeurd in het kader van de projectoproep Impulsion (lokaal luik) 2025;

Gelet op artikel 2 van het besluit **2025/274** van het College van de FGC wordt het bedrag van 166.230 € toegekend aan de gemeente Vorst als financiering van haar project in het kader van Impulsion voor de periode tussen 1 januari 2025 en 31 december 2025. De gedekte kosten zijn werkings- en/of personeelsuitgaven;

Gelet op de COCOF-e-mails van 22 en 23 mei 2025;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet

BESLIST :

Goedkeuring te verlenen aan de verdeling 2025 van de Impulsion-enveloppe van het programma voor Sociale Cohesie zoals opgenomen in de bijlage;

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde bijzondere Impulsion 2025-overeenkomsten tussen de gemeente en de promotoren;

Het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen om de bijzondere overeenkomsten met de 4 verenigingen te ondertekenen: Beit, Fragments, Centre Culturel d'Education et de Formation en SoHab.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

AFFAIRES DU CITOYEN - BURGERZAKEN

Affaires sociales - Sociale zaken

34 Affaires sociales – Santé – Adhésion à la Charte communale de l'inclusion des personnes en situation d'handicap – Accord de principe.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la volonté du Collège inscrite dans sa déclaration de politique générale de faire de la Commune un acteur important en matière de santé ;

Vu le projet Handicity de l'ASBL Esenca qui accompagne les communes en Fédération Wallonie-Bruxelles dans leurs démarches d'inclusion pour les personnes en situations de handicap, maladies graves, chroniques et invalidantes ;

Vu que cette initiative s'inscrit dans le respect de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, ratifiée par la Belgique ;

Vu que l'ASBL Esenca propose l'adhésion à la Charte communale de l'inclusion des personnes en situation de handicap Handycity 2024-2030 ;

Vu qu'en 2024, ce sont pas moins de 76 communes qui ont été labellisées Handicity en Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Vu l'objectif de la Charte qui vise à intégrer le handicap dans toutes les politiques communales par le biais du Handistreaming.

Considérant que celle-ci est structurée autour de cinq domaines d'action :

1. Fonction consultative et sensibilisation : favoriser l'autoreprésentation et former le personnel communal.
2. Accueil de la petite enfance et inclusion scolaire/parascolaire : garantir des structures éducatives inclusives.
3. Emploi : développer une politique d'emploi adaptée et ambitieuse.
4. Accessibilité plurielle : améliorer l'accessibilité des informations, bâtiments, et infrastructures.
5. Inclusion dans les loisirs : garantir un accès équitable aux activités culturelles et sportives.

Vu les avantages pour la Commune :

- Amélioration de la qualité de vie des citoyens en situation de handicap.
- Valorisation des efforts communaux par le label Handycity®, remis sur la base des initiatives inclusives.
- Accompagnement et expertise par l'ASBL Esenca, qui fournit des outils pratiques, des formations et des conseils adaptés.
- Renforcement de l'image de la commune en tant que modèle de bonne gouvernance et d'inclusivité.

Vu que l'adhésion à la Charte est non contraignante juridiquement mais engage la commune à mener des actions concrètes en collaboration avec des experts et les citoyens concernés ;

DECIDE :

D'adhérer à la Charte communale de l'inclusion Handycity 2024-2030 ;

D'autoriser la signature de la Charte par le Bourgmestre et le Collège ;

De mandater les services concernés pour établir un plan d'action inclusif basé sur les cinq domaines de la Charte.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Sociale zaken – Gezondheid – Aansluiting bij het Gemeentelijk Handvest voor de Inclusie van Personen met een Handicap – Principeakkoord.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wens van het College, opgenomen in zijn algemene beleidsverklaring, om van de gemeente een belangrijke speler te maken op het gebied van gezondheid;

Gelet op het Handicity-project van de vzw Esenca, dat gemeenten in de Federatie Wallonië-Brussel begeleidt bij hun inspanningen voor de inclusie van personen met een handicap, ernstige, chronische of invaliderende aandoeningen;

Gelet op het feit dat dit initiatief kadert in de naleving van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van personen met een handicap, geratificeerd door België;

Gelet op het feit dat de vzw Esenca de aansluiting bij het Gemeentelijk Handvest voor de Inclusie van Personen met een Handicap Handycity 2024-2030 voorstelt;

Gelet op het feit dat dat in 2024 niet minder dan 76 gemeenten in de Federatie Wallonië-Brussel het Handicity-label hebben gekregen;

Gelet op het doel van het Handvest, namelijk het integreren van handicap in alle gemeentelijke beleidsdomeinen via Handistreaming.

Overwegende dat dit Handvest gestructureerd is rond vijf actiegebieden:

1. Adviserende functie en sensibilisering: het bevorderen van zelfvertegenwoordiging en het opleiden van gemeentelijk personeel.
2. Kinderopvang en inclusie in schoolse/buitenschoolse context: het garanderen van inclusieve educatieve structuren.
3. Werkgelegenheid: het ontwikkelen van een aangepast en ambitieus werkgelegenheidsbeleid.
4. Meervoudige toegankelijkheid: het verbeteren van de toegankelijkheid van informatie, gebouwen en infrastructuur.
5. Inclusie in vrije tijd: het garanderen van eerlijke toegang tot culturele en sportactiviteiten.

Gelet op de voordelen voor de gemeente:

- Verbetering van de levenskwaliteit van burgers met een handicap.
- Waardering van de gemeentelijke inspanningen door het Handycity®-label, toegekend op basis van inclusieve initiatieven.
- Begeleiding en expertise door de vzw Esenca, die praktische tools, opleidingen en aangepast advies biedt.
- Versterking van het imago van de gemeente als model van goed bestuur en inclusiviteit.

Gelet op het feit dat de aansluiting bij het Handvest juridisch niet bindend is, maar de gemeente verbindt om concrete acties te ondernemen in samenwerking met experts en de betrokken burgers

BESLIST:

Aan te sluiten bij het Gemeentelijk Handvest voor de Inclusie Handycity 2024-2030;

De ondertekening van het Handvest door de Burgemeester en het College toe te staan;

De betrokken diensten te machtigen om een inclusief actieplan op te stellen gebaseerd op de vijf domeinen van het Handvest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Intervention de Mr PEYCKER :

Nous tenons ici à marquer notre soutien à 100 % à l'adhésion de notre commune à cette charte.

Merci et félicitations aux personnes qui l'ont mis en œuvre.

Tussenkomst van de heer PEYCKER

We willen onze volledige steun betuigen aan de aansluiting van onze gemeente bij dit handvest.

Bedankt en gefeliciteerd aan iedereen die dit gerealiseerd heeft.

4 annexes / 4 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Mobilité - Mobiliteit

- 35 Mobilité - Marché public de services et de fournitures ayant pour objet la fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien de dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos - Convention d'adhésion à la centrale d'achat de l'Agence du stationnement - Référence PB.A24/2832.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 29, 10°, de l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale qui détermine que l'Agence assure « le développement d'une offre de parkings pour vélo, motocyclettes et vélomoteurs sécurisés, publics et couverts, adaptés aux différents besoins en la matière » ;

Vu l'article 23 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan Régional de Politique du Stationnement qui précise que « l'Agence du stationnement accompagne si nécessaire l'installation de ce type de dispositif, et le cas échéant, s'occupe elle-même de l'installation » ;

Considérant que le marché public référencé PB.A20/794 lancé l'Agence en 2020 avait pour terme le 29 octobre 2024 ;

Considérant que le Conseil Communal en sa séance du 5 juillet 2016 avait décidé d'adhérer à la centrale d'achat proposée par l'Agence et en avait signé la convention ;

Considérant que, dans ce contexte, l'Agence a lancé un marché public, composé de quatre lots, portant référence PB.A24/2832, « Agence du stationnement - Marché public de services et de fournitures ayant pour objet la fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien des dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos » ;

Considérant qu'au terme de la procédure de passation, d'une part, les lots 1 (« Arceaux, abris et locaux vélos »), 2 (« Box et consignes vélos ») et 4 (« Travaux d'aménagement et matériels d'aménagement de parking pour vélo ») sont attribués à KRINKELS NV, le lot 3 (« Location de dispositifs de stationnement vélo événementiel ») est attribué à VERHOFSTE NV, ci-après dénommés « adjudicataires ». En exécution de la réglementation et du cahier des charges, l'Agence agit en tant que centrale d'achat, conformément à l'article 2 - 6° de la loi du 17 juin 2016 relative aux

marchés publics et l'article 47 §1^{er} - 3° de la même loi , au profit de toutes les communes qui souhaitent y adhérer ;

Considérant que la Commune de Forest souhaite adhérer à la centrale d'achat pour bénéficier, aux conditions définies dans les documents du marché,

- de dispositifs de stationnement vélo extérieurs non-sécurisés et des dispositifs de protection ouverts
- de dispositifs de stationnement vélo sécurisés intérieurs
- de dispositifs de stationnement vélo sécurisés extérieurs
- de dispositifs de stationnement vélo évènementiels
- de travaux d'aménagement et de matériels d'aménagement de parking pour vélo ;

Vu l'article 47 §2 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, la Commune de Forest est dispensée, par cette adhésion, de l'obligation d'organiser elle-même une procédure de passation pour ces fournitures et services associés ;

Considérant que la Commune de Forest peut bénéficier de cette centrale d'achat pendant une durée de quatre années, et ce jusqu'au terme du marché mené par l'Agence, soit le 28/05/2029 ;

DECIDE :

D'approuver la convention d'adhésion à la centrale d'achat de l'Agence du stationnement (réf. PB.A24/2832) relative au marché public de services et de fournitures ayant pour objet la fourniture, l'installation, la maintenance et l'entretien de dispositifs de stationnement pour vélos et de matériels pour l'aménagement de parkings pour vélos ci-annexée ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestres et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, afin de signer valablement ladite convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Mobiliteit - Overheidsopdracht voor diensten en leveringen betreffende de levering, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsenparkings - Overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale van het Parkeeragentschap - Kenmerk PB.A24/2832.

DE RAAD,

Gelet op artikel 29, 10°, van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap, dat bepaalt dat het Agentschap instaat voor “de ontwikkeling van een aanbod van beveiligde, publieke en overdekte bromfiets-, motorfiets- en fietsstallingen aangepast aan de verschillende behoeften op dit vlak”;

Gelet op artikel 23 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan, dat preciseert dat het “Parkeeragentschap [...] indien nodig de installatie van dit type inrichting [begeleidt] en [...] zich in voorkomend geval zelf [bezighoudt] met de installatie ervan”;

Overwegende dat de overheidsopdracht met kenmerk PB.A20/794 die het Agentschap in 2020 lanceerde, als vervalddag 29 oktober 2024 had;

Overwegende dat de Gemeenteraad op zijn zitting van 5 juli 2016 besliste aan te sluiten bij de door het Agentschap voorgestelde aankoopcentrale en er de overeenkomst van ondertekende;

Overwegende dat het Agentschap in deze context een overheidsopdracht lanceerde, bestaande uit vier percelen, ref. PB.A24/2832 "Overheidsopdracht voor diensten en leveringen betreffende de levering, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsenparkings", hierna "de opdracht" genoemd;

Overwegende dat na de gunningsprocedure enerzijds perceel 1 ("Aanleunbeugels, overkappingen en fietsenstallingen"), perceel 2 ("Fietsboxen en kluizen") en perceel 4 ("Werken en materieel voor de inrichting van fietsenstallingen") werden gegund aan KRINKELS nv, terwijl perceel 3 ("Huur van fietsparkeervoorzieningen ter gelegenheid van evenementen") werd gegund aan VERHOFSTE nv, hierna de "opdrachtnemers" genoemd. In uitvoering van de wetgeving en het bestek treedt het Agentschap als aankoopcentrale op, in overeenstemming met artikel 2 - 6° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en artikel 47, §1 - 3° van diezelfde wet, ten gunste van de gemeenten die zich erbij willen aansluiten;

Overwegende dat de Gemeente Vorst wenst aan te sluiten bij de aankoopcentrale om, aan de voorwaarden vastgelegd in de opdrachtdocumenten, te genieten van:

- niet-beveiligde buitenparkeervoorzieningen voor fietsen en open beschermingsvoorzieningen
- beveiligde binnenparkeervoorzieningen voor fietsen
- beveiligde buitenparkeervoorzieningen voor fietsen
- fietsparkeervoorzieningen ter gelegenheid van evenementen
- inrichtingswerken en -materieel voor fietsparkings;

Gelet op artikel 47 §2 van de wet van 17 juni 2006 inzake overheidsopdrachten wordt de Gemeente Vorst door deze aansluiting vrijgesteld van de verplichting om zelf een gunningsprocedure voor deze leveringen en daarmee verbonden diensten te organiseren;

Overwegende dat de Gemeente Vorst een beroep kan doen op deze aankoopcentrale tot het einde van de door het Agentschap uitgevoerde opdracht, zijnde 28/05/2029;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale (kenmerk PB.A24/2832) van het Parkeeragentschap met betrekking tot de overheidsopdracht voor diensten en leveringen betreffende de levering, de installatie, de instandhouding en het onderhoud van fietsparkeervoorzieningen en materiaal voor de inrichting van fietsenparkings, opgenomen in bijlage;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, machtiging te verlenen teneinde de voormelde overeenkomst rechtsgeldig te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

10 annexes / 10 bijlagen

Vu le Plan régional de Mobilité 2020-2030 (PRM), approuvé en troisième lecture par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale le 25 mars 2021 ;

Vu le Plan communal de Mobilité (PCM) adopté par le Conseil communal en séance du 20 septembre 2022 ;

Considérant que le PRM et le PCM visent à rendre l'espace public plus agréable et plus sûr ;

Vu le Plan d'Actions Régional de Sécurité routière 2021 - 2030 (PARSR), approuvé par le Gouvernement régional le 16 décembre 2021 ;

Considérant que le PARSR adopte pour principe de base la vision zéro, à savoir zéro tué et blessé grave sur les voiries de la Région à l'horizon 2030 et que cet objectif est confirmé dans le PRM ;

Considérant que la vision zéro s'inscrit dans le cadre d'engagements internationaux tels que la Déclaration de Stockholm du 20 février 2020 ainsi que dans les objectifs européens de réduction du nombre de victimes de la route à l'horizon 2030.

Considérant que cet objectif est atteignable, comme l'atteste l'exemple d'Oslo, où un plan de sécurité routière est en œuvre et où aucun accident avec tué ou blessé grave n'a été à déplorer en 2019 ;

Considérant que le PARSR précise, dans son Action 1, que « Les Communes élaborent et mettent en œuvre un plan d'actions de Sécurité routière basé sur le plan Good Move et le Plan d'action Sécurité routière régional ».

Considérant qu'à Forest, le nombre d'accidents avec tués et blessés graves suit une baisse tendancielle, mais pas le nombre d'accidents avec blessés légers, qui ne varie que très peu d'année en année ;

Considérant que le Plan d'Actions communal de Sécurité routière (PACSR) reprend le principe de la Vision zéro à l'horizon 2030 ;

Considérant qu'afin d'atteindre cet objectif, le PACSR comporte 52 actions, articulées autour de 5 axes :

- Gouvernance et transversalité
- Mesure et contrôle-sanction des comportements dangereux
- Infrastructure
- Comportement
- Véhicules

Considérant que le suivi du PACSR sera assuré en Commission Mobilité ;

Considérant qu'un état des lieux du PACSR sera présenté chaque année ;

Considérant que de nouvelles actions pourront éventuellement être intégrées dans le PACSR à l'occasion de ces états des lieux ;

Considérant que le projet de PACSR a été présenté en Commission mobilité et qu'il tient compte des remarques qui ont été émises par ses participants ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 27 mars 2025 d'adopter le Plan d'Actions communal de Sécurité routière

DECIDE :

De prendre connaissance du Plan d'Actions communal de Sécurité routière, joint au dossier.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Mobiliteit – Gemeentelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid – Kennisname - uitstel van 27/05/2025

DE RAAD

Gelet op het Gewestelijk Mobiliteitsplan 2020-2030, dat op 25 maart 2021 in derde lezing werd goedgekeurd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op het Gemeentelijk Mobiliteitsplan aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 20 september 2022;

Overwegende dat het Gewestelijk en het Gemeentelijk Mobiliteitsplan tot doel hebben de openbare ruimte aangenamer en veiliger te maken;

Gelet op het Gewestelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid 2021-2030 dat op 16 december 2021 door de gewestregering goedgekeurd werd;

Overwegende dat het Gewestelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid uitgaat van "vision zero", zijnde nul doden en zwaargewonden op de wegen van het Gewest tegen 2030, en dat deze doelstelling wordt bevestigd in het Gemeentelijk Mobiliteitsplan;

Overwegende dat "vision zero" in overeenstemming is met internationale verbintenissen zoals de Verklaring van Stockholm van 20 februari 2020 en de Europese doelstellingen om het aantal verkeersslachtoffers tegen 2030 te verminderen;

Overwegende dat deze doelstelling haalbaar is, zoals blijkt uit het voorbeeld van Oslo, waar een verkeersveiligheidsplan ten uitvoer werd gelegd en waar zich in 2019 geen enkel ongeval met doden of zwaargewonden heeft voorgedaan;

Overwegende dat actie 1 van het Gewestelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid luidt als volgt: “De gemeenten ontwikkelen een actieplan voor verkeersveiligheid op basis van het Good Move-plan en het gewestelijk actieplan voor verkeersveiligheid, en voeren dit uit”;

Overwegende dat in Vorst het aantal ongevallen met doden en zwaargewonden een dalende trend vertoont, maar niet het aantal ongevallen met lichtgewonden, dat van jaar tot jaar slechts zeer weinig varieert;

Overwegende dat het Gemeentelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid het principe van "vision zero" tegen 2030 hanteert;

Overwegende dat dit Actieplan daartoe 52 acties omvat, gebaseerd op 5 pijlers:

- Governance en transversaliteit
- Meten en controleren-sanctioneren van gevaarlijk gedrag
- Infrastructuur
- Gedrag
- Voertuigen

Overwegende dat de Mobiliteitscommissie het Gemeentelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid zal opvolgen;

Overwegende dat er elk jaar een stand van zaken van het Actieplan zal worden voorgelegd;

Overwegende dat er naar aanleiding van die stand van zaken eventueel nieuwe acties in het plan kunnen worden opgenomen;

Overwegende dat het ontwerp van het Gemeentelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid aan de Mobiliteitscommissie werd voorgelegd en dat daarin rekening is gehouden met de opmerkingen van de deelnemers;

Gelet op de beslissing van het College van Burgmeester en Schepenen in zitting van 27 maart 2025 om het Gemeentelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid aan te nemen

BESLIST:

Kennis te nemen van het Gemeentelijk Actieplan voor Verkeersveiligheid, als bijlage bij het dossier.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN :

La sécurité routière est bien évidemment essentielle, il y a beaucoup de mesures pertinentes dans ce plan d'actions , mais il n'y a pas que des mesures de bon sens, évidentes et indiscutables.

Certaines mesures pourraient être mises en œuvre de manière différente selon les sensibilités des uns et des autres, et ce, en respectant toujours les exigences de sécurité routière. Il ne faudrait pas que, sous couvert de « sécurité routière » – qui est, je le répète, bien évidemment importante –, on bypassse finalement la concertation annoncée en matière de mobilité.

Je prends un exemple parmi d'autres : le souhait de la majorité de supprimer tout le stationnement dans la montée de l'av. Victor Rousseau entre Denayer et Globe... Je peux aussi citer l'exemple qui a fait l'objet de l'interpellation citoyenne du mois dernier sur l'avenue Van Volxem...

Au niveau de l'action 4 « Création d'une commission Modes actifs », j'avais eu l'occasion de faire une remarque en commission, je vais la refaire ici parce qu'elle est importante au vu des situations conflictuelles qu'on a pu connaître ces dernières années en termes de concertation.

Selon le Plan, cette commission a pour vocation d' « être une plateforme de rencontre, de sensibilisation et d'échange à propos des enjeux de mobilité, de sécurité routière et d'accessibilité. Elle contribue à créer une vision et à formuler des lignes directrices, notamment en accompagnant l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des plans de mobilité. »

« Elle se réunit deux fois par an et se compose de représentants de services communaux (Mobilité, voirie, prévention), de la zone de police locale, de Bruxelles Mobilité, de la STIB, ainsi que de membres représentant les intérêts des cyclistes, piétons et personnes à mobilité réduite. »

L'échevine a évoqué comme partenaire les associations « Walk » et « Tous à pied ».

Il ne faudrait pas y ajouter le CAWaB ou une association membre du CAWaB qu'il proposerait ?

Afin de veiller à la bonne représentativité des différents acteurs de la mobilité à Forest, nous estimons qu'il serait souhaitable d'ouvrir cette commission – qui je le rappelle ne se réunit que 2 fois par an – plus largement, au travers par exemple un appel à intérêt via le journal communal, le site internet et les réseaux sociaux de la commune. Cela permet d'inclure ceux qui le souhaitent et d'éviter les situations conflictuelles a posteriori.

Je note par ailleurs que l'action 7 vise à transférer les voiries communales sur lesquelles

circulent les bus à la Région. Si je comprends la logique de vouloir demander à la Région d'entretenir ce qui est détérioré par le charroi régional, cette demande, qui se veut prioritaire, ne me paraît pas des plus réalistes et pas souhaitables non plus...

Les transférer à la Région ne vont pas assurer les usagers et riverains de leur bon entretien, que du contraire parfois...

Par ailleurs, il serait plus efficace si la commune veut préserver ses voiries, d'imposer à la STIB et à la Région l'entretien, les réparations, voir l'adaptation de voiries communales où passent les bus sous peine de ne plus les autoriser à y circuler. C'est d'ailleurs ce qui avait été fait il y a un peu moins de 10 ans par mon collègue Ghysels et moi-même suite au constat de dégradation de la voirie et d'habitation sur les avenues du Jonc et de Haveskercke liées au passage de bus articulés.

Que souhaite en réalité la commune ici ? De quelles voiries parle-t-on exactement ? Toutes les voiries parcourues par des bus de la STIB ?

En conclusion, autant ce plan reprend de bonnes idées, de bonnes initiatives, des améliorations en termes de sécurité routière, en particulier des usagers faibles, autant il laisse la place à une grande latitude dans la mise en œuvre de certaines de ses mesures. Et nous n'avons des réserves quant à la manière dont le Collège mettra en œuvre ce plan au vu de son agenda mobilité. Raison pour laquelle nous nous abstiendrons.

Réponse de Mme Flamme

Par rapport à la concertation, la commune veut impliquer les habitants de manière active dans la mise en œuvre et le suivi du plan.

On prévoit donc de créer une commissions « modes actifs » qui réunit non seulement les services communaux et la police mais aussi les représentants des cyclistes, piétons et personnes à mobilité réduite. Selon les ordres du jour nous invitons aussi les comités de quartier et de parents. C'est un lieu assez ouvert. Cette commission va pouvoir donner son avis, faire des propositions et aider à évaluer certaines actions. Chaque année, nous présenterons un état des lieux du plan avec le suivi des actions réalisées, en cours ou à venir. Cette commission « modes actifs » permet aussi d'intégrer de nouvelles idées, y compris celles qui viennent des habitants eux-mêmes.

Dans plusieurs projets concrets comme ceux autour des écoles, les citoyens sont consultés, que ce soit via les écoles ou les comités de quartier. L'objectif c'est que les citoyens ne soient pas justes des usagers mais aussi des acteurs du changement dans cette commission. Dans nos partenaires, nous avons par exemple Fiest verbond, Avelo (l'ancien Gacq), Heros for zero ou encore des comités de parents qui ont une connaissance fine des problèmes concrets.

Concernant les transferts de voiries à la région, c'est une réflexion que nous devons mener car comme vous le savez, nous devons entretenir très régulièrement les voiries concernées. Il y a des avantages et des désavantages à cette éventualité. Ce n'est pas encore décidé, c'est mis dans les actions à réfléchir et à trancher.

Concernant les suppressions de stationnement, elles seront faites en concertation avec les riverains, les quartiers, le Collège et le conseil communal.

Réplique de Mr LOEWENSTEIN :

Je voudrais d'abord remercier l'échevine pour sa réponse en français. Vous avez précisé que

certaines associations citées ont une connaissance fine du terrain, d'autres associations qui ne sont pas vos partenaires privilégiés ont aussi une connaissance fine de la réalité du terrain et doivent pouvoir être consultées. Il est donc important que vous fassiez la publicité de cette commission.

Tussenkoms van de heer LOEWENSTEIN

Verkeersveiligheid is uiteraard essentieel, en dit actieplan bevat veel relevante maatregelen, maar het zijn niet alleen maatregelen die voor de hand liggen, duidelijk en onbetwistbaar zijn.

Sommige maatregelen zouden op verschillende manieren kunnen worden uitgevoerd, afhankelijk van ieders gevoeligheden, waarbij altijd aan de verkeersveiligheidseisen moet worden voldaan. Het mag niet zo zijn dat onder het mom van "verkeersveiligheid" – die, ik herhaal, uiteraard belangrijk is – het aangekondigde overleg op het gebied van mobiliteit uiteindelijk wordt omzeild.

Ik neem een van de vele voorbeelden: de wens van de meerderheid om alle parkeerplaatsen op de helling van de Victor Rousseaulaan tussen Denayer en Globe te schrappen... Ik kan ook het voorbeeld noemen dat vorige maand het voorwerp uitmaakte van de burgerinterpellatie over de Van Volxemlaan...

Wat betreft actie 4, "Oprichting van een Commissie Actieve Modi", heb ik in de commissie de gelegenheid gehad een opmerking te maken die ik hier wil herhalen, omdat deze belangrijk is gelet op de conflictsituaties die we de afgelopen jaren hebben meegemaakt op het vlak van overleg.

Volgens het plan heeft deze commissie tot doel het volgende te zijn: een "platform voor ontmoeting, bewustmaking en gedachtewisseling over mobiliteit, verkeersveiligheid en toegankelijkheid. Ze helpt een visie te creëren en richtlijnen te formuleren, met name door de ontwikkeling, uitvoering en evaluatie van mobiliteitsplannen te ondersteunen. "

Ze komt twee keer per jaar samen en bestaat uit vertegenwoordigers van de gemeentediensten (Mobiliteit, Wegen, Preventie), de lokale politiezone, Brussel Mobiliteit, de MIVB en leden die de belangen van fietsers, voetgangers en personen met beperkte mobiliteit vertegenwoordigen. "

De schepen noemde de verenigingen "Walk" en "Tous à pied" als partners.

Moeten we daar niet ook het CAWaB of een vereniging die lid is van het CAWaB aan toevoegen, die het CAWaB zou voorstellen?

Om te zorgen voor een goede representativiteit van de verschillende actoren op het vlak van mobiliteit in Vorst, achten wij het wenselijk om deze commissie – die, ik herinner u eraan, slechts twee keer per jaar bijeenkomt – breder open te stellen, bijvoorbeeld door middel van een oproep tot het indienen van blikken van belangstelling via het gemeentebblad, de website en de sociale netwerken van de gemeente. Zo kunnen degenen die dat willen worden opgenomen en kunnen conflictsituaties achteraf worden voorkomen.

Ik merk bovendien op dat actie 7 erop gericht is de gemeentewegen waarop bussen rijden, over te dragen aan het gewest. Hoewel ik begrijp dat men het gewest wil vragen om de schade aan het wegennet als gevolg van het gewestelijk verkeer te herstellen, lijkt dit verzoek, dat als prioritair wordt beschouwd, mij niet erg realistisch en ook niet wenselijk...

Door ze over te dragen aan het gewest wordt het degelijke onderhoud ervan voor gebruikers en

omwonenden niet gegarandeerd, integendeel soms...

Als de gemeente haar wegen wil behouden, zou het bovendien efficiënter zijn om de MIVB en het gewest te verplichten tot het onderhoud, de herstelling en zelfs de aanpassing van gemeentewegen waarop bussen rijden, op straffe van een rijverbod. Dat is trouwens wat mijn collega Ghyssels en ikzelf iets minder dan tien jaar geleden hebben gedaan, nadat we schade hadden vastgesteld aan de wegen en woningen in de Biezen- en de Haveskerckelaan doordat er gelede bussen langsreden.

Wat wil de gemeente hier eigenlijk? Over welke wegen hebben we het precies? Alle wegen waar MIVB-bussen rijden?

Kortom, hoewel dit plan goede ideeën, goede initiatieven en verbeteringen op het gebied van verkeersveiligheid bevat, met name voor kwetsbare weggebruikers, laat het veel speelruimte bij de uitvoering van bepaalde maatregelen. En we hebben onze bedenkingen bij de manier waarop het College dit plan zal uitvoeren, gezien zijn mobiliteitsagenda. Daarom onthouden wij ons van stemming.

Antwoord van mevrouw FLAMME

Wat betreft het overleg wil de gemeente de inwoners actief betrekken bij de uitvoering en de opvolging van het plan.

Er zijn plannen om een Commissie 'Actieve Modi' op te richten, waarin niet alleen de gemeentediensten en de politie vertegenwoordigd zijn, maar ook fietsers, voetgangers en personen met beperkte mobiliteit. Afhankelijk van de agenda nodigen we ook de wijk- en oudercomités uit. Het is een vrij open forum. Deze commissie zal advies kunnen geven, voorstellen kunnen doen en kunnen helpen bij de evaluatie van bepaalde acties. Elk jaar zullen we een stand van zaken van het plan presenteren met een opvolging van de uitgevoerde, lopende en toekomstige acties. Deze Commissie 'Actieve Modi' maakt het ook mogelijk om nieuwe ideeën te integreren, waaronder ideeën die afkomstig zijn van de inwoners zelf.

Bij verschillende concrete projecten, zoals die rond scholen, worden de burgers geraadpleegd, hetzij via de scholen, hetzij via de wijkcomités. Het doel is dat de burgers niet alleen gebruikers zijn, maar ook actoren van verandering in deze commissie. Tot onze partners behoren bijvoorbeeld de Fietsersbond, Avello (het voormalige Gracq), Heros for Zero en oudercomités die een grondige kennis hebben van de concrete problemen.

Wat de overdracht van wegen naar het gewest betreft, moeten we hierover nadenken, want zoals u weet, moeten we de betrokken wegen zeer regelmatig onderhouden. Deze mogelijkheid heeft voor- en nadelen. Er is nog geen besluit genomen, het staat op de agenda om over na te denken en te beslissen.

Het schrappen van parkeerplaatsen zal gebeuren in overleg met de omwonenden, de wijken, het College en de gemeenteraad.

Repliek van de heer LOEWENSTEIN

Allereerst wil ik de schepen bedanken voor haar antwoord in het Frans. U hebt aangegeven dat sommige van de genoemde verenigingen een grondige kennis van het terrein hebben, maar ook andere verenigingen die niet tot uw voorkeurspartners behoren, hebben een grondige kennis van de realiteit op het terrein en moeten kunnen worden geraadpleegd. Het is dus belangrijk dat u deze commissie onder de aandacht brengt.

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Culture NL - Cultuur NL

37 Culture et Événements – Composition nouveau Conseil Culturel néerlandophone de Forest 2025-2030 – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu le décret de la Communauté flamande du 6 juillet 2012 relatif à la politique culturelle locale et la décision subséquente du Gouvernement flamand du 12 octobre 2012 ;

Vu la décision du Conseil communal du 30 septembre 2008 concernant la création d'un Conseil culturel néerlandophone à Forest ;

Vu l'approbation par le Conseil communal du 5 juillet 2011 des modifications proposées au règlement d'ordre intérieur de ce Conseil culturel ;

Vu l'article 10 du règlement qui stipule qu'une réunion doit être organisée pour former un nouveau Conseil culturel au plus tard six mois après l'installation d'un nouveau Conseil communal ;

Considérant qu'un large appel à candidatures a été lancé et que toutes les organisations (socio-)culturelles néerlandophones connues et actives sur le territoire de Forest ont été contactées pour poser leur candidature au Conseil culture néerlandophone;

Considérant qu'une réunion de tous les candidats a été organisée le 7 mai 2025 et qu'un nouveau Conseil culture a été constitué ;

Considérant l'article 16 du règlement qui stipule que la nouvelle composition doit être soumise à l'approbation du Conseil communal ;

Considérant qu'en conséquence, la composition suivante du Conseil culture néerlandophone est soumise, pour la période 2025-2030 :

Un maximum de six représentants d'associations et d'organisations culturelles actives sur le territoire de la commune de Forest et travaillant principalement avec des professionnels, dont un délégué de Bib Vorst et un délégué de GC Ten Weyngaert :

- WIELS/Park Poétik - représentante Lisa Pleysier
- LD3/MIRO - représentant Hans Meirlaen
- Playful Situations - représentant Tessa Goossens
- Bib Vorst - représentante Elise Ghyselen
- GC Ten Weyngaert - représentant Kris Vanslambrouck

Un maximum de quatre représentants d'associations et d'organisations culturelles actives sur le territoire de la commune de Forest et travaillant principalement avec des bénévoles :

- Minibus Music - représentante Ruth Flikschuh

- Jolifanto - représentant Kevin Leers
- Level Five - représentant Karolien Chromiak
- Oudercomité Parkschool - Aurélie van der Werf (présidente)

Un maximum de quatre résidents de la commune de Forest ayant une expertise culturelle :

- Patrice Luwel
- Susanne Weck
- Magali Coremans
- Mathilde Oechsner

DÉCIDE :

D'approuver la nouvelle composition du Conseil culturel néerlandophone de Forest 2025-2030, à savoir :

Cinq représentants d'associations et d'organisations culturelles actives sur le territoire de la commune de Forest et travaillant principalement avec des professionnels :

- WIELS/Park Poétik - représentante Lisa Pleysier
- LD3/MIRO - représentant Hans Meirlaen
- Playful Situations - représentante Tessa Goossens
- Bib Vorst - représentante Elise Ghyselen
- GC Ten Weyngaert - représentant Kris Vanslambrouck

Quatre représentants d'associations et d'organisations culturelles actives sur le territoire de la commune de Forest et travaillant principalement avec des bénévoles :

- Minibus Music - représentante Ruth Flikschuh
- Jolifanto - représentant Kevin Leers
- Level Five - représentant Karolien Chromiak
- Oudercomité Parkschool - Aurélie van der Werf (présidente)

Quatre résidents de la commune de Forest ayant une expertise culturelle :

- Patrice Luwel
- Susanne Weck
- Magali Coremans
- Mathilde Oechsner

Le Conseil approuve le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

Cultuur en Evenementen – Samenstelling nieuwe Nederlandstalige Adviesraad Cultuur van Vorst 2025-2030 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op het Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 6 juli 2012 betreffende het Lokaal Cultuurbeleid en het daarop aansluitende besluit van de Vlaamse Regering van 12 oktober 2012;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 30 september 2008 betreffende de oprichting van een Nederlandstalige Adviesraad Cultuur in Vorst;

Gelet op de goedkeuring door de Gemeenteraad van 5 juli 2011 van de voorgestelde wijzigingen voor

het intern reglement van deze Adviesraad;

Gelet op artikel 10 van het reglement dat voorschrijft dat er ten laatste zes maanden na de installatie van een nieuwe Gemeenteraad een samenkomst moet georganiseerd worden om een nieuwe Adviesraad Cultuur samen te stellen;

Overwegende dat er een brede oproep tot kandidaatstelling werd gelanceerd en dat alle gekende Nederlandstalige (socio-)culturele organisaties die actief zijn op het grondgebied van Vorst werden gecontacteerd om zich kandidaat te stellen voor de Adviesraad Cultuur;

Overwegende dat op 7 mei 2025 een samenkomst werd georganiseerd van alle kandidaat-leden en dat er een nieuwe Adviesraad Cultuur gevormd werd;

Gelet op artikel 16 van het reglement waarin wordt gesteld dat de nieuwe samenstelling ter goedkeuring dient te worden voorgelegd aan de Gemeenteraad;

Overwegende dat bijgevolg de volgende samenstelling van de Nederlandstalige Adviesraad Cultuur wordt voorgelegd, voor de periode van 2025-2030:

Maximaal zes vertegenwoordigers van culturele verenigingen en organisaties die actief zijn op het grondgebied van de gemeente Vorst en die hoofdzakelijk werken met professionele beroepskrachten, waaronder een afgevaardigde van Bib Vorst en een afgevaardigde van GC Ten Weyngaert:

- WIELS/Park Poétik - vertegenwoordiger Lisa Pleysier
- LD3/MIRO - vertegenwoordiger Hans Meirlaen
- Playful Situations – vertegenwoordiger Tessa Goossens
- Bib Vorst – vertegenwoordiger Elise Ghyselen
- GC Ten Weyngaert – vertegenwoordiger Kris Vanslambrouck

Maximaal vier vertegenwoordigers van culturele verenigingen en organisaties die actief zijn op het grondgebied van de gemeente Vorst en die hoofdzakelijk werken met vrijwilligers:

- Minibus Music – vertegenwoordiger Ruth Flikschuh
- Jolifanto - vertegenwoordiger Kevin Leers
- Level Five – vertegenwoordiger Karolien Chromiak
- Oudercomité Parkschoon – Aurélie van der Werf (voorzitter)

Maximaal vier inwoners van de gemeente met culturele expertise:

- Patrice Luwel
- Susanne Weck
- Magali Coremans
- Mathilde Oechsner

BESLIST:

De nieuwe samenstelling van de Nederlandstalige Adviesraad Cultuur van Vorst 2025-2030 goed te keuren, zijnde:

Vijf vertegenwoordigers van culturele verenigingen en organisaties die actief zijn op het grondgebied van de gemeente Vorst en die hoofdzakelijk werken met professionele beroepskrachten:

- WIELS/Park Poétik - vertegenwoordiger Lisa Pleysier
- LD3/MIRO - vertegenwoordiger Hans Meirlaen
- Playful Situations – vertegenwoordiger Tessa Goossens
- Bib Vorst – vertegenwoordiger Elise Ghyselen
- GC Ten Weyngaert – vertegenwoordiger Kris Vanslambrouck

Vier vertegenwoordigers van culturele verenigingen en organisaties die actief zijn op het grondgebied van de gemeente Vorst en die hoofdzakelijk werken met vrijwilligers:

- Minibus Music – vertegenwoordiger Ruth Flikschuh
- Jolifanto - vertegenwoordiger Kevin Leers
- Level Five – vertegenwoordiger Karolien Chromiak
- Oudercomité Parkschoon – Aurélie van der Werf (voorzitter)

Vier inwoners van de gemeente met culturele expertise:

- Patrice Luwel
- Susanne Weck
- Magali Coremans
- Mathilde Oechsner

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Bibliothèque NL - Bibliotheek NL

38 Bibliothèque néerlandophone – Recomposition de l'organe de gestion – Ratification.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 6 juillet 2012 de la Communauté flamande relatif à une politique culturelle locale, et l'Arrêté du Gouvernement flamand du 26 octobre 2012 portant exécution dudit décret ;

Vu l'accord du Conseil communal du 12 novembre 2019 relatif à l'adhésion de la commune de Forest à ce décret, ainsi que l'approbation du Plan communal de politique culturelle locale pour la période 2020-2025 ;

Vu la décision du Conseil communal du 5 décembre 2023 relative à l'adaptation et à la ratification du Règlement organique de la bibliothèque néerlandophone ;

Vu l'article 7 du règlement précité, stipulant que cet organe doit être intégralement renouvelé après l'installation d'un nouveau Conseil communal, et ce au plus tard dans un délai de six mois ;

Vu l'article 5 du règlement précité, qui précise que cet organe doit être composé d'usagers de la bibliothèque et de personnes expertes, conformément à l'article 9c du décret sur le Pacte culturel ; que le nombre maximal de membres votants est fixé à 12 ; qu'ils ne doivent pas nécessairement être domiciliés à Forest ; et que l'Échevin compétent, le coordinateur de la politique culturelle ainsi que le bibliothécaire assistent aux réunions en tant qu'observateurs ;

Vu l'article 5 du même règlement, indiquant que toute recomposition de l'organe de gestion doit être soumise à la ratification du Conseil communal ;

Considérant la proposition de recomposer l'organe de gestion de la bibliothèque néerlandophone avec les membres votants suivants :

- Madame Emilie Ben Hammouda, Rue des Châtaignes 38, 1190 Forest

- Madame Eva Van Belle, Avenue de Monte Carlo 102 boîte 73, 1190 Forest
- Madame Ann Depoorter, Rue Hippolyte Vervack 22 boîte 8, 1190 Forest
- Madame Gerda Van den Dries, Avenue Van Volxem 385 boîte 9, 1190 Forest
- Monsieur Jan De Coster, Avenue de Monte Carlo 68, 1190 Forest
- Madame Watcharita Aroon, Avenue Jean Volders 37-39 boîte 10, 1060 Saint-Gilles
- Madame Veerle Ronsmans, Avenue du Domaine 37/3, 1190 Forest
- Madame Elise Allegaert, Avenue Général Dumonceau 92, 1190 Forest
- Madame Sophie Godfroid, Avenue Van Volxem 385 boîte 6, 1190 Forest
- Madame Sandra Fernandez, Rue des Glands 15, 1190 Forest
- Madame Imane Boufrahi, Rue George Leclercq 105, 1190 Forest
- Madame Judith Hellers, Rue de Mérode 447, 1190 Forest

DECIDE :

De ratifier la recomposition de l'organe de gestion de la bibliothèque néerlandophone, à savoir :

- Madame Emilie Ben Hammouda, Rue des Châtaignes 38, 1190 Forest
- Madame Eva Van Belle, Avenue de Monte Carlo 102 boîte 73, 1190 Forest
- Madame Ann Depoorter, Rue Hippolyte Vervack 22 boîte 8, 1190 Forest
- Madame Gerda Van den Dries, Avenue Van Volxem 385 boîte 9, 1190 Forest
- Monsieur Jan De Coster, Avenue de Monte Carlo 68, 1190 Forest
- Madame Watcharita Aroon, Avenue Jean Volders 37-39 boîte 10, 1060 Saint-Gilles
- Madame Veerle Ronsmans, Avenue du Domaine 37/3, 1190 Forest
- Madame Elise Allegaert, Avenue Général Dumonceau 92, 1190 Forest
- Madame Sophie Godfroid, Avenue Van Volxem 385 boîte 6, 1190 Forest
- Madame Sandra Fernandez, Rue des Glands 15, 1190 Forest
- Madame Imane Boufrahi, Rue George Leclercq 105, 1190 Forest
- Madame Judith Hellers, Rue de Mérode 447, 1190 Forest

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Nederlandstalige bibliotheek – Hersamenstelling van het beheersorgaan - Bekrachtiging.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 6 juli 2012 betreffende het lokaal cultuurbeleid, en op het besluit van de Vlaamse Regering van 26 oktober 2012 tot uitvoering van voornoemd decreet;

Gelet op het akkoord van de Gemeenteraad van 12 november 2019 betreffende de instap van de gemeente Vorst in het decreet betreffende het lokaal cultuurbeleid, alsook op de goedkeuring van het gemeentelijk lokaal cultuurbeleidsplan voor de periode 2020-2025;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 5 december 2023 betreffende de aanpassing en bekrachtiging van het organiek reglement van de Nederlandstalige bibliotheek;

Gelet op artikel 7 van bovenvermeld reglement, dat bepaalt dat het beheersorgaan na de installatie van een nieuwe Gemeenteraad volledig vernieuwd moet worden, en dit uiterlijk zes maanden nadien;

Gelet op artikel 5 van het bovenvermeld reglement, dat bepaalt dat dit beheersorgaan moet zijn samengesteld uit bibliotheekgebruikers en deskundigen, overeenkomstig artikel 9c van het Cultuurpactdecreet; dat het maximale aantal stemgerechtigde leden 12 bedraagt; dat de leden niet in Vorst gedomicilieerd hoeven te zijn; en dat de bevoegde schepen, de cultuurbeleidscoördinator en de bibliothecaris de vergaderingen bijwonen als waarnemers;

Gelet op artikel 5 van hetzelfde reglement, waarin is bepaald dat elke hersamenstelling van het

beheersorgaan ter bekrachtiging dient te worden voorgelegd aan de Gemeenteraad;

Overwegende het voorstel om het beheersorgaan van de Nederlandstalige bibliotheek te hersamenstellen met volgende stemgerechtigde leden:

- Mevrouw Emilie Ben Hammouda, Kastanjestraat 38, 1190 Vorst
- Mevrouw Eva Van Belle, Monte-Carlolaan 102 bus 73, 1190 Vorst
- Mevrouw Ann Depoorter, Hippolyte Vervackstraat 22 bus 8, 1190 Vorst
- Mevrouw Gerda Van den Dries, Van Volxemlaan 385 bus 9, 1190 Vorst
- De heer Jan De Coster, Monte-Carlolaan 68, 1190 Vorst
- Mevrouw Watcharita Aroon, Jean Volderslaan 37-39 bus 10, 1060 Sint-Gillis
- Mevrouw Veerle Ronsmans, Domeinlaan 37/3, 1190 Vorst
- Mevrouw Elise Allegaert, Generaal Dumonceaulaan 92, 1190 Vorst
- Mevrouw Sophie Godfroid, Van Volxemlaan 385 bus 6, 1190 Vorst
- Mevrouw Sandra Fernandez, Eikelstraat 15, 1190 Vorst
- Mevrouw Imane Boufrahi, George Leclercqstraat 105, 1190 Vorst
- Mevrouw Judith Hellers, de Mérodestraat 447, 1190 Vorst

BESLIST:

De hersamenstelling van het beheersorgaan van de Nederlandstalige bibliotheek, met volgende stemgerechtigde leden, te bekrachtigen:

- Mevrouw Emilie Ben Hammouda, Kastanjestraat 38, 1190 Vorst
- Mevrouw Eva Van Belle, Monte-Carlolaan 102 bus 73, 1190 Vorst
- Mevrouw Ann Depoorter, Hippolyte Vervackstraat 22 bus 8, 1190 Vorst
- Mevrouw Gerda Van den Dries, Van Volxemlaan 385 bus 9, 1190 Vorst
- De heer Jan De Coster, Monte-Carlolaan 68, 1190 Vorst
- Mevrouw Watcharita Aroon, Jean Volderslaan 37-39 bus 10, 1060 Sint-Gillis
- Mevrouw Veerle Ronsmans, Domeinlaan 37/3, 1190 Vorst
- Mevrouw Elise Allegaert, Generaal Dumonceaulaan 92, 1190 Vorst
- Mevrouw Sophie Godfroid, Van Volxemlaan 385 bus 6, 1190 Vorst
- Mevrouw Sandra Fernandez, Eikelstraat 15, 1190 Vorst
- Mevrouw Imane Boufrahi, George Leclercqstraat 105, 1190 Vorst
- Mevrouw Judith Hellers, de Mérodestraat 447, 1190 Vorst

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

39 **Question orale relative au plan canicule (à la demande de Monsieur Peycker, conseiller communal).**

Madame la Présidente, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames, Messieurs les Échevins, chers Collègues,

Les vagues de chaleur se multiplient et s'intensifient à Bruxelles, et la commune de Forest n'y échappe pas. Le phénomène d'îlot de chaleur urbain, aggravé par la densité bâtie et la minéralisation des surfaces, augmente considérablement les risques sanitaires, notamment pour les publics les plus vulnérables.

Selon Sciensano, la surmortalité estivale affecte principalement les personnes âgées de plus de 65 ans, en particulier celles vivant seules dans des logements mal isolés, souvent sans ventilation. Ce constat est préoccupant, d'autant plus que le nombre de jours de canicule à Bruxelles pourrait dépasser les 50 jours par an d'ici la fin du siècle.

Certaines communes ont déjà pris des mesures concrètes, telles que l'affichage de messages de prévention sur panneaux électroniques, la mise en place de numéros verts locaux ou de campagnes ciblées. Ces dispositifs de proximité sont essentiels pour informer, accompagner et protéger les habitants.

Les Engagé.e.s, à travers leur programme communal et régional, plaident pour une politique de résilience urbaine, de justice environnementale et de santé préventive, ancrée dans la proximité et la coordination inter-niveaux. Notre mouvement appelle à une mobilisation locale renforcée pour faire face aux vagues de chaleur, en cohérence avec notre ambition de faire de Forest une commune juste, inclusive et durable.

Dans ce cadre, je souhaite vous poser les questions suivantes :

Vous actez, dans votre déclaration de politique communale, la poursuite de la mise en œuvre des actions du plan climat. Ce plan dispose-t-il actuellement d'un plan communal de prévention et d'adaptation aux vagues de chaleur ? Si oui, celui-ci sera-t-il actualisé pour l'été 2025 ?

Des dispositifs spécifiques de veille ou d'accompagnement des personnes âgées isolées sont-ils en place ou envisagés en cas de forte chaleur ?

La commune prévoit-elle d'utiliser ses supports de communication (panneaux électroniques, réseaux sociaux, site web, flyers, etc.) pour diffuser des conseils de prévention en cas de canicule ?

Des actions coordonnées ont-elles été entreprises avec les CPAS, les maisons médicales, les associations de quartier ou les services d'aide à domicile pour mieux identifier et protéger les publics à risque ?

La cartographie des îlots de chaleur établie par Bruxelles Environnement est-elle utilisée par l'administration forestoise comme outil de planification ou d'intervention ? La commune plaide-t-elle pour son actualisation ?

Et enfin quelles sont les collaborations en place entre la région et la commune dans le cadre de la prévention et de l'adaptation aux vagues de chaleur.

Dans un contexte de dérèglement climatique, les pouvoirs locaux ont un rôle crucial à jouer. La commune de Forest doit être exemplaire dans la protection des publics vulnérables, la communication préventive et l'adaptation urbaine. Il est de notre responsabilité d'anticiper les canicules à venir, avec des mesures concrètes et accessibles à toutes et tous.

Stéphane PEYCKER

Conseiller Communal

Chef de groupe Les

Engagé.e.s

Mondelinge vraag over het hittegolfplan (op vraag van de heer Peycker, gemeenteraadslid).

Mevrouw de voorzitter, Mijnheer de burgemeester, Dames en heren schepenen, Beste collega's,

Hittegolven komen steeds vaker voor en worden steeds intenser in Brussel, en ook de gemeente Vorst ontsnapt er niet aan. Het fenomeen van hitte-eilanden in de stad, dat wordt versterkt door de bouwdichtheid en de verharding, verhoogt de gezondheidsrisico's aanzienlijk, vooral voor de meest kwetsbaren.

Volgens Sciensano treft de oversterfte in de zomer vooral 65-plussers, in het bijzonder mensen die alleen wonen in slecht geïsoleerde woningen, vaak zonder ventilatie. Deze vaststelling is zorgwekkend, temeer daar het aantal hittegolfdagen in Brussel tegen het einde van de eeuw zou kunnen oplopen tot meer dan 50 dagen per jaar.

Sommige gemeenten hebben al concrete maatregelen genomen, zoals het verspreiden van preventieboodschappen via elektronische borden, het aanbieden van gratis groene telefoonnummers of gerichte campagnes. Deze lokale maatregelen zijn essentieel om de inwoners te informeren, te begeleiden en te beschermen.

Les Engagé.e.s pleiten via hun gemeentelijk en gewestelijk programma voor een beleid van stedelijke veerkracht, milieurechtvaardigheid en preventieve gezondheidszorg, verankerd in nabijheid en coördinatie tussen de verschillende niveaus. Onze beweging roept op tot meer lokale mobilisatie om het hoofd te bieden aan hittegolven, in overeenstemming met onze ambitie om van Vorst een rechtvaardige, inclusieve en duurzame gemeente te maken.

In dat kader wil ik de volgende vragen stellen:

- In uw gemeentelijke beleidsverklaring bevestigt u dat u de uitvoering van de acties van het klimaatplan zal voortzetten. Beschikt dit plan momenteel over een gemeentelijk plan voor preventie en aanpassing aan hittegolven? Zo ja, wordt dit plan geactualiseerd voor de zomer 2025?
- Zijn er al of komen er specifieke maatregelen voor de opvolging of begeleiding van geïsoleerde ouderen in geval van extreme hitte?
- Is de gemeente van plan haar communicatiemiddelen (elektronische borden, sociale netwerken, website, flyers, ...) te gebruiken om preventietips te verspreiden bij hittegolven?
- Zijn er gecoördineerde acties ondernomen met de OCMW's, medische huizen, buurtverenigingen of thuiszorgdiensten om risicogroepen beter te identificeren en te beschermen?
- Wordt de door Leefmilieu Brussel opgestelde kaart van hitte-eilanden door het gemeentebestuur van Vorst gebruikt als plannings- of interventie-instrument? Pleit de gemeente voor een actualisering ervan?
- En tot slot, welke samenwerkingsverbanden bestaan er tussen gewest en gemeente in het kader van de preventie van en aanpassing aan hittegolven?

In een context van klimaatverandering hebben lokale overheden een cruciale rol te spelen. De gemeente Vorst moet een voorbeeldfunctie vervullen op het vlak van de bescherming van kwetsbare groepen, preventieve communicatie en aanpassing van het leven in de stad. Het is onze verantwoordelijkheid om te anticiperen op hittegolven, met concrete maatregelen die voor iedereen

toegankelijk zijn.

PEYCKER

Engagé.e.s

Stéphane

Gemeenteraadslid

Fractieleider Les

Intervention de Mr Peycker :

Pour votre bonne information, je tenais à vous signaler que cette question a été envoyée avant les premières vagues de chaleur.

Les vagues de chaleur se multiplient et s'intensifient à Bruxelles, et la commune de Forest n'y échappe pas. Le phénomène d'îlot de chaleur urbain, aggravé par la densité du bâti et la minéralisation des surfaces, augmente considérablement les risques sanitaires, notamment pour les publics les plus vulnérables.

Selon Sciensano, la surmortalité estivale affecte principalement les personnes âgées de plus de 65 ans, en particulier celles vivant seules dans des logements mal isolés, souvent sans ventilation. Ce constat est préoccupant, d'autant plus que le nombre de jours de canicule à Bruxelles pourrait dépasser les 50 jours par an d'ici la fin du siècle.

Certaines communes ont déjà pris des mesures concrètes, telles que l'affichage de messages de prévention sur panneaux électroniques, la mise en place de numéros verts ou de campagnes ciblées. Ces dispositifs de proximité sont essentiels pour informer, accompagner et protéger les habitants.

Dans ce cadre, je souhaite vous poser les questions suivantes :

Vous actez, dans votre déclaration de politique communale, la poursuite de la mise en œuvre des actions du plan climat. Ce plan dispose-t-il actuellement d'un plan communal de prévention et d'adaptation aux vagues de chaleur ? Si oui, celui-ci sera-t-il actualisé pour l'été 2025 ?

Des dispositifs spécifiques de veille ou d'accompagnement des personnes âgées isolées sont-ils en place ou envisagés en cas de forte chaleur ?

La commune prévoit-elle d'utiliser ses supports de communication pour diffuser des conseils de prévention en cas de canicule ?

Des actions coordonnées ont-elles été entreprises avec le CPAS, les maisons médicales, les associations de quartier ou les services d'aide à domicile pour mieux identifier et protéger les publics à risque ?

La cartographie des îlots de chaleur établie par Bruxelles Environnement est-elle utilisée par l'administration forestoise comme outil de planification ou d'intervention ? La commune plaide-t-elle pour son actualisation ?

Et enfin quelles sont les collaborations en place entre la commune et la région dans le cadre de

la prévention et de l'adaptation aux vagues de chaleur.

Merci d'avance pour vos réponses

Réponse de Mme El OMARI :

Je vais répondre concernant les seniors en vous proposant un aperçu des actions mises en place par le service senior afin de prévenir les risques liés aux épisodes canicule : - Une communication claire et accessible est affichée à l'entrée de l'ensemble des clubs seniors. Les coordonnées du service senior ainsi que les numéros d'urgence y sont entre autres mentionnés. Ces communications sont également transmises aux maisons médicales, pharmacies et autres partenaires qui souhaitent les relayer. L'information est également diffusée au public concerné par mail what'sapp et via les réseaux sociaux. - Face à la canicule, nos centres s'organisent en installant et mettant des fontaines d'eau fraîches dans chaque centre. Une attention particulière est portée à la ventilation des locaux.- L'accompagnement humain est aussi renforcé via des dispositions de terrain (coup de téléphone aux personnes isolées, organisation de visites à domicile en concertation avec l'entourage médical ou privé)- Mise en place d'une prévention active lors des activités organisées par nos services.(rappel des conseils concrets tels que l'hydratation,..)- Nous restons en contacts avec nos partenaires tels que le Foyer du Sud ou les maisons médicales. S'ils sont au courant de personnes en difficulté, ils nous en informent afin que nous puissions coordonner nos actions. A titre d'exemple, lors de la journée de canicule où la température a atteint les 38 °, notre service a pris des mesures exceptionnelles pour protéger nos aînés. Les ateliers d'exercices physiques ont été annulés et les autres activités ont été allégées pour prévenir les risques. Nos équipes ont contacté leur public pour prendre des nouvelles et rappeler les conseils élémentaires. Environ 400 personnes ont été touchées par nos communications directes. Enfin, des affiches spécifiques ont également été distribuées dans les pharmacies pour renforcer la diffusion de ces conseils essentiels.

Réponse de Mr Spapens :

Par rapport à la DPG, ça passe entre autres par :

- Le renforcement de la végétalisation dans nos espaces publics qui crée de l'ombrage et du rafraîchissement urbain
- L'adaptation des infrastructures publiques en végétalisant au maximum les cours des écoles et les crèches, etc.
- Le renforcement de la connaissance territoriale qui permet de cibler les problématiques
- La mise en œuvre d'une gestion de l'eau intégrée

Outre les personnes âgées pour lesquelles Mme El Omari a répondu, les plus jeunes sont un autre public qui a fait l'objet d'une attention prioritaire de nos services.

Dans les crèches :

- Une hydratation accrue et des rafraîchissements avec gants/essuis mouillés ont été prévus.
- L'utilisation de ventilateurs a permis une meilleure aération et des jeux d'eau ont été organisés.
- Il a été proposé aux parents, s'ils en avaient la possibilité, de garder leur enfant à la maison le mercredi 2 juillet.

- Des conseils sur les bonnes pratiques à suivre ont été donnés aux parents.

Dans les écoles primaires :

- Chaque école a adapté ses activités et pris des mesures internes (ex : activités de détente, dans des pièces plus isolées) pour protéger au mieux les enfants de la chaleur.

- La possibilité de garder son enfant à la maison le mercredi 2 juillet a été étendue aux enfants de primaire.

- Enfin des conseils sur les bonnes pratiques à suivre ont également été donnés aux parents.

Outre les publics spécifiques (seniors, enfants), la commune a mis en œuvre une communication préventive à destination du grand public en cas de canicule.

Notre service de communication a travaillé en lien étroit avec les autres services communaux pour diffuser des messages clairs, accessibles et utiles à l'ensemble de la population forestoise.

Ces messages ont été relayés via plusieurs canaux complémentaires : le site web de la commune et ses réseaux sociaux.

Ces communications rappellent les gestes à adopter pour se protéger (hydratation, limitation des efforts, aération, etc.).

Elles renvoient également vers les recommandations officielles de Bruxelles Environnement, ce qui démontre également d'un bon relai des informations entre la région et notre commune.

Car l'accès à l'eau est essentiel pour toutes et tous, nos communications ont systématiquement précisé les emplacements des fontaines d'eau potable accessibles à toutes et tous sur le territoire communal.

Concernant l'adaptation aux vagues de chaleur, je voudrais également préciser que nous avons adapté nos horaires au niveau de l'administration communale pour que notre personnel puisse travailler dans de bonnes conditions. Les horaires ont été raccourci pour toutes les personnes qui prestaient minimum 7h.

Réplique de Mr PEYCKER :

Dans un contexte de fortes chaleurs, les pouvoirs locaux ont un rôle crucial à jouer. La commune de Forest doit être exemplaire dans la protection des publics vulnérables, la communication préventive et l'adaptation urbaine. Il est de notre responsabilité d'anticiper les canicules à venir, avec des mesures concrètes et accessibles à toutes et tous.

Tussenkomst van de heer PEYCKER

Ter informatie wil ik u erop wijzen dat deze vraag vóór de eerste hittegolven is verstuurd.

Hittegolven komen steeds vaker voor en worden steeds intenser in Brussel, en ook de gemeente Vorst ontsnapt er niet aan. Het fenomeen van hitte-eilanden in de stad, dat wordt versterkt door de bouwdichtheid en de verharding, verhoogt de gezondheidsrisico's aanzienlijk, vooral voor de meest kwetsbaren.

Volgens Sciensano treft de oversterfte in de zomer vooral 65-plussers, in het bijzonder mensen

die alleen wonen in slecht geïsoleerde woningen, vaak zonder ventilatie. Deze vaststelling is zorgwekkend, temeer daar het aantal hittegolfdagen in Brussel tegen het einde van de eeuw zou kunnen oplopen tot meer dan 50 dagen per jaar.

Sommige gemeenten hebben al concrete maatregelen genomen, zoals het verspreiden van preventieboodschappen via elektronische borden, het aanbieden van gratis groene telefoonnummers of gerichte campagnes. Deze lokale maatregelen zijn essentieel om de inwoners te informeren, te begeleiden en te beschermen.

In dat kader wil ik de volgende vragen stellen:

In uw gemeentelijke beleidsverklaring bevestigt u dat u de uitvoering van de acties van het klimaatplan zal voortzetten. Beschikt dit plan momenteel over een gemeentelijk plan voor preventie en aanpassing aan hittegolven? Zo ja, wordt dit plan geactualiseerd voor de zomer 2025?

Zijn er al of komen er specifieke maatregelen voor de opvolging of begeleiding van geïsoleerde ouderen in geval van extreme hitte?

Is de gemeente van plan haar communicatiemiddelen te gebruiken om preventietips te verspreiden bij hittegolven?

Zijn er gecoördineerde acties ondernomen met de OCMW's, medische huizen, buurtverenigingen of thuiszorgdiensten om risicogroepen beter te identificeren en te beschermen?

Wordt de door Leefmilieu Brussel opgestelde kaart van hitte-eilanden door het gemeentebestuur van Vorst gebruikt als plannings- of interventie-instrument? Pleit de gemeente voor een actualisering ervan?

En tot slot, welke samenwerkingsverbanden bestaan er tussen gewest en gemeente in het kader van de preventie van en aanpassing aan hittegolven?

Alvast bedankt voor uw antwoorden,

Antwoord van mevrouw EL OMARI

Ik zal uw vraag over senioren beantwoorden met een overzicht van de maatregelen die de Seniorendienst heeft genomen om de risico's van hittegolven te voorkomen: - Bij de ingang van alle seniorenclubs hangt een duidelijk en toegankelijk bericht. Daarin staan onder andere de contactgegevens van de Seniorendienst en de noodnummers vermeld. Deze informatie wordt ook doorgegeven aan de medische huizen, apotheken en andere partners die deze willen verspreiden. De informatie wordt ook verspreid onder het betrokken publiek via e-mail, WhatsApp en sociale media. Om hittegolven het hoofd te bieden, worden in elk centrum fonteinen met koel water geplaatst. Er wordt bijzondere aandacht besteed aan de ventilatie van de lokalen.- De menselijke ondersteuning wordt ook versterkt via maatregelen op het terrein (telefoontjes naar geïsoleerde personen, organisatie van huisbezoeken in overleg met de medische of privéomgeving).- Invoering van actieve preventie tijdens de door onze diensten georganiseerde activiteiten (herinnering aan concrete adviezen zoals hydratatie, ...).- We blijven in contact met onze partners, zoals de Zuiderhard of de medische huizen. Als zij op de hoogte zijn van mensen in moeilijkheden, informeren zij ons hierover, zodat we onze acties kunnen coördineren. Zo heeft onze dienst tijdens de hittegolf, toen de temperatuur opliep tot 38 °C, uitzonderlijke maatregelen genomen om onze ouderen te beschermen. De workshops met fysieke oefeningen werden geannuleerd en de andere activiteiten werden beperkt om risico's te voorkomen. Onze teams hebben contact opgenomen met hun publiek om te vragen hoe het met

hen ging en om de basistips in herinnering te brengen. Ongeveer 400 mensen werden bereikt via onze directe communicatie. Ten slotte werden er ook specifieke affiches verspreid in apotheken om de verspreiding van deze essentiële adviezen te versterken.

Antwoord van de heer SPAPENS

Wat de algemene beleidsverklaring betreft, gebeurt dit onder meer door:

- de versterking van de vergroening in onze openbare ruimten die schaduw en verkoeling in de stad creëert;
- de aanpassing van de openbare infrastructuur door schoolpleinen, kinderdagverblijven, ... zoveel mogelijk te vergroenen;
- de versterking van de territoriale kennis om problemen gericht aan te pakken;
- de implementatie van een geïntegreerd waterbeheer.

Naast ouderen, waarvoor mevrouw El Omari antwoord gaf, zijn ook kinderen een doelgroep die prioritaire aandacht heeft gekregen van onze diensten.

In de kinderdagverblijven:

- er werd gezorgd voor extra hydratatie en verfrissingen met natte handschoenen/doekjes;
- het gebruik van ventilatoren zorgde voor een betere ventilatie en er werden waterspelletjes georganiseerd;
- aan de ouders werd voorgesteld om hun kinderen op woensdag 2 juli thuis te houden, indien mogelijk;
- de ouders kregen advies over goede praktijken.

In de basisscholen:

- elke school paste haar activiteiten aan en nam interne maatregelen (bv.: ontspanningsactiviteiten in meer geïsoleerde ruimten) om de kinderen zo goed mogelijk tegen de hitte te beschermen;
- de mogelijkheid om kinderen op woensdag 2 juli thuis te houden, werd uitgebreid naar kinderen in het basisonderwijs;
- ten slotte werd ook advies gegeven aan ouders over goede praktijken.

Naast specifieke doelgroepen (senioren, kinderen) heeft de gemeente ook preventieve communicatie geïmplementeerd voor het grote publiek in geval van een hittegolf.

Onze communicatiedienst heeft nauw samengewerkt met andere gemeentediensten om duidelijke, toegankelijke en nuttige boodschappen te verspreiden onder de hele Vorstse bevolking.

Deze berichten werden via verschillende complementaire kanalen verspreid: de website van de gemeente en haar sociale netwerken.

Deze berichten herinneren aan de maatregelen die moeten worden genomen om zichzelf te beschermen (hydratatie, beperking van inspanningen, ventilatie, ...).

Ze verwijzen ook naar de officiële aanbevelingen van Leefmilieu Brussel, wat ook een goede informatie-uitwisseling tussen het gewest en onze gemeente aantoont.

Omdat toegang tot water voor iedereen essentieel is, hebben we in onze communicatie systematisch de locaties vermeld van drinkwaterfontein die voor iedereen toegankelijk zijn op het grondgebied van de gemeente.

Wat betreft de aanpassing aan hittegolven, wil ik ook vermelden dat we onze werktijden bij het gemeentebestuur hebben aangepast, zodat onze medewerkers onder goede omstandigheden kunnen werken. De werktijden zijn verkort voor iedereen die minimaal 7 uur werkte.

Repliek van de heer PEYCKER

In een context van hittegolven hebben lokale overheden een cruciale rol te spelen. De gemeente Vorst moet een voorbeeldfunctie vervullen op het vlak van de bescherming van kwetsbare groepen, preventieve communicatie en aanpassing van het leven in de stad. Het is onze verantwoordelijkheid om te anticiperen op hittegolven, met concrete maatregelen die voor iedereen toegankelijk zijn.

1 annexe / 1 bijlage

40 **Question orale : Quand le blocage régional fragilise nos associations : quel rôle pour Forest ? (à la demande de Monsieur Peycker, conseiller communal).**

Madame la Présidente, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames, Messieurs les Échevins, chers Collègues,

J'observe, comme beaucoup ici, que l'on entend régulièrement notre majorité nous expliquer les impacts possibles et futurs, des réformes qui seront mises en œuvre par l'Arizona, la coalition fédérale à laquelle le partenaire de majorité forestois Vooruit participe. Un tout petit détail souvent omis dans vos communications sur l'Arizona.

Mais, curieusement, on entend beaucoup moins de voix s'exprimer sur le blocage politique bruxellois, lui bien actuel, et dont les effets sont déjà parfaitement mesurables ici, à Bruxelles et à Forest.

Ce silence est d'autant plus étonnant que cette paralysie met aujourd'hui en difficulté de nombreuses associations bruxelloises et forestoises.

Celles-ci peinent à boucler ou à établir leurs budgets, à maintenir leur personnel, à programmer des activités. Le cas de la Mission locale pour l'emploi de Forest, "fonctionnant à la petite semaine", faute de budget et de politique claire, comme l'a révélé la presse le 7 juin, en est une illustration frappante.

Je le dis ici avec clarté : toutes nos formations politiques portent une part de responsabilité dans cette situation. Certaines plus que d'autres. Mais dans l'immédiat, ce sont les acteurs de terrain, et au fond nos habitants, qui en paient le prix.

Dans ce cadre, je souhaite vous poser les questions suivantes :

- Disposez-vous aujourd'hui d'un état des lieux précis de l'impact de l'absence de gouvernement régional sur les associations forestoises ? Avez-vous été saisi, formellement ou informellement, de difficultés concrètes rencontrées par certaines d'entre elles ?
- Dans le cas spécifique de la Mission locale pour l'emploi de Forest, la commune est-elle en contact avec les responsables ? Un soutien temporaire, une démarche de relais politique, est-elle envisagée ?
- D'autres structures associatives forestoises, dans le champ de l'insertion, de la cohésion sociale, de la jeunesse, de la culture ou du sport, font-elles aujourd'hui remonter des signaux d'alerte liés au blocage institutionnel bruxellois ?
- La commune prévoit-elle de prendre des initiatives politiques en ce sens, par exemple en relayant cette problématique via la Conférence des bourgmestres ou auprès des ministres régionaux concernés ?
- Enfin, quel message de soutien ou de lisibilité la commune peut-elle adresser, dès à présent, aux associations forestoises pour les aider à traverser cette période d'incertitude ?

Je le redis : ce qui se joue ici n'est pas une question de postures politiques abstraites. C'est une question de capacité de terrain à continuer d'accompagner nos habitants, à continuer de tisser du lien là où il se défait. Si nous restons passifs face à cette situation, ce sont nos quartiers qui en feront les frais.

Forest, commune engagée pour son tissu associatif, ne peut pas être simplement spectatrice.

Merci d'avance pour les réponses que vous pourrez nous apporter.

Stéphane PEYCKER

Conseiller Communal

Chef de groupe Les

Engagé.e.s

Mondelinge vraag : welke rol speelt Vorst als de gewestelijke impasse onze verenigingen ondermijnt (op vraag van de heer Peycker, gemeenteraadslid).

Mevrouw de voorzitter, Mijnheer de burgemeester, Dames en heren schepenen, Beste collega's,

Zoals velen hier stel ik vast dat we onze meerderheid regelmatig de mogelijke en toekomstige gevolgen horen uitleggen van de hervormingen die zullen worden doorgevoerd door Arizona, de federale coalitie waaraan de Vorstse meerderheidspartner Vooruit deelneemt. Een klein detail dat vaak weggelaten wordt in uw communicatie over Arizona.

Maar vreemd genoeg horen we veel minder over de politieke impasse in Brussel, die er wel degelijk is en waarvan de gevolgen hier, in Brussel en in Vorst, al perfect meetbaar zijn.

Dit stilzwijgen is des te verwonderlijker aangezien deze stilstand momenteel veel Brusselse en Vorstse verenigingen in moeilijkheden brengt.

Ze hebben het moeilijk om hun begroting in evenwicht te brengen of op te stellen, hun personeel te behouden en activiteiten te plannen. Het geval van de Mission locale pour l'emploi de Forest, die lukraak te werk gaat bij gebrek aan een budget en een duidelijk beleid, zoals de pers op 7 juni onthulde, is hiervan een treffend voorbeeld.

Laat me duidelijk zijn: al onze politieke partijen dragen een deel van de verantwoordelijkheid voor deze situatie. Sommige meer dan andere. Maar op dit moment zijn het de actoren op het terrein, en uiteindelijk onze inwoners, die de prijs betalen.

In dat kader wil ik de volgende vragen stellen:

- Hebt u momenteel een duidelijk beeld van de impact van het gebrek aan een gewestregering op de Vorstse verenigingen? Bent u, formeel of informeel, op de hoogte gebracht van specifieke moeilijkheden die sommige van hen ondervinden?
- Staat de gemeente in het specifieke geval van de Mission locale pour l'emploi de Forest in contact met de verantwoordelijken? Zijn er plannen voor tijdelijke ondersteuning of een politieke tussenkomst?
- Geven andere verenigingen in Vorst, die actief zijn op het gebied van integratie, sociale cohesie, jeugd, cultuur of sport, momenteel waarschuwingssignalen af in verband met de institutionele impasse in Brussel?
- Is de gemeente van plan politieke initiatieven in dit verband te nemen, bijvoorbeeld door deze problematiek aan de orde te stellen in de Conferentie van burgemeesters of bij de betrokken gewestelijke ministers?
- Tot slot, welke ondersteunende of duidelijke boodschap kan de gemeente nu al geven aan de Vorstse verenigingen om hen door deze onzekere periode te helpen?

Ik zeg het nog maar eens: het gaat hier niet om abstracte politieke standpunten. Het is een kwestie van ons vermogen op het terrein om onze inwoners te blijven ondersteunen, om banden te blijven smeden waar die verbroken worden. Als we passief blijven tegenover deze situatie, zullen onze wijken het zwaar te verduren krijgen.

Vorst, een gemeente die zich inzet voor haar verenigingsleven, kan niet zomaar toekijken.

Alvast bedankt voor de antwoorden die u ons kan bieden.

PEYCKER

Engagé.e.s

Stéphane

Gemeenteraadslid

Fractieleider Les

Intervention de MR PEYCKER :

J'observe, comme beaucoup ici, que l'on entend régulièrement notre majorité nous expliquer les impacts possibles et futurs, des réformes qui seront mises en œuvre par l'Arizona, la coalition fédérale à laquelle le partenaire de majorité forestois Vooruit participe. Un tout petit détail souvent omis dans vos communications sur l'Arizona.

Mais, curieusement, on entend beaucoup moins de voix s'exprimer sur le blocage politique bruxellois, lui bien actuel, et dont les effets sont déjà parfaitement mesurables ici, à Bruxelles et à Forest.

Ce silence est d'autant plus étonnant que cette paralysie met aujourd'hui en difficulté de nombreuses associations bruxelloises et forestoises. J'étais en réunion avec le MOC et la CSC ce midi, ils ont émis l'hypothèse de la disparition de 17 % de tissu associatif.

Celles-ci peinent à boucler ou à établir leurs budgets, à maintenir leur personnel, à programmer des activités. Le cas de la Mission locale pour l'emploi de Forest, "fonctionnant à la petite semaine", faute de budget et de politique claire, comme l'a révélé la presse le 7 juin, en est une illustration frappante.

Je le dis ici avec clarté : toutes nos formations politiques portent une part de responsabilité dans cette situation. Certaines plus que d'autres. Mais dans l'immédiat, ce sont les acteurs de terrain, et au fond nos habitants, qui en paient le prix.

Dans ce cadre, je souhaite vous poser les questions suivantes :

- **Disposez-vous aujourd'hui d'un état des lieux précis de l'impact de l'absence de gouvernement régional sur les associations forestoises ? Avez-vous été saisi, formellement ou informellement, de difficultés concrètes rencontrées par certaines d'entre elles ?**
- **Dans le cas spécifique de la Mission locale pour l'emploi de Forest, la commune est-elle en contact avec les responsables ? Un soutien temporaire, une démarche de relais politique, est-elle envisagée ?**
- **D'autres structures associatives forestoises, dans le champ de l'insertion, de la cohésion sociale, de la jeunesse, de la culture ou du sport, font-elles aujourd'hui remonter des signaux d'alerte liés au blocage institutionnel bruxellois ?**
- **La commune prévoit-elle de prendre des initiatives politiques en ce sens, par exemple en relayant cette problématique via la Conférence des bourgmestres ou auprès des ministres régionaux concernés ?**
- **Enfin, quel message de soutien ou de lisibilité la commune peut-elle adresser, dès à présent, aux associations forestoises pour les aider à traverser cette période d'incertitude ?**

Je le redis : ce qui se joue ici n'est pas une question de postures politiques abstraites. C'est une question de capacité de terrain à continuer d'accompagner nos habitants, à continuer de tisser du lien là où il se défait. Si nous restons passifs face à cette situation, ce sont nos quartiers qui en feront les frais.

Merci d'avance pour les réponses que vous pourrez nous apporter

Réponse de Mr SPAPENS :

Nous n'oublions pas notre partenaire Vooruit avec qui nous faisons liste commune mais je rappelle qu'il n'a pas d'écu au conseil communal.

À l'heure actuelle, nous ne disposons pas d'un état des lieux exhaustif et chiffré de l'impact

direct de l'absence de gouvernement régional sur les associations forestoises. Toutefois, plusieurs signaux nous sont parvenus et permettent de constater que la situation a des répercussions concrètes sur le terrain.

Certaines associations nous ont déjà fait part de retards dans le paiement de leurs subventions régionales, ce qui engendre une forte instabilité financière. D'autres nous ont signalé des blocages administratifs dans la mise en œuvre de projets nécessitant un appui ou un feu vert régional.

Même si toutes les associations ne sont pas touchées de la même manière, il est clair que l'incertitude institutionnelle crée un climat d'inquiétude et complique la planification à moyen terme. Dans ce contexte, le rôle de la commune en tant qu'interlocuteur de proximité et relais vers les pouvoirs régionaux est crucial, mais les moyens qu'elle possède pour protéger financièrement les associations sont limités.

Au niveau des actions à mettre en place, nous travaillons au cas par cas, selon l'association et l'administration concernée. Les différents services communaux en lien avec l'associatif collaborent pour trouver des solutions.

Si la situation venait à perdurer, cela pourrait durablement fragiliser certaines d'entre elles, tant au niveau de l'emploi que des activités proposées.

Concernant la Mission locale, il existe un contact régulier de l'échevinat avec la direction de la de celle-ci. Dans ce cadre, les mesures politiques qui impacteront leur travail sont bien entendu discutées. Actuellement, ce sont surtout les inquiétudes liées à la mesure d'exclusion du chômage qui occupent ces discussions.

Toutefois, il y a un travail d'échange régulier qui est mené, que ce soit en direct avec la Mission locale, ou en groupe avec les autres acteurs du secteur via la Maison de l'emploi. Et ce dans le but de partager sur les constats et les expériences, dans le but de créer des synergies au niveau du travail, mais aussi au niveau des revendications.

L'incertitude institutionnelle touche l'ensemble des associations, tous secteurs confondus et ce même si toutes les associations ne sont pas impactées de la même manière tout cela donne un climat d'inquiétude générale.

Nous en discutons évidemment avec l'ensemble des bourgmestre et nous prenons des initiatives vers les différents ministres, régionaux ou fédéraux. Au fédéral, ça ne change pas, au niveau régional, les ministres se montrent compréhensifs mais sont en attente de budgets qui se libèrent vu que la région est sous le régime des douzièmes provisoires.

Réplique de Mr PEYCKER :

Merci pour votre réponse franche.

Tussenkomst van de heer PEYCKER

Zoals velen hier stel ik vast dat we onze meerderheid regelmatig de mogelijke en toekomstige gevolgen horen uitleggen van de hervormingen die zullen worden doorgevoerd door Arizona, de federale coalitie waaraan de Vorstse meerderheidspartner Vooruit deelneemt. Een klein detail

dat vaak weggelaten wordt in uw communicatie over Arizona.

Maar vreemd genoeg horen we veel minder over de politieke impasse in Brussel, die er wel degelijk is en waarvan de gevolgen hier, in Brussel en in Vorst, al perfect meetbaar zijn.

Dit stilzwijgen is des te verwonderlijker aangezien deze stilstand momenteel veel Brusselse en Vorstse verenigingen in moeilijkheden brengt. Ik had vanmiddag een vergadering met de MOC en het ACV en zij hebben de hypothese geopperd dat 17% van het verenigingsleven zal verdwijnen.

Ze hebben het moeilijk om hun begroting in evenwicht te brengen of op te stellen, hun personeel te behouden en activiteiten te plannen. Het geval van de Mission locale pour l'emploi de Forest, die lukraak te werk gaat bij gebrek aan een budget en een duidelijk beleid, zoals de pers op 7 juni onthulde, is hiervan een treffend voorbeeld.

Laat me duidelijk zijn: al onze politieke partijen dragen een deel van de verantwoordelijkheid voor deze situatie. Sommige meer dan andere. Maar op dit moment zijn het de actoren op het terrein, en uiteindelijk onze inwoners, die de prijs betalen.

In dat kader wil ik de volgende vragen stellen:

- Hebt u momenteel een duidelijk beeld van de impact van het gebrek aan een gewestregering op de Vorstse verenigingen? Bent u, formeel of informeel, op de hoogte gebracht van specifieke moeilijkheden die sommige van hen ondervinden?
- Staat de gemeente in het specifieke geval van de Mission locale pour l'emploi de Forest in contact met de verantwoordelijken? Zijn er plannen voor tijdelijke ondersteuning of een politieke tussenkomst?
- Geven andere verenigingen in Vorst, die actief zijn op het gebied van integratie, sociale cohesie, jeugd, cultuur of sport, momenteel waarschuwingssignalen af in verband met de institutionele impasse in Brussel?
- Is de gemeente van plan politieke initiatieven in dit verband te nemen, bijvoorbeeld door deze problematiek aan de orde te stellen in de Conferentie van burgemeesters of bij de betrokken gewestelijke ministers?
- Tot slot, welke ondersteunende of duidelijke boodschap kan de gemeente nu al geven aan de Vorstse verenigingen om hen door deze onzekere periode te helpen?

Ik zeg het nog maar eens: het gaat hier niet om abstracte politieke standpunten. Het is een kwestie van ons vermogen op het terrein om onze inwoners te blijven ondersteunen, om banden te blijven smeden waar die verbroken worden. Als we passief blijven tegenover deze situatie, zullen onze wijken het zwaar te verduren krijgen.

Alvast bedankt voor de antwoorden die u ons kan bieden.

Antwoord van de heer SPAPENS

We vergeten onze partner Vooruit niet, met wie we een gezamenlijke lijst hebben, maar ik wil eraan herinneren dat deze geen verkozene in de gemeenteraad heeft.

Momenteel hebben we geen compleet en cijfermatig beeld van de rechtstreekse impact van het gebrek aan een gewestregering op de Vorstse verenigingen. We hebben echter verschillende signalen opgevangen die erop wijzen dat de situatie concrete gevolgen heeft op het terrein.

Sommige verenigingen hebben ons al laten weten dat er vertragingen zijn bij de uitbetaling van hun gewestelijke subsidies, wat tot grote financiële instabiliteit leidt. Andere hebben ons gewezen op administratieve belemmeringen bij de uitvoering van projecten die gewestelijke steun of goedkeuring vereisen.

Hoewel niet alle verenigingen op dezelfde manier worden getroffen, is het duidelijk dat de institutionele onzekerheid een klimaat van onrust creëert en de planning op middellange termijn bemoeilijkt. In deze context is de rol van de gemeente als lokale gesprekspartner en schakel naar de gewestelijke overheden cruciaal, maar de middelen waarover zij beschikt om verenigingen financieel te beschermen, zijn beperkt.

Wat de te nemen maatregelen betreft, werken we geval per geval, afhankelijk van de vereniging en de betrokken administratie. De verschillende gemeentediensten die met verenigingen te maken hebben, werken samen om oplossingen te vinden.

Als deze situatie blijft voortduren, zou dit sommige van hen blijvend kunnen verzwakken, zowel op het vlak van werkgelegenheid als op het vlak van aangeboden activiteiten.

Wat de Mission locale betreft, onderhoudt het schepencollege regelmatig contact met de directie ervan. In dat kader worden uiteraard de beleidsmaatregelen besproken die een impact hebben op hun werk. Momenteel staan vooral de bezorgdheden over de maatregel van uitsluiting van werkloosheid centraal in deze besprekingen.

Er vindt echter regelmatig overleg plaats, zowel rechtstreeks met de Mission locale als in groep met andere actoren uit de sector via het Jobhuis. Het doel is om bevindingen en ervaringen te delen, om synergieën te creëren op het vlak van werk, maar ook op het vlak van eisen.

De institutionele onzekerheid treft alle verenigingen, in alle sectoren, ook al worden niet alle verenigingen op dezelfde manier getroffen, toch zorgt dit alles voor een klimaat van algemene onrust.

We bespreken dit uiteraard met alle burgemeesters en nemen initiatieven ten overstaan van de verschillende ministers, zowel op gewestelijk als op federaal niveau. Op federaal niveau verandert er niets, op gewestelijk niveau tonen de ministers begrip, maar wachten ze op vrijkomende budgetten, aangezien het gewest onder het regime van de voorlopige twaalfden valt.

Repliek van de heer PEYCKER

Bedankt voor uw eerlijke antwoord.

1 annexe / 1 bijlage

Vu l'article 17 de la loi organique des CPAS,

Considérant que Monsieur Stéphane Pépin a présenté sa démission en qualité de membre du Conseil de l'action sociale ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un remplaçant afin d'achever le mandat du membre démissionnaire ;

Considérant que Monsieur Sébastien Gillard et Madame Francine Meurice, suppléants se sont désistés ;

Vu l'acte de présentation de candidature de Madame Julie Buchet comme membre effectif ;

PREND ACTE

De l'élection de Madame Julie Buchet en qualité de membre effectif du Conseil de l'action sociale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Algemene zaken - Vervanging van een lid van de Raad voor maatschappelijk welzijn.
(Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op artikel 17 van de organieke wet betreffende de OCMW's,

Overwegende dat de heer Stéphane Pépin zijn ontslag heeft ingediend als lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn;

Overwegende dat er een vervanger moet worden aangesteld om het mandaat van het ontslagnemende lid te voltooien;

Overwegende dat de heer Sébastien Gillard en mevrouw Francine Meurice, plaatsvervangers, zich hebben teruggetrokken;

Gelet op de voordracht van mevrouw Julie Buchet als werkend lid;

NEEMT KENNIS VAN

De verkiezing van de Mervrouw Julie Buchet tot werkend lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

LE CONSEIL,

Vu l'article 120 §2 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques ;

Vu les statuts de l'asbl Forest Centre Culturel ;

Considérant que Madame Stéphanie Romer, désigné représentant à l'AG de Forest Centre Culturel par délibération du 18 février 2025, est démissionnaire ; qu'il convient de le remplacer ;

DECIDE,

De désigner en qualité de représentant à l'AG de l'asbl Forest Centre Culturel Monsieur Frédéric Klein, en remplacement de Madame Stéphanie Romer .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Forest Centre Culturel) - Vervanging. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de statuten van de vzw Forest Centre Culturel;

Overwegende dat Mervrouw Stéphanie Romer, aangewezen als vertegenwoordiger in de AV van Forest Centre Culturel bij beslissing van 12 février 2025, ontslag heeft genomen; dat hij moet worden vervangen;

BESLIST

De heer Frédéric Klein, aan te stellen in de hoedanigheid van vertegenwoordiger in de AV van de vzw Forest Centre Culturel, ter vervanging van de Mevrouw Stéphanie Romer.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

43 Affaires générales - Mandats (Institut Decroly) - Désignations - Revu (Ajouté en séance)

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu les statuts de l'asbl Institut Decroly, notamment les articles 6 et 26 ;

Considérant la commune dispose de 4 représentants au sein du Conseil d'administration, parmi lesquels l'Échevine de l'Enseignement, membre de droit et 3 représentants à l'Assemblée Générale ;

DECIDE,

De désigner en qualité de représentants à l'Assemblée Générale et membres du Conseil d'administration de l'asbl Institut Decroly :

- Madame Geneviève BOONE.
- Madame Jacyara FARIAS DE AZEVEDO, Échevine.
- Monsieur Alain MUGABO, Échevin.

De désigner Mme Françoise Père, Échevine de l'Enseignement, en qualité de membre de droit du Conseil d'administration de l'asbl Institut Decroly.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Institut Decroly) - Aanstellingen - Herziening (*Toegevoegd tijdens de zitting*)

DE RAAD,

Gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de statuten van de vzw Institut Decroly, inzonderheid artikel 6 en 26;

Overwegende dat de gemeente 4 vertegenwoordigers heeft in de raad van bestuur, waaronder de schepen van onderwijs, die van rechtswege lid is, en 3 vertegenwoordigers in de algemene vergadering;

BESLIST

Om als vertegenwoordigers in de algemene vergadering en leden van de raad van bestuur van de vzw Institut Decroly aan te stellen:

- Mevrouw Geneviève BOONE;
- Mevrouw Jacyara FARIAS DE AZEVEDO, Schepen;
- De heer Alain MUGABO, schepen;

Mevrouw Françoise Père, schepen van Onderwijs, aan te stellen als ambtshalve lid van de raad van bestuur van de vzw Institut Decroly.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Levée de la séance à 23:59
Opheffing van de zitting om 23:59

Par le Collège :
La Secrétaire communale,
Vanwege het College :
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Hilde De Visscher

Nadia El Yousfi